Fernand MITTON [1876 -]

(1945)

LA PRESSE FRANÇAISE

sous la Révolution, le Consulat, l'Empire

Tome II d'une série de trois tomes.

Un document produit en version numérique par Claude Ovtcharenko, bénévole,
Journaliste à la retraite près de Bordeaux, à 40 km de Périgueux
Courriel: c.ovt@wanadoo.fr

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"
Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi
Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf., .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
[LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES](#).

Cette édition électronique a été réalisée par Claude Ovtcharenko, bénévole, journaliste à la retraite près de Bordeaux, à 40 km de Périgueux.

Courriel: c.ovt@wanadoo.fr

à partir de :

Fernand MITTON [1876 -]

La presse française sous la Révolution, le Consulat, l'Empire.

Paris : Guy Le Prat, Éditeur, 1945, 252 pp. Collection : Jadis et Naguère. [Tome second d'un ensemble de trois.]

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les citations : Times New Roman, 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition numérique réalisée le 23 décembre 2008 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.

Fernand MITTON

**La presse française sous la Révolution,
le Consulat, l'Empire.**

Paris : Guy Le Prat, Éditeur, 1945, 252 pp. Collection : Jadis et Naguère.
[Tome second d'un ensemble de trois.]

Table des matières

[Table des gravures](#)

[Chapitre Premier. A la veille de la Révolution](#)

Effervescence populaire. — Convocation des Etats Généraux. — La fièvre de la rue. — Discoureurs de plein vent. — La Presse d'alors ne reflète pas encore le mouvement de l'opinion. — La *Gazette de France* et le *Journal de Paris* observent une prudente réserve. — Seul le *Hérault de la Nation* s'inspire des tendances gouvernementales. — Les revendications des faubourgs s'expriment dans une foule de brochures. — On y réclame une liberté plus grande. — L'abbé Sieyès publie son étude fameuse : *Qu'est-ce que le tiers état ?* — Brissot tente de faire paraître le *Patriote français*. — Il y renonce devant l'hostilité des sphères officielles. — Son exemple n'est pas perdu.

[Chapitre II. L'ÉMANCIPATION DE LA PRESSE](#)

Les Etats Généraux. — Agitation de la foule tant à Paris qu'à Versailles. — Des projets de publications sont élaborés. — Passant outre à la censure, Mirabeau entre le premier en lice en lançant les *Etats Généraux*. — Son prospectus et ses informations. — Surprise du Gouvernement. — La feuille est aussitôt interdite. — Le tribun la remplace par ses *Lettres à ses commettans*. — Il entraîne de nombreux imitateurs. — Brochures et pamphlets se transforment en périodiques. — Ecllosion rapide de journaux. — Leurs débuts. — La *Gazette de France* satisfait aux exigences du moment. — La transmission des nouvelles.

[Chapitre III. LA PRESSE DÉCHAÎNÉE](#)

La liberté de la Presse proclamée. — Développement prodigieux des journaux. — Le *Bulletin de l'Assemblée nationale* prend la tête du mouvement. — Les tribulations de l'*Ami du Peuple*. — Lutte active des partis et des clubs. — La plupart ont leur bulletin. — Journaux royalistes et démocratiques. — Apreté de la guerre de plume. — Journaux criés à travers les rues. — Les proclamateurs et leur édition spéciale. — La municipalité parisienne régleme le colportage. — Les mesures prises soulèvent des protestations. — Feuilles gratuites. — Affichage de journaux sur les murs de Paris. — Le *Chant du Coq*, l'*Ami des Citoyens*, la *Sentinelles*. — Vive concurrence entre eux. — Les « nouvelles » du jour affichées dans les cafés. — Réprobation populaire contre les écrits royalistes. — Journaux lacérés et brûlés. — Le Conseil général de la Commune interdit les « papiers aristo-

cratiques ». — Feuilles clandestines. — Revue de la Presse. — Multiplicité de titres. — Journaux subventionnés.

Chapitre IV. Les journaux et leurs rédacteurs

Mirabeau et le *Courrier de Provence*. — Sa mort singulière. — Un concurrent sérieux : le *Point du Jour*, de Barère. — Le *Courrier de Versailles*. — Revirements politiques de Gorsas. — Son attitude au procès de Louis XVI. — Les *Révolutions de Paris*. — Prudhomme et Tournon. — Le *Patriote français*, de Brissot. — Fermeté de caractère de Girey-Dupré, son rédacteur en chef. — Les articles de Marat dans l'*Ami du Peuple*. — Hébert et le *Père Duchesne*. — Les contrefaçons. — Les *Révolutions de France et de Brabant*. — Desmoulins les publie péniblement. — Malouet dénonce la feuille à l'Assemblée constituante. — Robespierre prend la défense de Camille. — Le *Journal de Paris* se rajeunit sous la plume de Garat. — Condorcet, André Chénier et Rœderer. Journaux contre-révolutionnaires. — Le *Petit Gautier*, les *Actes des Apôtres*, l'*Ami du Roi*. — Vicissitudes éprouvées par ce dernier organe. — La *Gazette de Paris*. — Durosioi, son rédacteur, premier journaliste condamné à mort. — Il marche courageusement à la guillotine. — Le *Bulletin du Tribunal criminel*. — Placidité du *Mercure de France*.

Chapitre V. La presse pendant la terreur

Partisans et adversaires du régime de violence. — La loi des suspects soulève de vives controverses. Marcandier et le *Véritable Ami du Peuple*. — Difficultés qu'il rencontre pour le faire paraître. — Sa femme placarde nuitamment cette feuille clandestine. — Traqué, Marcandier se cache dans un grenier. — Une imprudence le fait arrêter ainsi que son épouse. — Tous deux périssent sur l'échafaud. — Le *Vieux Cordelier*. — Motifs de sa publication. — Analyse des numéros. — Vives critiques au club des Jacobins. — Camille Desmoulins exclu de la société. — Intervention de Robespierre. — Camille est réintégré. — Le numéro VII ne parut, abrégé qu'après la mort de son auteur. — Raisons de ce retard. — Extrait conforme au manuscrit original. — Le 9 thermidor. — Les vainqueurs chantent victoire et se déchirent entre eux. — Le *Journal de la Montagne*. — L'*Orateur du Peuple*, bulletin de la « Jeunesse dorée ». — L'*Ami des Citoyens* reparaît. —

Chapitre VI. Les périodiques sous le directoire et le consulat

Aucune loi ne définit les limites de la Presse. — Les journaux s'expriment avec une extrême vivacité. — Loi du 28 germinal an IV. — L'*Accusateur public*, de Richer-Serisy. — Comment il déjoue les contrefaçons. — Le *Courrier français* et la « correction » infligée à Poncelin. — Politique passionnée pour le rétablissement de la monarchie. Le *Thé*, le *Menteur*, le *Grondeur*, etc... — Le Directoire s'élève et s'adjoint des feuilles officieuses. — « Encouragements » accordés. —

Les Conseils se refusent à s'associer aux mesures réclamées contre la Presse. — Arrêté du Directoire du 18 fructidor an V. — Journaux supprimés, leurs directeurs arrêtés et emprisonnés. — Loi du 19 fructidor an V, plaçant tous les périodiques et leurs presses sous l'inspection de la police. — Plusieurs feuilles, précédemment épargnées, sont, à leur tour, prohibées. — La Presse ayant repris l'offensive, quelques journaux sont encore frappés et leurs presses mises sous scellés. — Par un dispositif spécial, certains d'entre eux parviennent à paraître sans briser les cachets. — Le *Courrier de l'armée d'Italie*, la *France vue de l'armée d'Italie*, le *Courrier d'Egypte* créés par Bonaparte. — Le coup d'Etat du 18 brumaire porte un coup terrible à la Presse. — Soixante journaux sont interdits. — Opinion de Bonaparte sur les journalistes. — Le *Moniteur*, organe officiel. — Le *Journal des Débats* et l'ingénieux feuilleton de Geoffroy. — Le *Bulletin de Paris*, feuille officielle du Premier Consul. — Ce dernier charge Fiévée de lui rédiger un journal secret. — Sérieux avertissements adressés à la Presse. — Le moindre écart est sévèrement réprimé. — L'*Ambigu* et Bonaparte.

[Chapitre VII.](#) Napoléon s'empare de la presse

L'Empereur se réserve le monopole des feuilles politiques. — Il en surveille continuellement la teneur. — Ses notes à Fouché. — Fiévée poursuit la rédaction de son *Bulletin* privé pour Napoléon. — La vogue du *Journal des Débats* ainsi que ses bénéfices soulèvent des convoitises. Fouché est l'âme de la conspiration. — Un censeur est imposé au *Journal des Débats*. — Avis de Fiévée à cet égard. — Réponse de l'Empereur. — Cet organe est tenu de s'intituler *Journal de l'Empire*. — Fiévée en devient le rédacteur. — Un an plus tard, Etienne le remplace. — Persécutions contre les journaux. — Confiscation du *Journal de l'Empire* au profit de l'Etat. — Cet acte arbitraire est étendu à d'autres périodiques, notamment au *Journal de Paris*. — Le nombre des quotidiens publiant des nouvelles politiques est réduit à quatre. — Interdiction du compte rendu des procès civils et criminels. — La *Gazette de France* est autorisée à publier, avant tous les autres, les notes judiciaires qui lui seront remises. — La Presse, par ordre, garde le silence sur les revers de 1814. — La dernière remontrance de Napoléon. — La Presse se venge de sa longue servitude en insultant le lion blessé.

[Index bibliographique.](#)

Table des gravures

Gravure 1. Les Révolutions de Paris. Frontispice allégorique du premier numéro.

Gravure 2. Le “Père Duchesne”, numéro 13 reproduisant pour la première fois la vignette représentant Hébert avec une moustache et deux pistolets à la ceinture.

Gravure 3. Dernier numéro de “La Sentinelle”, journal affiche.

Gravure 4. Mirabeau-Tonneau, Caricature révolutionnaire sur le frère du tribun.

Gravure 5. L’Ami du peuple ou Le Publiciste parisien, journal politique, libre et impartial. No VI, Versailles, mercredi 15 septembre 1789. Assemblée Nationale.

Gravure 6. Le “Vieux Cordelier”, journal rédigé par Camille Desmoulins, député à la Convention, et Doyen des Jacobins.

Gravure 7. Le “Vieux Cordelier”, Fac-similé du manuscrit original du numéro 7.

Gravure 8. Le “Moniteur Universel” annonçant qu’il devient l’organe officiel du gouvernement consulaire.

Gravure 9. Les “Rapsodies du Jour”, premier titre orné d’une vignette. 22 décembre 1796.

La presse française
sous la Révolution, le Consulat, l'Empire. (1945)

Chapitre I

À la veille de la Révolution

[Retour à la table des matières](#)

Vers le milieu de l'année 1788, la situation générale de la France se trouvait des plus critiques. Le Trésor, aux abois, avait proclamé la banqueroute, la confiance avait été retirée aux ministres dont les tentatives de réformes avaient échouées devant l'opposition des ordres privilégiés. Les dirigeants se voyaient reprocher leurs fastes et leurs dépenses désordonnées. Les Parlements usurpaient ou contrariaient sans cesse le pouvoir exécutif, résistaient aux édits royaux en refusant de les enregistrer. La justice, partielle, inégale, variait suivant les provinces, quelquefois selon les seigneurs. La procédure, lente et compliquée, devenait ruineuse. La liberté de la presse se trouvait violée par les censeurs royaux, la liberté individuelle par les emprisonnements arbitraires.

Les deux tiers des terres appartenaient au clergé et à la noblesse. Le peuple possédait l'autre tiers. Les deux premiers échappaient aux impôts tandis que le troisième les acquittait au roi, payait la dîme au clergé et des droits féodaux à la noblesse. Les classes riches parvenaient seules aux plus hautes dignités, jouissaient des plus gros privilèges ; le tiers état en était exclu.

Brochant sur le tout, les éléments déchaînés, la grêle surtout, dévastèrent la moitié des récoltes ; la disette qui devait en être la conséquence faisait redouter la

famine. Il fallu employer les troupes, stationnées dans les provinces, à protéger les convois de grains destinés à l'approvisionnement de la capitale.

En présence de ces abus intolérables, de ces iniquités persistantes, de ces calamités publiques, les masses populaires commencèrent à s'agiter, à faire entendre de sourdes rumeurs, lesquelles ne tardèrent pas à devenir menaçantes. L'orage grondait, prêt à éclater.

Afin de parer aux événements et de donner satisfaction à la nation, Louis XVI se résigna à convoquer les Etats Généraux, qui n'avaient pas été assemblés depuis l'année 1614. Un arrêt du Conseil d'Etat du 5 juillet 1788 en régla la réunion. L'article 8 invitait en même temps « tous les savants et personnes instruites » du royaume à exprimer leur avis sur la convocation des Etats Généraux et de l'envoyer au garde des Sceaux. De son côté, le Parlement de Paris prenait, le 5 décembre 1788, un arrêté réclamant la liberté de la presse « comme l'unique garantie de tous les droits ». Enfin, le roi, par lettre du 24 janvier 1789, fixait la réunion des Etats Généraux au 27 avril 1789, à Versailles.

L'annonce de la première décision royale provoqua une grave effervescence dans le pays, et plus particulièrement dans la capitale. C'est au milieu de ces circonstances que se préparèrent les élections. La fièvre gagna les esprits et ceux-ci demeurèrent dans une fermentation continuelle. La foule parcourait les rues. On s'abordait pour s'interroger sur les événements du jour. Des groupes se formaient sur les trottoirs ou dans les carrefours. Chacun formulait son avis sur les informations en cours. Parfois, une discussion s'ouvrait et s'animait peu à peu. C'est ainsi que nous voyons reflourir les *nouvellistes*, comme au temps de Louis XV. Leur noyau se reforma au Palais-Royal. Puis, les moins bruyants se groupèrent sur la terrasse des Feuillants et constituèrent une sorte de club au café de la Terrasse, autrefois rendez-vous de joyeuses rencontres. Ceux qui professaient des idées plus subversives tinrent leurs assises au vieux cloître des Cordeliers.

Au Palais-Royal, nos *discoureurs de plein vent* se retrouvaient dans les verdoyantes allées du jardin, tantôt assis autour du *rond d'eau* ou bassin, tantôt attablés chez les limonadiers ou encore au Caveau, aux cafés de Foy et de Valois. « C'est au Palais-Royal et singulièrement au café de Foy que se rassemblent les *nouvellistes* de tout âge et de tout état », constatait le *Petit Journal du Palais-Royal* (1789). On les appelait aussi les *politiques*, comme au temps de Louis le

Bien-Aimé. Ils s'entretenaient des faits du jour, discutaient et commentaient les nouvelles qu'ils répandaient par la suite. Ces *gazetiers à la bouche* s'étaient reconstitués en « pelotons » et reformés en « bureaux », avec présidents, motionnaires et secrétaires. Leurs groupes, bien organisés, devaient exercer une grande influence sur l'enchaînement des événements. Ce furent eux qui, tout d'abord, assumèrent la tâche délicate de renseigner la foule.

La presse d'alors, en effet, ne reflétait pas encore le mouvement de l'opinion publique. La *Gazette de France* et le *Journal de Paris* se tenaient sur une réserve prudente, se bornant, en dehors de leurs informations courantes, à enregistrer, sans commentaire, les actes officiels du gouvernement. La première, étant tri-hebdomadaire, ne les insérait que suivant la place dont elle disposait ; la seconde feuille, étant quotidienne, leur réservait un plus large accueil, publiant çà et là quelques lignes sur les assemblées de province et la rédaction de leurs cahiers.

Au fur et à mesure que lui parvenaient les résultats des élections, le *Journal de Paris* communiquait les noms des nouveaux députés classés par ville. Avidement, la foule s'informait de ces hommes, cherchait dans ces noms les destinées de la patrie. Affairés, les *nouvellistes* couraient de tous côtés, distribuant leurs bulletins. Les crieurs publics proclamaient les dernières informations de la province. Paris formait un foyer d'ardentes préoccupations.

Le *Journal de Paris* fournissait, par contre, des comptes rendus circonstanciés sur les assemblées des Académies, sur les Belles-Lettres, les Beaux-Arts, les expositions ; il insérait des contes et épîtres en vers ; des énigmes, des charades et des acrostiches ; des articles sur les livres nouveaux, des avis de deuil, les cours des changes, etc.

Le *Mercure de France*, sous l'impulsion de Charles Panckoucke, bien qu'il s'en défendît, s'orientait vers le parti monarchique constitutionnel. Quant au *Journal des Savants*, il paraissait assez irrégulièrement, se cantonnant dans sa forme littéraire et scientifique sans se soucier de la scène politique. Les autres organes existants, spectateurs attentifs des événements, ne s'écartaient pas de la voie qu'ils s'étaient tracée. Le *Magasin des Modes françaises et anglaises*, entré le 1^{er} décembre 1788 dans sa quatrième année, poursuivait paisiblement sa carrière, donnant, comme par le passé, chaque cahier ou numéro trois figurines gravées, mais tirées sur une seule feuille pliée au format de la publication.

En dépit de la période troublée, un organe de fantaisie politique avait fait son apparition le 23 novembre 1788 avec l'espoir de divertir les esprits. Il avait pris pour titre : *Tout ce qui me passe par la tête* ou « Salmigondis d'un spectateur des folies humaines, qui s'afflige des unes, s'amuse des autres, se réjouit de ce qui arrive d'heureux à ses semblables ; qui fait registre de tout ce qu'il entend, de tout ce qu'il voit, de tout ce qu'il pense », 23 novembre 1788 – 10 avril 1789, in-8.

Ce journal excentrique, créé par besoin de distraction, voyait le jour au hasard des promenades de son auteur et de ses méditations ; au cours de faits imprévus, de circonstances singulières ou de gais propos. En un mot, « j'écris, disait son promoteur, *tout ce qui me passe par la tête*, et j'ai pris cette vérité pour titre de ce journal. J'écris partout où je me trouve, tantôt avec un crayon, tantôt avec une plume ; parfois dans un café, d'autres fois aux Champs-Élysées ; un matin dans une église, le soir chez Nicolet ; souvent chez mes amis, le plus souvent chez moi... Le privilège de ce journal se trouvera peut-être sous quelque autre numéro. Il suffit qu'on sache en ce moment que je n'ai osé l'entreprendre qu'à condition qu'il ne sera ni aussi menteur que le *Journal de Paris* sous la dernière dynastie ministérielle, ni aussi ennuyeux que le *Journal des Savants*, ni aussi dangereux que le *Journal de Médecine*, ni aussi misérable que le *Journal des Dames*, ni aussi inutile que le *Journal d'agriculture*, etc... »

Seul le *Hérault de la Nation* osait hausser le ton, critiquer certains actes du gouvernement, bien que protégé par M. de Lamoignon et le cardinal-ministre Loménie de Brienne. Dès le troisième numéro, Mangourit, son créateur, en corrigeait le titre et l'orthographiait *Le Héraut de la Nation*. Dans sa préface, précédant le premier numéro daté du 1^{er} janvier 1789, son rédacteur se faisait le porte-parole d'un club patriotique breton, vrai ou supposé.

Un autre prospectus, publié en même temps que le numéro 37, résumait les matières et précisait l'esprit du journal.

Cette feuille périodique, de format in-8, publiait depuis le numéro 41 les comptes rendus des Etats Généraux lorsqu'elle s'arrêta brusquement au numéro 63, du 30 juin 1789, sans raison apparente. En effet, la seizième et dernière page, portant le folio 1003 de la collection, se terminait par cette mention : *La suite au numéro prochain.*

En présence de cette indifférence de la presse pour les grands problèmes qui passionnaient la France, les esprits, devenus très mobiles, témoignaient d'une nervosité sans pareille, bouillonnant d'action et de fièvre. Les suites de l'arrêt du 5 juillet 1788 ne tardèrent pas à se faire sentir. Tous ceux qui, jusque-là, avaient craint d'écrire, sentirent renaître leur courage, éprouvèrent le besoin de donner libre cours à leurs idées. La capitale regorgeait à cette époque de littérateurs et de gens de lettres, de clercs, commis, avocats, militaires sans emploi, qui se firent auteurs, « multitude désordonnée et affamée, disait Mallet du Pan, dont les premiers rangs seuls possédaient considération et aisance, tandis que tout le reste se débattait contre la misère ».

Cependant, à la façon dont ils maniaient leur plume, ces écrivains montraient plus d'aptitudes pour le journalisme que pour la littérature. Aussi, à défaut de journaux politiques, exprimèrent-ils la pensée populaire en une multitude de discours, de brochures, d'écrits de toutes sortes. Ils formulèrent tout d'abord des vœux pour la réussite des Etats Généraux donnant au gouvernement des conseils et des préceptes sur leur tenue. Les auteurs n'adressaient pas ces vœux au garde des Sceaux, comme il était prévu ; ils faisaient appel au public. Ils ne voulaient que le roi seul fût éclairé, mais la nation tout entière. Ce ne furent pas seulement les « savants et personnes instruites » qui prirent la plume, mais tous les gens qui se croyaient quelque talent littéraire. Ces écrits devinrent bientôt aussi violents, aussi incendiaires les uns que les autres. Chacun y réclamait une plus équitable répartition des impôts, une diminution des offices, des pensions et des grâces ; l'économie dans les finances, des mesures contre la disette ; on y prêchait ouvertement l'abolition des innombrables abus que le régime de l'absolutisme avait implantés en France depuis des siècles.

De telles publications jouèrent le rôle que remplissent nos journaux actuels ; elles remplacèrent avec avantage les feuilles privilégiées soumises à l'arbitrage du pouvoir. Certaines de ces œuvres, par contre, ne formaient qu'un tissu de calomnies où « l'on admettait pour principe que dans le peuple réside la souveraineté et que vingt millions d'âmes ne devaient pas être esclaves de deux millions d'*aristocrates* ».

Ces proclamations pittoresques, brèves et énergiques, couraient de boutique en boutique, volaient de rue en rue, circulaient sur les marchés et dans les ateliers, parvenaient dans les villages, pénétraient dans les foyers les plus modestes sous

ces titres concis : *Avis aux Parisiens*. — *Avis au public*. — *Avis aux bonnes gens*. — *Manière de s'assembler*. On commentait ces textes en plein vent, dans les cafés ou, au Palais-Royal, dans les échoppes des libraires, et ils communiquaient à la foule une émotion indicible. Le docteur Guillotin — dont le nom devait s'attacher à l'échafaud — rédigea une *Pétition des citoyens domiciliés à Paris*, signée par les six corps de marchands et déposée chez les notaires pour recueillir des adhésions. Le Parlement de Paris manda aussitôt à sa barre les officiers ministériels ainsi que le rédacteur de l'écrit ; mais les signatures apposées étaient déjà si nombreuses que la haute juridiction n'osa sévir.

Le roi et Necker s'alarmèrent de cet afflux de manifestes et s'efforcèrent d'en arrêter le cours ; mais la police commit de telles sévérités, de telles maladresses, qu'elle souleva des protestations indignées. Le gouvernement dut se résigner à laisser ce débordement d'imprimés envahir un instant tout le territoire.

Dans ce fatras de brochures, quelques-unes frappèrent l'attention. Le pasteur Rabaut-Saint-Etienne, sous le titre : *Considérations sur les intérêts du tiers état*, étudia d'une façon remarquable les droits éventuels de cet ordre et la question importante de son doublement, c'est-à-dire les délibérations en commun et le vote par tête, au lieu de la délibération par ordre admise par le clergé et la noblesse. L'un des plus violents de ces écrits fut assurément celui que Louis de Launay, comte E. d'Antraigues, écrivit en Languedoc et intitula : *Mémoire sur les Etats Généraux*, « leurs droits et la manière de les convoquer. » L'auteur avait emprunté aux vieilles traditions aragonaises cette épigraphe : « Nous qui valons autant que vous, nous promettons de vous obéir si vous maintenez nos droits, sinon, non. » Sur ce thème, d'Antraigues débuta par une apologie de la République et un anathème contre la monarchie ; puis il dénonça les cours comme des « foyers de corruption », les courtisans comme une « foule avide d'esclaves à la fois insolents et bas », affirma ensuite que le tiers état « était le peuple », que « le peuple était l'Etat » et que « dans le peuple résidait la toute-puissance nationale ». Il concluait « qu'il n'est aucune sorte de désordres qui ne soit préférable à la tranquillité que procure le pouvoir absolu ».

En novembre 1788, l'abbé Sieyès publia, à son tour, son *Essai sur les privilèges*, dans lequel il examinait ces prérogatives dans leur origine, dans leur nature et dans leurs effets. En leur supposant l'origine la plus pure, il constatait que « tous les privilèges, sans distinction, ont certainement pour objet ou de *dispenser* de la

loi, ou de donner un *droit exclusif* à quelque chose qui n'est pas défendu par la loi. Ce qui constitue le privilège est bien d'être hors du droit commun, et l'on ne peut en sortir que de l'une ou de l'autre de ces deux manières...

« Tout ce qui n'est pas défendu par la loi est du domaine de la liberté civile et appartient à tout le monde. Accorder un privilège exclusif à quelqu'un sur ce qui appartient à tout le monde, ce serait faire tort à tout le monde, pour quelqu'un. Ce qui présente à la fois l'idée de l'injustice et de la plus absurde déraison. »

Cet opuscule fit beaucoup de tapage. L'abbé Sieyès souleva un plus grand retentissement lorsqu'il lança, pour lui faire suite, son étude fameuse : *Qu'est-ce que le tiers état ?* Cette œuvre ardente lui avait inspirée par l'infériorité dans laquelle se trouvait le tiers à l'égard des deux ordres privilégiés.

Cette multitude d'écrits de tous genres ne laissait que l'embarras du choix, car on ne pouvait tous les lire. Brissot de Warville voulut y porter remède. Dans ce but, il créa un journal sous le titre de *Patriote français*. Le 16 mars 1789, Brissot répandit un premier prospectus dans lequel il annonçait une publication bi-hebdomadaire, se réservant de la faire paraître « plus souvent selon les circonstances » ; mais il n'indiquait ni la date de mise en vente, ni le lieu de souscription. Le format devait être celui « d'une feuille in-folio d'impression. » Le 1^{er} avril suivant, Brissot lança un second prospectus plus précis fixant l'apparition du premier numéro au 10 du même mois. Ce document portait en tête cette épigraphe : « Une gazette libre est une sentinelle qui veille sans cesse pour le peuple. » En voici les passages essentiels :

« Ce serait insulter à la nation française que de lui démontrer longuement l'utilité et la nécessité de ce journal dans les circonstances actuelles.

« La foule de brochures qui ont paru a commencé cette instruction ; mais ces brochures ne peuvent être lues par tous ; mais il est un choix à faire, et ce choix est impossible sans les lire, et, pour les lire, il faut les acheter ; mais l'achat est dispendieux, et peu de gens en ont les moyens ; mais enfin, sur chaque question, les brochures se multiplieront, et peut-être, quoique soutenue par un vif intérêt, l'attention se fatiguera. Il faut donc trouver un autre moyen que les brochures pour instruire *tous les Français, sans cesse à peu de frais et sous une forme qui ne fatigue pas*. Ce moyen est un journal politique ou une gazette ; c'est l'unique moyen

d'instruction pour une nation nombreuse, gênée dans ses facultés, peu accoutumée à lire, et qui cherche à sortir de l'ignorance et de l'esclavage...

« Ce journal sera entièrement consacré à marquer les progrès de la révolution actuelle.

« Il paraîtra le 10 avril prochain et sera publié quatre fois la semaine : les mardi, jeudi, samedi et dimanche. Chaque numéro sera composé d'une demi-feuille formant huit pages d'impression. Le prix de la souscription sera de 24 livres par an, 12 livres pour six mois. Il sera envoyé franc de port, par la poste, par tout le royaume. On souscrit chez Buisson, libraire, rue Hautefeuille, Paris ce 1^{er} avril 1789. »

Cette réclame mit en émoi les sphères officielles. Le directeur de la librairie, de Maissemi, adressa aussitôt une lettre-circulaire aux officiers de la Chambre syndicale de Paris ainsi qu'à tous les inspecteurs de la librairie du royaume pour en interdire la distribution, « de même que du journal qui en était la suite et pour lequel aucune permission n'avait été demandée ni accordée ». Il précisait que la souscription était annoncée comme ouverte chez le sieur Buisson, libraire, lequel lui avait assuré que c'était sans son autorisation que son nom s'y trouvait placé. De Maissemi écrivit, en même temps, au lieutenant-général de police, Thiroux de Crosne, pour le prier de donner des ordres très sévères afin d'en arrêter la circulation. « Le concours entre nos deux administrations, ajoutait-il, est d'autant plus nécessaire que, vraisemblablement, on tentera d'imprimer cet ouvrage périodique avec des presses placées dans des maisons particulières. Vous avez sûrement eu connaissance du prospectus en question et il vous paraîtra, comme à moi, être le dernier degré de l'audace enhardie par l'impunité. »

Brissot parvint à déjouer ces manœuvres et réussit à publier au moins un numéro avant la réunion des Etats Généraux. Il en fait d'ailleurs mention dans ses *Mémoires* : « Le croira-t-on ? C'était sur la dénonciation des journaux privilégiés qu'avait d'abord été publiée la défense qui suspendait la circulation du *Patriote français* dont le premier numéro seulement avait paru... On s'appuyait sur la nécessité de protéger la propriété, le privilège du *Journal de Paris*. »

Brissot se disposait à publier d'autres numéros, lorsqu'il eut à supporter de nouveaux ennuis. « Au lieu de m'encourager, déclare-t-il, on me suscita mille tracasseries ; on me nomma quatre censeurs, un dans chaque département ; mon

manuscrit devait subir toutes les mutilations que leur dictait leurs préjugés. Ces entraves me dégoûtèrent ; martyrisé à chaque numéro que je voulais faire paraître, je fus obligé de suspendre.

« J'adressai alors aux Etats Généraux un mémoire dans lequel, après m'être plaint de la mesure arbitraire qui suspendait la publication de mon journal, je signalais les scandaleux abus de la censure et démontrais la nécessité de déclarer sur-le-champ la presse entièrement libre. »

Il ne semble pas qu'une suite ait été donnée à cette requête. Quoiqu'il en soit, Brissot, découragé, ne poursuivit pas son entreprise, se réservant de la reprendre dans des circonstances plus favorables. S'il ne lui fut pas permis de publier le premier des journaux de la Révolution, il en fut, tout au moins, le précurseur.

Sa tentative n'échappa à personne. Chacun restait attentif, s'observait en silence, se préparant sourdement à la lutte qui allait s'engager.

La presse française
sous la Révolution, le Consulat, l'Empire. (1945)

Chapitre II

L'émancipation de la presse

[Retour à la table des matières](#)

Les Etats Généraux ; marqués par de vifs incidents, venaient de s'ouvrir à Versailles. Cet événement mémorable avait attiré un grand concours de population. Paris se trouvait à Versailles. La province avait envahi Paris.

Dès la première séance, il fut aisé de comprendre que le peuple désirait être renseigné sur les débats de cette assemblée. Il fallait donc qu'une voix eût assez de puissance pour se faire entendre, pour communiquer ces discussions à la France inquiète. Seul un journal pouvait avoir cette force ; mais un journal politique, rajeuni, vivant, impétueux. Grâce à lui, grâce à sa diffusion assez rapide, les esprits attentifs seraient fréquemment tenus au courant des actes législatifs, pourraient les discuter et en assurer la conservation. Tous ceux qui s'étaient déjà fait connaître par quelques écrits élaborèrent des projets de publications. Les brochures se transformèrent bientôt en périodiques. Le *brochurier* devint journaliste.

Connaissant la puissance qu'un journal peut exercer sur l'opinion publique, Mirabeau l'aîné s'était longuement préoccupé d'en avoir un bien à lui. Il en saisit l'occasion et, le premier, s'élança à corps perdu dans l'arène. Passant outre à l'autorisation gouvernementale, le député de Provence répandit un prospectus à profusion peu de jours avant l'ouverture des Etats Généraux.

Mirabeau annonçait que sa feuille serait divisée en trois parties. La première, intitulée *Etats Généraux*, devait contenir les faits, les motions, les discours, les débats, toutes les pièces qui auraient rapport à l'Assemblée nationale, en un mot, le procès-verbal des Etats Généraux. La deuxième partie devait être consacrée à l'analyse fidèle, mais rapide, des écrits les plus distingués que feraient naître les problèmes d'actualité. La troisième, sous la rubrique *Variétés*, était ouverte à toutes les communications adressées à l'éditeur, sous réserve qu'il n'y serait discuté que des questions réellement publiques, que des intérêts vraiment nationaux.

Le journal devait paraître trois fois par semaine : les mardi, jeudi et samedi, et le premier numéro mis en vente le lendemain de l'Assemblée. Il avait été prévu des numéros de quatre pages in-quarto « sur deux colonnes, petit romain », ainsi qu'un supplément lorsque l'abondance des matières l'exigerait. Le libraire Le Jay fils, rue de l'Echelle-Saint-Honoré, avait accepté de recevoir les souscriptions, fixées à neuf livres pour trois mois. On pouvait également lui adresser, franc de port, tout ce qu'on désirait faire insérer.

Ainsi qu'il l'avait annoncé, Mirabeau fit paraître, le 5 mai, le premier numéro des *Etats Généraux* contenant des informations des 2 et 5 mai. Voici le début de la première page :

« Avant de parler de la cérémonie qui a précédé l'ouverture des Etats Généraux, nous croyons devoir consacrer quelques lignes à la présentation du 2 mai. Ce n'est pas que nous projetions de nous étendre sur les choses de pure étiquette ; assez de feuilles rendent un compte parfaitement exact de ces objets futiles, et nous n'imaginons pas que ce soit des détails de ce genre qu'on attende de nous.

« Nous nous bornerons donc à dire, qu'après s'être successivement rassemblés dans le salon d'Hercule, les députés des trois ordres ont été admis chez le roi ; ceux du clergé et de la noblesse dans le cabinet du roi, ceux des communes dans la salle de Louis XIV.

« Il ne s'y est rien passé de remarquable ; on a seulement été frappé du peu de solennité d'une présentation qui devait être si imposante, du défaut d'ordre, des difficultés, des langueurs qu'une liste inexacte des bailliages et sénéchaussées a occasionnés. Nous ne parlerons pas de la distinction des costumes généralement désapprouvée et trop importante dans ses conséquences politiques, pour n'en pas traiter à part lorsque l'Assemblée nationale s'en occupera... »

Faisant allusion à la messe d'actions de grâces célébrée le 4 mai à Notre-Dame de Versailles, la veille de l'ouverture des Etats Généraux, où « toute la pompe du trône et de son cortège a été déployée », Mirabeau releva certains passages du sermon prononcé en chaire par l'évêque de Nancy. Ce « discours » parut « long et tissu de pièces de rapports, sans plan, sans idées, sans style, sans effets. C'est un autre mouvement, une autre inspiration, un autre ordre de choses, en un mot, qu'on attendait dans cette auguste assemblée. »

Un second numéro ne tarda pas à voir le jour le lendemain, en donnant un compte rendu de la séance de l'Assemblée du 5 mai. « Enfin, commençait-il, l'ouverture des Etats Généraux s'est faite aujourd'hui. Les députés étaient avertis de se rendre à huit heures à la salle. Ils ont attendu longtemps avant que l'appel commençât dans un corridor étroit et obscur de cette salle éphémère ; et véritablement ils offraient plutôt le spectacle d'une bourse de marchands, que celui du vestibule de l'Assemblée nationale. »

Ce genre nouveau de critique pour une gazette souleva quelque crainte au sein du gouvernement. Ayant déjà jugé Mirabeau pour sa hardiesse et sa ténacité, le Conseil prit, le 6 mai, un premier arrêté d'intérêt général interdisant « d'imprimer, publier ou distribuer aucun prospectus, journal ou autre périodique sous quelque dénomination que ce soit », ni de recevoir de souscriptions. Un second arrêté, visant spécialement la feuille de Mirabeau, fut rendu le lendemain 7 mai. D'après cet acte, le roi, « informé qu'on avait osé répandre dans le public, en vertu d'une souscription ouverte sans aucune autorisation, et sous la forme d'un ouvrage périodique, un imprimé portant le n° 1^{er} et ayant pour titre *Etats Généraux*, daté de Versailles du 2 mai 1789, commençant par ces mots : « Avant de parler de la cérémonie », et finissant par ceux-ci : « Le simple récit des faits exige trop de place », dont la souscription était annoncée chez Lejay fils croyait devoir marquer particulièrement son improbation sur un écrit aussi condamnable au fond qu'il était répréhensible dans la forme, supprimait ledit imprimé comme injurieux et portant avec lui, sous l'apparence de la liberté, tous les caractères de la licence ».

Mirabeau ne se découragea pas par ces embûches semées sur son chemin. Fermement décidé à poursuivre quand même sa publication, il décida de la protéger sous le couvert de l'immunité parlementaire en lui donnant pour titre : *Lettres*

du comte de Mirabeau à ses commettans. L'autorité se vit cette fois désarmée et dans l'impossibilité d'entraver l'impression. Au numéro 19, Mirabeau abandonna cette dénomination pour adopter, à partir du vingtième, celle bien connue de *Courrier de Provence*, « suite des Lettres du comte de Mirabeau à ses commettans ».

Ainsi prenait fin le rôle de la brochure, celui du journal commençait. La presse s'affranchissait d'elle-même de toute tutelle, s'emparant à la fois de la liberté d'action et de la liberté d'opinion.

Mirabeau entraîna dans son sillage de nombreux imitateurs et des rivaux qui lancèrent leurs feuilles à quelques semaines d'intervalle. Ce fut tout d'abord le *Journal des Etats Généraux*, publié par Le Hodey, le 1^{er} juin, avec une introduction datée du 27 avril, ce qui laisserait supposer que l'auteur était déjà prêt pour l'ouverture primitivement fixée de ces Etats. Le premier numéro formait le tome I^{er} de la collection et portait simplement ce titre : *Etats du 1^{er} juin jusqu'au 6* ; mais les matières vont au delà de cette période. Le tome II, de format in-8 comme le précédent, s'intitula *Assemblée nationale* et commença avec la séance du 12 août, prit alors la dénomination de *Journal des Etats Généraux convoqués par Louis XVI*, le 27 avril, rédigé par Le Hodey de Saultchevreuil. Ce titre fut conservé jusqu'au tome XXXV, qui marqua la fin de cette série le 30 septembre 1791. Cette feuille compte parmi les plus importantes sur les débuts de la Révolution.

Quelques semaines plus tard, le 27 juin, parut le *Courrier français*, dont le titre changea à diverses reprises au cours de sa carrière mouvementée. L'introduction portait le titre de *Courrier français* ou « tableau périodique et raisonné des opérations de l'Assemblée nationale, suivi d'une correspondance politique, civile, militaire, ecclésiastique et commerciale de toute l'Europe ». Rédigé par M. P. D. L. R. T. C. A. L. T. D. M. (M. Poncelin de la Roche-Tilhac, conseiller à la Table de Marbre). Cette entrée en matière donnait un historique des Etats Généraux depuis l'origine de la monarchie jusqu'en 1789, ainsi qu'un abrégé des séances de l'Assemblée nationale jusqu'au 25 juin. Après avoir pris, le 1^{er} août, le titre d'*Assemblée nationale* ou *Courrier français*, Poncelin adopta définitivement le 31 août, avec le numéro 57, celui de *Courrier français*, qu'il conserva jusqu'au numéro 303 en brumaire an II. Poncelin fut un des journalistes les plus persévérants de la Révolution. En dépit de ses anciennes fonctions de magistrat, il s'était montré tout de suite un des partisans actifs des idées nouvelles et plus particulièrement

de la liberté d'écrire. Il fonda tout d'abord une imprimerie et une librairie, d'où se répandirent de nombreux manifestes soutenant une polémique ardente. Poncelin les composa lui-même, pour la plupart. L'esprit du *Courrier français* fut dès le début, franchement révolutionnaire, mais il se modifia complètement par la suite.

Gorsas, maître de pension, qu'une satire, l'*Ane promeneur*, avait fait connaître, lança à son tour, le 5 juillet 1789, le *Courrier de Versailles à Paris et de Paris à Versailles*. Cette feuille retraçait et commentait les événements. Le début, primitivement, était confus, embarrassé, et l'on n'aurait pu penser que son rédacteur montrerait de réelles dispositions de polémiste. Les premiers numéros ne contenaient aucune indication d'auteur, de prix, ni même d'adresse. Ce ne fut qu'à partir du numéro 19 que, sur l'invitation du Comité permanent, figura pour la première fois le nom de Gorsas, citoyen de Paris. « Si jusqu'à présent, explique-t-il, il n'a pas mis son nom à quelques écrits sortis de sa plume, c'est qu'il n'a jamais été guidé en écrivant que par le plaisir de traiter tel ou tel sujet, et jamais par gloire d'écrivain. »

Le 12 juillet, l'abbé Sabatier, de Castres, créa le *Journal politique national*. Cette feuille connut le succès grâce aux brillants *Résumés* de Rivarol, qui y déploya de véritables qualités d'écrivain politique. Purement consacré à la discussion, à la critique, à des réflexions sur les décrets de l'Assemblée nationale, ce journal est intéressant à consulter pour l'histoire de l'époque. Il éprouva de nombreuses vicissitudes, notamment le refus de la majorité des imprimeurs d'en assumer l'impression. Ayant quitté Versailles après les cinq premiers numéros pour venir à Paris, il dut bientôt laisser la capitale pour chercher ailleurs un refuge. Cet organe fut publié en trois séries ou abonnements. La première comportant 23 numéros in-8 (1789) par l'abbé Sabatier ; les deux suivantes respectivement de 24 numéros (1789-1790) et 8 numéros (1790) par M. Salomon, à Cambrai. Sous ce nom se cachait Rivarol qui, pour se mettre à l'abri, continuait à écrire « Les Philippiques » dans un village près de Noyon.

Le 12 juillet, également, Louis Prudhomme fondait les *Révolutions de Paris*, « dédiés à la Nation et au district des Cordeliers ». Le premier numéro était orné d'un curieux frontispice allégorique gravé que nous reproduisons en tête de cet ouvrage. Les dix vignettes qui le composaient représentaient : 1. La ruine de la France, sous l'emblème d'une corne d'abondance déversée au puits de dilapidations ; — 2. Prise des cocardes au Palais-Royal ; — 3. Rencontre de patrouilles en

armes ; — 4. Voiture arrêtée par la garde nationale et passeport demandé au conducteur ; — 5. Prise de la Bastille ; — 6. Têtes d'aristocrates présentées au peuple ; — 7. La garde nationale et le peuple à Versailles pour conduire le roi à Paris ; — 8. Convoi de farine dirigé sur la halle ; — 9. Serment du Jeu de Paume ; — 10. L'emblème du despotisme.

Le même numéro était précédé d'une « Introduction à la Révolution de Paris ou clef de la Révolution de 1789 ». Cette introduction, en un aperçu clair et succinct des dépravations du ministère français, depuis le cardinal de Richelieu jusqu'à Necker, exposait les causes qui ont préparé et mûri la Révolution. Ce premier numéro portait la date des 12-17 juillet 1789 et retraçait jour par jour le détail des événements qui se déroulèrent tant à Paris qu'à Versailles au cours de cette semaine mémorable. Son succès tint du prodige. Tournon assure, dans une brochure intitulée *Révolutions de Paris*, qu'il en fut tiré dix éditions, « sans compter celles qui ne furent pas annoncées ». Il en advenait de même chaque fois que des faits importants éveillaient l'attention. La collection des *Révolutions de Paris*, terminée au 10 ventôse an II (28 février 1794), comprend 17 forts volumes in-8 de plus de 700 pages chacun et complétés par une table alphabétique. Ils contiennent presque tous de curieux hors-texte gravés (175 environ pour l'ensemble), le plus souvent satiriques, rappelant tous les faits de la Révolution. Vers la fin de la publication, Prudhomme les remplaça par les cartes de 84 départements du royaume qui venaient d'être créés. Ces cartes ont été réunies en un volume qui forme généralement un dix-huitième à la collection. Le nombre de pages variait suivant l'importance des textes et certains fascicules en comportaient jusqu'à soixante-quatre. La date était toujours indiquée à la fin, tantôt suivie des nom et adresse de Prudhomme, tantôt de son nom seul. A partir de 1792, il signa : « Prudhomme, électeur de 1792 ».

Le succès des *Révolutions de Paris* se justifiait par l'abondance des renseignements fournis, des faits relatés, des documents produits, presque exclusivement empruntés aux incidents remarquables de la capitale.

Les *Révolutions de Paris* furent suivies, le 1^{er} août, par *Versailles et Paris* ou « Rapport très exact des séances de l'Assemblée nationale et des Communes de Paris », in-8, plus couramment appelé *Journal de Perlet*. Son rédacteur, Perlet, en commença la publication à Versailles. A partir du 20 octobre 1789, en raison du transferts de l'Assemblée à Paris, le journal prit, avec le numéro 77, la dénomina-

tion d'*Assemblée nationale et Commune de Paris* ou « Rapport très exact des séances de l'Assemblée nationale et des Communes de Paris par continuation du journal intitulé : *Versailles et Paris* ». 1789-1790, in-8. Le titre se modifia plusieurs fois par la suite, au fur et à mesure des événements. Cette feuille traversa toute la Révolution et jouit d'une grande faveur, grâce à la modération de son patriotisme. Vers la fin de 1789, elle eut à supporter une vive concurrence. Les contrefacteurs empruntèrent mot pour mot la manchette ci-dessus : *Assemblée nationale et Commune de Paris* ou « Rapport, etc... » Ils utilisèrent le même format, le même numérotage des fascicules et jusqu'au permis de circuler identique. Cette concurrence, qui se vendait chez le libraire Dufour, provint sans doute d'une scission entre Perlet et ses premiers collaborateurs. L'époque en est imprécise ; mais le premier numéro paru, le 125, porte la date du 9 décembre, dans le numéro 135, que le rédacteur en fait part à ses souscripteurs en ces termes : « Nous avons l'honneur d'avertir le public, et particulièrement nos abonnés, qu'on s'est permis de prendre le même titre et les mêmes numéros de ce journal pour en faire un qui n'est point la suite de celui-ci. On reconnaît le véritable par l'adresse de M. Cuchet, librairie, rue et hôtel Serpente. »

Le patriote Feydel choisit aussi le 1^{er} août pour donner l'*Observateur*, rehausser par cet axiome de Bailly : « La publicité est la sauvegarde du peuple », 3 volumes in-8. C'était un recueil populaire contenant des traits mordants, des réflexions satiriques, des anecdotes de tous genres contre les *aristocrates*, accompagnées d'observations singulières sur les événements et leurs origines. Cette feuille résista jusqu'au 12 octobre 1790 ; mais elle eut une interruption du 23 février au 11 juillet 1790. Dans cet intervalle, surgirent plusieurs continuations apocryphes, notamment celle de Perrier de la Reynie, tirées sur les presses de Guillaume Junior et qui prenant la suite de la pagination de Feydel au numéro 89, la poursuivait jusqu'au numéro 182.

Plaçant sans doute sa confiance dans les croyances superstitieuses, M^{lle} Louise-Félicité de Kéralio choisit le 13 août 1789 pour présenter le *Journal d'Etat et du Citoyen*, avec l'épigraphe « Vivre libre ou mourir ». La fondatrice avait élaboré un programme assez chargé, se proposant de faire connaître « tous les ouvrages qui seront publiés sur les objets de droit naturel, de droit des nations, de la Constitution, de l'économie politique, du commerce, des lois et de la morale, tant en France, qu'en Angleterre et dans les Etats-Unis d'Amérique ». Enfin, chaque nu-

méro devait se terminer par un précis « des grands événements de la semaine et des principaux objets du travail de l'Assemblée nationale ». M^{lle} Guinement de Kéralio, première femme, croit-on, qui ait abordé la carrière de journaliste, avait, à n'en pas douter, une tâche ardue. Pour la mener à bien, elle s'appuyait sur de puissants soutiens. Entre autres, son père, un des derniers rédacteurs du *Journal des Savants* et membre de l'Académie des Inscriptions, sans oublier Robert, professeur de droit public à la Société polytechnique, futur député de Paris à la Convention, qu'elle allait épouser. Cependant, elle figurait seule en nom et c'est à son domicile qu'elle recevait toutes les communications relatives à la rédaction. Au bout de six mois, le *Journal d'Etat et du Citoyen* s'était suffisamment imposé pour qu'on songeât à élargir son cadre. En même temps, le titre en fut modifié comme suit : *Mercure national* ou « Journal d'Etat et du Citoyen par M^{lle} de Kéralio, MM. Carra, Masclet et Hugon de Basseville ». 11 décembre 1789-30 août 1790, 3 vol. in-8. Bien que par son mariage elle s'appelât désormais M^{me} Guinement-Robert (ci-devant de Kéralio), la rédactrice avait conservé son nom de jeune fille pour assurer l'existence du journal.

Le 24 août marqua la naissance de la *Chronique de Paris*. Elle fut fondée, pour concurrencer le *Journal de Paris*, par deux amis, A.-L. Millin et J.-F. Noël, alors beaucoup plus connus l'un et l'autre comme littérateurs que comme journalistes. Millin considéra, en premier lieu, la Révolution comme moyen de réformer les abus. Il en avait déjà défendu les principes dans divers opuscules et combattu les excès qui pouvaient se produire. C'est dans cet esprit de modération qu'il orienta la feuille qu'il venait de créer, se rapprochant, dans ses doctrines, de celles du parti monarchique constitutionnel. A la suite de la fuite du roi, la *Chronique de Paris* se tourna vers le parti démocratique, mais elle ne tarda pas à revenir à des sentiments plus modérés après l'acceptation de la constitution par Louis XVI ; puis elle se rallia définitivement à la cause des Girondins.

La *Chronique de Paris* obtint un franc succès dès sa parution. Indépendamment de l'intérêt qu'elle offrait par ses chroniques, elle avait trouvé, pour attirer les abonnés, une ingénieuse combinaison concernant le prix de l'envoi du journal. Un avis du 6 octobre 1790 informait le public que les directeurs acceptaient des souscriptions d'un an, de 30 livres, payables en assignats, de la façon suivante : sur un billet de 300 livres, ils rendaient 200 livres en papier et 70 livres en argent,

ou bien, sur deux billets de 200 livres, un billet de 300 livres et 70 livres en numéraire.

Le 30 août 1789 naquit le *Journal des Débats et des décrets*, bien que celui-ci soit daté du 29 août. Fondée par Gauthier de Biauzat, puis reprise par Baudouin, imprimeur de l'Assemblée nationale, cette feuille fournissait sur les séances parlementaires des comptes rendus plus détaillés que ses concurrents et publiait, en outre, les textes législatifs. En premier lieu, il ne fut pas publié d'introduction ; mais, en 1791, Baudouin en ajouta une en deux parties : 1° *Etats Généraux* ou « Récit de ce qui s'est passé aux Etats Généraux depuis le 5 mars 1789 jusqu'au 17 juin suivant, époque à laquelle les communes se sont constituées en Assemblée nationale », 160 pages ; 2° *Journal des Débats et décrets* ou « Récit de ce qui s'est passé aux séances de l'Assemblée nationale depuis le 17 juin 1789 jusqu'au 1^{er} septembre de la même année », 562 pages.

La *Gazette de France*, elle aussi, dut satisfaire aux exigences des masses populaires et sortir de sa torpeur. Son rédacteur, Fontenelle, si l'on en croit Panckoucke, aurait été sérieusement menacé ; il aurait reçu des lettres anonymes, plus effrayantes les unes que les autres, lui ordonnant de rendre libre cette gazette ministérielle. Dans un *Mémoire en faveur de M. Panckoucke, relatif aux journaux dont il est propriétaire*, celui-ci nous apprend que « pour satisfaire le public, il joignit à la *Gazette* un supplément sous le titre de *Gazetin* ; l'on y traitait de l'Assemblée nationale, des nouvelles de France et étrangères qui n'étaient pas de nature à entrer dans la *Gazette de France*. Ce *Gazetin* respirait le patriotisme le plus pur ». Cette annexe, destinée à tenir au courant les souscripteurs de la *Gazette* « pour lesquels seuls on en faisait la dépense », s'intitula primitivement *Etats Généraux*, puis *Assemblée nationale*. Ce supplément s'inspirait tellement du « patriotisme le plus pur » qu'il ne fit aucune allusion, de même que la *Gazette*, à la prise de la Bastille, craignant sans doute de la sanctionner en l'annonçant dans leurs colonnes.

Le 19 mai 1789, la *Gazette de France* s'était bornée à fournir un compte rendu succinct de la séance des Etats Généraux du 5 du même mois, ainsi que le discours du roi. Le même numéro s'augmentait d'un supplément de 32 pages consacré aux discours du garde des Sceaux et du directeur général des Finances, suivis d'un rapport financier et d'un état général des revenus et dépenses fixes.

À ce propos, les *Annales patriotiques et littéraires* écrivaient dans leur numéro du 19 octobre 1789 : « On observe que la *Gazette* a toujours gardé le plus profond silence sur tous les événements de la Révolution et sur les opérations de l'Assemblée nationale. Un mot expliquera l'énigme. La *Gazette* silencieuse est gardée à vue par dix-sept régisseurs ou censeurs, occupés dans leurs bureaux à étouffer tous les soupirs patriotiques de la *Gazette* captive, comme autrefois, Domitien employait son temps à tuer les mouches qui venaient bourdonner dans son cabinet. »

Panckoucke, évidemment, ne pouvait s'insurger contre les instructions ministérielles ; mais il n'en était pas moins tenu pour responsable par la foule frémissante.

En attendant que la presse fraîchement émancipée se soit vraiment organisée, les lettres, comme au XVII^e siècle, remplissaient l'office de gazettes manuscrites, de journaux privés. Elles apportaient à leurs destinataires un récit détaillé sur les événements à l'ordre du jour. Ce fut surtout par les députés du tiers état qu'en 1789 la province fut tenue au courant, d'une façon précise, des grandes journées qui se déroulent sur les scènes de Paris et de Versailles. Les électeurs avaient prié leurs mandataires de leur écrire et ceux-ci ne manquèrent pas à leur promesse.

À cet effet, après les élections, les électeurs créèrent dans nombre de villes des bureaux de correspondance chargés de se tenir en relation avec les élus. Les meilleurs patriotes prêtèrent leur concours. C'est ainsi que Couthon, malgré ses infirmités, fut un des plus actifs dirigeants de celui de Clermont-Ferrand. Lorsque Couthon devint député à la Législative, puis à la Convention, il montra le bon exemple, ne laissant pas s'écouler une semaine sans écrire à ses électeurs.

Dès réception, les lettres des députés étaient lues à la population, attroupée devant l'hôtel de ville, quand on *proclamait* la missive de l'élu. Dans certaines régions, les municipalités décidèrent de les imprimer et de les afficher. Cette mesure tendit, plus tard, à se généraliser.

La presse française
sous la Révolution, le Consulat, l'Empire. (1945)

Chapitre III

La presse déchaînée

[Retour à la table des matières](#)

La presse qui, depuis quatre mois, s'était placée au-dessus des lois, vit brusquement son existence reconnue. L'Assemblée nationale, dans sa séance du 24 août 1789, décidait, sur l'intervention de Robespierre, d'insérer dans la *Déclaration des Droits* qu'il était « loisible à tout citoyen de parler, d'écrire, d'imprimer librement, sauf à répondre de l'abus de cette liberté dans les cas déterminés par la loi ».

Sous le coup de cette explosion de liberté, les plus timides s'enhardirent. Ils prirent la plume à leur tour pour livrer le grand combat. La carrière de journaliste, d'ailleurs, n'exigeait, à cette époque, aucune connaissance spéciale. La création d'un journal ne se trouvait entravée par aucune condition, aucune garantie particulière. Dans les feuilles palpitantes qui surgirent en foule, les partis et les clubs exposèrent leurs opinions et leurs projets, exprimèrent leurs espérances et leurs craintes, manifestèrent leurs enthousiasmes, dévoilèrent leurs soupçons et leurs haines. Le journal prit alors une direction toute nouvelle et acquit, ce qu'il n'avait jamais obtenu, une puissance, un pouvoir politique plus redoutable que tout autre.

« Le journalisme, écrivaient les Goncourt, est sorti tout armé du cerveau de la Révolution ; à peine né, il est l'arène des grandes batailles. Fils de 89, le journal, comme ces fleuves grands dès leurs sources, surgit régent de l'opinion. Le journal ! c'est le cri de guerre, la provocation, l'attaque, la défense... »

Rien n'échappait aux rédacteurs. Leurs investigations portaient aussi bien sur la vie privée que sur la vie publique. Ils s'emparaient d'un moindre fait pour dénoncer, décréter, absoudre ou condamner à leur guise.

Hugues, Bernard Maret prit la tête de cette offensive de grande envergure en arborant, le 12 septembre 1789, le fanion du *Bulletin de l'Assemblée nationale*. Sans le vouloir, le futur duc de Bassano jetait ainsi les bases du *Moniteur*. Venu de Dijon à Paris pour essayer d'y faire fortune, il entreprit de recueillir les délibérations des Etats Généraux, soit de mémoire, soit au moyen d'une méthode d'observation qu'il avait innovée. Protégé par M. de Vergennes, il fut admis dans quelques salons politiques où il donnait lecture du *Bulletin* manuscrit qu'il rédigeait quotidiennement depuis le 7 juillet. Ce fut sur les instances de Mirabeau, Clermont-Tonnerre, Lally-Tollendal, Target, Thouret, Le Chapelier, que Maret se décida, le 12 septembre, à faire imprimer ses résultats de la séance de la journée. Maret adopta, le premier, la forme dramatique, le dialogue, pour la rédaction de ses comptes rendus, plaçant ainsi le texte du discours de chaque orateur sous son nom détaché en vedette. Cet usage, suivi pendant fort longtemps, est encore observé ; mais en disposant le nom de l'honorable au début de l'alinéa, précédant les paroles du parlementaire.

Lorsque l'assemblée nationale fut transférée à Paris, le 19 octobre 1789, Maret quitta Versailles pour la capitale. Afin de se trouver à proximité de ses occupations, il vint demeurer provisoirement dans le voisinage des Tuileries, rue Saint-Thomas-du-Louvre, à l'hôtel de l'*Union*, tenu par M^{me} Imbert, tante de Tallien. Il n'y conserva par la suite qu'un bureau de rédaction. C'est en ce lieu qu'il fit la connaissance du lieutenant d'artillerie Bonaparte, venu pour y loger. Grâce à cette rencontre, Maret devait suivre, plus tard la brillante destinée du jeune officier.

Maret s'adonna tout entier à la rédaction de son journal qui fut répandu dans le public à partir du 20 octobre. Ce qui en fit le succès, c'est l'habileté que possédait Maret à prendre sur le vif les discussions parlementaires et à donner un relief saisissant de leurs moindres incidents. A la suite d'un accord passé avec Panckouc-

ke, Maret accepta, à dater du 2 février 1790, d'insérer tous les jours le *Bulletin de l'Assemblée nationale* dans les colonnes du *Moniteur*. Il n'y consentit cependant qu'à la condition que le *Bulletin* conserverait son titre et resterait une feuille distincte.

Pour répondre à la confiance du public, Maret s'imposait de durs sacrifices. Les journalistes ne bénéficiaient pas encore de places réservées dans l'enceinte de l'Assemblée, les meilleurs revenant aux premiers occupants. Pour n'être précédé par personne, Maret, après avoir rapidement corrigé de nuit les épreuves de son journal, accordait quelques heures au sommeil ; puis, il prenait un repas à la hâte et se rendait à la porte du Manège où siégeait l'Assemblée. Là, à la tête de la file qui s'allongeait bientôt, il attendait l'ouverture des portes qui n'avait lieu qu'à dix heures. S'étant trouvé plusieurs fois devancé par des auditeurs réveillés avant lui, il prit le parti de passer la nuit sur les lieux lorsque l'intérêt de la discussion l'exigeait. Quand la fatigue ne lui permettait plus de se tenir debout, il se couchait sur la place convoitée en attendant d'être admis dans la salle. Maret n'hésitait pas, pour cela, à se priver du séjour d'un agréable appartement qu'il habitait rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie. Cette situation se prolongea jusqu'à ce que les députés, chargés de la police des séances, eussent reconnu la nécessité de faciliter la tâche des journalistes en attribuant une loge aux principaux organes.

Le samedi 12 septembre 1789, Marat entra en scène et lança, à Versailles, son journal fameux : l'*Ami du Peuple*. Il fit apparaître tout d'abord cinq numéros, du 12 au 15 septembre, sous le titre : *Le Publiciste parisien*, « journal politique, libre et impartial, par une société de patriotes et rédigé par M. Marat, auteur de l'*Offrande à la Patrie*, du *Moniteur* et du *Plan de Constitution* et de plusieurs autres ouvrages patriotiques ». Une particularité qui mérite d'être signalée, c'est que les numéros 3 et 4 portent tous les deux la même date du lundi 14 septembre. Cette anomalie ne peut guère s'expliquer que par l'omission de correction au moment du tirage. Quoi qu'il en soit, c'est seulement à partir du sixième numéro que Marat adopta le titre sous lequel sa feuille acquit sa célébrité : l'*Ami du Peuple* ou « Le Publiciste parisien, journal politique, libre et impartial, etc. », numéros 6-685, in-8, du 16 septembre 1789 au 21 septembre 1792. Cette feuille quotidienne se classa, comme nous le verrons, parmi les plus violentes et les plus importantes de la Révolution.

Le premier numéro, conformément aux prescriptions qui venaient d'être prises par la Commune, se terminait par un permis de circuler ainsi conçu :

« *Hôtel de Ville de Paris. — Comité de Police.*

« Permis à la poste de faire circuler le journal rédigé par M. Marat, intitulé le *Publiciste parisien*. Au Comité de police, ce 8 septembre 1789. Signé : Brousse-
net, Lerasle, Leroux, Monde. »

En raison des articles virulents qu'il rédigeait, Marat fut souvent l'objet de poursuites ou de menaces. Pour y échapper et éviter la proscription, il mena parfois une vie errante, l'obligeant à se cacher, à se terrer même dans une cave. L'*Ami du Peuple* éprouva de ce fait, de nombreuses interruptions. Certains numéros ne virent jamais le jour, ainsi que Marat l'a déclaré. Ce sont les numéros 41 à 44, 45 à 50, 58 à 60. L'auteur, par suite de ses pérégrinations, publiait son journal comme il pouvait. Aussi changeait-il souvent d'imprimeur, comme il est permis de le constater par ces rubriques successives lisibles à la fin et au bas des feuilles, telles que : 1-15, imprimerie veuve Hérisant ; 16-27, Jorry ; 28, Dufour ; 29-40, imprimerie patriotique ; 45, imprimerie Marat ; 51-56, imprimerie patriotique ; 57, imprimerie Marat, 70, Cellots ; 71-105, Marat ; 106-133, Grand ; 134-144, Rochette ; 145-146, André ; 147, à la fin, imprimerie Marat, ce qui devint une formule stéréotypique, le plus souvent inexacte, et dont s'emparèrent les contrefacteurs, notamment Sainthi et Jourdain de Saint-Ferjeux. La plupart des collections de l'*Ami du Peuple* sont, d'ailleurs, incomplètes et renferment le plus souvent de faux exemplaires. Celle de la Bibliothèque Nationale, elle-même ne contient pas tous les numéros. A partir du 25 septembre 1792, Marat modifia de nouveau le titre de son journal comme suit : *Journal de la République française*, « par Marat, l'Ami du peuple, député à la Convention nationale », numéros 1-143 ; enfin, depuis le 14 mars 1793 jusqu'au 14 juillet de la même année, le lendemain de la mort de Marat, la feuille fut intitulée *Le Publiciste de la République française* ou « Observations aux Français, par l'Ami du peuple, auteur de plusieurs ouvrages patriotiques » ; numéros 144-242.

Le 22 septembre 1789, on fut grandement surpris d'entendre tout à coup claqueter le *Fouet national*. Ce journal avait pris pour tâche de défendre « les droits de la nation de la tyrannie des communes de Paris et de l'inconséquence de l'Assemblée nationale, en mettant dans leur véritable jour les opérations de ces

deux illustres congrès ». Cette feuille employait un genre moqueur pour plaire davantage à sa clientèle.

Le *Fouet national* paraissait tous les mardis, par cahiers in-8 de 26 ou 32 pages, sans mentionner d'adresse ni divulguer le nom de son rédacteur. Celui-ci prévenait d'ailleurs ses lecteurs par cet avis : « En attendant que nous puissions indiquer notre bureau, les patriotes pourront envoyer les lettres et paquets à l'adresse des libraires chargés de la vente. La fureur des aristocrates est encore trop à craindre pour que l'auteur puisse se mettre sous un jour trop évident. Le journal se trouve chez M^{lle} Vente, libraire, au Palais Marchand. » Le journal cessa de paraître fin mars 1790, après avoir fourni 20 numéros dont les quatre derniers non datés. Au numéro XVII, il modifia son titre pour celui de *Fouet national* ou la *France corrigée* ; mais, au fascicule suivant, il s'intitula : le *Fouet national, Tableau de l'Europe et la France corrigée*.

Trois semaines après, environ, le 16 octobre, paraissait le *Journal de la municipalité et des districts de Paris*, par Bayard, 1789-1791, in-8 et in-4. Cependant, une introduction de 134 pages, rédigée « d'après les procès-verbaux authentiques, rendait compte de tous les événements intéressants depuis le 12 juillet, des arrêtés des électeurs et de leurs différents comités jusqu'à cette époque. » A partir de cette dernière date, le journal publia les règlements et ordonnances de la municipalité provisoire de Paris et de ses huit départements, les arrêtés et décisions pris dans leurs séances par les représentants de la commune, les principales délibérations des districts, etc... Le 1^{er} janvier 1790, la feuille modifia son titre comme suit : *Journal des municipalités et des districts de Paris* « et correspondance des principales municipalités du royaume », in-8. Du 1^{er} juillet au 31 décembre 1790, il devint le *Journal de la municipalité, du département, des districts et des sections de Paris et correspondance des départements*, formant 3 volumes composés de deux séries. Ayant adopté le format in-4, cet organe semi-officiel en profita pour prendre cette nouvelle manchette : *Journal de la municipalité et du département de Paris*, tome 4, janvier-juillet 1791, 26 numéros.

Le *Journal de la municipalité* a été réimprimé en partie sous ce titre : *Annales de la Révolution* ou « Recueil de pièces authentiques et d'extraits des procès-verbaux faits à l'Hôtel de Ville de Paris depuis le 12 juillet 1789 jusqu'au 1^{er} janvier 1791. »

L'infatigable Charles-Joseph Panckoucke, désirant lui aussi, posséder une feuille au goût du jour, fonda le 24 novembre 1789, la *Gazette nationale* ou le *Moniteur*. Le grand entrepreneur de journaux avait pensé « faire une chose agréable au public en lui proposant et en publiant, le premier, une gazette ou *papier-nouvelles* à la *manière anglaise* qui paraîtrait tous les jours ». Cette *Gazette nationale*, de format in-folio, devait, suivant son programme, comprendre cinq grandes rubriques : l'Assemblée nationale, la politique intérieure et extérieure, l'administration et tout ce qui en dépend, la littérature, les sciences et les arts, les annonces et les avis généralement peu importants. Indépendamment des événements quotidiens, la feuille prévoyait la publication intégrale des actes publics, traités, décrets et tous documents officiels qui méritaient d'être conservés. Le fondateur s'engageait à donner, dans la feuille du jour, les débats de l'Assemblée de la veille, se réservant de fournir de plus amples détails dans l'édition du lendemain. C'était, selon lui, le seul moyen de ne rien laisser au hasard, de tout écrire avec réflexion et d'éviter surtout les omissions. Les rédacteurs se considéraient les historiens de l'Assemblée nationale, ne se permettant aucun commentaire, regardant, au contraire, « comme une indiscretion d'ajouter des réflexions aux motions et aux délibérations dont ils auraient été les témoins silencieux ». Un tel programme, et surtout l'ampleur du format, soulevèrent les risées. Le *Petit Gautier* les chansonna et tout Paris répétait les deux derniers vers :

Cette feuille n'est point le vain jouet du vent ;
Avec trois *Moniteurs* on fait un paravent.

Panckoucke, avec son scepticisme professionnel, sut imprimer à sa rédaction une telle modération, que le *Moniteur* pu supporter les orages révolutionnaires, se laissant « emporter dans toutes les directions, a dit de Montlosier ; il a eu ainsi, selon qu'elles se sont succédé, les teintes monarchique, constitutionnelle, girondine, jacobine, impériale ». Le 30 septembre 1791, parvenu à la fin de la session de l'Assemblée constituante, ce qui marquait la fin de son contrat, Maret cessa sa collaboration au *Moniteur*. Sa gestion en chef du journal passa entre les mains du doux Berquin, l'*Ami des enfants*. Après le 9 thermidor (27 juillet 1794), elle fut confiée à Jourdan. Jusqu'à la fin de 1793, la rédaction, si périlleuse du *Moniteur*,

fut dirigée avec une grande habileté par Thuau Granville, assisté de de Marcilly, Méjan, Ginguéné.

Panckoucke, qui avait soutenu ardemment, dans le *Moniteur*, la politique des Girondins, conçut des craintes sérieuses pour sa feuille après les événements du 31 mai 1793. Il chargea Grandville, rédacteur de l'article « Convention nationale », de faire amende honorable. Grandville envoya à Robespierre une lettre d'une platitude extrême pour le prier de lui transmettre les reproches que les patriotes croiraient devoir lui adresser. Si le *Moniteur*, avant le 31 mai, écrivait-il, avait commis des erreurs, la faute en était imputable à la pression qu'il subissait. « ...Nous étions forcés, sous peine d'être dénoncés, sous peine de perdre la confiance de nos abonnés, de publier les diatribes les plus absurdes des imbéciles ou des intrigants du côté droit. » Selon lui, les articles susceptibles d'exciter le plus de préventions avaient été rédigés par Rabaut-Saint-Etienne, qu'on avait rapidement évincé. « Au reste, ajoutait-il, il suffit de jeter un coup d'œil sur nos feuilles, depuis un mois, pour voir qu'il n'est aucun journal qui ait le plus contribué à culbuter dans l'opinion les intrigants dont le peuple va faire justice. » Sans doute, l'« Incorruptible » ne répondit à cette missive que par le dédain. En tout cas, le *Moniteur* ne fut pas inquiété.

Le grand format, inusité jusqu'alors, du *Moniteur*, tenait depuis quatre jours la curiosité en éveil, lorsque, le 28 novembre, Camille Desmoulins, « l'un des vainqueurs de la Bastille », apparut sur la brèche. Il brandissait le journal qu'il venait de créer : *Révolutions de France et de Brabant* « et des royaumes qui, demandant une Assemblée nationale et arborant la cocarde, mériteront une place dans ces fastes de la liberté. Par Camille Desmoulins, de la société de la Révolution. » 28 novembre 1789-juillet 1791, 86 numéros. Cet organe paraissait tous les samedis en un cahier d'au moins trois feuillets in-8. Chaque numéro s'accompagnait d'une estampe curieuse tirant plutôt sur la caricature. Dans le premier numéro, Desmoulins fit remonter les faits jusqu'aux journées des 5 et 6 octobre 1789. Ce nouveau périodique fut accueilli avec une grande faveur que justifiait encore le nom de son auteur. Après avoir publié vingt-six fascicules, Camille Desmoulins et Garnery, son imprimeur, se fâchèrent et publièrent le journal chacun de leur côté. Cependant, celui de Garnery ne semble pas avoir eu plus de trois numéros : les 27, 28 et 29. Ceux-ci se rencontrent dans quelques collections où ils semblent faire double emploi.

Ces journaux, qui paraissaient à des intervalles si rapprochés les uns des autres, ne formèrent que l'avant-garde de la presse révolutionnaire dont l'importance s'affirmait de plus en plus. Plusieurs feuilles voyaient parfois le jour en même temps ; certaines ne vécurent que quelques semaines ou quelques heures pour disparaître bientôt sous une autre dénomination. « L'effervescence étant arrivée à son comble, observe Delisle de Sales, il se trouva que les vingt-quatre heures de la journée n'auraient pas suffi à un citoyen actif pour lire toutes les feuilles périodiques hurlées le matin pour l'instruction ou la destruction des démagogues. »

À côté des journaux périodiques, il y eut place pour des feuilles satiriques, de ces petites guêpes de toutes couleurs qui, en voletant, piquaient à bon escient, colportant des bruits malveillants ou des potins malicieux. Citons les *Sottises de la semaine*, par les frères Séguier, qui avaient pris pour but « de relever les sottises qui se commettent journellement » et criaient gare « à ceux qui craignent la vérité » ; l'*Agonie des Trois Bossus*, qui contait gaîment ce « qu'il savait et ne savait pas » ; *Pendez-moi, mais écoutez-moi*, « lettres du bon homme des bois, citoyen actif », écrit avec un ingénuité charmante, une simplicité précieuse afin de se placer à la portée du peuple pour qu'il « comprît bien que Marat, de tous les monstres qu'a pu vomir l'enfer, était le plus odieux et le plus méchant » ; le *Lendemain* ou « Esprit des feuilles de la veille », par le cousin Jacques, avec cette épigraphe : « Je cours toute la journée, je lis toute la soirée, j'écris toute la nuit pour le lendemain » ; les *Œufs de Pâques*, œufs frais de Besançon, qui assuraient que Théroigne de Méricourt allait « dénoncer le cheval blanc de La Fayette comme aristocrate et demander qu'il soit peint aux trois couleurs » ; le *Déclin du jour*, le *Club des Halles* « du règne de la loi, sous le bon plaisir des piques et des bayonnettes », dont les dialogueurs endiablés s'appelaient Pangloss, Jean de Domfront, Paquette y Merlinoss, y Chabotos, y Brissoto de Barbillo ; l'*Objet du jour*, par « un politique de la rue Popincourt » ; le *Tarif des députés à l'Assemblée nationale* ou « leur valeur actuelle d'après l'estimation faite par l'opinion publique » et qui fournissait ces évaluations : « Tout le côté droit ne vaut pas un zéro » et le « club de 89 vaut le meilleur ivrogne pour les zigzags » ; le *Journal de l'Autre monde* ou « Conversation vraiment fraternelle du diable avec Saint-Pierre », dont le frontispice représentait une lunette de guillotine entourée de têtes coupées, portant pour légende : « Tableau d'histoire naturelle du diable. Avis aux intriguants » ; puis le *Journal des Amis*, par Claude Fauchet, évêque du Calvados ;

dans cette feuille, l'ancien rédacteur de la *Bouche de fer* traçait ce portrait peu flatteur de Bernard de Saintes : « C'est un squelette animé, c'est la mort vivante ; une bile trois fois recuite entoure son cœur d'une espèce de *silex*. Quand le briquet de l'anarchie frappe sa fibre cordiale, il lance du feu ; une de ses lèvres livides, qui s'élève pour laisser échapper un souffle de mort, paraît souriante de cette sorte de rire qu'on peut imaginer dans un exécuteur des hautes œuvres qui voit faire la grimace à son pendu. »

Et pour clore cette liste, le *Journal de la Savonnette républicaine* « à l'usage des députés ignorants et de ceux qui se proposent de trahir la patrie, par le citoyen Lebenette », avec cette épigraphe : « Oh ! je les poursuivrai, les coquins. » Cette feuille cynique, fondée pendant le procès de Louis XVI, avait pour objet de « faire connaître la clique infernale qui fit déclarer la guerre pour servir les projets de vengeance de Louis Sanguinola... il veut parler et il parlera de ces hommes qui ont préparé et amené la fatale journée du Champ de Mars pour soustraire le général des brigands, enfermé dans la tour du Temple, à l'échafaud qui l'attendait à son retour de Varennes... il parlera de ces hommes qui, au lieu d'envoyer le dernier roi des Français à la guillotine au moment où il venait de faire assassiner le peuple, l'ont reçu à bras ouverts dans l'anse des conspirateurs, qu'on appelait alors Assemblée nationale... enfin il conduira le monstre découronné, le massacreur, et son infernale tigresse à l'échafaud, et alors il cessera d'écrire ! »

Prenant prétexte de ces élucubrations malsaines, Marat en profita pour critiquer, dans l'*Ami du peuple*, la profession, alors assez facile, de journaliste :

« C'est une plaisante chose que le métier de journaliste parmi nous. Un bonhomme qui aura rimailé quelque sottise, ou fourni un méchant article à la *Gazette*, ne sachant que devenir, se met à tenter la fortune en faisant un journal. Le cerveau vide, sans connaissance, sans idées, sans vues, il s'en va dans un café recueillir les bruits courants, les inculpations des ennemis publics, les plaintes des patriotes, les lamentations des infortunés ; il rentre chez lui la tête pleine de tout ce fatras, qu'il couche sur le papier et qu'il porte à son imprimeur, pour en régaler le lendemain les sots qui ont la bêtise de l'acheter. Et voilà le tableau des dix-neuf vingtièmes de ces messieurs. »

Les grands clubs parisiens eurent aussi leurs organes. Ils y exprimaient leurs opinions, inséraient les procès-verbaux de leurs séances, publiaient, en des termes

enflammés, leurs discussions plus ou moins orageuses, retraçaient, en un mot, la vie de leur organisation. Ce fut, pour les Jacobins, le *Bulletin des Jacobins* ou « Séance de la Société des Amis de la Constitution », 28 avril 1790, in-8, devenu le *Journal des Amis de la Constitution*, 1^{er} novembre 1790-20 septembre 1791, créé dans le but de publier périodiquement la correspondance de la Société. C'est à tort qu'on a avancé que les débats du fameux club s'y trouvaient retracés *in extenso*. La correspondance qu'il s'agissait de répandre n'était pas, à proprement parler, celle émanant de la Société mère, mais celle qu'elle échangeait avec les groupes affiliés. Le journal était revêtu du cachet de la Société sur lequel on lisait, au milieu d'une couronne de chêne, la devise : *Vivre libre ou mourir*.

Avant la scission entre les membres de la Société, un autre organe s'était fondé sous le titre de *Journal des Débats de la Société des Amis de la Constitution*, plus couramment désigné sous le nom de *Journal des Jacobins*, 1^{er} juin 1791-24 frimaire an II, 5 volumes in-4. Le *Journal du club des Cordeliers*, 28 juin-10 août 1791, constitua la feuille officielle de la fameuse Société des Droits de l'Homme et du Citoyen ; vint ensuite le *Journal des Clubs*, 20 novembre 1790-21 septembre 1791, s'adressant à tous les membres des clubs français et des sociétés patriotiques du royaume tout en préservant la meilleure place que club des Jacobins ; puis ce fut le *Journal de la Société de 1789*, rédigé par Condorcet, Dupont de Nemours, Pastoret, Grouville, André Chénier et autres, 5 juin-15 septembre 1790. Tous ceux qui se proposaient de maintenir le gouvernement dans les principes constitutionnels se groupèrent autour de Malouet, fondateur de la Société de 1789. Leur journal constitua entre leurs mains un puissant instrument de combat contre la *Société des Amis de la Constitution*, embryon du club redoutable des Jacobins. Derrière eux vinrent se ranger : le *Journal de la Société des Amis de la Constitution monarchique*, le *Journal du club des Impartiaux*, 4 février-14 avril 1790, organe du club du même nom fondé par Malouet et autres membres de l'Assemblée nationale qui, « ennemis de toute mesure violente et exagérée, séparés de tout intérêt personnel, réunis par le patriotisme, dévoués entièrement à la cause de la liberté nationale et de salut public, demandaient le retour de l'autorité légitime ». Le but réel des clubistes était de combattre la société rivale des jacobins.

Les journaux démocratiques dépassaient largement en importance les journaux royalistes. Leur rôle politique fut immense. Ce furent eux qui préparèrent

l'Assemblée législative et la Convention, représentant dans l'ensemble l'opinion publique tout entière. On peut les diviser en deux catégories : les journaux purement patriotes et les organes modérés. Les premiers se proposaient de toucher au but par des moyens plus ou moins violents ; les seconds voulaient y parvenir par la pondération. Les journaux modérés formèrent eux-mêmes « trois catégories, définit Eugène Hatin : les journaux constitutionnels, partisans de l'équilibre du pouvoir et des deux Chambres ; les journaux feuillants, ralliés à la Constitution de 91 pour la faire tourner au profit de l'autorité royale et du pouvoir exécutif, trop amoindri ; et enfin les journaux girondins, qui acceptaient aussi la constitution, mais seulement au nom de la souveraineté du peuple et en vue de la prépondérance du pouvoir législatif ».

Dès lors, la guerre de plume devint plus âpre, plus serrée. Les menaces plus précises, le langage plus acéré se faisaient entendre davantage dans les feuilles qui se multipliaient. Chaque écrivain s'efforçait de se mettre en valeur, de crier plus fort que son voisin, afin de prendre une place prépondérante dans le domaine de l'opinion ; de lutter, enfin, par tous les moyens contre la concurrence grandissante. La presse ne sentit plus de bornes à ses excès.

La Cour, tout d'abord, ne parut pas se rendre compte du péril qui la menaçait, ni s'affecter de cet assaut soudain et violent de la presse révolutionnaire. Elle ne pouvait lui opposer que la froide tranquillité de son organe officiel la *Gazette de France* ainsi que le *Journal général de France*, de l'abbé de Fontenay, auxquels vinrent se joindre, au mois de juin, quelques feuilles placides et amies : l'*Assemblée nationale* de Beaulieu, le *Courrier français* de l'abbé Poncelin, assistées par le *Journal politique national des Etats Généraux et de la Révolution* de 1789 par l'abbé Sabathier, la *Gazette universelle* par Cerisier et Michaud, le *Moderateur* de M. de Fontanes, le *Journal de la Société de 1789* et le *Mercure de France* de Panckoucke, rédigé par Mallet du Pan pour la partie politique.

Cependant, pour mettre un frein à la ruée des journaux patriotes, la Cour songea, au bout de quelques mois, à s'entourer de protecteurs dévoués prêts à affronter le combat. La polémique qu'engagèrent les feuilles contre-révolutionnaires resta toutefois négative parce qu'elles s'enfermèrent, d'une part, dans la glorification du passé, et d'autre part, dans la critique des idées nouvelles sans trouver des formules de conciliation. Au contraire, leurs rédacteurs se montrèrent des plus violents et poussèrent l'invective jusqu'à l'extrême limite de la grossièreté. Ce

furent les journaux royalistes qui, les premiers, employèrent le style poissard du *Père Duchesne* afin de frapper les esprits. Et cela peut paraître surprenant, leurs collaborateurs se recrutaient dans la classe élevée. Ce qui caractérisa la presse contre-révolutionnaire, ce fut la raillerie, le sarcasme, la satire. Ce fut avec ces armes favorites, en se montrant spirituels et moqueurs à l'excès, que les journalistes du parti de la Cour s'imaginèrent terrasser leurs redoutables adversaires. Les journaux royalistes crurent également pouvoir suppléer au petit nombre en proférant même des menaces de mort. Ils habituèrent ainsi les esprits aux polémiques ardentes. Les types de ce genre nous ont été fournis par les trois feuilles ci-après.

Le Journal de la Cour et de la Ville, plus connu sous le nom de *Petit Gautier*, ouvrit le feu le 15 septembre 1789, un feu nourri, serré de persiflages à chaque escarmouche. Les épithètes portaient droit au but. C'est lui qui promettait une bonne récompense à qui enverrait aux coalisés les signatures exactes des membres de l'Assemblée « pour éviter des méprises à l'heure de leur faire les honneurs du cordon ». Cette feuille s'intitula primitivement *Magasin historique* ou *Journal général*, 15-16 septembre ; les numéros 3 à 5 prirent la dénomination de *Journal général* « dédié au district des Cordeliers », 18-23 septembre. Ce ne fut qu'à partir du numéro 6 que les promoteurs adoptèrent la manchette de *Journal général de la Cour et de la Ville*.

Les *Actes des Apôtres* comptèrent parmi les meilleurs journaux satiriques de la révolution ; mais ils tinrent à l'égard des femmes des propos encore plus injurieux que leurs confrères du même parti. Louis XVI lui-même n'était pas à l'abri des railleries de ses défenseurs attitrés. C'est ainsi qu'à propos d'un portrait du monarque, respecté par les émeutiers lors de la mise à sac du château de Castries, ils trouvèrent ce sujet de plaisanterie :

Qui donc put inspirer à cette troupe impure
Ou ce respect ou cet effroi ?
Est-ce la peinture du roi ?
Est-ce le monarque en peinture ?

Fondés en novembre 1789, les *Actes des Apôtres* rivalisent plus tard avec l'*Ami du Roi des Français, de l'ordre et surtout de la vérité*. Créée le 1^{er} juin 1790, in-

quarto, cette dernière feuille ne se montra pas moins véhémement que ses confrères royalistes ; mais elle s'en distingua par une polémique plus sérieuse. L'*Ami du Roi*, comme les *Actes des Apôtres*, faisait de continuels appels aux coups d'Etat, réclamant les têtes des six cents principaux révolutionnaires et la confiscation de tous leurs biens, indiquant par combien de points d'accès les armées coalisées pourraient envahir la France. L'*Ami du Roi* passa par des vicissitudes diverses que nous retraçons par ailleurs.

Derrière ces trois chefs de file venaient les comparses :

La *Gazette de Paris*, 1^{er} octobre 1789-10 août 1792, 6 vol. in-4, dont le principal rédacteur fut Barnabé Farmian de Rozoy, dit Durosoi. Quoique médiocre dans sa forme, elle est cependant intéressante à consulter si l'on veut connaître les projets, les vœux, les menées du parti de la résistance pendant les trois premières années de la révolution. Elle fut une des feuilles qui soulevèrent de la Révolution. Elle fut une des feuilles qui soulevèrent les plus vives colères dans le camp démocratique.

Puis, ce fut le tour de la *Chronique du Manège*, 1790, journal satirique dans le genre des *Actes des Apôtres*, rédigé avec esprit par François Marchant. Cette feuille attaquait tout particulièrement les membres et les travaux de l'Assemblée nationale dont les séances avaient lieu dans un manège attenant aux Tuileries.

Les *Sabbats jacobites*, du même écrivain, 1791-1792, trois volumes in-8, de 25 numéros chacun, avec figures. Ce périodique bi-hebdomadaire eut un assez grand succès. Après le troisième volume, Marchant publia les *Grands Sabbats* « pour servir de suite aux *Sabbats jacobites* », 1792, 9 numéros in-8 ; mais il dut interrompre sa publication. Le dixième numéro, bien que composé, ne fut pas tiré. L'épreuve corrigée en a été jointe à un exemplaire ayant appartenu à M. La Bédoyère et qui se trouve aujourd'hui à la Bibliothèque nationale.

Le *Journal des Halles*, « ajusté, ravaudé, repassé par M. Josse, écrivain de la Pointe Saint-Eustache, auteur du Cahier des plaintes et doléances des Dames de la Halle... » 1790, huit numéros in-8. Ce journal curieux, rédigé par Estienne et surtout dirigé contre le duc d'Orléans, s'ornait de cette épigraphe : « Où y a de la gêne, n'y a pas de plaisir. »

Le *Journal de Louis XVI et de son peuple* ou « le Défenseur de l'autel, du trône et de la patrie », 1790-10 août 1792, 9 volumes in-12. « Ce journal absolument

neuf quant à la forme et au fond, disait le prospectus, est consacré à l'examen des opérations de ce qu'on appelle *nouveau régime* et de l'Assemblée qui a pris le titre séduisant de *nationale*... Il sera l'exposé impartial de tout ce qui aura trait à la *Révolution* et des principes sacrés qui doivent justifier son titre... » Un « vil intérêt » ne l'avait point fait entreprendre, car les bénéfices étaient destinés aux pauvres. Gorsas ayant insinué que le rédacteur devait être un petit abbé, celui-ci démentit le fait, assurant qu'il était un homme de lettres connu autrement que par des journaux ; s'il croyait devoir garder l'anonyme, c'était moins « par crainte de la méchanceté des démocrates que pour rire paisiblement au coin de son feu de leurs stupides calomnies ».

A ces journaux royalistes, il faut encore ajouter :

Le *Défenseur des opprimés*, par « l'auteur de l'*Ami du clergé et de la noblesse* », 21 septembre 1790-1791, 91 numéros, in-8 ; la *Feuille du jour*, 1^{er} décembre 1790-10 août 1792, 11 volumes in-8. Cet organe fut proscrit le 10 août, comme contre-révolutionnaire et son rédacteur, Parisot, condamné à mort ; arrêté plus tard, il fut exécuté le 10 juillet 1794. Ce périodique se consacrait plus spécialement aux annonces de tous genres et n'abordait la politique que sous la forme d'entrefilets. Il était l'organe des sentiments aristocratiques du corps de ballet de l'Opéra. Il jouit d'une grande vogue bien que désavoué par les royalistes sincères, qui le considéraient « comme le plus misérable de tous les papiers ». Le *Journal à deux liards* prétendait qu'il y avait très peu de différence de Parisot à Marat, à Fréron, à Carra et à Gorsas ; « il est seulement un peu plus malin qu'eux : il arbore les couleurs de l'aristocratie pour se faire lire des honnêtes gens, qui lui passent mal à propos ses impudents mensonges et ses platitudes politiques ».

Le *Journal du Soir* ou le *Petit page*, 1791. Rédigé dans le genre du *Petit Gaudier*, il ne publia que six numéros et se signala par sa violence, dont voici un échantillon : « ...Les députés à la nouvelle législature n'auront plus maintenant qu'une petite formalité à remplir avant d'entrer au Manège. Ils sont priés de faire vérifier, non pas leurs pouvoirs, mais leurs épaules. »

Les *Folies d'un mois* « à deux liards par jour » ou plus couramment le *Journal à deux liards*, 1^{er} octobre 1791-10 août 1792, in-8. Le titre courant des deux premiers numéros porte : « A deux liards, à deux liards, mon journal. » Les frais d'impression et de distribution étaient prélevés sur la cassette du roi, ainsi qu'il

résulte des pièces de comptabilité saisies chez Laporte, intendant de la liste civile, et publiées par ordre de l'Assemblée législative. Conçu dans le même esprit que la feuille précédente, mais plus piquant, plus acerbe, il semble en être la suite. Chaque numéro se présentait sur quatre pages in-8, comprenant une succession d'entrefilets assez semblables aux *nouvelles à la main*, comme on peut en juger :

« Ecoutez donc, messieurs les aristocrates, je vous ai plaints, je me suis déclaré hautement pour vous. Je ne serai pas longtemps des vôtres, si vous dites du mal de mon Roi, si vous calomniez ses intentions et celle de sa courageuse épouse. Je suis royaliste moi ! »

— « Un beau jour, et ce jour n'est pas loin, le peuple nous délivrera des jacobins ; car il est bon, le peuple, et il abhorre les coquins. »

Le rédacteur du *Journal à deux liards* est resté inconnu, ainsi qu'il en exprimait le désir dans le premier numéro de février 1792 : « Pour moi, pauvre journaliste à deux liards, je ne demande que le repos, l'exercice libre de ma religion, une humble retraite à la campagne, le bonheur de ma patrie, de mon vertueux roi et de son auguste famille. Je ferai de mon mieux pour n'être pas connu et pour être oublié. » Cependant, si l'on en croit le *Thé*, publié en l'an V, l'auteur serait un certain abbé Victor-Auguste de Bouyon et cette feuille de Bertin d'Antilly le fait figurer dans la liste qu'elle en donna des journalistes décapités. D'après Auguste Vitu, cet ecclésiastique aurait été mis en pièces, le 10 août 1792, sur la terrasse des Feuillants, quelques instants avant Suleau.

Le *Journal de M. Suleau*, créé en 1791 par l'ancien rédacteur des *Actes des Apôtres*, afin de continuer la lutte après la suppression de ce dernier journal. Maniant la plume avec dextérité, Suleau, « type du chevalier batailleur et brave », avait le trait incisif ; les invectives, les diffamations qu'il publiait dans sa feuille lui attirèrent de nombreux ennuis. Aussi dut-il quitter la France pour aller rédiger son journal à l'étranger. Le numéro 7 porte, en effet, cet avis à son imprimeur : « Je crois avoir trouvé le moyen de me soustraire à l'oppression. C'est de Bruxelles que je vais continuer mon journal... » Cependant, ce numéro 7 et les suivants parurent sous cette manchette : *Journal de M. Suleau*, « rédigé à Coblenz et dédié à toutes les puissances, Neuwied-sur-le-Rhin ». Toutefois, il y eut trois versions du numéro 7 ; les deux premières, détruites « pour des raisons de circonstances », virent le jour à Bruxelles sous les titres successifs de *le Tocsin de la nécessité*, 27

septembre 1791, et le *Journal de la contre-révolution*. A partir du numéro 11, Suleau revint à Paris, où il fit imprimer sa feuille qui reprit son titre primitif de *Journal de M. Suleau*. Cet organe n'était pas seulement remarquable par son originalité, mais il contenait une foule de renseignements sur les menées et les plans de l'émigration. Dans la nuit qui précéda le 10 août 1792, Suleau, avec sa crânerie habituelle, alla au-devant du destin qui l'attendait. En uniforme de garde national, il parcourait les Tuileries, excitant les bataillons royalistes à la résistance, lorsqu'il fut reconnu par Théroigne de Méricourt. Les *Actes des Apôtres* l'avait accablée de leurs sarcasmes et l'avait mariée symboliquement avec le député Populus dans une tragédie burlesque intitulée *Théroigne et Populus* ou le *Triomphe de la démocratie*. La populace, excitée par l'« Amazone de la liberté », s'élança sur Suleau et le massacra dans la cour des Feuillants. Sa tête, fichée au bout d'une pique, fut portée en triomphe à travers les rues de Paris. Suleau, qui n'avait que 35 ans ; avait été le camarade de collègue et l'ami de Camille Desmoulins. Ce dernier aurait voulu le sauver du péril dont il se savait menacé ; mais, ainsi que le disait Rivarol, « les conjurations tramées quelquefois par des grands esprits sont toujours exécutées par des bêtes féroces ».

L'*Indicateur* ou « Journal des causes et des effets », 20 mai-9 août 1792, 82 numéros, in-4, dû à la plume ou tout au moins à l'inspiration d'Adrien Duport. Sa collaboration lui valut d'être l'objet d'un mandat d'arrêt décerné par la Commune de Paris le 28 août 1792. Ses presses avaient été saisies dès le 12 août. D'après le *Moniteur* du 9 juillet 1792, l'*Indicateur* était « envoyé avec une profusion vraiment royale à toutes sortes de gens dans les départements, sans s'inquiéter s'ils ont l'humeur contre-révolutionnaire ou s'ils sont disposés à l'avoir ».

La *Rocambole des journaux* ou « Histoire aristo-capucino-comique de la Révolution, rédigée par dom Régis Anti-Jacobins (David Sabalut, suivant Villenave) et compagnie », juin 1791-28 juin 1792, 5 volumes, in-8, avec figures. La feuille se parait de cette épigraphe : « Tout moine que j'étais, j'étais bon patriote. » Au numéro 5, on lit cette maxime : « Une foi, une loi, un roi. » A partir du 3 novembre 1791, le titre se raccourcit pour celui de la *Rocambole* ou « Journal des honnêtes gens », pour devenir, le 10 juin 1792, la *Rocambole des journaux* ou « Journal des honnêtes gens ».

Le *Journal-Pie*, janvier-14 mars 1792, présenté sur le modèle du *Petit Gautier* et dont le rédacteur, L.-C. de Barruel-Beauvert, expliquait ainsi le choix du titre :

« J'ai choisi une pie pour présider à mon journal, et je tirerai peu de parti de sa langue et de ses couleurs que nos Tibulles n'en ont tiré des pigeons de Vénus ou du moineau de Lesbie. J'aurai donc le babil et les livrées de la pie... car j'ai à peindre les aristocrates, qui se font blancs de leurs épées, et les jacobins, dont les figures et les projets noircissent de plus en plus. » Plusieurs souscripteurs firent remarquer que ce titre versatile ne convenait pas à la fermeté des principes monarchiques et ils en réclamèrent son changement. De Barruel-Beauvert leur donna satisfaction et le surlendemain, à partir du n° 17 de la deuxième série, la feuille s'intitula : *Journal royaliste*, 16 mars-9 août 1792.

Mentionnons que Marie-Antoinette eut, en 1790, un *Véritable Ami de la reine* qui semble avoir bien peu vécu. Cette nomenclature serait incomplète, si nous ne faisons figurer les *Lettres brougement patriotiques du Père Duchesne*, 1790-1792, 400 numéros in-8, par Lemaire, prédécesseur d'Hébert. Nous ne saurions oublier également les *Affiches, annonces et avis divers*, plus généralement appelées les *Petites-Affiches*, qui contenaient des renseignements d'une tendance contre-révolutionnaire.

Tous ces journaux, quelle que soit la catégorie à laquelle ils appartenaient, se criaient, se *proclamaient* à tue-tête dans les rues de Paris. Un certain nombre de feuilles imprimaient même une édition spéciale destinée aux *proclamateurs*, avec un sommaire et des titres prometteurs destinés à être lancés à pleine voix. Pour beaucoup de ces « canards », le succès dépendait de l'habileté de la présentation de ce sommaire, ainsi que de la performance des poumons des individus. Ces derniers, si robustes fussent-ils, ne parvenaient qu'avec peine à dominer l'explosion des grandes colères ou des grandes joies du *Père Duchesne*. Il semble inutile d'ajouter que, si l'on se fût rapporté aux manchettes, on eût été odieusement trompé.

Ces vendeurs à voix possédaient leur « Bourse », c'est-à-dire leur lieu de rassemblement, rue Hurepoix, la rue du Croissant de l'époque. Ils se réunissaient sur le « quai des Augustins », pour de là s'élancer par la ville. Ils se considéraient comme parfaitement libres de colporter ce que d'autres prenaient la liberté d'écrire. Ils ne se souciaient pas plus de l'autorisation de la police que les écrivains se préoccupaient des entraves de la censure. C'était, d'ailleurs, un métier lucratif, n'exigeant aucune connaissance spéciale et qui s'offrait à toute personne

dénuée de ressources à la seule condition de pouvoir se faire entendre. Métier, néanmoins, de pauvres gens qui, pour l'exercer, devaient se lever tôt.

« Il fait petit jour à peine, exposaient les Goncourt. Ils sont déjà là, dans cette étroite rue Percée, à la porte du libraire Chevalier, serrés et frissonnants, les mendians ambulants que la charité ne nourrit plus, les femmes et les filles sans condition, les laquais supprimés, les manœuvres sans ouvrage, les gagne-deniers sans occupation de Paris et des alentours. Ils sont là, attendant la grande distribution du journalisme. La boutique ouverte, les feuilles enlevées, chaque borne devient un comptoir où les gros accapareurs font une redistribution ; et toute la grande famille des *proclamateurs* se lance dans la ville, l'emplissent de ses mille voix. »

Cette multitude de vendeurs qui, dès l'aurore, se précipitait en hurlant de fausses nouvelles, était devenue une calamité pour les citoyens. La municipalité essaya d'y mettre un frein. Le 1^{er} septembre 1789, « sur la représentation faite par le Comité de Police de l'infidélité des colporteurs et vendeurs d'imprimés, qui se permettent de crier les avis les plus alarmants et les plus faux, et qui, pour exciter la curiosité publique, donnent aux feuilles qu'ils débitent des titres qui répandent la crainte et compromettent indistinctement tous les citoyens, l'assemblée des représentants de la Commune de Paris, considérant que la liberté de la presse ne doit pas être confondue avec la liberté de la proclamation ; que celle que se permettent les colporteurs, trompant la crédulité du peuple, multiplie les fausses nouvelles et ne laisse à ceux qu'ils ont trompés que l'erreur et les regrets ». Pour ces raisons, le Comité interdisait de colporter et crier dans Paris aucun écrit autre que ceux émanant de l'autorité publique ; ordonnait que les proclamateurs de tous autres écrits ou brochures seraient considérés comme perturbateurs de l'ordre public et invitait tous les districts à réprimer les abus que faisait naître cette licence.

Cet arrêté souleva de vives critiques. Bailly a exposé, dans ses *Mémoires*, les motifs qui le déterminèrent : « J'ai toujours eu pour principe que l'affiche et la proclamation pouvaient, sans nuire à la liberté, être réservées à la puissance publique. Il me semblait qu'en bonne administration, il ne faut pas laisser à un particulier le moyen d'agir sur le peuple en masse, et c'est ce que font l'affiche et la proclamation. En laissant tout crier dans les rues, les colporteurs, pour mieux vendre, crient d'abord les titres tels qu'ils sont ; ensuite, ils les altèrent pour attirer

davantage les curieux ; enfin, ils finissent par annoncer même ce qui n'est pas dans la feuille. »

Un mois après, le 3 octobre, la municipalité se voyait encore dans l'obligation de faire défense de colporter et crier des « écrits incendiaires et calomnieux ». Les sentinelles reçurent l'ordre d'arrêter les perturbateurs et de les livrer à la justice pour être punis. Le *Fouet national*, dans son numéro du 20 octobre 1789, protestait contre cette mesure : « Les aristocrates de l'hôtel de ville ne cessent de s'opposer à la publication des papiers qui peuvent éclairer le peuple. On arrête continuellement les colporteurs. On a saisi ces jours derniers jusqu'aux *Révolutions de Paris*, jusqu'au *Courrier National*. On s'embarrasse peu d'enlever le pain du pauvre ; on croit être exempt de la restitution en disant aux malheureux colporteurs qu'ils se fassent rendre l'argent par l'imprimeur. Quand cessera-t-on de violer les lois de la liberté ? »

Enfin, un arrêté du Conseil général de la Commune de fin décembre 1789, reprenant en partie les dispositions précédentes, réglementait la profession de colporteur, en réduisant le nombre à trois cents et les astreignant à porter sur leur vêtement une « plaque ostensible », indépendamment de leur « commission en parchemin » qu'ils devaient avoir sur eux pour la présenter, à la première réquisition, aux patrouilles et aux factionnaires. Le Département de police complétait ce texte et, considérant que les innombrables écrits calomnieux publiés chaque jour ne tendaient qu'à compromettre l'honneur des citoyens ainsi que le caractère même de la nation, décidait :

« Les colporteurs ne pourront crier (pendant le jour, et jamais la nuit) que des *décrets*, des *édits*, des *déclarations*, des *arrêts*, les *arrêtés de la commune*, les *mandements de M. l'archevêque*, enfin les ordonnances et règlements qui émaneront d'une autorité légalement constituée que les peuples ont intérêt de connaître, et auxquels leur devoir est d'obéir.

« Quant aux journaux, ceux même qui portent le titre d'*Assemblée nationale*, les colporteurs ne pourront les proclamer, sous peine d'être arrêtés et condamnés à une saisie et à 25 livres d'amende.

« Les colporteurs ne pourront se charger même pour la distribution sans proclamation que d'ouvrages garantis par le nom de l'auteur ou par celui de l'imprimeur. En conséquence, tous écrits dont se trouveront char-

gés les dits colporteurs seront soumis, non à la censure, mais à l'inspection des patrouilles et corps de garde, pour être saisis par eux, lorsqu'ils ne seront pas munis d'une signature, et les contrevenants seront conduits à l'hôtel de la Force.

« Comme il est dans les principes d'une bonne administration de n'enlever aux citoyens aucuns moyens de vivre que le commerce fournit, tout citoyen qui vendra des papiers périodiques sera tenu de prévenir son district de sa demeure, du lieu où il veut étaler ; mais ne pourra sans médaille et commission les colporter pour les vendre dans les rues. »

Cet arrêté fut signifié aux soixante districts de Paris, accompagné d'une lettre de Pierre Manuel leur recommandant de veiller à son exécution. Le procureur général de la Commune saisissait cette occasion pour demander aux patriotes « de lui donner avis de toutes les imprimeries » qu'ils connaîtraient dans leur district « parce qu'elles peuvent être soumises à un enregistrement dans nos bureaux. L'attente où nous sommes tous d'un décret de l'Assemblée nationale ne nous permet ni de les défendre, ni de les autoriser, mais encore faut-il qu'elles n'échappent point à notre vigilance : une presse clandestine est l'arsenal des méchants ».

Les colporteurs dépossédés réclamèrent contre cette mesure arbitraire. A cet effet, ils adressèrent à la municipalité une protestation sous ce titre : *Très justes Remontrances des Colporteurs à M. Bailly, Maire de Paris*. Cette supplique, comme on le suppose, ne fut pas prise en considération.

La fréquence de ces arrêtés prouve assez bien leur inefficacité. L'Assemblée nationale elle-même fut plusieurs fois saisie de cette question. En janvier 1790, notamment, le Comité de Constitution lui soumit un projet de décret « contre les délits qui peuvent se commettre par la voie de l'impression et par la publication des écrits et gravures ». Ce projet contenait un article ainsi conçu : « Nul individu n'ayant le droit de disposer, par usage particulier, des rues, des places, des jardins, et dans l'intérêt commun exigeant que rien ne trouble les proclamations des actes émanés des pouvoirs établis par la loi, et qu'aucune autre proclamation ne puisse se confondre avec elles, il est défendu, sous peine..., de crier publiquement aucun livre, papier, journal, etc... » Ce texte, assez étrange dans ses dispositions, donna lieu à de plaisantes critiques de la part des *Révolutions de Paris*.

Ce projet n'eut aucune suite. Les colporteurs autorisés continuèrent, comme par le passé, à proclamer leurs périodiques ou leurs *fagots* ; cette expression, usitée autrefois pour désigner des choses fausses, fut appliquée aux gazettes et aux journaux par dérision pour les informations souvent inexactes contenues dans leurs colonnes.

S'il y eut des journaux criés dans les rues ou des organes distribués gratuitement, il en exista aussi qui furent placardés sur les murs. Chacun, en effet, s'ingéniait à surpasser son voisin, à découvrir une formule susceptible de frapper l'imagination. C'est ainsi que naquit le journal-affiche.

Quelques-uns de ces placards avaient pour but d'inculquer au peuple les principes nouveaux ; certains n'abordaient, parfois, qu'un sujet où des phrases brèves, mais énergiques, détachées en gros caractères, obligeaient le passant à s'arrêter ; le plus grand nombre constituaient une arme de parti, souvent même un instrument de calomnie destiné à attaquer vivement les opinions adverses, à combattre des écrivains patriotes ou certaines personnalités politiques.

Le parti monarchique eut recours à cette forme nouvelle du journalisme en publiant le *Chant du Coq*, tandis que régnait la loi martiale après la sanglante journée du 17 juillet 1791. Ce placard in-folio était rédigé par une « société de vrais patriotes, rédacteurs au *Babillard* », à la tête desquels se trouvait Esménard, le futur poète officiel du Consulat. « Celui qui rédige cette affiche n'a pas vingt-cinq ans », lisait-on dans le numéro 14. A partir du numéro 26, les signatures se fixèrent : Darmènes, anagramme d'Esménard, Volny, Montdefer ou Mondefer, transposition, sans qu'il soit possible de l'affirmer, du nom du constituant Defermon. Cette feuille visait à dépopulariser les républicains et plus particulièrement Brissot, que le parti révolutionnaire cherchait à faire élire à l'assemblée qui devait succéder à la Constituante. La garde nationale avait adopté cette feuille et veillait à ce qu'elle ne fût ni lacérée, ni détruite.

« Chaque matin, relataient les *Révolutions de Paris*, on placarde un pamphlet-journal intitulé le *Chant du Coq*, dans lequel on renie impudemment tous les bons principes et l'on renonce aux sentiments d'honneur. On y essaie aussi de porter atteinte à la bonne réputation de quelques journalistes courageux. Cet écrit calomnieux est pourtant signé. Parmi les noms, on lit celui d'un sieur Auguste, capitaine aristocrate de la garde nationale, orfèvre du roi et l'agent secret de la reine pour

tirer parti de la fonte des cloches. Les autres signataires sont de la même pâte. Cette compagnie n'est pas d'humeur, certainement, à sacrifier douze louis chaque matin pour l'instruction du peuple. Citoyens ! veillez sur les prête-noms et tâchez de lever le masque. Les fauteurs des Tuileries et les sept comités du Manège y doivent être pour quelque chose. »

Marat s'élevait vertement, dans l'*Ami du Peuple* du 29 juillet 1791, contre ce placard « vomissant l'injure, la calomnie, la méchanceté, l'ignorance et la perfidie la plus cruelle, annonce *perscélératesse* des hommes infâmes qui ont osé le souscrire... Les amis du *Chant du Coq* et soi-disant de l'ordre corrompent les intentions des citoyens patriotes ».

Le *Chant du Coq* faisait appel aux bataillons de la garde nationale du Centre et invitait chaque citoyen à courir aux armes contre les factieux. Certains constitutionnels, les directeurs des principaux journaux, Carra et Prudhomme entre autres, ne tardèrent pas à être l'objet d'attaques véhémentes. Personne n'ignorait d'où provenaient les fonds destinés à couvrir les frais d'impression. On les mettait au compte de la liste civile. « D'après des renseignements certains, écrivait la *Chronique de Paris*, on sait que l'affiche du *Chant du Coq* coûte par jour 600 livres, ce qui fait par mois 18 000 livres et par an 216 000. Ce placard se trouve dans tous les villages à dix lieues à la ronde de Paris, ce qui doit doubler la somme. Qu'on y réfléchisse, on verra quel est le principe de cette fureur. La liste civile seule peut soudoyer avec ce faste et cette persévérance, et c'est, pour le dire en passant, une des obligations que la liberté aura à ceux qui, pouvant modifier cet instrument de tyrannie et de corruption, ont eu grand soin d'en écarter l'idée, en invoquant la générosité de la nation. »

Pour se justifier, l'auteur s'évertuait, sans succès, d'ailleurs, à établir que les dépenses se trouvaient assurées par les bénéfices du *Babillard*, qui comptait « cinq cents abonnés dont on pouvait avoir la liste chez M. Pain, imprimeur ». On désignait couramment dans le public l'épicier-député d'André comme l'instigateur et le protecteur de ce placard, et ce commerçant-législateur criait au scandale. De son côté, l'*Orateur du Peuple* affirmait que Malouet avait des intérêts dans l'affaire.

Le *Chant du Coq* fut réuni à la suite du *Babillard* « journal du Palais-Royal », à partir du numéro 50 de cette dernière feuille et portant la date du mardi 2 août

1791. Le public en était ainsi avisé : « L'affiche du *Chant du Coq* sera désormais réunie au *Babillard*. Les rédacteurs consacreront toujours le produit des souscriptions à rendre leur ouvrage plus intéressant et plus utile : l'amour de la patrie est leur mérite et leur fortune. » On s'abonnait chez Pain, imprimeur, cloître Saint-Honoré. Le prix de la souscription était de 3 livres par mois, franc de port pour tout le royaume. Cependant, les personnes qui désiraient l'affiche du *Chant du Coq* en placard pouvaient l'acheter au bureau du *Babillard*, moyennant un sol la feuille pour les non abonnés et gratis pour les abonnés. L'affiche était également offerte au prix d'un sol aux députés qui n'avaient « signé aucune protestation contre les décrets de l'Assemblée nationale ». A partir du numéro 85, du 6 septembre 1791, le *Babillard* prit cette dénomination : le *Babillard du Palais-Royal et des Tuileries* ; puis, au numéro 117, du 89 octobre 1791, il adopta ce titre plus simple : *Le Babillard et le Chant du Coq*.

Prenant la défense de la faction jacobine, le jeune Tallien lui opposa l'*Ami des Citoyens*, de format in-folio plano. Quoique cette feuille ne soit datée qu'à partir du numéro 5, le premier numéro dut paraître le 30 ou le 31 juillet 1791, puisque le *Chant du Coq* y répondit le 1^{er} août. Tallien en couvrait les frais au moyen de souscriptions recueillies dans les sociétés fraternelles. Le 28 août, Sergent y intéressa la Société des Jacobins. Quelque temps après, Pétion, Moreton et d'autres de leurs collègues insistèrent sur l'utilité de ce placard et il fut décidé que les membres s'imposeraient, en sa faveur, d'une cotisation supplémentaire de rois livres par trimestre. Les dames qui occupaient les tribunes, et parmi elles M^{me} Pétion, demandèrent à être admises à participer à cette libéralité, ce qui leur fut accordé.

Le 5 octobre, Tallien ajouta à l'affiche un périodique in-8 bi-hebdomadaire, intitulé également l'*Ami des Citoyens*, « journal fraternel ». Le placard, annoncé comme devant être hebdomadaire, parut tout d'abord assez irrégulièrement. Le 10 mars 1793, avec le numéro 69, son titre fut modifié pour celui de l'*Ami des Sans-Culottes*. Par une note placée en tête, l'auteur exposait ainsi ses raisons : « Le mot *citoyen* est devenu bien vague depuis l'époque de la révolution du 10 août ; il a d'ailleurs une acception trop générique : les bons et les mauvais citoyens s'y trouvent compris, et je ne suis ni ne veux être l'ami des mauvais. Le titre des *Sans-Culottes* convient à cet ouvrage, principalement destiné à leur instruction... » Tallien annonçait, en outre, qu'un « excellent patriote connu par plusieurs bons

ouvrages », nommé Duchosal, voulait bien « consacrer ses loisirs à lui fournir quelques articles ».

Le placard de l'*Ami des Citoyens* semble avoir vécu presque aussi longtemps que le journal qui l'accompagne, c'est-à-dire jusqu'au 16 germinal an III. On souscrivait chez Tallien, rue de la Perle, n° 17. Les prix d'abonnement étaient fixés : pour le journal à 5 livres pour trois mois et 9 livres pour trois mois et 9 livres pour six mois ; pour un exemplaire et 12 livres pour 100 exemplaires ; puis, à partir du 10 mars 1793, à 10 livres, l'affiche paraissant régulièrement tous les cinq jours. Toutefois, ceux qui prenaient plusieurs exemplaires du même numéro bénéficiaient de conditions spéciales. On constituait à s'abonner chez Tallien, mais on pouvait aussi s'adresser au secrétariat de la Société des Amis de la liberté et de l'égalité, rue Saint-Honoré.

Ces journaux-affiches donnaient souvent lieu à des rivalités entre colleurs. Gautier, le rédacteur du *Journal de la Cour et de la Ville*, vit fréquemment, à l'angle des rues Saint-Lazare et du Mont-Blanc, l'afficheur de Tallien guetter celui du *Chant du Coq*. Il attendait que son concurrent se fût retiré pour couvrir immédiatement son texte. L'homme de la feuille royaliste, ayant remarqué le manège de son antagoniste, colla un jour son placard et fit le simulacre de se retirer ; mais il revint bientôt sur ses pas. Trouvant sur son *Chant du Coq* l'*Ami des Citoyens*, il le recouvrit à son tour, ce qui permit à Gautier de composer mille plaisanteries sur ce pauvre Tallien, prisonnier entre deux coqs. La *Chronique de Paris*, du 14 août 1791, signalait ce procédé déloyal. « Les rédacteurs du *Chant du Coq* ont soin, chaque matin de faire couvrir l'*Ami des Citoyens* par leur plaque, manière vraiment neuve de répondre et qui n'entraîne pas une longue discussion. » A ce propos, lesdits rédacteurs avaient été contraints de supprimer le titre de leur affiche « depuis que les patriotes, qui connaissaient bien les masques », ajoutaient au crayon la syllabe “*uin*”, ce qui faisait le *Chant du Coquin*.

L'*Ami des Citoyens* jouissait de plus de considération. C'est ainsi que, le 7 janvier 1792, le *Moniteur* lui décernait cette attestation : « L'affiche que M. Tallien publie depuis cinq mois a souvent contribué au maintien de la tranquillité publique. »

Il existait encore, pour les murailles, d'autres placards de toutes les couleurs et de tous les styles, sous lesquels les pierres, selon l'expression énergique de la

Chronique, « semblaient suer la calomnie ». Il convient de citer l'*Avertisseur* ou les *Annonces du Jour*, fondé par Gautier qui, dépossédé le 10 août du *Journal de la Cour et de la Ville*, ne voulut pas abandonner le champ de bataille. S'étant associé avec un autre royaliste nommé J.-Ch. Lapie de Lafage, aussi courageux que lui-même, il donna à son affiche l'apparence d'un journal destiné à annoncer des brochures.

Le 3 janvier 1793, l'*Avertisseur* publiait un article intitulé : *Adresse de 150 communes de la Normandie à la Convention nationale sur le jugement de Louis XVI*. Dans cette adresse qui ne constituait qu'une fiction de l'écrivain pour s'exprimer plus librement, ces communes contestaient à la Convention le droit de juger le roi déchu et elles lui reprochaient de n'avoir exercé aucune poursuite contre les terribles massacreurs de septembre :

« Pourquoi, depuis trois mois, ne recherchez-vous pas les auteurs de tant de meurtres ? Ah ! ce silence ne prouve que trop que les meurtriers siègent parmi vous, que vos bras sont armés contre votre souverain. »

Gautier et Lafage faisaient suivre cette adresse de l'annonce d'une autre brochure sur l'*Inviolabilité des rois*, dont ils citaient des fragments. Sous le prétexte d'analyser cet écrit imaginaire, les deux rédacteurs entraient dans le domaine de la controverse politique et se lançaient à l'assaut des théories des patriotes.

Le *Compte rendu au souverain*, placard révolutionnaire, in-folio, vit le jour le 28 août, l'an I^{er} de l'Egalité (1792). A partir du n° 2, il rectifia et mit : *Au peuple souverain*. Le rédacteur, cachant prudemment sa personnalité, s'efforçait de dévoiler toutes les turpitudes de l'ancien régime et en particulier de la cour.

Afin de prouver que le complot royaliste n'était pas de date récente et qu'il remontait au moins à la prise de la Bastille, les auteurs publièrent des lettres qui auraient été trouvées chez une dame Duparc, au château des Tuileries, et adressées à la *Gazette de Paris*. A la lecture de ces missives empreintes des sentiments monarchiques les plus exaltés, le *Peuple souverain* parut se méprendre. L'affichage en fut empêché dans plusieurs quartiers de Paris. Aussi les rédacteurs durent-ils accentuer les termes de leur profession de foi.

Le plus important de ces journaux-affiches fut la *Sentinelle*, avril 1792-1793, de format in-folio plano. Placardé comme le *Chant du Coq*, cet organe avait pour objet de combattre les agissements de la royauté et de préparer la journée du 10

août. Louvet relate dans ses *Mémoires* comment naquit ce placard. « La guerre était déclarée, la cour, visiblement d'accord avec l'Autriche, trahissait nos armées : il fallait éclairer le peuple sur tant de complots. Pressé par Roland et Lanthenas, j'écrivis la *Sentinelle*. Le ministre de l'Intérieur en faisait les frais : ma très modeste fortune n'aurait pas suffi à l'impression d'un journal-affiche, dont plusieurs numéros furent tirés à plus de 20 000 exemplaires. Ceux qui ont étudié Paris et les départements savent combien la *Sentinelle* a servi la France à l'époque où l'étranger, enhardi par ses alliances intérieures, menaçait de tout envahir. »

M^{me} Roland se montrait encore plus explicite sur l'origine et les ressources de la *Sentinelle*.

« On avait senti le besoin de balancer l'influence de la cour, de l'aristocratie, de la liste civile et de leurs papiers par des instructions populaires d'une grande publicité. Un journal placardé en affiches parut propre à cette fin ; il fallait trouver un homme sage et éclairé, capable de suivre les événements et de les présenter sous leur vrai jour, pour en être le rédacteur. Louvet, déjà connu comme écrivain, homme de lettres et politique, fut indiqué, choisit et accepta ce soin ; il fallait aussi des fonds ; c'était une autre affaire. Pétion lui-même n'en avait point pour la police ; et cependant, dans une ville comme Paris, et dans un tel état de choses où il importait d'avoir du monde pour être informé à temps de ce qui arrive ou de ce qui se prépare, c'était absolument nécessaire. Il eût été difficile de l'obtenir de l'Assemblée ; la demande n'eût pas manqué de donner l'éveil aux partisans de la cour et de rencontrer des obstacles. On imagina que Dumouriez, qui avait aux Affaires étrangères des fonds pour dépenses secrètes, pourrait remettre une somme par mois au maire de Paris pour la police, et que, sur cette somme, seraient prélevés les frais du journal en affiches que surveillerait le ministre de l'Intérieur. L'expédient était simple, il fut arrêté. Telle a été l'origine de la *Sentinelle*. »

Revenant sur le même sujet, la grande patriote girondine ajoutait : « La *Sentinelle* est un modèle de ce genre d'affiche et d'instructions quotidiennes destinées à un peuple qu'on veut éclairer sur les faits sans jamais l'influencer que par la raison... C'est une belle opposition à faire avec ces feuilles atroces et dégoûtantes, dont le style grossier, les sales expressions, répondent à la doctrine sanguinaire, aux mensonges impurs, dont elles sont l'égout... »

La *Sentinelle* ne constituait pas un journal d'informations. C'était tantôt un avertissement, une proclamation, tantôt un discours, une instruction permettant à chacun de se pénétrer de « ce qu'il y avait à craindre ou à espérer, ce qu'il fallait faire ou éviter » pour paralyser les menées contre-révolutionnaires et parvenir au renversement de la royauté.

Le premier placard établissait, en quelque sorte, un réquisitoire contre « cette noblesse qui, depuis quatre ans, se montre si avide de notre sang ». Il se terminait par ce *post-scriptum*, reproduit dans quelques numéros :

« *P.-S.* — Le moyen le plus facile, le plus prompt et le moins dispendieux de répandre la vérité, dans un moment où tous les points de l'empire on prête l'oreille, c'est un journal susceptible d'être affiché ; l'extrait des nouvelles de chaque jour et des réflexions qu'elles fournissent peut être réduit à un espace extrêmement court par celui qui voit les objets à une certaine hauteur et qui n'envisage que le bien public.

Les numéros suivants étaient dirigés contre les Feuillants, contre les prétendus modérés qui espéraient diviser les patriotes et inquiéter les honnêtes gens par les excès de la démocratie. Louvet les accusait de vouloir créer une aristocratie nouvelle, une chambre haute composée de nobles et de riches ; il défendait contre eux la *Société des Amis de la Constitution*, c'est-à-dire les Jacobins. Il ne s'en prenait qu'aux Feuillants des divisions qui grandissaient de plus en plus entre le peuple et la bourgeoisie.

Puis, abandonnant ses critiques contre les Feuillants, Louvet s'adressait aux républicains quelques jours après la chute de la royauté. En les invitant à la modération, à la mansuétude, à la tolérance, il leur exposait que les républiques ne sont basées que sur des vertus fraternelles empreintes de douceur et conseillères d'humanité. Les placards de Louvet s'animèrent de plus en plus. Tantôt, ils s'adressèrent aux personnes, à Marat, à Robespierre, aux personnalités des Jacobins. Cependant, quoique ces dernières productions fussent écrites avec verve, il ne semble pas qu'elles aient été de nature à exercer une grande impression sur le public. Tantôt Louvet saisissait l'occasion d'un anniversaire pour parler à la foule. Tel le numéro 32, du 14 juillet de l'an IV de la Révolution (1792), présenté sur toute la largeur de la feuille, avec ce titre en lettres immenses : *La Sentinelle sur la Fête de la Fédération*.

Le numéro 57, daté du 2 septembre, l'an I^{er} de l'Egalité, lançait aux Français l'appel aux armes pour la défense de la Patrie en danger. L'auteur montrait les armées coalisées prêtes à ravager nos frontières, à avancer sur notre sol, à gagner les rives de l'Aisne pour marcher sur la capitale. Il rendait hommage au Conseil général de la Commune qui venait de prouver qu'il voulait sauver la Patrie et mériter la reconnaissance « des départements de l'Empire » ; à ce Conseil qui venait « d'arrêter que le tocsin allait sonner, que le canon d'alarme serait tiré, que nos légions s'organiseraient au Champ de Mars, que soixante mille hommes s'avanceraient sur les tyrans ».

Le numéro 73 du 21 novembre, l'an I^{er} de la République française, sous la manchette *La Sentinelle sur Louis le Dernier*, prononçait cette sentence :

Républicains,

« C'est de Louis le Dernier dont l'Ecriture entend parler ici.

« Dieu a calculé ton règne ; il a dit, voyons ce qu'a fait cet homme ? En montant sur le trône, il a rappelé les parlements, ces éternels oppresseurs du peuple... Qu'a fait cet homme ? Avare, il a multiplié les impôts ; féroce et crapuleux, il passa le matin dans le sang des bêtes fauves et le soir dans la fange des festins ; persécuteur, il signa des milliers de lettres de cachet... enfin, le hasard le plaça dans le premier des emplois, et la nature, par ses qualités morales, le rangea dans la classe des hommes les plus méprisables.

« Voilà donc ce qu'a fait cet homme. Est-il incorrigible ? Essayons. Que le peuple se lève, et le peuple se leva : la révolution se fit. Depuis, qu'a fait cet homme ? Il a juré fidélité à sa patrie, et l'a trahie de toutes ses forces...

« Alors, Louis le Dernier, on t'a mis dans une balance et le peuple dans l'autre ; qui l'emportera, ou de lui ou de toi ? Sera-ce toi, qui n'est que le sujet ? Sera-ce lui, qui est ton souverain éternel, immuable ?... Qui l'emportera donc ? Sera-ce toi ? sera-ce lui ? Non : on t'a mis dans la balance, et tu as été trouvé trop léger. »

La *Sentinelle* est devenue très rare. Ainsi que tous les placards destinés à l'affichage, elle était d'une conservation difficile, étant recouverte par d'autres. Elle s'imprimait tantôt sur toute la largeur de la feuille, tantôt sur deux ou trois colonnes, sur papier Ingres, soit blanc, soit de couleur : rose, bleuté, gris foncé, gris clair. Les patriotes étaient invités à se procurer cette feuille pour la placarder ou la lire publiquement dans les lieux où elle pourrait le mieux remplir le but auquel elle était destinée. Aussi la plupart des numéros contenaient-ils cette mention : « La souscription de ce journal est pour Paris de 2 l. 10 sols pour 25 feuilles et pour les départements de 5 liv. pour 30 feuilles ; en prenant deux affiches de chaque numéro, on en recevra 35 pour 10 liv. On en fait une édition in-8 pour les personnes qui veulent former des collections. »

D'après la collection de la Bibliothèque nationale et le catalogue La Bédoyère, la *Sentinelle* eut 73 numéros, allant du 1^{er} mars 1792 au 21 novembre de la même année. A cette date, elle se fondit avec le *Bulletin des Amis de la Vérité*, ainsi qu'en atteste l'avis placé au bas du numéro 73 et dernier de la première série que nous reproduisons en hors-texte

Le *Bulletin des Amis de la Vérité*, curieux journal girondin, in-folio, rédigé par Bonneville, directeur de l'imprimerie du Cercle Social, nous a conservé huit des nouveaux placards de la *Sentinelle* et qui furent publiés du 3 janvier au 18 février 1793. En ouvrant cette deuxième série, Louvet s'écriait : « Vous avez cru votre *Sentinelle* endormie ! Vous vous êtes trompés. La vérité est de tous les temps, mais il est des temps pour la vérité : donc il est des jours pour le silence. La vérité n'a qu'une voix ; la discorde en a mille. Quand je me suis tu, ces mille voix retentissaient dans les carrefours de Paris. Elles se sont enrouées : la voix de la vérité reprend son timbre sonore. »

Proscrit avec les Girondins après la journée du 31 mai 1793, obligé de chercher constamment un nouvel asile, Louvet ne reparut qu'après le 9 thermidor. Le 6 messidor an II (24 juin 1794), il reprit la publication de la *Sentinelle*, non plus en placard, mais dans la forme d'un journal ordinaire. Il l'assura jusqu'en l'an V, époque où cette feuille fut reprise par J.-J. Leuliète, qui la conserva jusqu'au 14 floréal an VI, 1 038 numéros en 11 volumes in-quarto.

Si certains journaux et placards révolutionnaires poussèrent à la journée du 10 août, les feuilles royalistes ne firent aucune tentative pour l'éviter. Au contraire,

par leurs articles virulents, ils excitèrent la foule jusqu'au paroxysme de la colère. A la suite des événements du 17 juillet 1791, une certaine effervescence s'était déjà manifestée contre les journalistes d'opinions avancées, si bien qu'en vertu de la loi martiale des poursuites furent exercées contre quelques-uns d'entre eux : Fréron, Suleau, Camille Desmoulins, l'abbé Royou.

Les assemblées de districts, les comités, les sociétés patriotiques, marquèrent maintes fois leur réprobation de ces écrits. Ces sortes de clubs populaires s'arrogeaient le droit de morigéner les journaux, voire de leur infliger des représailles. Ils tenaient leurs assises surtout dans les cafés, notamment au Procope, dans ceux de Foy et du Caveau. Ces établissements jouèrent un rôle important et exercèrent une influence considérable à cette époque agitée où les hommes se sentaient poussés l'un vers l'autre, attirés par une fraternité nouvelle. Autrefois foyers des novellistes, les cafés grandissent avec la Révolution et le journalisme. Ils devinrent des clubs ; leurs tables, des tribunes ; leurs habitués, des orateurs ; les bruits, les papotages se transformaient en motions. Les cafés, d'où, jadis, s'envolaient les nouvelles à la main, devinrent la presse parlée de la Révolution.

Le Procope s'institua le centre de réunions des partisans actifs de « la liberté triomphante ». On y affichait les nouvelles du jour sur le tuyau du poêle, installé au milieu de la salle et qui semblait présider aux séances tumultueuses. Zoppi, le propriétaire, qui avait succédé à Cusin en 1789, avait composé une bibliothèque dans laquelle tous ses clients pouvaient puiser. Tous les soirs, à cinq heures, les habitués du café Zoppi se formaient en club délibérant, rédigeaient des motions, examinaient et discutaient les articles de la presse contre-révolutionnaire. Souvent, ils déléguaient plusieurs des leurs chez « tous les barbouilleurs de papier du côté de la droiture », afin de protester contre leurs agissements.

Parfois, le café-club Zoppi allumait le soir, vers neuf heures, un grand feu de joie devant sa porte, et ses fidèles y brûlaient les gazettes modérées aux acclamations des passants. Ces *brûlures* constituaient, d'ailleurs, un divertissement fort à la mode qui se déroulait aussi bien dans les petits établissements que dans les grands. Si l'on s'en rapporte aux comptes rendus qu'en donnaient les journaux, entre autres la *Chronique de Paris*, ces exécutions populaires donnaient lieu à un procès-verbal solennellement dressé.

La *Gazette de Paris* de de Rozoi n'échappa pas non plus à la vindicte populaire. La *Chronique de Paris*, du 24 mai 1790, mentionne à ce propos : « Samedi, on a brûlé, dans la rue de l'Echelle, une foule de pamphlets aristocratiques. De là, les exécuteurs de cette justice populaire ont été rue Saint-Honoré, vis-à-vis les écuries du roi, au bureau de la *Gazette de Paris*. Ils ont livré aux flammes ce journal anti-patriotique... La *Gazette de Paris* ayant été réduite en cendres, la foule s'est portée au Palais-Royal, où l'on a brûlé l'enseigne du bureau où l'on souscrivait pour ce journal. »

Là, les justiciers pénétrèrent chez le libraire Gattey et commencèrent par « purifier cet antre de l'aristocratie, infecté du souffle des mauvais citoyens », au moyen de fumigations de vinaigre et de sucre. Puis, s'emparant de tout ce qu'ils purent trouver d'exemplaires des *Actes des Apôtres* et autres publications royalistes, ils en allumèrent un brasier devant la boutique. En se retirant, ils signifièrent à Gattey que le premier aristocrate qu'ils rencontreraient chez lui serait plongé aussitôt dans le bassin du Palais-Royal pour y recevoir un *baptême patriotique* ; mais les perturbateurs s'empressèrent d'ajouter que le baptisé « serait reconduit chez lui et qu'on pourvoirait à ce qu'il ne lui soit fait aucun mal ».

Le 27 septembre, « an 2^e de la Liberté, nommé anciennement 1790 », les habitués du café des Arts, au carré de la porte Saint-Denis, décidèrent de brûler le numéro 8 de la *Gazette des cours de l'Europe* « pour être contraire à l'opinion générale, au vœu de la nation et au bien public ». Il fut procédé aussitôt à la destruction de la feuille condamnée. Quelques jours après, le même organe subissait un sort semblable au café du Salon, boulevard des Italiens, comme « impur, digne de figurer à côté du *Journal général de France*, des *Actes des Apôtres* et de la *Gazette de Paris* ».

Malgré ces représailles, les feuilles provocatrices continuaient à sortir sournoisement de l'ombre, narguant leurs poursuivants, répandant l'injure, semant le mauvais grain. Il en fut ainsi jusqu'au 13 août 1792. La chute de la royauté entraîna avec elle la disparition des feuilles royalistes et constitutionnelles. Dans sa séance du 12 du même mois, le Conseil général de la Commune leur porta le coup de grâce, en décrétant, sur la proposition de l'un de ses membres, que « les empoisonneurs de l'opinion publique, tels que les auteurs des divers journaux contre-révolutionnaires, seront arrêtés et que leurs presses, caractères et instruments seront distribués entre les imprimeurs patriotes, qui seront mandés à cet

effet ». L'assemblée nomma trois commissaires « à l'effet de se rendre au bureau de l'administration et d'envoi de la poste pour arrêter l'envoi des papiers aristocratiques, entre autres : le *Journal royaliste*, l'*Ami du Roi*, la *Gazette universelle*, l'*Indicateur*, le *Mercure de France*, le *Journal de la Cour et de la Ville*, la *Feuille du Jour*, ouvrages flétris dans l'opinion publique, dont ils empêchèrent l'envoi dans les provinces ».

Marat, Carra, Hébert, Gorsas et quelques autres se partagèrent le matériel des vaincus. La confiscation des presses royalistes au profit des journalistes patriotes ne suffisant pas aux vengeances populaires, plusieurs journalistes furent traduits en jugement et certains d'entre eux furent condamnés à mort.

Dès ce moment, la presse révolutionnaire occupa, sans rivale, la scène politique. La lutte s'établit entre les feuilles de la Gironde et de la Montagne, alors divisées pour la constitution d'un gouvernement.

Le 31 décembre 1792, le parti de la Gironde créa un nouvel organe, en quelque sorte officiel, le *Bulletin des Amis de la Vérité*, publié par les directeurs de l'imprimerie du Cercle Social et rédigé par Bonneville. On y trouvait exposés les principes professés par le groupe girondin, le plan de conduite qu'il allait suivre, le système de république qu'il se proposait d'instituer. Toutes les communications pouvaient être confiées à la « Bouche de fer », genre de boîte aux lettres ouverte, jour et nuit, rue du Théâtre-Français, numéro 4, et « dont jamais aucun correspondant, soit qu'il ait signé, soit qu'il ait gardé l'anonyme, n'a été compromis ». Vers la même époque, le 4 janvier, Claude Fauchet, évêque du Calvados, prêta son aide à la Gironde avec le *Journal des Amis*. Les rangs des feuilles montagnardes se grossirent du *Premier Journal de la Convention nationale* ou le « Point du Jour », par J.-Ch. Lavaux et autres, 21 septembre 1792-30 juin 1793, 3 volumes in-4, portant cette épigraphe : « Il faut aimer sa patrie plus que sa famille. » Cette feuille peut être considérée comme le commencement du *Journal de la Montagne*, qui lui fit suite avec les mêmes rédacteurs ; puis vinrent, dans le même esprit : le *Courrier de l'Egalité*, par l'auteur des *Lettres du Père Duchesne* (Lemaire), 10 août 1792-29 nivôse an V, 1 596 numéros in-8 ; l'*Anti-Fédéraliste*, par Fourcade, Payen et Julien fils, 26 janvier 1793-30 nivôse an II, 115 numéros in-quarto.

A défaut de presse publique, le royalisme bénéficia d'une presse clandestine. Quelques journalistes courageux ne voulurent pas abandonner la partie, toute dé-

sespérée qu'elle soit. Le journaliste Marchant, le premier, fit circuler une brochure intitulée : *Les Bienfaits de l'Assemblée nationale*. Dans la séance du 28 août 1792, l'évêque Lamourette, l'instigateur de ce fameux baiser de réconciliation qui gardera son nom, signala cet écrit à l'indignation de l'Assemblée, car ses « travaux y sont couverts de ridicule et les coupables captifs du Temple présentés sous l'image de l'innocence et de la vertu opprimées par les factieux ».

A côté de cette satire, vint se placer le *Véridique* ou l'« Antidote des journaux », rédigé sous l'anonymat par Jacques-Corentin Royou, frère et collaborateur de l'auteur de l'*Ami du Roi*. « Cette feuille, était-il inséré dans le premier numéro, n'est point annoncée comme journal ; elle sera cependant périodique, mais non souscriptible, et pourquoi ? C'est que le système de liberté et d'égalité actuel ferait guillotiner l'auteur et les abonnés. L'auteur ne veut point être guillotiné et ne veut exposer personne à l'être. » Le *Véridique*, aujourd'hui de toute rareté, parut à intervalles irréguliers, sans nom de lieu ni d'imprimeur. Il n'eut que dix numéros de quatre page in-4, depuis le mois d'octobre 1792 jusqu'au mois de mars 1793. On le détruisait aussitôt lu, car sa seule possession eût été considérée comme un crime capital. J.-C. Royou lui-même brûlait tous les exemplaires invendus.

Il fallut un véritable héroïsme pour publier un journal quotidien. Ce fut le cas pour la *Feuille du matin* ou « Bulletin de Paris », qui parut ouvertement sur huit pages du 24 novembre 1792 au 28 avril 1793. Toute la correspondance devait être adressée « au citoyen-directeur de la *Feuille du matin*, chez Maret, libraire, sous la voûte de la cour des Fontaines, maison Egalité, numéro 1081, ci-devant Palais-Royal ». Ce périodique ne craignit pas de flétrir les septembriseurs, ni de ridiculiser Le Pelletier de Saint-Fargeau lorsque, le 20 janvier 1793, le garde du corps Pâris l'assassina au restaurant Février, au Palais-Royal.

Quand la convention célébrait la mémoire de Le Peletier par des cérémonies publiques, la *Feuille du matin* marquait sa réprobation par ce quatrain :

Tout est changé dans nos affaires,
Jusqu'aux fourches patibulaires.
Autrefois, c'était Montfaucon ;
Aujourd'hui, c'est le Panthéon.

La *Feuille du matin* trouvait dans jacobin l'anagramme de Job et Caïn et appelait Condorcet « le plus doux des assassins ». C'est ce même organe qui, s'adressant aux députés, affichait à la porte de l'Assemblée nationale : « Vous craignez qu'on ne vous supprime vos dix-huit francs ? Rassurez-vous, on va vous donner un Louis », c'est-à-dire un roi.

C'est elle qui disait de Marat : « Une dame qui n'aimait pas Marat, avait fait donner le nom de ce forcené à un chien de sa basse-cour à cause de son humeur hargneuse ; le pauvre animal est devenu enragé, il a fallu le tuer. » Elle racontait sur le même personnage que « le traiteur de la rue Saint-Honoré qui avait pris pour enseigne au Grand Marat, avait été obligé de fermer boutique parce que tout le monde était persuadé qu'on y mangeait de la chair humaine depuis qu'on en avait vu sortir Marat ivre en compagnie des citoyens Tallien, Sergent et Panis. » Sur Sergent, on consultera, avec intérêt, l'excellente étude de Marc Tinoy : *Sergent-Marceau (1751-1847), une curieuse figure de la Révolution*. (Guy Le Prat, éditeur, Paris).

On peut se demander quelle énigme inexplicable, vraiment prodigieuse, permit à la *Feuille du matin* de s'acharner aussi longtemps contre ses terribles adversaires sans être inquiétée. C'est que la faction girondine, assez puissante, l'avait prise sous sa protection.

La côtoyant, Nicole de Ladevèze publia, du 15 novembre 1792 au 2 juin 1793, le *Journal français* ou « Tableau politique et littéraire de Paris », 196 numéros in-4. L'auteur le présentait en ces termes : « La stupeur profonde qui avait brisé la plume de nos écrivains s'est dissipée ; la terreur, cette arme perfide entre les mains des scélérats, s'est émoussée. On peut enfin témoigner hautement l'horreur qu'on inspirée les effroyables journées des 2 et 3 septembre ; il est permis de vouer à l'exécration de la postérité ce *comité des boucheries* dit *de surveillance* ; on peut appeler la vindicte publique sur cette meute de scélérats qui, lâchés dans les départements par la *régence tripolitaine de Paris*, prêchent partout le carnage et la sédition... »

La chute de la Gironde fit taire, pour un instant, les voix contre-révolutionnaires. La Montagne chanta victoire et la parole resta dès lors aux seuls Jacobins.

*

* *

Cette revue de la Presse serait incomplète si nous ne parlions de la multiplicité des nominations choisies par les rédacteurs.

Le mot *Journal* fut le premier qui se présenta à l'esprit pour la composition d'un titre. Aussi, plus de cent feuilles virent-elles ce nom intercalé dans leur manchette. Dans ce nombre, nous citerons en des genres divers :

Le Journal universel ; le Journal général de France ; le Journal de la Cour et de la Ville ; le Journal de la République ; le Journal de la Révolution ; le Journal de la Confédération ; le Journal de la Fédération générale ; le Journal du Peuple français ; le Journal du Citoyen ; le Journal de la Convention nationale ; le Journal des Décrets de l'Assemblée nationale ; le Journal des Clubs ou Sociétés ; le Journal des Débats de la Société des Amis de la Constitution ; le Journal de la Société de 1789 ; le Journal de la Société des Amis de la Constitution monarchique ; le Journal de la Société populaire et républicaine des Arts, séant au Louvre ; le Journal des Amis ; le Journal des Amis de la Constitution ; le Journal des Amis de la Paix et du Bonheur de la Nation ; le Journal des Impartiaux ; le Journal des Jacobins ; le Journal des vrais Jacobins ; le Journal de la Montagne ; le Journal de l'Assemblée des Aristocrates aux Capucins ; le Journal de la Compagnie des Arquebusiers royaux de la Ville de Paris sur la révolution actuelle ; le Journal des Hommes du 14 juillet et du faubourg Saint-Antoine ; le Journal des Fondateurs de la République ; le Journal des Défenseurs de la Liberté ; le Journal des défenseurs de la Patrie ; le Journal des Sans-Culottes, avec cette épigraphe : « Les âmes des empereurs et celles des savetiers sont jetées dans le même moule » ; le Journal de la Liberté, par Montjoie ; le Journal de la Liberté de la Presse, par Babeuf ; le Journal de la Vérité ; le Journal de l'Opposition, par P.-F. Réal ; le Journal des Droits de l'Homme, par Labenette ; le Journal de Droits et des Devoirs de l'Homme dans les divers états de la Société ; le Journal de Louis

XVI et de son Peuple ; le *Journal Royaliste* ; le *Journal des Emigrés* ; le *Journal de la Noblesse, de la Magistrature, du Sacercode et du Militaire*, rehaussé de cette épigraphe : « Dieu et l'honneur » ; le *Journal du Soir* ou le *Petit Page*, qui s'écriait : « O Louis ! ô mon roi ! sur la terre n'est-il que moi... » ; le *Journal électoral* ; le *Journal des Fonctionnaires* ; le *Journal des Communes* ; le *Journal des Municipalités et Assemblées administratives* ; le *Journal du Bonhomme Richard*, par Lemaire, et dont le programme se résumait en ces mots : « Respect aux malheurs et à la vertu, guerre aux vices et à la tyrannie » ; le *Journal du Diable* ; le *Journal prophétique* ; le *Journal des Bons et des Mauvais* ; le *Journal des Mécontents* ; le *Journal des Paresseux*, qui « donnait tout en peu de mots » ; le *Journal des Incroyables* ou *des Hommes à parole d'honneur* ; le *Journal des Réclamations* ; le *Journal Nouveau*, périodique en chansons ; enfin le *Journal des Guillotinés*, publiant périodiquement « la liste générale et très exacte des noms, âges, qualités et demeures de tous les conspirateurs qui ont été condamnés à mort par le tribunal révolutionnaire établi à Paris par la loi du 17 mars 1793, pour juger tous les ennemis de la patrie ».

Dans la même catégorie, venaient se ranger les *Bulletins*, *Gazettes*, *Feuilles*, *Annales*, *Chroniques*, tels que :

Le *Bulletin général de la France et de l'Europe* ; le *Bulletin national* ; le *Bulletin décadaire de la République française* ; le *Bulletin de Paris* ; le *Bulletin des Séances des Etats Généraux* ; le *Bulletin de l'Assemblée Nationale Législative*, puis de la *Convention* ; le *Bulletin des Armées et de la Convention Nationale*, journal du soir ; le *Bulletin du Tribunal révolutionnaire* ; le *Bulletin des Amis de la Vérité* ; le *Bulletin des Frères et Amis* ; le *Bulletin d'Aujourd'hui* ; le *Bulletin du Soir* ; le *Bulletin de la Semaine* ; le *Bulletin des Bulletins*.

La *Gazette universelle* ; la *Gazette nationale* ; la *Gazette officielle* ; la *Gazette du Peuple* ; la *Gazette du Jour* ; la *Gazette des Cours de l'Europe*.

La *Feuille du Bon Citoyen* ; la *Feuille du Salut Public* ; la *Feuille de Paris* ; la *Feuille du Jour* ; la *Feuille du Matin* ; la *Feuille Villageoise*.

Les *Annales de France* ; les *Annales de la République française* ; les *Annales politiques et nationales* ; les *Annales patriotiques et littéraires*.

La *Chronique nationale et étrangère*, auréolée de cette maxime : « La liberté sans la raison est une arme funeste » ; la *Chronique de France* ; la *Chronique du*

Mois ou les *Cahiers patriotiques* ; la *Chronique scandaleuse*, « journal badin, mais ardent ; bouffon, mais austère » ; elle avait pris pour épigraphe le vers fameux de Boileau : « J'appelle un chat un chat, et Rolet un fripon », dont elle variait ensuite le dernier hémistiche dans chaque numéro : « J'appelle un chat un chat, et Barnave un gredin » ou... « Talleyrand un gueux ».

Il convient de placer sous une même rubrique les *Courriers*, *Postillons*, *Messagers*, *Correspondances* et autres dénominations similaires :

Le *Courrier National* ; le *Courrier des Départements* ; le *Courrier de l'Egalité* ; le *Courrier de Paris* ou le *Publiciste français*, qui tenta, par la similitude de son sous-titre, de créer une confusion avec l'*Ami du Peuple* de Marat ; le *Courrier de Madon* rédigé par le député patriote Dinocheau et dont le style n'était ni violent, ni déclamatoire.

Le *Postillon de l'Assemblée Nationale* ; le *Postillon de la guerre* ou *Gazette générale de l'Europe* ; le *Postillon de l'Armée* ou *Bulletin général de la France et de l'Europe* ; le *Postillon du Soir* ou *Courrier des Chambres* ; le *Postillon de la Liberté* ou les *Sifflets de Saint-Cloud* ; le *Postillon de la Cour* ; le *Postillon de Henri IV* ; le *Postillon extraordinaire* ou le *Premier arrivé*.

La *Petite Poste de l'Assemblée Nationale* ; la *Petite Poste de Paris* ou le *Prompt Avertisseur* ; la *Petite Poste du Soir* ; la *Petite Poste du Jour*.

Le *Messenger du Soir* ; Les *Lettres du Junius français*, par Marat, et maints journaux sous la manchette de *Correspondance*, tels que : la *Correspondance des Départements* ; la *Correspondance des Nations*, par une société des Amis du genre humain avec cette fière épigraphe : « La cocarde de la liberté a fait le tour du monde » ; la *Correspondance du Palais-Royal*, par Morgan ; la *Correspondance patriotique*, par Dupont de Nemours et autres ; la *Correspondance politique*, par Peltier.

Il y eut aussi des *Tribunes*, des *Echos*, des *Avant-gardes*, des *Avant-coureurs*, des *Sentinelles*, des *Vedettes*, des *Miroirs*, des *Tableaux*, des *Lanternes*, des *Spéctateurs*, des *Observateurs*, notamment d'*Observateur féminin*, par M^{me} de Verte-Allure, etc...

Quelques publicistes leur préférèrent une manchette plus significative, plus expressive de leurs sympathies ou de leurs sentiments. Dans cet ordre d'idées, on

compta un grand nombre de *Patriotes*. S'il se présenta cinq ou six *Patriotes français*, quelques autres affichèrent leurs opinions ou ajoutèrent une épithète susceptible de définir leur patriotisme, tels que le *Patriote royaliste*, le *Patriote révolutionnaire*, le *Vrai Patriote français*, par le sans-culotte Lefranc ; le *Patriote sincère* ; le *Patriote incorruptible*, le *Patriote républicain*.

Les *Républicains*, cela se conçoit, se joignirent aux *Patriotes* : Le *Républicain*, « journal libre des principaux événements de la Révolution française », le premier de tous, par Dusaulchoy de Bergemont, parut hardiment au moins de juin 1790 avec cette épigraphe : « Le peuple seul est roi » ; le *Républicain* ou le *Défenseur du Gouvernement représentatif*, par Condorcet, Thomas Payne et Achille Duchâtelet, imaginé en 1791 au cours d'une réunion tenue chez Pétion, à laquelle assistaient Brissot et Robespierre ; le *Républicain*, « journal des hommes libres de tous les pays », rédigé par Charles Duval, député à la Convention nationale, et dont le titre fut fréquemment modifié ; le *Républicain français*, journal du soir ; le *Républicain français*, journal universel ; le *Républicain universel*.

À côté d'eux, l'*Ami du Peuple* de Marat s'entoura de beaucoup d'*Amis*, plus ou moins sincères : l'*Ami du Peuple*, par Lenoble, un autre par Leclerc, un autre par Lebois, un quatrième par Jourdain de Saint-Ferjeux, sans oublier un *Véritable Ami du peuple* ou *Journal de l'Assemblée nationale et de la Société des Amis de la Constitution*. On vit paraître tour à tour : l'*Ami des Français, de la Vérité et du Bon sens* ; l'*Ami des Patriotes* ou le *Défenseur de la Révolution*, par Regnault de Saint-Jean d'Angely ; l'*Ami de la Patrie*, journal de la liberté, par Couesnon Pellerin ; l'*Ami des Honnêtes gens* ; le *Véritable Ami des Hommes de toutes les Nations et de toutes les Conditions*, par Loustalot ; l'*Ami de la Justice et de la Vérité* ; l'*Ami de la Liberté* ; l'*Ami de l'Humanité* ; l'*Ami des Principes* ou *Journal du Républicain impartial et juste*, par Picquenard ; l'*Ami du Bien public en France*, par Lumeau de Bois-Jermain ; l'*Ami de la Constitution* ou le *Surveillant des pouvoirs constitués*, avec, en épigraphe, cette maxime de Mirabeau : « Il est temps enfin que la force turbulente de la multitude cède à la force plus calme de la loi » ; l'*Ami de la Révolution et de 82 départements* par Duval et Moreau, « citoyens actifs du département de Seine-et-Marne », et qui voulaient « rendre française la Révolution qui n'était encore que parisienne » ; l'*Ami du Gouvernement républicain et de tous les honnêtes gens partisans de l'Ordre et de la Justice*, par Cotteureau ; l'*Ami de la Convention* ou le *Défenseur du Peuple*, par Baradère ; l'*Ami des*

Jacobins, par Brigandat ; l'*Ami des Théophilanthropes*, par Lambert ; l'*Ami des Aristocrates* ; l'*Ami des Ministériels*, qui jugeait que le plus grand service qu'on puisse rendre aux *ministériels*, classe dominante d'hommes, c'est de les couvrir de tant de ridicule qu'ils soient obligés d'abandonner la partie ; l'*Ami de la Révolution* ou *Philippiques*, attribué à Sylvain Maréchal, qui offrait aux souscripteurs « un ouvrage de 60 à 80 francs contenant la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen » ; l'*Ami des Sans-Culottes* ; l'*Ami des Soldats* ; deux *Amis de la Paix* ; deux *Amis de l'Ordre* ; deux *Amis de la Religion* ; l'*Ami du 10 Août et du 9 Thermidor* ; l'*Ami des Citoyens* ou *Journal pour chacune des Classes du Peuple*, par Debrière, avec cette épigraphe : « Qui sert bien son pays n'a pas besoin d'aïeux », et ayant pour but « d'expliquer aux classes les moins instruites les décrets de l'Assemblée nationale ; l'*Ami des Vieillards*, puis *Journal de Bienfaisance*, dont les bénéfices étaient consacrés à former une masse destinée aux prêtres non assermentés ayant atteint l'âge de soixante ans ; l'*Ami de la Loi*, par Verrières, qui se proposait de défendre devant les tribunaux la liberté civile et tous les citoyens opprimés, suivant ce précepte : « Tous les citoyens sont égaux devant la loi. »

Le peuple eut encore des *Tribuns*, des *Orateurs*, des *Avocats*, des *Défenseurs*. Citons : le *Défenseur de la Liberté*, par Moithey, avec gravures et portraits, le *Défenseur des Opprimés* ou l'*Ami du Clergé et de la Noblesse* ; le *Défenseur du Peuple* ; le *Défenseur de la Patrie* ; le *Défenseur de la Vérité* ou l'*Ami du genre humain*, par Phélippeaux ; le *Défenseur de la Vérité et des Principes*, par François, Bacher et Bazin ; le *Défenseur des vieilles Institutions* ; le *Défenseur des droits du Peuple*, par Galland ; le *Défenseur de la Religion*.

Tandis que quelques journalistes s'efforçaient de donner à leur feuille une dénomination rappelant leurs opinions ou leurs sympathies, d'autres s'ingéniaient à choisir un titre exprimant franchement leurs antipathies. C'est ainsi que l'on vit naître : l'*Ennemi des Préjugés*, l'*Ennemi des Aristocrates* ; l'*Ennemi des Conspirateurs* ; l'*Ennemi des Oppresseurs* ; l'*Ennemi des Tyrans* ; l'*Anti-Fanatique* ; l'*Anti-Terroriste* ; l'*Anti-fédéraliste* ; l'*Anti-Royaliste*, qui s'ornait de cette épigraphe : « Il n'y a pas de rois dans la nature » ; L'*Anti-Marat* ; l'*Anti-Brissotin* ; le *Contre-Révolutionnaire* ; le *Contre-Poison des Jacobins*, par Moreau et Jardin ; le *Contre-Poison* ou *Préservatif* « contre les motions insidieuses, cabales, erreurs, mensonges, calomnies et faux principes répandus dans les feuilles de la semai-

ne », par Dusaulchoy, Estienne et autres, feuille redoutable et redoutée, ennemis des excès dans tous les genres, qui traitait Marat de « sanguinaire », Fréron de « singe », Gautier de « plat et venimeux animalcule ».

Certains organes manifestèrent des signes de temporisation comme le *Conciliateur* et le *Réconciliateur* ; le *Modérateur* ; l'un s'offrit comme *Boussole* ou *Régulateur* ; tel autre proposa de peser toutes les opinions dans sa *Balance*.

D'autres tentatives, moins honorables, tendirent à la dénonciation ou à l'espionnage, et il convient de stigmatiser : l'*Ecouteur aux portes*, définissant son but dans cette épigraphe : « Les murs ont des oreilles » ; le *Furet parisien* ; l'*Argus patriote* ; le *Tocsin de la Vérité* « contre les corps sans âme et les têtes à changer » ; le *Dénonciateur national* ; le *Procureur général du Peuple* ; l'*Espion des Sections et des Autorités constituées*, journal qui paraissait « malheureusement trop souvent pour le bien du monde ».

Nous n'avons signalé que les journaux les plus typiques. Il faudrait un volume si l'on voulait tous les étudier, surtout si l'on songe que le grand mouvement de la presse eut lieu surtout en 1789 et 1790 ; en 1791, il commença à se ralentir pour s'interrompre violemment en 1792 avec les événements du 10 août mettant hors de combat, comme nous l'avons dit, les journaux royalistes et constitutionnels. Par la suite, de nouvelles feuilles virent le jour ; mais leur nombre fut bientôt réduit en raison des mesures draconiennes prises par le Directoire, puis par le Consulat. Pour la période de 1789 à 1800, Eugène Hatin a compté 1 400 journaux et écrits affectant l'allure de périodiques. La seconde moitié de 1789, à elle seule, en vit naître au moins 250. Presque tous avaient adopté le format in-8 ou même in-12, formant des fascicules variant de deux à quatre ou cinq feuilles. Beaucoup de ces brochures n'eurent, des éléments qui constituaient un journal, que la numérotation, laquelle, bien souvent, ne dépassa guère que le premier numéro. La plupart ne paraissaient qu'une ou deux fois par semaine. Quelques-uns furent quotidiens et publiés dans le format in-quarto, plus ou moins grand, sur lignes pleines ou sur deux colonnes ; ceux-là ne se présentaient que sur quatre pages, rarement sur douze, à moins que l'importance des événements ou l'abondance des matières ne les obligeât.

Afin de répandre ses principes, chaque gouvernement républicain fit appel à la presse et subventionna certaines feuilles officieuses.

Parvenus au pouvoir par le second ministère Roland, les Girondins essayèrent de propager leurs doctrines de toutes manières. Leur premier moyen fut le *bureau d'esprit* que Roland constitua dès qu'il fut en possession du portefeuille de l'Intérieur. Le décret du 18 août 1792, par lequel l'Assemblée législative consacra l'existence de cet organisme, indiqua nettement son but :

« L'Assemblée nationale, considérant que depuis longtemps les ennemis de la patrie ne cessent d'égarer l'opinion publique par des correspondances mensongères, par des libellés inciviques et par toutes sortes d'écrits calomnieux et empoisonnés ; qu'il est instant de déjouer ces manœuvres perfides, en exposant aux yeux de la nation française la vérité qu'on s'efforce de lui cacher, décrète qu'il sera mis à la disposition du ministre de l'Intérieur, à la charge d'en rendre compte, la somme de cent mille livres pour les frais de correspondance qu'il jugera nécessaire et pour l'impression et la distribution dans les départements et les armées, de tous les écrits propres à éclairer les esprits sur les trames criminelles des ennemis de l'Etat et sur les vraies causes des maux qui ont trop longtemps déchiré la patrie.

« Cette somme sera prise sur les six millions accordés précédemment au ministre des Affaires étrangères pour les dépenses secrètes. »

Le *bureau d'esprit* expédia ainsi de grandes quantités d'écrits dans les administrations départementales, avec ordre de les transmettre aux autorités inférieures. Ainsi que nous l'avons vu, Roland employa une partie des fonds à soutenir la *Sentinelle*. Il les répartit aussi en de nombreux abonnements dans divers organes. Beaucoup de journalistes quémandent des subventions. Parmi ces publicistes, il faut citer Marat. Dans une lettre où il rappelait que Roland avait « monté sept presses aux frères Reignal », sans doute Reigner, imprimeur de la *Sentinelle*, il sollicitait du ministre une somme de quinze mille livres « pour mettre les presses nationales en activité ». Il désignait ainsi les quatre presses qu'il avait fait enlever à l'imprimerie royale pour s'indemniser de celles que la justice lui avait précédemment saisies et retirées. Roland lui répondit que l'importance de la somme ne lui permettait pas de la délivrer sans connaître l'objet auquel elle était destinée ; mais que, s'il voulait lui envoyer ses manuscrits, il les soumettrait au Conseil des ministres. Marat, mécontent, lui adressa quelques mauvais articles accompagnés d'un certain nombre de numéros de son journal. La subvention ne lui fut pas ac-

cordée. L'« Ami du Peuple » se vengea de cette « injustice » en publiant contre Roland une foule de placards injurieux.

Sur les cent mille livres mises à sa disposition, Roland se montra si réservé dans ses dépenses, qu'au bout de quatre mois, il avait à peine employé trente-quatre mille livres. Il présenta un compte rigoureux à l'Assemblée nationale avec l'énoncé des ouvrages répandus ou acquis, les noms des parties prenantes et les quittances. « Ce fonds, ajoutait Roland, a causé de grandes inquiétudes ; on voit si elles fondées ; on voit à quoi se réduisent les millions dont on a prétendu que je disposais à mon gré. »

La presse adverse s'efforça à prouver le contraire et à détruire les « sottises raisonnées invoquées par Roland ». Marat écrivait, en novembre 1792, dans le *Journal de la République française* :

« Le bonhomme Roland, pour un bigot, paraît si familier avec le mensonge qu'il n'en rougit plus, pas même des plus puants. On sait qu'il a produit un compte où il prétend, d'après une addition par sous et par deniers, n'avoir dépensé que 27 000 livres sur les sommes immenses mises à sa disposition pour frais extraordinaires. Qu'il nous dise donc qui paie les affiches de la *Sentinelle*, placard destiné depuis près d'une année à endormir le peuple, à flagorner Roland, et dont le prix doit aller au moins à 20 000 livres par année ! Qu'il nous dise qui paie les feuilles de Gorsas et Dulaure, dont il prend quelques centaines d'exemplaires par jour !

« Gorsas, Dulaure, la *Chronique* et tous les papiers nouveaux sont vendus à Roland, dit encore Marat, à l'exception de quelques feuilles patriotiques, telles que Audouin, qui se remonte, Camille, qui pourrait être meilleur, et Prudhomme, qui ne vaut pas grand'chose. Le *Républicain*, qui a remplacé le *Logographe*, est fait à ses frais ; les rédacteurs sont : Riffe, grenadier des Filles-Thomas, Deslandes et Roucher. Roland cherche à racoler les folliculaires, il vient d'être dénoncé par le *Père Duchesne*, auquel il proposait de l'argent pour le flagorner, comme l'honnête Gorsas, qui se prostitue au plus offrant et dernier enchérisseur. »

Vers la même époque, une transformation profonde se produisit dans la *Gazette de France*, reprise, depuis 1791, par le ministère des Affaires étrangères « à qui la propriété en appartenait ». En effet, le mardi 1^{er} mai 1792, « l'an 4^e de la Liberté », la *Gazette* devint quotidienne. Un prospectus, lancé en avril 1792, annonçait

qu'elle serait « rédigée sur des principes et paraîtrait sous une forme que désiraient également les bons esprits et les bons citoyens. On souhaitait de ne plus trouver, entre cet ouvrage périodique et plusieurs journaux patriotiques, des différences marquées qui en faisaient soupçonner de plus grandes et plus essentielles entre les vues de la nation et les intentions des ministres. Un attachement obstiné à des formules anciennes devenues trop étrangères à l'idiome d'un peuple libre, de fréquents oublis, des réticences suspectes, etc..., donnaient lieu à des interprétations fâcheuses ou perfides, redoublaient l'inquiétude publique, alarmaient le patriotisme, alimentaient les espérances perverses des malintentionnés et reculaient l'époque qui doit rendre au gouvernement la confiance de la nation »... Le rédacteur précisait que, pour devenir plus intéressante, « la *Gazette de France* ne s'enfermait plus dans le cercle étroit où elle s'était resserrée jusqu'ici ».

Une lettre du 29 avril 1792, citée par Eugène Hatin et adressée à un M. Robin par Dumouriez, ministre des Affaires étrangères d'alors, nous fournit des renseignements complémentaires. « La manière dont ce journal sera rédigé, l'intérêt qu'il prendra sans changer de titre ni d'essence, la modicité de son prix, enfin tous les détails de son organisation, réglés avant qu'il me fût parvenu aucune espèce de projet, offriront bientôt au public tout ce qu'on peut désirer relativement à la communication de toutes les opérations du pouvoir exécutif... Le concours de mes collègues produira la réunion centrale et l'unité de couleur nécessaires pour justifier et propager les bons principes... Le nom du rédacteur que j'ai choisi sera auprès des patriotes un sûr garant de la solidité de mes principes et de la pureté de nos intentions. »

Or, le prospectus désignait, pour occuper ce poste, « M. Chamfort, de l'Académie française », auquel on devait s'adresser, « rue Neuve-des-Petits-Champs, n° 83, pour tous les avis, livres, gravures, annonces concernant la rédaction ». Il résulte de ces deux documents que la *Gazette* fut l'organe officiel et subventionné du ministère girondin.

Le 10 août 1792, la feuille se décernait le titre de *Gazette nationale de France*, en y ajoutant la devise *Liberté, Egalité*. Le 22 janvier 1793, elle se risquait à crier : « Le tyran n'est plus ! » ; mais, trois jours après, sa fougue étant dissipée, elle pensa que son patriotisme serait suffisamment proclamé avec la manchette : *Gazette de France nationale*. Le Gouvernement la distribuait à profusion dans le but de propager ses doctrines. Son appui financier se trouve établi par le compte

rendu de la séance du Conseil Exécutif du 4 juin 1793, consigné sur le registre des procès-verbaux conservé aux Archives nationales.

« Le ministre de la guerre a exposé que depuis que le Gouvernement a repris la *Gazette de France*, le format de cette feuille a été considérablement augmenté ; que les suppléments nombreux qui y ont été ajoutés pour donner de la publicité aux pièces communiquées par ordre du Conseil Exécutif provisoire en ont grossi les frais.

« Cette amélioration, à la vérité, procura à la *Gazette* un plus grand nombre de souscripteurs, mais pendant très longtemps, elle n'en eut environ que mille à douze cents ; sans compter sept à huit cents exemplaires fournis gratis aux différentes administrations du Gouvernement, aux armées, aux agents français dans les pays étrangers. La même imprimerie fut chargée de toutes les publications des diverses traductions en langues étrangères ordonnées par la Convention nationale pour être distribuées.

« Il en résulta que la feuille fournie par l'imprimerie aux agents de la République jusqu'au 31 mai dernier, les frais extraordinaires occasionnés par l'impression des suppléments et par la publication des pièces traduites par ordre de la Convention nationale font monter la réclamation totale de l'imprimerie à la somme de vingt-et-un mille neuf cents livres dix-huit sols.

« Le ministre des Affaires étrangères, d'après la vérification qu'il a faite de ce compte, a été autorisé à ordonnancer ladite somme sur le fonds de six millions mis à la disposition du Conseil. »

Signé : J. BOUCHOTTE, GARAT, DALBARADE, GOHIER.

La chute des Girondins entraîna la *Gazette* à tenir un rôle assez effacé.

Sous la Convention, nous retrouvons les mêmes pratiques de subventions. La preuve nous en est fournie par un état des « Fonds mis à la disposition du ministre de la Guerre par les arrêtés des 22 mai et 2 juillet 1793 », état conservé aux Archives nationales. Le 22 mai 1793, le Conseil Exécutif provisoire arrêtait « qu'une somme de cinquante mille livres serait mise à la disposition du ministre de la Guerre à l'effet de pourvoir à l'envoi dans les armées des papiers publics les plus propres à éclairer et animer leur patriotisme ». L'arrêté du 2 juillet 1793 accordait une somme d'un million de livres pour le même objet. Les fonds ainsi attribués

devaient être prélevés sur celui de dix millions prévu pour « secours aux départements, tant pour les subsistances que pour déjouer les intrigues contre-révolutionnaires ».

Au nombre des bénéficiaires de ces largesses, la « citoyenne Albertine Marat », sœur de l'Ami du Peuple, reçut 2 000 livres pour être remises « à la veuve de Marat pour l'aider à la réimpression » des œuvres de son mari. Cette réédition, constatons-le, ne fut jamais entreprise. Puis le citoyen Lavaux, rédacteur du *Journal de la Montagne*, perçut 20 000 livres « pour mille exemplaires de son journal pendant trois mois ». Le citoyen Vatar se vit allouer 81 900 livres pour un semestre pour 2 000, puis 5 000 exemplaires pour un jour du *Journal des Hommes libres* ; le même rédacteur toucha, en outre, 1 500 livres « pour soixante-quinze collections complètes dudit journal ». Le conventionnel Guffroy, membre du Comité de Sûreté générale, l'ami de Danton et l'ennemi de Robespierre, fut porté pour 33 750 livres pour 5 000 exemplaires du *Rougiff*, à distribuer pendant un trimestre. Le citoyen Julien encaissa 42 000 livres pour abonnements de quatre mois à l'*Antifédéraliste*. Ce journaliste Julien était le fils du conventionnel de la Drôme et le grand-père de l'ancien ministre de la Marine Edouard Lockroy.

La « citoyenne » Albertine Marat toucha encore 3 675 livres pour prix de « différents ouvrages fournis par le citoyen Marat pour les armées ». Il fut ensuite alloué : 39 582 livres, 12 sols, 8 deniers au citoyen Ferrière, rédacteur de divers journaux, pour la livraison de « 400 000 exemplaires de la *Constitution* et des *Droits de l'Homme* qui, dans un but patriotique, ont été envoyés aux armées » ; 10 575 livres au citoyen Raet, « rédacteur de la *Feuille batave* », c'est-à-dire le Batave, pour 1 000 feuilles par jour pendant quatre mois et vingt jours ; 700 livres au citoyen Boisset pour « cinquante-huit douzaines d'exemplaires » des *Entretiens du Père Gérard sur la République* ; 49 860 livres à Audouin, rédacteur du *Journal Universel*, pour abonnement de 3 000 exemplaires par jour de son organe pour août, septembre et octobre, et 3 000 exemplaires pour les quatre mois suivants ; 5 833 livres 6 sols à Gournai, rédacteur du *Journal militaire*, pour abonnement à 3 000 exemplaires par jour « pendant quatre mois et vingt jours suivants ; 4 000 livres au citoyen Sylvain Maréchal « pour la souscription » de six mille exemplaires du *Jugement du dernier des rois*.

Louis-Charles Hébert venait en tête avec une somme de 104 400 livres. Cependant, d'après un extrait des registres de la Trésorerie nationale publié par Ca-

mille Desmoulins dans le numéro V du *Vieux Cordelier* (5 janvier 1794), Hébert aurait perçu une somme bien supérieure de juin à octobre 1793. Les subventions qu'il aurait touchées se répartissent comme suit : 2 juin, 135 000 livres ; août, 10 000 livres ; 4 octobre, 60 000 livres ; soit un total de 205 000 livres, représentant ce qu'Hébert appelait « la braise nécessaire pour chauffer mon fourneau ».

Les journaux moins favorisés publiaient parfois, à ce sujet, des informations erronées, aussitôt démenties. C'est ainsi que le ministre de la Guerre, J. Bouchotte, membre du Comité exécutif provisoire, publiait dans le numéro 29 du *Journal de la Montagne* du 30 juin 1793, la note suivante sous le titre : *Réfutation d'une calomnie* :

« Le *Tableau politique et littéraire de Paris* dit que le 12 juin Marat et Hébert ont touché 50 000 livres à la trésorerie, pour prix des souscriptions de leurs journaux, envoyés par les ministres dans nos armées et dans nos départements.

« Le fait n'est pas exact, car les abonnements existaient avant le 12 juin, non pour deux feuilles seulement, mais pour un plus grand nombre de journaux patriotiques, qui ne sauraient être trop répandus dans les armées, et c'est le Conseil exécutif qui, sur les fonds qui sont à sa disposition, a accordé 50 000 livres employées à cet usage. »

Le *Moniteur*, l'*Anti-Fédéraliste*, le *Père Duchesne* et le *Journal des Hommes libres* recevaient chacun une subvention du Comité de salut public sous la forme d'un abonnement à six cents exemplaires. Ce redoutable Comité voulut s'adjoindre également un organe officieux. Le 3 août 1793, il arrêta qu'il serait « rédigé un journal, lequel aurait pour objet de développer et de répandre les principes des mœurs républicaines et de la liberté, d'exciter le courage des Français contre l'ennemi extérieur, de les prémunir contre la politique et l'intrigue des gouvernements étrangers et démasquer les conspirateurs ».

Cinq jours plus tard, ces dispositions furent complétées par l'arrêté ci-après :

« Le Comité de Salut Public, considérant qu'il est urgent de rétablir le cours de l'opinion publique si profondément dépravée par une multitude de journaux contre-révolutionnaires, ou du moins inexacts et insignifiants,

ajoutant à son arrêté du 3 août 1793 par lequel il établit un journal républicain, arrête que le citoyen Garat est chargé de la rédaction de ce journal, avec le citoyen Rousselin, lequel est autorisé à acquérir pour le citoyen Garat les soumissions des journalistes qui offriront leurs correspondances. »

Par un nouvel arrêté, en date du 21 août 1793, l'impression en fut confiée à un certain Nicolas, mais en réalité, ce fut un nommé Ducros qui s'en chargea.

Le 9 septembre 1793, la feuille projetée se trouvait définitivement organisée. Le Comité de Salut public nommait « le citoyen André Grandchamps directeur de ladite feuille, à l'effet de veiller aux détails et dépenses que pourra nécessiter sa composition et qui continueront à être payés sur les fonds secrets à la disposition du ministre de l'Intérieur ». En outre, il était précisé qu'indépendamment de la feuille quotidienne il serait établi, par le citoyen Garat, « un résumé périodique par huitaine des opérations générales de la Convention ». La citoyenne Rousselin eut pour mission de tenir le bureau d'abonnements desdites feuilles, dont le service devait être assuré régulièrement aux armées et aux municipalités. De son côté, le citoyen Grandchamps reçut l'autorisation de se faire remettre « par la régie nationale des domaines l'hôtel Crussol, cul-de-sac du Doyenné, ou autre maison nationale propre à y établir les bureaux et les presses ».

Ce journal officieux, non dénommé, s'identifie parfaitement avec celui que créa A. Rousselin : la *Feuille de Salut public*, « rédigée par une société de gens de lettres patriotes ». L'arrêté du 8 août 1793 précise, en effet, que le citoyen Rousselin, concurremment avec le citoyen Garat, « est chargé de la rédaction de ce journal » et qu'il « est autorisé à acquérir les soumissions des journalistes qui offriront leurs correspondances ». En outre, la citoyenne Rousselin, par l'arrêté du 9 septembre 1793, fut chargée de tenir le bureau des abonnements.

Or, la *Feuille de salut public*, quotidienne et in-quarto, d'une violence extrême, paraissait depuis le 1^{er} juillet 1793 et s'imprimait chez la veuve Guillot, rue Christine, n° 11. Jusqu'au 27 septembre 1793, le citoyen Rémy assumait les fonctions d'administrateur ; le lendemain, son nom disparut et on lisait cette note dans le numéro du jour : « Le bureau d'abonnement de la *Feuille de Salut public*, ci-devant rue Christine, est présentement cul-de-sac du Doyenné, n° 16, dans le passage qui conduit à la place de la Réunion. »

« Si l'on rapproche cette note, remarque le professeur A. Aulard, de l'arrêté du 9 septembre 1793 », proposant d'installer « la feuille gouvernementale dans un bien national situé cul-de-sac du Doyenné, on est en droit de conclure que la *Feuille de Salut public* est bien cette mystérieuse gazette officieuse du Comité ». Ce dernier s'évertuait à donner le change et à cacher le caractère véritable de son organe ; craignant même que son titre n'éveillât l'attention du public, il prit le 12 germinal, an II, sur la proposition de Barère, la décision suivante :

« Le Comité de Salut public arrête que nul journal ne pourra prendre le titre de *Salut public*, dénomination réservée au Comité par un décret de la Convention, et, en conséquence, fait défense à l'auteur de la *Feuille de Salut public* de continuer de prendre ce titre. »

Se conformant à ces prescriptions, Rousselin changea son titre le 14 germinal et le numéro 274 parut sous la manchette de *Journal de la République*. Il abandonna sa forme officieuse le 13 fructidor an III. Le montant des dépenses réglées à l'imprimeur Ducros s'élevait à 8 312 livres. Ayant réuni un assez grand nombre d'abonnés, Rousselin put le continuer par ses propres moyens jusqu'au 2 ventôse an III, après avoir publié 609 numéros en deux séries de 441 et 168 numéros respectivement. Le dernier faisait connaître que l'organe venant d'être « cédé », le *Batave* continuerait le service des abonnés.

Les fonds secrets, tant décriés au *XX^e siècle*, eurent, on le voit, une origine assez lointaine.

La presse française
sous la Révolution, le Consulat, l'Empire. (1945)

Chapitre IV

Les journaux et leurs rédacteurs

[Retour à la table des matières](#)

Voyons quels étaient les animateurs des principales feuilles de la Révolution ; ceux qui les rédigeaient, les conduisaient au combat. Etudions ces hommes et leurs caractères, exposons leurs idées et leurs opinions.

Dans les rangs des organes patriotes, Honoré-Gabriel-Victor Riquetti, comte de Mirabeau, demanda de bonne heure à sa plume les ressources qui lui faisaient défaut et que lui refusait sa famille. Après une jeunesse orageuse où perçaient tous les vices, criblé de dettes, il résolut de faire une fin honorable. La France venait précisément de s'électrifier tout entière. Le peuple allait procéder aux élections de ses députés aux Etats Généraux. Mirabeau risqua sa chance et se présenta en Provence. Au cours de sa campagne électorale, il reçut un accueil enthousiaste à Marseille et à Aix. Le tiers état de ces deux villes le désigna pour le représenter à Versailles. Mirabeau voguait vers la gloire.

Le nouveau député de Provence arriva à Paris le 21 février 1789. Il entra bientôt en relations secrètes avec Panchaud, Lauzun, le marquis de Luchet et Dupont de Nemours. Il ne devait pas tarder à dominer la plupart des orateurs de l'Assemblée nationale et à mériter par ses discours le surnom de *Démosthène français*.

D'une structure massive, Mirabeau se trouvait affligé d'une effrayante laideur avec sa bouche irrégulière, son visage olivâtre portant les stigmates profonds de la petite vérole. Une chevelure épaisse couronnait son front démesuré et ses yeux ardents se trouvaient enchâssés sous des sourcils très hauts. Mirabeau n'ignorait rien de la difformité de son physique. Il en était même fier et il disait quelquefois, en parlant de ses adversaires : « Je leur montrerai ma terrible hure. »

Nous avons vu comment, en publiant les *Etats Généraux* puis les *Lettres du comte de Mirabeau à ses commettans*, le tribun donna à la presse cette liberté de fait qu'elle n'avait pas obtenue en droit. Imprimées du 10 mai au 25 juillet 1789, ces *Lettres* ne furent pas supérieures à dix-neuf. Paraissant à des intervalles irréguliers, leur volume était inégal. Alors que certaines d'entre elles ne comprenaient que seize pages in-8, d'autres comportaient quarante et même cinquante folios. La dernière retraçait la journée décisive du 14 juillet 1789 et reproduisait intégralement l'Adresse fameuse de Mirabeau au roi sur le retrait des troupes. Ces *Lettres* ont été plusieurs fois réimprimées, notamment en 1791.

Assuré de ne plus rencontrer d'obstacles pour la publication de son journal, Mirabeau abandonna le subterfuge de le placer sous le manteau de l'inviolabilité parlementaire. Il lui donna une existence régulière et l'intitula : *Courrier de Provence* « pour faire suite aux Lettres du comte de Mirabeau à ses commettans ». Le numérotage en fut continué, de sorte que le premier fascicule porte le numéro 20. Un avis placé en tête de celui-ci rappelait les phases traversées par la feuille avant d'arriver au titre définitif, en indiquait le plan et les diverses rubriques. Il était, en outre, annoncé que le *Courrier de Provence* paraîtrait trois fois par semaine, chaque numéro se composant d'une feuille au moins. Le prix de souscription, fixé tout d'abord au moins. Le prix de souscription, fixé tout d'abord à 12 livres, fut porté successivement à 15 et 18 livres par trimestre. Cette augmentation de prix se trouvait justifiée par l'abondance des matières. Cependant, en dépit des divisions annoncées, les colonnes ne contenaient qu'un compte rendu très détaillé des séances de l'Assemblée nationale et entremêlé de réflexions mordantes. Quand l'ordre du jour comportait des questions importantes, Mirabeau faisait précéder le texte d'une sorte d'introduction, afin de préparer le lecteur à la discussion.

Se réservant pour la tribune, Mirabeau arriva peu à peu à ne plus guère écrire pour le *Courrier de Provence*. Il se contenta de le remplir de ses discours, d'y développer ses motions et d'insérer comme siens les projets qu'on lui soumettait.

Il préféra inspirer quelques écrivains qui s'étaient groupés autour de lui dans l'espoir de profiter de sa notoriété pour satisfaire leurs ambitions. Tels étaient Duroveray, Clavière, Cazeaux, Dumont, Méjan, Lamourette, Chamfort. Un avis inséré dans le numéro 103 avisait les souscripteurs des modifications apportées dans la rédaction et l'administration. « M. de Mirabeau prenait toujours le même intérêt » au journal, « bien qu'il ne remplisse pas en entier sa tâche d'auteur ».

La fécondité de pensée de Mirabeau l'obligeait parfois à doubler, tripler, quadrupler les numéros. Certains d'entre eux ne se composaient pas moins de 80 pages, si bien que le *Courrier de Provence* devint un des journaux les plus compacts de la Révolution, tout en n'ayant vécu que deux années. En effet, les 350 numéros dont il se composa formèrent dix-sept volumes in-8 de 600 pages environ chacun. Le *Courrier de Provence* embrassa toute la durée de l'Assemblée Constituante et finit avec elle le 30 septembre 1791. Il avait survécu six mois à son fondateur.

Les circonstances de la mort de Mirabeau sont peu connues et méritent d'être retracées.

Après s'être montré le plus audacieux des réformateurs, Mirabeau se rapprocha de la royauté. Tout à coup, le grand tribun afficha un luxe insolent. Cette fortune subite, étalée sans pudeur, éveilla mille soupçons. Mirabeau ne tarda pas à devenir suspect aux yeux du peuple. On répandait dans les rues de Paris deux pamphlets intitulés : *La grande trahison du comte de Mirabeau* et la *Confession générale du comte de Mirabeau*. Fréron, dans l'*Orateur du Peuple*, lui témoigna peu d'égards : « Mirabeau ! Mirabeau ! moins de talents et plus de vertu, ou gare à la lanterne. »

Mirabeau n'aurait pas manqué de manifester des intentions contre-révolutionnaires sans un événement tragique. Sur l'initiative de l'évêque d'Autun, de Talleyrand-Périgord, trente-huit députés influents de la droite et de la gauche, parmi lesquels les deux frères Lameth, lui offrirent, le 26 mars 1791, un dîner d'apparat « en hommage patriotique ». Le festin fut servi, à l'issue de la séance de l'Assemblée nationale, dans un restaurant du boulevard des Italiens, situé au rez-de-chaussée du théâtre de l'Opéra-comique. Les portes avaient été rigoureusement consignées et aucun étranger ne devait pénétrer dans la salle. Confiant en ses collègues, l'orgueilleux Mirabeau absorba, sans s'en douter, le poison qu'on lui versa.

Instruit par des indiscretions particulières ou pressentant les dangers que courrait son ami, le prince Charles de Hesse accourut pour le prévenir de se tenir sur ses gardes ; mais, en dépit de ses instances, le prince ne put parvenir jusqu'à lui, ni même lui faire remettre un billet. Il l'attendit et à la sortie lui fit part de ses craintes. « Mon ami, s'écria Mirabeau, il est trop tard ! Les scélérats, ils en sont bien capables. » Après un quart d'heure d'entretien sur les boulevards, Mirabeau rentra chez lui ; puis il se rendit chez M^{lle} Coulon, danseuse de l'Opéra. Le lendemain, il s'alita et la maladie prit un tel caractère de gravité qu'on ne conserva aucun espoir de le sauver.

Le moribond eut une longue et dramatique agonie. Entendant un coup de canon, il s'écria : « Seraient-ce déjà les funérailles d'Achille ? » Puis, se tournant vers son domestique, il eut ce mot dont s'inspira, plus tard, Danton : « Soulève cette tête, tu n'en porteras pas de pareille. » Le 2 avril 1791, de bon matin, il fit ouvrir ses fenêtres et d'une voix ferme s'adressa à Cabanis, son médecin : « Mon ami, je mourrai aujourd'hui. Quand on en est là, il ne reste plus qu'une chose à faire, c'est de se parfumer, de se couronner de fleurs et de s'environner de musique, afin d'entrer agréablement dans ce sommeil dont on ne se réveille plus. » Il perdit ensuite la parole, ne répondant que par signes. Vers huit heures, il fit le mouvement d'écrire. Sur le papier qu'on lui tendit, il traça lisiblement : « Dormir ». A huit heures et demi, le grand orateur avait cessé de souffrir.

Le bruit de l'empoisonnement s'étant répandu, on procéda à l'autopsie du corps ; mais les médecins commis à cet effet n'en ayant pas fait mention dans leur rapport, on conclut à une mort naturelle. Cependant, les médecins Desault, Peltan et Lacoste, opérateurs de dissection, déclarèrent formellement, en 1793, au Comité de Salut public, « que la trace du poison était visible de l'œsophage à l'orifice de l'estomac ; que l'estomac et les intestins étaient corrodés par le poison ; qu'il est certain que Mirabeau a été empoisonné ».

Le *Courrier de Provence* eut à supporter une concurrence assez sérieuse. Le 19 juin 1789, Barère de Vieuzac, premier député des Etats de Bigorre, présenta le *Point du Jour* ou « Résultat de ce qui s'est passé la veille à l'Assemblée nationale ». Les 815 numéros qui le composent forment 27 volumes in-8, dont un d'Introduction fournissant les détails les plus précis sur les préliminaires de l'ouverture des Etats Généraux, ainsi que sur les séances tenues jusqu'au 7 juin, « époque où les Communes se sont constituées en Assemblée nationale ». Le

journal proprement dit ne contenait que les comptes rendus de cette première assemblée, depuis le 18 juin 1789 jusqu'au 21 octobre 1791 ; mais les débats étaient analysés avec méthode et un grand esprit de suite.

Barère avait acquis quelque renommée dans sa province et rimant des vers pour les jeux floraux du Midi. Tantôt il y louait Louis XII et Lefranc de Pompignan, tantôt il y célébrait les bienfaits de la monarchie et combattait les théories des philosophes. Ame servile, tournant à tous les vents de la fortune, on pouvait dire qu'il avait une « figure à deux faces », l'une orientée vers le succès obtenu, l'autre vers le succès qui s'annonce. Dans le *Point du Jour*, Barère se fit tout d'abord remarquer par la modération de ses idées, tout en étant partisan de la Révolution. Il mettait même un certain tact dans ses attaques, n'employant jamais des propos offensants à l'égard de ses adversaires. Cependant, entraîné par l'intérêt ou par la peur, il suivit facilement le flot qui l'entraînait. Trois ans plus tard, il devenait l'un des membres les plus ardents du Comité de Salut public et méritait le surnom d'*Anacréon de la guillotine*. Le Barère de 1793 ne ressemblait aucunement au Barère de 1789. Douze ans plus tard, après avoir été proscrit sous le directoire, il reparaisait comme libelliste et espion au service du gouvernement impérial.

Le *Point du Jour* paraissait, suivant les matières, sur 12, 16 ou 20 pages. Le prix de l'abonnement était fixé, pour Paris, à 6 livres et, pour tout le royaume, à 7 livres 10 sols, franc de port. Le libraire Cussac, installé aux numéros 7 et 8, au Palais-Royal, recevait les souscriptions.

A.-J. Gorsas, qui avait lancé, le 5 juillet 1789, le *Courrier de Versailles à Paris et de Paris à Versailles* (4 volumes), en modifia le titre le 30 novembre de la même année pour celui de *Courrier de Paris dans les provinces et des provinces à Paris* (10 volumes) ; puis ce furent : le 3 juillet 1790, le *Courrier de Paris dans les 83 départements* (7 volumes) ; le 1^{er} mars 1791, le *Courrier des 83 départements* (7 volumes) ; le 1^{er} octobre 1791, *Courrier des 83 départements... 2^e législature* (12 volumes) ; enfin, le 22 septembre 1792, le *Courrier des départements... Convention nationale* (8 volumes). A tout, 48 volumes numérotés à la suite. Malgré ces divers transformations de nomination, le journal était couramment appelé le *Courrier de Paris*.

Gorsas, dans ses débuts, était loin de laisser présager qu'il deviendrait un fougueux polémiste. Ayant embrassé timidement les idées nouvelles, il se rangea aux côtés des journalistes patriotes, sans cependant approuver les manifestations exagérées de certains d'entre eux. Il réprouva le désordre et s'inquiéta des fréquents mouvements populaires. Cependant, Gorsas sa façonna sous la poussée des événements. Il s'enhardit et se fortifia sous la lutte. A partir de 1791, il retraça dans sa feuille le mouvement et la vie qui régnaient dans la capitale. La fuite de Louis XVI transforma complètement le rédacteur du *Courrier de Paris*. Le monarque, qu'il considérait comme rempli de bonnes intentions, ne devint plus pour lui qu'un perfide, un traître, et il s'associa aux démagogues pour réclamer sa déchéance. Puis, il glorifia la journée du 10 août 1792, dont il fut un des principaux instigateurs ; si bien, que les patriotes du faubourg Saint-Antoine le placèrent en tête de la liste des journalistes qu'ils crurent devoir féliciter à cette occasion. Gorsas alla jusqu'à approuver la razzia opérée par la Commune dans la nuit du 29 au 30 mars 1792 contre les individus suspects d'incivisme. Il applaudit aux mesures prises par le Comité de surveillance exhortant le peuple à ne pas marcher à l'ennemi avant d'avoir égorgé les traîtres. Enfin, il se montra indulgent pour les massacres des 2 et 3 septembre.

Député de Seine-et-Oise à la Convention nationale, Gorsas s'assagit. Il se lia avec Roland et les girondins. Lors du procès de Louis XVI, il refusa son vote au régicide. Dans le *Courrier des Départements* du 20 janvier 1793, il exposa son opinion sur la peine à appliquer au roi et donna les raisons de son attitude :

« Il y a longtemps que j'ai dit, que j'ai imprimé que Louis était traître à la Nation et à ses serments...

« Appelé par le peuple à la Convention nationale ; obligé par une loi de ses représentants, de remplir des fonctions dans un procès, *pour le jugement duquel, dans mon opinion, je me crois incompetent* ; j'entends ne faire ici qu'un acte d'obéissance et de soumission à la volonté générale, dont je n'ai pas le droit d'examiner les motifs, les suites, ni les dangers que je prévois. Sur les deux premières questions, j'ai émis mon vœu ; j'ai imprimé l'un, j'ai motivé l'autre à cette tribune ; et le résultat de ce second vœu, dans la crainte qu'on ne l'ait oublié, c'est l'*appel au peuple*.

« Il me reste à prononcer sur cette troisième question : *Quelle peine appliquera-t-on à Louis ?* Je respecte sincèrement l'opinion de ceux de

mes collègues qui se sont crus liés par leur réponse sur la première question, et je la respecte tellement que je l'adopterais comme individu, que je l'adopterais comme juge ; et dans ce cas, je prononcerais la peine de mort contre Louis.

« Mais, comme législateur ; mais, comme homme d'Etat, j'ai profondément médité quelle devait être mon opinion pour le salut public. Pour la fixer, j'ai jeté les yeux sur notre position intérieure et extérieure ; et j'ai vu que les ennemis extérieurs n'affectaient de prendre la défense du ci-devant roi, et ne réclamaient en sa faveur que pour *assurer davantage sa mort*, et la faire servir à leurs projets liberticides ; j'ai vu que ceux du dedans n'appelaient avec tant de fureur la hache sur la tête de Louis que pour accélérer le succès de leurs trames, trames que j'ai dévoilées depuis 1789 et que j'ai prouvées en 1790...

« Par ces considérations, pressé par le cri de ma conscience, qui me commande impérieusement, convaincu surtout par le danger qui nous environne... je repousse, et je me fais un devoir de repousser la peine de mort.

« Je conclus à une réclusion salubre, jusqu'à ce que les puissances étrangères aient reconnu la République française ; alors, je demande que Louis et sa famille soient bannis à perpétuité du territoire français ; et dans le cas où ils essaieraient d'y rentrer, je réclame l'exécution de la loi prononcée contre les émigrés. »

Quand la lutte éclata entre les Girondins et les Jacobins, le *Courrier des Départements*, devenu un organe de parti, fit une guerre sans merci à la Montagne et à la Commune de Paris. Dans cette bataille, il engagea le corps à corps avec Marat, Hébert Prudhomme, Camille Desmoulins. Il ne craignait pas de flétrir les journées de septembre, qu'il avait approuvées quelques mois plus tôt, et de réclamer un châtimement pour les massacreurs. Le 15 mai 1793, Roussillon, membre du Tribunal révolutionnaire, le dénonça à la Commune en remettant au Conseil les extraits des articles qu'il avait publiés au mois de septembre précédent. Gorsas y disait notamment que « le peuple frappait des têtes coupables », tandis qu'en mai, il traitait de « brigands leurs auteurs ». Le Conseil arrêta que les opinions de Gorsas sur les tristes événements de septembre seraient imprimées avec celles qu'il manifestait antérieurement sur les mêmes faits, puis disposées en regard sur deux colonnes et affichées sous ce titre : *Le Gorsas de septembre et le Gorsas d'aujourd'hui*.

Gorsas n'en demeura pas moins sur la brèche, déployant un talent incontestable dans ce combat entre la Montagne et la Gironde, combat qu'il paya de sa vie.

Le *Courrier des Départements* fut un des journaux les plus dramatiques de la Révolution, surtout dans les huit derniers volumes se rapportant à la Convention nationale, où sont retracées le procès et l'exécution de Louis XVI, ainsi que la tragédie parlementaire qui s'acheva par la proscription des Girondins. Indépendamment des comptes rendus de l'Assemblée nationale, du Conseil général de la Commune, de la Société des Jacobins et de la Gironde, cette feuille contenait des nouvelles officielles de ces mêmes organismes, des informations des provinces, une correspondance de l'étranger, des variétés, etc...

Les *Révolutions de Paris*, qui suivirent peu après, constituaient une sorte de film, vivant et relativement impartial, des agitations successives qui animèrent la capitale dans les premières années de la Révolution. Elles avaient pris cette devise hardie, devenue fameuse : « Les grands ne nous paraissent grands que parce que nous sommes à genoux... Levons-nous... »

Bien que Louis Prudhomme en soit le fondateur, le véritable instigateur et premier rédacteur de cette feuille fut un écrivain assez obscur nommé Antoine Tournon. Ce dernier, ne possédant pas les fonds nécessaires pour publier le journal qu'il projetait, alla en proposer l'édition à Prudhomme. Celui-ci, flairant la bonne affaire, eut tôt fait d'accepter. Le premier numéro fut signé Prudhomme-Tournon ; les suivants ne le furent que de Prudhomme. Tous les numéros, à partir du vingt-cinquième, portèrent, au-dessus du titre, une griffe ovale indiquant son nom avec sa qualité d'éditeur et de « seul propriétaire des *Révolutions* ».

Singularité frappante. La plupart des journaux de la Révolution incarnèrent l'écrivain ou l'homme politique qui les rédigeait, les inspirait ou les dirigeait et y attachait son nom. Ainsi, le *Courrier de Provence*, c'était la feuille de Mirabeau ; le *Patriote français*, celle de Brissot ; les *Révolutions de France et de Brabant*, celle de Camille Desmoulins. Or, pour les *Révolutions de Paris*, les rédacteurs en étaient peu connus, mais le nom de Prudhomme prévalait comme éditeur-propriétaire. Celui-ci, malgré les sarcasmes des journalistes, tenait essentiellement à ce que l'on dît le « Journal de Prudhomme ». Et ses prétentions finirent par triompher des esprits les plus rebelles.

Papetier-bouquiniste, Louis Prudhomme avait adhéré dès le début, au parti révolutionnaire. Il avait réalisé une fortune assez importante en propageant les écrits destinés à répandre les principes nouveaux. Il se vantait d'avoir diffusé douze à quinze cents brochures. Il avait été, pour ce fait, emprisonné à diverses reprises et la police le tenait sous une étroite surveillance. En dehors des *Révolutions de Paris*, Prudhomme édita un grand nombre d'ouvrages, notamment ces trois volumes de Louis Lavicomterie, député à la Convention : *Les Crimes des rois de France*, *Les Crimes des reines de France*, *Les Crimes des papes*.

Tournon et Prudhomme ne vécurent pas longtemps en bonne intelligence. Après le quinzième fascicule, Tournon se sépara de son associé pour continuer de son côté une publication qu'il considérait comme la sienne. Après un échange d'invectives, tous deux se prétendant propriétaires des *Révolutions de Paris*, ils portèrent leur différend devant le comité de police de la Commune. Ses membres rendirent un jugement digne de Salomon, déclarant « que Prudhomme, comme chef de l'entreprise du journal intitulé *Révolutions de Paris*, pouvait continuer cette entreprise ; que Tournon, comme inventeur et auteur dudit ouvrage, pouvait, de son côté, continuer l'entreprise concurremment et sous le même titre, s'il le jugeait à propos, ni l'un ni l'autre n'ayant pour cet ouvrage un privilège exclusif, et le nom de l'éditeur des deux ouvrages suffisant pour les distinguer ».

Tournon, dans un manifeste intitulé *Révolutions de Paris*, s'efforça de prouver qu'il était réellement « l'inventeur des *Révolutions de Paris* ». Fournissant un certain nombre de pièces justificatives, il concluait : « Et je serais, moi, malgré tant de preuves, moi, homme de lettres, auteur de quantité d'ouvrages connus, membre de diverses académies, moi, je serais le manœuvre d'un marchand papetier, d'un homme qui ne sait pas même l'orthographe ! Non, le public ne le croira pas ! »

Antoine Tournon, à son tour, créa les *Révolutions de Paris*, dédiées à la nation, avec une suite de quelque papiers trouvés à la Bastille, les séances de l'Assemblée nationale, des nouvelles des provinces et diverses pièces, par M. Tournon, auteur de l'ouvrage du même nom qui se distribuait ci-devant chez le sieur Prudhomme, commença sous le numéro 16, sans nom d'auteur. Celui-ci ne figura sur le titre qu'à partir du numéro suivant. Tournon a emprunté la même épigraphe prise par Prudhomme. Quant aux hors-texte, il remplaça les scènes par des portraits. Au trente-cinquième numéro, Tournon allongea le titre : *Révolutions de Paris et de*

l'Europe, 5 mars-mai 1790, numéros 35-41 ; à cette époque, la manchette se réduisit à : *Révolutions de l'Europe*, « par des publicistes patriotes de la Société des Amis de la Constitution ». Le journal, qui ne prospérait guère, ne prolongea son existence qu'en faisant alliance avec d'autres feuilles ; mais il ne tarda pas à disparaître au mois de septembre suivant.

Pendant ce temps, Prudhomme marchait de succès en succès. Il avait été assez heureux pour remplacer Tournon par un écrivain de haute valeur : Elisée Loustalot. Celui-ci montra un vrai talent politique grâce à sa grande droiture. Malheureusement, sa mort prématurée, survenue à 28 ans, ne lui permit pas de collaborer à plus de soixante numéros. A la nouvelle des massacres de Nancy, en octobre 1790, le « tendre » Loustalot eut comme le présage d'une révolution sanglante. Cet homme de paix et de liberté éprouva une telle commotion, que le lendemain il avait cessé de vivre. Il n'en avait pas moins lancé le journal, lui avait imprimé son esprit, modelé sa tournure. Ses successeurs ne cessèrent d'écrire sous l'inspiration du disparu ; si bien que jusqu'en 1794, où prirent fin les *Révolutions de Paris*, les lecteurs ne s'aperçurent presque jamais du changement de plume. « Loustalot ne signait pas ses articles, disait Camille Desmoulins dans l'éloge funèbre qu'il fit de son confrère. Plus sage que nous, il se cachait sous le nom de Prudhomme ; il savait que c'est en se montrant peu qu'on fait beaucoup. » Et Camille appuya sur cette particularité qui, chez Loustalot, fut tout un système et qui prétendait que lorsqu'on veut fonder il faut se faire légion et se perdre dans le rang. Le respect qu'inspirait Loustalot fut tel, que les clubs des Cordeliers et des Jacobins portèrent son deuil pendant trois jours, comme pour un deuil national.

On ne saurait dire exactement quels furent ses remplaçants. Cependant, il est permis de citer Fabre d'Eglantine, Saintonax, Sylvain Maréchal et Anaxagoras Chaumette, le créateur des fêtes de la Raison, qui périt sur l'échafaud avec les Hébertistes.

Le 28 juillet 1789, J.-Pierre Brissot jugea le moment opportun pour reprendre la publication du *Patriote français*, qu'il avait dû cesser trois mois auparavant, comme nous l'avons vu. Toutefois, il s'y engagea sur un nouveau plan, adoptant un autre format et des conditions de périodicité différentes. Aussi ne tint-il aucun compte des quelques numéros qu'il avait précédemment lancés et data de ce jour-là seulement la naissance de sa feuille. C'est ainsi qu'il présenta le *Patriote français*, « journal libre, impartial et national par une société de citoyens et rédigé par

J.-P. Brissot de Warville », 28 juillet 1789-2 juin 1793, 1 388 numéros en 5 volumes in-quarto.

En présence de l'accroissement des matières, Brissot décida de le publier quotidiennement, excepté le dimanche, dans le format in-4 à deux colonnes et fixa le prix de la souscription à 36 livres pour un an, 18 livres pour six mois et 9 livres pour trois mois, franc de port. Bien que ce format lui permit d'utiliser plus de texte, il se vit encore obligé de l'agrandir. Cette amélioration se montrant insuffisante, Brissot dut maintes fois recourir à des suppléments, ce Brissot qui, selon les rieurs, « met dans sa feuille ce qu'il dit dans son district et dit à son district ce qu'il a mis dans sa feuille ».

Le *Patriote français*, qui devait être, comme la plupart des journaux de l'époque, « le fléau de la cour et la terreur des terroristes », s'employa au début à résumer les débats de l'Assemblée nationale en les agrémentant de commentaires judicieux, afin d'en rendre la lecture moins aride. « Il est des écrivains, remarquait-il, qui voudraient proscrire les réflexions du récit des débats ; ils accusent leur impuissance et voudraient y condamner les autres ; ces réflexions sont nécessaires pour le peuple qui sort de l'ignorance. »

Le *Patriote français* resta fidèle à ce principes tout en les développant.

Fils d'un traiteur de Chartres, Brissot avait reçu une éducation supérieure à sa naissance. Passionné des écrits de J.-J. Rousseau, il manifesta de bonne heure son exaltation contre l'inégalité des classes et fut enfermé à la Bastille. Libéré, il se rendit en Angleterre chargé d'une mission du lieutenant de police ; mais avec l'espoir de s'y créer une situation. Puis, il gagna l'Amérique. Il y séjournait depuis quelques mois, lorsque la Révolution le fit revenir en France. Ces voyages à l'étranger ne lui furent pas inutiles ; ils l'initèrent aux premiers éléments de la science politique et contribuèrent à former son éducation de publiciste. S'appuyant sur les idées nouvelles, Brissot ouvrit le *Patriote français* à tous les hommes qui préconisaient les principes de liberté. Sous forme de lettres, on y trouvait des thèses remarquablement soutenues par Condorcet, Pétion, Thomas Payne, Grégoire, Clavière, Kersaint, Lanthenas et plusieurs autres députés siégeant du côté gauche. Ce fut le seul organe qui publia les lettres, avis, observations de Pétion, pièces fort curieuses, classées parmi les meilleurs documents de la

Révolution. Roland et sa femme lui fournirent maintes fois d'intéressantes communications.

A côté des questions politiques et analystes critiques des séances de l'Assemblée nationale, le *Patriote français* portait son attention sur tout ce qui se passait, se disait, s'écrivait en dehors de l'enceinte législative. Il abondait en traits personnels, en faits anecdotiques susceptibles de donner un attrait particulier.

Le 23 septembre 1791, Brissot faisait connaître que, désirant se consacrer entièrement au mandat que ses concitoyens lui avaient confié à l'Assemblée nationale, il se voyait contraint d'abandonner la rédaction à ses collaborateurs Pétion, Condorcet, Charles villette, Manuel, Chépy et autres cités plus haut. Il désignait, comme rédacteur en chef, le jeune et ardent Girey-Dupré. Brissot se réservait cependant la propriété de son journal afin de continuer à tracer à ses lecteurs « les suites d'une révolution si glorieuse ». Le 1^{er} janvier 1792, revenant sur sa détermination, il déclarait que, désormais, il rédigeait seul la partie du journal relative à l'Assemblée nationale, qu'il ne répondrait personnellement que de cette rubrique, ses amis et collaborateurs assumant la rédaction des autres divisions du journal.

Fin septembre 1792, dès les premières séances de la Convention, Brissot fut obligé de se retirer complètement de la rédaction, accablé de travaux en tant que secrétaire et de membre de plusieurs commissions. Les comptes rendus de l'Assemblée furent alors signés de Girey-Dupré. On ne tarda pas à s'apercevoir que Brissot restait étranger à la rédaction. Bien que le *Patriote français* reflêtât toujours les opinions de son fondateur, il fut aisé de découvrir qu'un autre que lui en avait pris la direction. Brissot en avait fait un journal grave, n'entamant la discussion avec ses adversaires que contraint et forcé. A partir de la Convention nationale, le *Patriote français* se montra insensiblement railleur, mordant, incisif. Considéré jusqu'alors comme un organe national et libre, il devint peu à peu la tribune d'un parti qui ne tarda pas à s'appeler le *parti Brissot*, puis les *Brissotins*. Le *Patriote français* donnait le ton, les directives aux autres feuilles de son groupe. « Nulle autre part, dit Eugène Hatin, on ne trouverait des documents aussi abondants pour peindre la lutte des *Rolandins* et des *Brissotins* avec la *Commune de Paris*, la guerre entre les Girondins et les Montagnards. » Toute l'histoire de la faction girondine s'y trouve également relatée.

Lorsque la Convention décréta que les députés-journalistes devaient opter entre leur plume et leur mandat législatif, Brissot dut se soumettre et se retirer tout à fait de son journal. Un avis placé en tête du *Patriote français*, du 12 mars 1793, — numéroté 1307 comme celui de la veille, — l'annonçait en ces termes :

« Les Droits de l'Homme ne sont plus ; toutes les lois naturelles sont foulées aux pieds ; une nuit a renversé l'ouvrage de quatre ans : la liberté individuelle, la liberté de la presse. Une faction qui veut régner au milieu des ténèbres a défendu à ses députés philosophes d'éclairer leurs concitoyens. La loi, car il y a encore des lois pour l'homme vertueux, la loi ne permet plus à Brissot de travailler à la rédaction de ce journal. Je le rédigerai seul ; j'appelle sur ma tête toute la responsabilité, sur mon cœur tous les poignards.

« J.-M. GIREY. »

« Ce numéro est le dernier qui sera imprimé rue Favart, 3. »

En effet, le 13 mars 1793, à partir du numéro 1308, le *Patriote français* changea d'imprimeur pour s'installer « rue de Bussy, la porte cochère vis-à-vis la rue des Mauvais-Garçons », et la rédaction passa entièrement entre les mains de Girey-Dupré. Celui-ci y déploya autant de verve et de talent que de fermeté. Il en avait déjà témoigné six mois auparavant. A cette époque, il avait sévèrement critiqué l'état de contrainte dans lequel les représentants de la Commune tenaient le maire Pétion. Mandé le 28 août 1792 à la barre de ce pouvoir révolutionnaire pour « s'y expliquer relativement à une imposture qu'il avait imprimée dans sa feuille sur le compte du Conseil », il adressait aussitôt au redoutable Comité cette réponse altière :

Vous m'avez mandé à votre barre ; je ne m'y rends pas, parce que vous n'avez pas le droit de m'y mander ; parce que je connais et maintiendrai mes droits. Si vous vous croyez calomniés ou insultés, il est des tribunaux où je vous attends ; mais vous n'êtes point un tribunal, et encore moins pouvez-vous juger dans votre propre cause. Si vous avez voulu essayer votre pouvoir contre les écrivains patriotes et détourner, en les effrayant, la vérité qu'ils doivent au peuple, et qu'ils lui diront, vous avez mal choisi l'objet de votre épreuve. Je suis fermement résolu à défendre jusqu'à la mort les libertés individuelles et la liberté de la presse que vous attaquez : les droits de l'homme auxquels vous attendez ; les droits du peu-

ple, que vous usurpez. Il ne tient qu'à vous de commencer une lutte que je ne redoute pas plus que je n'ai redouté la puissance des réviseurs et le mandat du juge Larivière.

Post-scriptum. — Comme je n'ai jamais refusé de donner des explications fraternelles aux citoyens qui ont cru avoir à se plaindre de moi, motivez l'objet de votre plainte : je tiens à soutenir la vérité, si je l'ai dite, ou à rétracter une erreur, si elle m'est échappée.

Girey-Dupré présenta en même temps une requête à la Convention, y joignit une copie de la délibération de la Commune à son égard, ainsi que de sa réponse. L'Assemblée, sur le rapport de Vergniaud, « considérant qu'il importait de réprimer les atteintes portées à la liberté individuelle par quelque autorité que ce fût », après avoir voté l'urgence, décréta que « les mandats d'amener à la barre et ceux d'arrêt étaient attentatoires à la liberté individuelle et à la liberté de la presse » et les déclara nuls et non avenue.

Tandis que l'Assemblée délibérait, la Commune exécutait des poursuites, transformait en mandat d'arrêt le mandat d'amener lancé contre Girey-Dupré. L'imprimeur fut conduit à la maison commune « au milieu de huit fusiliers » pendant que la force armée investissait et occupait la maison de Girey, de laquelle il était absent. Bien mieux, on fit le siège du ministère de la Guerre, où l'on croyait que le délinquant s'était réfugié. Toutes ces mesures n'aboutirent à aucun résultat.

Brissot s'était attiré la haine de Robespierre. L'*Incorruptible* l'accusait d'être partisan du *fédéralisme* et de vouloir porter atteinte à l'unité et à l'indivisibilité de la République. Proscrit avec les Girondins, après la journée du 31 mai, il s'enfuit ; mais, découvert, il fut arrêté et périt sur l'échafaud le 31 octobre 1793. Girey-Dupré fut, à son tour, déféré au Tribunal révolutionnaire le 21 novembre 1793. Ce fut le journaliste girondin, plus encore que l'insurgé fédéraliste, que l'on voulu frapper, ainsi qu'il résulta de ce fragment de l'acte d'accusation :

« ... Que Girey-Dupré était lié de la plus coupable et plus étroite intimité avec Brissot, le chef odieux des conspirateurs ; qu'il est de notoriété publique que depuis longtemps Girey-Dupré lui avait vendu sa plume vénale et trempée dans le fiel de la corruption et de l'imposture pour induire en erreur nos frères des départements, les indisposer contre Paris, allumer la guerre civile dans toutes les parties de la République et faire écraser

sous l'écroulement de la Sainte-Montagne de la Convention les courageux et incorruptibles mandataires qui avaient juré de périr ou de sauver la liberté et l'égalité ; que le soi-disant *Patriote français* était le canal infect par lequel s'écoulait le fatal poison tant dans les départements qu'en Angleterre et chez les autres puissances de l'Europe ; ce qui n'a pas peu contribué, avec d'autres feuilles de ce genre, à nous donner la guerre universelle qui a déjà moissonné tant de nos braves défenseurs...

Girey-Dupré se présenta devant ses juges dans la toilette des condamnés à mort : les cheveux coupés et le col de la chemise échancré. De son interrogatoire, il y a lieu de retenir cette riposte : « Brissot a vécu comme Aristide et il est mort comme Sydney, martyr de la liberté. » Condamné à la peine capitale, Girey marcha au supplice le même jour. Le long du trajet, il chanta l'hymne funèbre qu'il avait composé dans la perspective de la guillotine et qui est devenu le *Chant des Girondins*.

Nous ne saurions passer sous silence l'*Ami du Peuple*, auquel Jean-Paul Marat attacha son nom et avec lequel il exerça une influence extraordinaire sur les masses dont il était devenu l'idole.

Né à Boudry, canton de Neuchâteau (Suisse), le 24 mai 1743, le fameux démagogue était issu d'une famille d'origine espagnole, croit-on, et dont le nom était Mara. Il étudia, tout d'abord, les sciences physiques, puis la médecine. Devenu adulte, il se rendit en Angleterre, où il passa la première partie de son existence. Il séjourna à Amsterdam de 1773 à 1776, époque où il vint à Paris pour y chercher la célébrité. En 1777, il fut attaché en qualité de médecin aux écuries du comte d'Artois. Il rédigea alors son *Système physiologique*, dans lequel il soutint cette thèse que « la raison de la différence des esprits est dans la disposition différente des organes ». Compatriote et disciple de J.-J. Rousseau, Marat écrivit longtemps avant la Révolution, contre toutes espèces de tyrannies, et défendit chaleureusement la cause de la justice et de la liberté.

Dans l'*Ami du Peuple* du 14 janvier 1793, il prit le soin de raconter sa vie. Il apprenait ainsi à ses lecteurs qu'il avait l'âme sensible, l'esprit droit et le cœur ouvert à toutes les passions exaltées et surtout à l'amour de la gloire ; qu'il reçut une éducation soignée, que son enfance fut exempte de vices et qu'il « était vierge

à vingt ans » ; que sa mère lui inculqua l'amour de la justice et la philanthropie, etc...

Certains de ses biographes l'ont dépeint comme un homme de petite taille, balançaient, sur son buste frêle, une tête énorme et disproportionnée. Le teint livide, ses traits apparaissaient hideux et vulgaires. De ses yeux, injectés de sang, perçait un regard ardent mêlé de fureur et de folie. Son sang était corrompu et vicié.

Ayant publié plusieurs mémoires sur les sciences, les savants, selon lui, se seraient coalisés pour déprécier ses découvertes et lui barrer le chemin. De là, l'amertume, les froissements qu'il éprouva, la haine qu'il porta à l'organisation sociale. Il rendait responsable de ses insuccès les sommités de la science : d'Alembert, Condorcet, Lalande, Laplace, Lavoisier, Monge et même Lacépède, « plus rampant, disait-il, que les reptiles dont il a décrit l'histoire ». Survint la Révolution, voie nouvelle susceptible de lui apporter cette notoriété qu'il convoitait depuis si longtemps. Il s'y précipita ardemment. Il y réussit. Et si bien que, même du fond de sa tanière où il se terrait encore, il galvanisait la multitude par ses propos anarchiques.

N^o. V I.

L'AMI DU PEUPLE,

O U

LE PUBLICISTE PARISIEN,
JOURNAL POLITIQUE, LIBRE ET IMPARTIAL,

PAR UNE SOCIÉTÉ DE PATRIOTES,

*ET rédigé par M. MARAT, Auteur de L'OFFRANDE
A LA PATRIE, du MONITEUR, & du PLAN
DE CONSTITUTION, &c.*

Vitam impendere vero.

VERSAILLES.

Du Mercredi 16 Septembre 1789.

ASSEMBLÉE NATIONALE.

Séance du 14 soir.

*Décision prise par l'Assemblée de prier le Roi de
sanctionner & faire promulguer les arrêtés des 4
& 5 Août.*

Décret portant que la personne du Roi est sacrée.

F

Premier numéro de l'Ami du Peuple, faisant suite
au Publiciste parisien.

Élu député à la Convention par un collège d'électeurs de Paris, Marat prit la tête du parti de la Montagne, ainsi nommé parce qu'il se groupait dans la partie la plus haute de l'Assemblée. Il fit décréter la création du Tribunal révolutionnaire et la formation du Comité de sûreté générale. Il prit une part prépondérante à la proscription des vingt-deux Girondins dans la journée du 2 juin 1793. Le 31 mai, il avait poussé ouvertement le peuple à l'insurrection. Livré pour ce fait au Tribunal révolutionnaire par la Convention, il fut acquitté par des jurés à sa solde. Après le jugement, il reçut une couronne civique de la population et fut ramené triomphalement à la salle des séances de la Convention. Un mois plus tard, le 13 juillet 1793, il était assassiné par Charlotte Corday dans la baignoire où il se plongeait fréquemment par suite d'une infirmité, baignoire spécialement aménagée pour qu'il pût écrire. Les honneurs du Panthéon lui furent décernés. Et tandis que sa dépouille y pénétrait, la populace jetait hors du temple des Grands Hommes les restes, devenus impurs, de Mirabeau l'aîné.

Nous venons de parler de l'homme, lisons maintenant sa prose dans l'*Ami du Peuple*.

Dès les premiers jours, Marat, s'en prit à La Fayette et à la garde nationale. Cette milice n'était pour lui qu'une aristocratie de boutiquiers. Quant à La Fayette, ce n'était qu'un traître, un infâme, un scélérat, un fourbe, un subtil caméléon, un plat valet de la cour, un assassin.

Dans le numéro du 17 décembre 1790, il réclamait des victimes :

« Il y a une année que cinq ou six cents têtes abattues vous auraient rendus libres et heureux pour toujours. Aujourd'hui, il en faudrait abattre dix mille. Sous quelques mois, peut-être en abattrez-vous cent mille ; et vous ferez à merveille : car il n'y aura point de paix pour vous, si vous n'avez exterminé jusqu'au dernier rejeton les implacables ennemis de la patrie. »

Le lendemain, 18 décembre, il poursuivait :

« Cessez de perdre le temps à imaginer des moyens de défense. Il ne vous en reste qu'un seul : celui que je vous ai recommandé tant de fois : une insurrection générale et des exécutions populaires. Fallût-il abattre vingt mille têtes, il n'y a pas à balancer un instant. »

Il renouvelait ses conseils sanguinaires le vendredi 24 décembre 1790. Dans le numéro du 18 juillet 1791, il manifestait son impatience de ne pas voir agir les patriotes.

Après la déclaration de guerre, Marat ne cessa d'attaquer les Girondins. A partir de ce moment, son journal multiplia les dénonciations contre les chefs militaires qu'il accusait de se faire battre à dessein et de faire massacrer leurs soldats par l'ennemi. Dans le fascicule du 3 mai 1792, Marat excitait les troupes à immoler leurs chefs qui, disait-il, « les conduisent à la boucherie ».

Comme on peut le constater, Marat revenait fréquemment sur le même sujet, sans doute pour mieux le faire entrer dans la tête. Il ne faut pas croire, cependant, que l'*Ami du Peuple* ne contenait pas des critiques exagérées, des accès de fureur répétés ; cette feuille de Marat se signala aussi par un grand nombre d'articles empreints de perspicacité et de bon sens.

Non moins violent que Marat, Hébert dans le *Père Duchesne*, donnait libre cours à l'exaltation de son esprit.

Jacques-René Hébert naquit à Alençon, en 1755, d'une famille pauvre. Vers 1780, il vint à Paris où il mena pendant quelques années une vie assez misérable. Il avait trouvé un emploi de contrôleur des contre-marques, chargé de la location des loges au théâtre des Variétés — plus tard théâtre de la République — que dirigeaient Dorfeuille et Gaillard. Il dut quitter cette place pour cause d'indélicatesse. En janvier 1790, complètement dénué de ressources, il vint trouver le médecin Boisset, un de ses amis, lui exposa sa situation alarmante, et il en reçut l'hospitalité ainsi que des secours. Peu de temps après, il disparut pendant deux ou trois jours, emportant un matelas, du linge et des effets appartenant à son bienfaiteur. Sur les conseils du médecin Boisset, Hébert se mit à écrire pour se tirer de la misère qui l'accablait. C'est ainsi qu'il publia une brochure intitulée *la Lanterne magique*, de même que les premières feuilles du *Père Duchesne*.

C'est au club des Cordeliers qu'Hébert se fit connaître et y acquit une certaine réputation. Après le 10 août 1792, il fut nommé substitut du Procureur général de la Commune, alors Chaumette. Hébert prit alors une part active à toutes les mesures prises par ce corps redoutable. On l'accusa même d'avoir comploté le massacre des Girondins après la journée du 31 mai. Trouvant la Convention trop tiède, il voulut ensuite, avec l'appui des ultra-révolutionnaires, transporter les pouvoirs

de cette assemblée à la Commune de Paris ; mais il fut arrêté sur l'ordre du Comité de Salut Public. Condamné à mort le 4 germinal an II (24 mars 1794), il périt le même jour sur l'échafaud. Sa femme subit un sort semblable le 24 germinal an II (13 avril 1794).

Hébert emprunta l'idée et le personnage du *Père Duchesne* à un nommé Lemaire, commis aux postes, qui les avait lancés le premier en publiant les *Lettres bougrement patriotiques du véritable Père Duchêne*, 1790-1792. Cette feuille eut 400 numéros, et le fascicule des numéros 1 à 5 s'achevait ainsi : « Signé Le *Père Duchêne*, fumiste ordinaire de Sa Majesté, au château des Tuileries, l'an second de la liberté. » Chaque numéro se terminait par deux étoiles ou croix de Malte. Afin de mieux se faire comprendre et rechercher par le peuple, Lemaire affecta le langage poissard, brutal, mais nécessaire, mis en honneur par Vadé. Avant la prise de la Bastille, Lemaire avait déjà donné un premier organe sous la manchette : *Les vitres cassées par le véritable Père Duchêne* « député aux Etats Généraux ».

C'est entre les mois d'août et de septembre 1790, qu'Hébert mit au jour son *Père Duchesne*. Il avait su intéresser à sa destinée un imprimeur, nommé Tremblay, qui prit à ses frais les *Grandes colères* et les *Grandes joies* et honora l'auteur de six livres par jour. Hébert publia ainsi une trentaine de fascicules, non numérotés, dont le premier s'intitulait : *A bas les cloches ou Grande Découverte du Père Duchesne pour faire de la monnaie et des canons*. Ces opuscules s'ornaient d'une vignette figurant Hébert la pipe à la bouche et tenant à la main une carotte de tabac. Non content d'avoir pillé Lemaire, Hébert poussa la piraterie jusqu'à terminer sa feuille par les deux croix de Malte protesta en ajoutant : « Ce n'est pas moi qui ai fait la *Grande Découverte*..., c'est celui qui a fait présenter au haut de sa feuille sordide son *Père Duchesne* comme un Juif errant et qui m'a volé mes deux étoiles pour avoir l'air d'avoir un peu de sens commun. » A partir du numéro 6, Lemaire termina sa publication par ces mots : « Signé : Le plus véritable des véritables *Père Duchêne*, marchand de fourneaux. »

Ce ne fut qu'au commencement de janvier 1791 qu'Hébert commença à donner à son organe un numéro d'ordre sans tenir compte des fascicules précédemment parus, comme cela se présentait souvent pour les journaux de cette époque. Dans le premier numéro de cette nouvelle série, Hébert s'éleva contre un autre concurrent, « un fripon qui prend mon nom et dont les feuilles s'impriment chez les Dufour, rue du Vieux-Colombier. Je préviens le public que je n'avoue que les

feuilles imprimées chez Tremblay et signées d'un G et d'une H ». Ces numéros sont, d'ailleurs, semblables aux premiers, non chiffrés, qui sortaient des mêmes presses.

Le numéro 13 apparut avec une nouvelle vignette copiée, presque littéralement, sur *Je suis le véritable Père Duchêne f... !* imprimé rue du Vieux-Colombier, numéro 30. Cette figurine représentait le Père Duchesne la lèvre surmontée de moustaches, fumant toujours la pipe, portant deux pistolets à la ceinture, la tête coiffée d'un chapeau bicorne avec une cocarde et brandissant une hache. Il menaçait un petit abbé qui l'implorait, agenouillé sous une fenêtre. Au-dessous de l'abbé, on lisait cette devise : « Memento mori », tandis qu'à la droite du Père Duchesne se trouvait un fourneau supportant un fusil. La seule différence que l'on puisse constater entre les deux vignettes réside en celle-ci : dans celle du Père Duchêne de la rue du Vieux-Colombier, la croisée a plusieurs barreaux verticaux et horizontaux, alors que dans celle d'Hébert, elle n'en possède que deux placés en croix, comme on peut le constater par la reproduction que nous en donnons.

A partir du numéro 23, les deux croix de Malte furent remplacées par deux fourneaux en terre à formes très anguleuses et dont l'un était renversé. Le numéro 131 et les suivants portèrent la signature autographe d'Hébert, en prévision d'une contrefaçon dont il avait été avisé. En effet, dès le numéro 137, une scission semble s'être produite entre Hébert et son éditeur. Le 138 d'Hébert sortait de l'imprimerie de la rue des Filles-Dieu, numéro 8, « ci-devant Tremblay », et les fourneaux, plus petits, ne présentaient plus le même aspect. Ceux-ci ne reprirent leur forme primitive qu'au numéro 141. De son côté, Tremblay publia un numéro 138, puis les suivants, 139, 142, à 151, et sans doute une dizaine non chiffrés. Ce tirage ne différait de celui d'Hébert que par la signature de Tremblay remplaçant celle de son ancien collaborateur.

Le *Père Duchesne* n'était point un journal dans le sens réel du mot ; mais plutôt une philippique écrite en entier sur un sujet à l'ordre du jour. Il en paraissait quatre numéros par décade au prix de cinquante sous par mois. Chacun d'eux était précédé d'un sommaire destiné à être crié dans la rue et rédigé dans des termes propres à piquer la curiosité publique. Les extraits que nous insérons permettront de juger de la sensation que devaient produire ces textes lorsqu'ils étaient *aboyés* par de purs sans-culottes.

En premier lieu, Hébert se montra moins féroce que par la suite ; il manifesta son enthousiasme pour les grandes réformes opérées par l'Assemblée Constituante, s'apitoya sur la maladie du roi :

« *La grande douleur* du Père Duchesne au sujet de la maladie du roi et sa *grande colère* contre les aristocrates qui empoisonnent sa vie.

« Non f..., commence-t-il, il n'est plus de plaisir pour moi : le vin me semble amer, et le tabac répugne à ma bouche. Mon roi, mon bon roi est malade ! Français, pleurez avec moi, notre père est alité ; le restaurateur de la liberté française est retenu dans son lit. Oh ! f... ! son cœur est toujours au milieu de son peuple qu'il aime bougrement... »

Plus tard, l'exagération des doctrines républicaines ne le cédait en rien au cynisme du langage, les injures ne furent plus assez grossières pour en abreuver le monarque. Nul autre plus qu'Hébert ne poussa plus au jugement de Louis XVI et de Marie-Antoinette. Avant que l'arrêt ne fût prononcé contre le roi, il avait déjà rendu le sien :

« *Bonjour, bonne œuvre* ou le *Bouquet de Louis le Traître*, ci-devant roi des Français. *Grand jugement* du Père Duchesne qui condamne le scélérat à être raccourci avec l'infâme Antoinette et toutes les bêtes féroces de la ménagerie pour avoir voulu mettre la France à feu et à sang et pour égorger les citoyens. »

Dès l'exécution de Marie-Antoinette, Hébert faisait proclamer *La plus grande joie de toutes les joies* « du Père Duchesne d'avoir vu, de ses propres yeux, la tête du Vêto femelle séparée de son tronc ». Voici quelques-uns de ces sommaires, pris au hasard :

« *La Grande joie* du Père Duchesne au sujet de la nomination de l'abbé Grégoire à la place du président de l'Assemblée nationale, et sa *grande motion* de le faire évêque de Paris, à la grande satisfaction du peuple français. »

« *La Grande colère* du Père Duchesne de voir que les têtes à perruques veulent détruire la révolution et rétablir la royauté. Sa *Grande motion* pour forcer les riches à nourrir les femmes et les enfants des sans-culottes qui vont se f... un coup de peigne avec les bandits de la Vendée, pour défendre les propriétés des j... f... qui restent les bras croisés. »

Parmi tous ces textes d'une impudence excessive, il se trouvait quelques pages où perçait la raison. Hébert, à cet égard, était supérieur à Marat. Par exemple, ses observations sur les tripots et maisons de jeu :

« La *Grande colère* du Père Duchesne contre la municipalité de Paris qui souffre des académies et tripots de jeu qui causent la ruine du citoyen.

« Mille millions d'un tonnerre ! Quel démon possède la tête de nos municipaux pour les empêcher de remédier à des excès qui conduisent à mille malheurs ? Parlez donc, Messieurs à écharpe ! Attendez-vous que tous les citoyens soient écharpés pour ouvrir les yeux ?

« Quoi, j... f..., vous ne dites mot, vous serez indifférents pendant que cette ville est inondée d'infâmes tripots qui sont de vrais coupe-gorges, où la jeunesse, l'âge mûr, la vieillesse même se ruinent journellement ; où le fils débauché va jouer et perdre l'argent qu'il vole à son père ; où le père dénaturé va jouer et perdre la fortune de ses enfants, l'époux la dot de sa femme, le marchand son magasin. »

Ainsi que cela se produit souvent en pareil cas, Hébert était l'opposé de ce que ses écrits pouvaient laisser supposer ; il était aussi poli, aussi distingué que son style était grossier. Et, fait singulier, le *Père Duchesne* obtenait du succès aussi bien dans les bas-fonds de la société que dans les classes les plus élevées, dans celles qui n'épousaient pas sa doctrine et qui étaient les moins familiarisées avec ses expressions brutales. On l'achetait ostensiblement, on en parlait, on le lisait avec une joie simulée pour se donner un brevet de civisme, pour se « sansculottiser », comme disait Hébert.

Le *Père Duchesne* d'Hébert est devenu d'une extrême rareté. On n'en rencontre pas d'exemplaire complet, même des 355 numéros chiffrés auxquels il convient de joindre ceux de la première série, non chiffrés. La collection de la Bibliothèque nationale n'est pas mieux partagée et il lui manque quelques numéros.

En dehors du *Père Duchêne* de Lemaire, il en existait d'autres lorsque parut celui d'Hébert. De nombreux concurrents et imitateurs surgirent depuis, en raison du succès obtenu par les deux feuilles principales. On compta onze *Je suis le véritable Père Duchesne et Duchêne* ; un *Père Duchêne* ; le *Journal du Père Duchesne* ; le *Postillon du Père Duchesne* ; les *Soirées du père Duchesne* ; la *Mère Du-*

chesne ; les *Lettres bougrement patriotiques de la Mère Duchesne* ; le *Drapeau rouge de la Mère Duchesne* ; l'*Arrière-petit-fils du Père Duchesne*. Hébert mettait assez souvent en scène un certain Jean Bart, et il parut sous le nom de ce personnage divers périodiques : quatre *Je m'en f...*, par Jean Bart, *Entretiens de Jean Bart et du Père Duchesne*, *Sacré gâchis de Jean Bart*, *Jean Bart à ses concitoyens* ; *Aux voleurs, aux voleurs !* par Jean Bart.

Rédigées avec esprit, dans un style alerte, les *Révolutions de France et de Brabant* « et des royaumes qui, demandant une Assemblée nationale et arborant la cocarde, mériteront une place dans ces fastes de la liberté » furent présentées par Camille Desmoulins « de la société de la Révolution », 28 novembre 1789-juillet 1791, 86 numéros in-8. Né à Guise en 1760, Camille Desmoulins manifesta des idées républicaines dès son séjour au Lycée Louis-le-Grand, où il avait pour condisciple Maximilien Robespierre. Desmoulins exerçait la profession d'avocat lorsqu'éclata la Révolution. Il en adopta les principes avec chaleur. Pour attirer sur lui l'attention, il songea au journalisme. Il écrivit à Mirabeau « pour être, s'il y a possibilité, un des coopérateurs de la fameuse gazette de tout ce qui va se passer aux Etats Généraux et qui rapportera cent mille écus, dit-on, à l'auteur ». Son rôle se borna, pendant quelque temps, à servir de secrétaire à Mirabeau, mais il abandonna ces fonctions absorbantes, étant plutôt rétribué en bons dîners qu'en espèces sonnantes. A défaut de périodique, il pensa à écrire des brochures. Il mit au point « un ouvrage patriotique, mais il eut les plus grands désagréments avec son libraire ; s'il était bien en fonds, écrivait-il, il achèterait une presse, tant il est révolté du monopole de ces fripons ».

Le 12 juillet 1789, lendemain du renvoi de Necker, Desmoulins harangua, dans son bégayement, la multitude du Palais-Royal. Après avoir distribué aux assistants, en signe de ralliement, une feuille verte cueillie aux arbres du jardin, il entraîna à la Bastille les manifestants enthousiastes. On sait comment, deux jours plus tard, les murs de la vieille forteresse tombèrent sous son impulsion. Cette popularité, soudainement acquise, le rapprocha de son libraire et de son imprimeur. Il parvint, dans les derniers mois de 1789, à leur faire publier « l'ouvrage patriotique auquel il travaillait et qu'il intitula : *La France libre*. Bientôt, il en donna un autre plus remarquable encore : *Discours de la Lanterne aux Parisiens* où, par forfanterie, il accola gaiement à son nom le titre sinistre de « Procureur général de la Lanterne ».

Ces écrits ne suffisant pas à son besoin d'écrire et de faire parler de lui, il créa son journal hebdomadaire *Révolution de France et de Brabant*, où il déploya le même genre de gaîté. A partir du numéro 73, il effaça les mots « et de Brabant », irrité des suites déplorables de la Révolution fomentée dans les provinces belges. Le premier numéro vit le jour le 28 novembre et, tout joyeux, Desmoulins l'annonçait à son père :

4 décembre 1789.

Mon cher père,

Je vous ai fait passer le numéro 1^{er} de mon journal ; ne l'avez-vous point reçu ? Je vous prie de m'en accuser la réception. Je vous envoie deux prospectus. Si faire se peut, car nul n'est prophète en son pays, envoyez-moi des souscriptions. Me voilà journaliste et déterminé à user amplement de la liberté de la presse. On a trouvé mon premier numéro parfait ; mais soutiendrai-je ce ton ? J'ai tant d'occupations que je vous écris ceci à deux heures après minuit. Je vous embrasse. Bon soir.

Votre fils,

Desmoulins

Je vous souhaite la bonne fête et un joyeux Saint-Nicolas. Devinez-vous que je serais un Romain quand vous me baptisiez Sulpicius, Camillus ? et prophétisiez-vous ?

Les Révolutions de France et de Brabant furent chaleureusement accueillies et leur succès s'affirma au delà des espérances de Desmoulins. Il s'empressa d'en aviser son père en regrettant d'avoir signé avec le libraire Garnery un traité peu avantageux.

31 décembre 1789.

Mon cher père,

Recevez mes souhaits de bonne année, vous, ma chère mère, mes frères et sœurs. La fortune s'est lassée de me poursuivre. Jugez du succès de mon journal. J'ai dans la seule ville de Marseille 100 abonnés et dans celle de Dunkerque 140. Si j'avais prévu cette affluence d'abonnés, je n'aurais pas conclu avec mon libraire le marché de deux mille écus par an ; il est

vrai qu'il m'en promet quatre mille quand je serai arrivé à trois mille souscripteurs (tant les libraires sont juifs) ! Au reste, ce n'est pas l'argent que j'ai en vue dans cette entreprise, mais la défense des principes ! Quelles lettres, quelles vérités flatteuses je reçois ! On m'avait dit que la reine avait chargé M. de Gouvion, major-général, de demander ma détention. Ce bruit est venu aux oreilles de M. de Gouvion, qui m'écrit pour me témoigner bien d'autres sentiments. Sur un mot de mon numéro 4, M. de La Fayette vient de me prier de lui écrire, si je n'ai pas le temps de passer chez lui, pour m'expliquer avec lui sur les griefs que je lui reproche. L'un m'appelle le meilleur écrivain ; l'autre, le plus zélé défenseur de la liberté ; mais il est facile d'être modeste, lorsqu'on ne vous déprécie pas. Je suis devenu assez indifférent à ces éloges, et autant je paraissais vain lorsqu'on se plaisait à m'humilier, autant je rabats aujourd'hui des choses flatteuses qu'on m'adresse. Ce qui me touche bien plus, ou plutôt la seule chose qui me touche, c'est l'amitié des patriotes et les embrassements des républicains qui viennent me voir, et quelques-uns de fort loin. Adieu. Je vous embrasse mille fois. Peut-être dans peu pourrai-je vous demander mon frère.

Votre fils,

Desmoulins.

L'ancien directeur du *Hérault de la Nation*, Mangourit, forma un instant le projet d'aider Camille Desmoulins dans la rédaction de son journal. Camille Desmoulins ne donna pas suite à cette proposition. D'ailleurs, il était aux gages de Garnery. Ne voulant être « ni de l'ordre des *mendiants*, ni de l'ordre des *fripons*, il s'était rangé dans l'ordre des *salariés* ; mais il ne s'était engagé dans cette galère que pour six mois ». Cette période terminée, il se retira, soit qu'il n'ait pu obtenir de son éditeur des conditions plus rémunératrices, ; soit qu'il ait été désabusé en constatant qu'il « avait perdu son temps à prêcher la République ». Garnery se mit en quête d'un autre rédacteur. Il le trouva en la personne de Carra, ami de Camille, et tous deux reprirent les *Révolutions de France* ; mais ils ne purent les poursuivre au delà de trois numéros. Cependant, en entendant Robespierre qualifier son abatement moral de corruption et s'écrier qu'il était « vendu à la femme du roi et au parti ministériel », Desmoulins se résigna à reprendre la plume. Il avait réussi à regrouper un grand nombre de lecteurs, lorsque le découragement le reprit en présence des persécutions de toutes sortes auxquelles il se trouvait exposé par les violences de sa feuille. La publication des *Révolutions* subit, de ce fait, de

nombreuses interruptions, ce qui indisposa les souscripteurs. La journée du 17 juillet 1791 porta le dernier coup au journal. Obligé de se cacher à la suite des événements du Champ de Mars, Camille Desmoulins rédigea, du fond de sa retraite, son 86^e numéro.

Chaque numéro des *Révolutions de France*, d'au moins trois feuilles in-8, était orné d'une estampe qui, le plus souvent, formait caricature. Parmi ces illustrations, il s'en trouvait de fort curieuses, pleines de verve et de plaisanterie.

Dès qu'elle fut abandonnée, la publication de Desmoulins fut continuée par le journaliste Dusaulchoy, dans la même forme et sous le nom de son fondateur ; mais avec une tendance plus modérée. Duchaulsoy poursuivit cette édition jusqu'au mois de décembre 1791, fournissant dix-huit numéros également accompagnés de gravures, soit de 87 à 104.

Le 31 juillet 1790, Malouet, maintes fois attaqué par la presse démocratique, vint dénoncer à la tribune de l'Assemblée constituante le dernier numéro des *Révolutions de France et de Brabant*, ainsi qu'une brochure de Marat : *C'en est fait de nous*. Malouet obtint un décret d'accusation contre les auteurs décrits incendiaires. Atteint par cette résolution, Camille Desmoulins présenta aussitôt une adresse conçue dans les termes les plus modérés. Après avoir protesté de son dévouement à la patrie et à la Révolution, il pria l'Assemblée de ne pas le sacrifier au ressentiment d'un ennemi personnel et de prendre au moins connaissance du numéro dénoncé avant de le considérer comme un criminel de lèse-nation. La lecture de cette adresse, le surlendemain, à l'Assemblée, souleva de nombreux applaudissements. Malouet, pâle, l'œil en feu, revint à la tribune. La voix irritée, il reprit son accusation contre Camille Desmoulins et s'écria en terminant : « Qu'il se justifie, s'il l'ose ! » — « Oui, je l'ose », répondit immédiatement une voix partie des tribunes. L'Assemblée, troublée par cette parole inattendue, se leva presque entière. Le président ordonna l'arrestation immédiate de l'interrupteur qui n'était autre que Camille Desmoulins.

Robespierre vint alors au secours de son camarade de collègue dont la liberté se trouvait menacée. Il prit chaleureusement sa défense et tenta de le soustraire aux menaces de ses collègues de la droite. Evitant de critiquer la mesure prise contre Camille par le président, Maximilien déclara : « Sans doute M. Desmoulins a été condamnable d'interrompre les délibérations de l'Assemblée, mais est-il aisé à un

innocent de se taire quand on s'entend outrageusement accuser d'un crime de lèse-nation ? On ne peut supposer qu'il ait eu l'intention de manquer de respect au Corps législatif. L'humanité, d'accord avec la justice, réclame en sa faveur. Qui oserait le condamner ? Je demande son élargissement et qu'on passe à l'ordre du jour. » Malouet voulut répliquer, mais en vain. L'Assemblée, édifiée sur ses intentions, approuva les observations de Robespierre, passa à l'ordre du jour et précisa que son décret sur les écrits incendiaires n'était pas applicable à l'auteur des *Révolutions de France et de Brabant*.

Camille Desmoulins regrettait amèrement d'avoir quitté le journalisme. « Je n'ai plus de pécule depuis que j'ai cessé mon journal, écrivait-il à son père le 3 avril 1792. C'est une grande sottise que j'ai faite, car mon journal était une puissance qui faisait trembler mes ennemis... Si j'avais de l'argent, je reprendrais ma plume, et je remettrais bien des gens à leur place. » Peu de temps après, il avait réalisé ces fonds ou trouvé une combinaison pour se les procurer. Le 30 avril, il lançait, avec son confrère et ami Fréron, l'un des journaux qui préparèrent la journée du 10 août : la *Tribune des Patriotes* ou « Journal de la majorité, ouvrage destiné à servir de suite au numéro 86 et dernier des *Révolutions de France et de Brabant* ». Cet organe prit fin en mai 1792 après quatre numéros in-8.

Elu député à la Convention nationale, Camille Desmoulins créa, en octobre 1792, avec Merlin de Thionville, un journal quotidien auquel il donna le titre de sa première feuille : *Révolutions de France et de Brabant*, « seconde partie, ouvrage périodique, par Camille Desmoulins et Merlin de Thionville, membres de la Convention », octobre-décembre 1792, 55 numéros in-8.

De son côté, le *Journal de Paris*, désireux de se rajeunir, avait, dès le début de 1789, confié à Joseph Garat la rédaction de sa partie politique. Toutefois, la feuille ne voulant pas s'aventurer à la légère dans la voie qui s'ouvrait devant elle, cette rubrique ne contenait généralement que de courtes analyses des rapports et des débats de l'Assemblée. Garat se conformait, d'ailleurs, aux directives données, au nom du garde des Sceaux, par le directeur général de la librairie, de Maissemi. Ce dernier, dans une lettre du 19 mai, précisait, en effet, que « pour satisfaire à la juste impatience du public, le roi avait trouvé bon que toutes les feuilles périodiques et tous les journaux autorisés rendissent compte de ce qui se passe aux Etats Généraux en se bornant aux faits dont ils pourront se procurer la connaissance exacte sans se permettre aucune réflexion ni aucun commentaire ».

Quelque temps après, afin d'apporter au journal une formule nouvelle, Garat développa son compte rendu. Il le rédigea à un point de vue optimiste et le rendit très impartial, si bien que ses études furent très remarquées et valurent à la feuille une vogue assez grande. Elles occupaient, en première page, la place de la critique littéraire ; mais le cadre du quotidien n'ayant pas été modifié, ce fut au détriment de ces articles. Aussi, pour mieux concilier leurs intérêts avec les exigences du moment, les propriétaires du *Journal de Paris* : Romilly, Corancez, Cadet-Devaux et Xhrouet trouvèrent-ils un moyen fort ingénieux.

Au mois de décembre 1789, ils détachèrent du journal la rubrique des spectacles et la publièrent en un supplément quotidien. Ce supplément régulier se compléta par des annonces qui se développèrent à tel point qu'il fallut doubler le nombre de pages. Corancez et ses associés imaginèrent alors de mettre ces suppléments à la disposition de quiconque désirerait faire connaître son opinion sur les questions d'actualité, en payant les frais d'impression. Ils acceptèrent même d'insérer des jugements contraires à l'esprit royaliste de leur feuille, ayant pris le soin de prévenir le public qu'ils n'endossaient aucune responsabilité du contenu de ces annexes. Nombre d'écrivains usèrent de ce système pour exposer leur point de vue.

A la fin de la législature, le 30 septembre 1791, Garat quitta la rédaction. Ses comptes rendus offraient un tel attrait que le nombre des abonnés s'élevait, à cette date, à douze mille. Dès le 20 mai 1789, le *Journal de Paris* effectua un tirage à part de ces études et les publia sous la manchette *Etats Généraux*. A partir du numéro 26, du 20 juillet, ce titre fut abandonné pour celui d'*Assemblée nationale*. Le numéro 1 était précédé de la lettre du directeur général de la librairie à laquelle nous faisons allusion plus haut, ce qui donnait à ces extraits du *Journal de Paris* une sorte de caractère officiel. Cette publication achevée au début de 1792, forma onze volumes in-8.

Garat ayant cessé de siéger, la partie politique fut alors confiée à l'un des membres les plus éminents de la nouvelle assemblée : Condorcet. Le numéro du *Journal de Paris* du 22 octobre 1791 contenait un entrefilet faisant connaître cette décision ; mais trois semaines plus tard, le 11 novembre, une autre note, peu apparente, avisait les abonnés « qu'à dater de ce jour, M. de Condorcet n'avait plus aucune part à la rédaction du journal ». La veille, les auteurs du *Journal de Paris*

avaient adressé une lettre à l'illustre philosophe. Après quelques compliments d'usage, ils lui écrivirent notamment :

... Nous ne pouvons dissimuler, monsieur, que la manière dont vous avez rédigé jusqu'ici l'article de l'Assemblée nationale, et surtout les réflexions sévères sur le roi et les ministres que vous avez cru devoir mêler au récit des séances, a excité un mécontentement très violent de la part d'un grand nombre de souscripteurs du journal ; les plaintes qui nous sont parvenues de tous côtés, tant de Paris que des départements, nous font craindre très justement que cette impression trop générale ne compromette le sort de notre entreprise...

Comme il nous est impossible de supposer qu'un homme comme vous, monsieur, doive fléchir ses principes aux opinions de qui que ce soit, et supprimer de ce qu'il écrit les idées qu'il croit utiles à l'intérêt public, nous n'avons pu concevoir l'espérance de conserver à ce prix vos soins et vos talents pour le travail dont vous aviez bien voulu vous charger.

Condorcet répondit en défendant sa politique et concluait :

... Mes principes vous paraissent contraires à l'intérêt de votre entreprise, il est juste que nous nous séparions. Vous avez senti que je ne les abandonnerai pas et je vous dois des remerciements de ce que, dans un moment où tant d'hommes qui, autrefois, se vantaient d'aimer la vérité, vendent leur opinion et leur plume. Vous m'avez fait l'honneur de me croire incapable de les imiter.

La *Chronique de Paris*, où Condorcet trouva aussitôt asile, publia intégralement ces lettres curieuses, ce que le *Journal de Paris*, principal intéressé, se garda bien de faire. Cette brusque rupture souleva une tempête dans la presse. Camille Desmoulins accabla de sarcasmes amers le *Journal de Paris* « qui avait été tout étonné de se trouver patriote pendant les quinze jours que M. Condorcet y avait travaillé ».

Sans qu'il soit possible de l'affirmer, Regnault de Saint-Jean d'Angély succéda vraisemblablement à Condorcet. Ancien rédacteur du *Journal de Versailles*, il remplaçait Duquesnoy à l'*Ami des Patriotes* depuis le 28 septembre 1791. Au début de 1792, André Chénier, délaissant la poésie, s'adonna à la polémique et

utilisa les suppléments du *Journal de Paris*. Il y combattit la licence des clubs et de la presse, proclamant son attachement à la Révolution. Chénier, au début, ne signa pas ses articles ; mais le 10 février, ayant pris à partie Manuel, procureur-syndic de la Commune, ce dernier mis l'auteur au défi de se nommer. Chénier dévoila sa personnalité en post-scriptum d'un article discuté à la Société des Amis de la Constitution, véritable réquisitoire contre les Jacobins, et intitulé : *De la cause des désordres qui troublent la France et arrêtent l'établissement de la liberté*.

La voix du poète se tut au bruit du canon du 10 août 1792.

Considéré par les patriotes comme l'un des plus dangereux organes du parti contre-révolutionnaire, le *Journal de Paris* fut une des victimes de cette journée mémorable. Il poussa néanmoins la hardiesse à paraître les 11 et 12 août ; mais, ce jour-là, ses bureaux furent saccagés, ses presses brisées, ses caractères jetés au vent, ses rédacteurs obligés de fuir. Contraint de suspendre sa publication au numéro 225 de 1792, le *Journal de Paris* ne la reprit que le 1^{er} octobre avec le numéro 275. Il existait une lacune de 49 numéros qui fut comblée par deux cahiers donnés dans l'intervalle. Les séances de l'Assemblée législative et de la Convention y furent présentées de manière à laisser pressentir que la nouvelle rédaction n'aurait, au point de vue politique, rien de commun avec l'ancienne. Le premier numéro de la nouvelle série fut d'ailleurs précédé d'un exposé des propriétaires de la feuille, lesquels déclaraient en conclusion que « MM. Condorcet, Sieyès et Cabanis ont consenti à ce que leurs noms paraissent dans le nombre de leurs collaborateurs. Ces noms garantissent assez les principes dans lesquels le journal sera rédigé ». Pour bien marquer son loyalisme républicain, la feuille prit alors le titre de *Journal national de Paris* qu'elle conserva jusqu'au 2 ventôse an III.

On ne saurait dire la part que prit à la rédaction chacun des collaborateurs ainsi réunis, mais à leur suite se présenta un homme que les directeurs ne jugèrent pas à propos d'annoncer. Cet homme devait se créer une large place parmi les journalistes. Nous avons nommé P.-Louis Rœderer. Le futur conseiller d'Etat avait débuté, en 1792, à la *Chronique de Paris*. Il remplissait alors les fonctions de Procureur général-syndic du département de Paris, fonctions confondues souvent avec celles de Procureur-syndic de la Commune de Paris. Les premières correspondaient à la charge de préfet du département, tandis que les secondes étaient tenues par l'adjoint au maire de Paris.

Dénoncé après le 10 août, la Commune lança contre lui un mandat d'arrêt. Rœderer dut fuir et demeura quelque temps *en prudence*. Rassuré sur son sort, il s'occupa de rédiger pour le *Journal de Paris* le compte rendu des débats de la Convention. Après la proscription des Girondins, au 31 octobre 1793, il se vit obligé de se cacher de nouveau afin de sauver sa tête. Il ne sortit de sa retraite qu'au bout d'un an, quand tout danger fut écarté. Ce ne fut qu'à la fin de janvier 1795 que Rœderer revint au *Journal de Paris*. Il venait d'en acquérir la moitié, au prix de 73 000 francs, à Corancez et compagnie. Résolu à rénover le vieil organe, il lui donna, par la suite, une vive impulsion.

Dans le groupe des feuilles contre-révolutionnaires, le *Journal général de la Cour et de la Ville*, dit le *Petit Gautier*, 15 volumes in-8, figure parmi les plus notoires, Brune, le futur maréchal de France, fonda ce célèbre journal quotidien le 15 septembre 1789 ; mais il n'y participa que d'une façon intermittente. Le principal artisan de cette feuille fut l'associé qu'il s'y adjoignit peu après : Jacques-Louis Gautier de Syonnet. Seul le nom de Gautier figura sur le journal à partir du numéro 43 daté du 31 octobre. Le 16 décembre, après le numéro 88, les deux associés se séparèrent. Gautier conserva le journal et Brune s'installa dans un autre bureau pour établir une concurrence. Il ne put la poursuivre que jusqu'au 5 janvier 1790, après avoir produit 25 numéros, de 89 à 114, devenus aujourd'hui rarissimes. Il est à remarquer qu'il existe deux fascicules numérotés 89 et 90. Dans la plupart des exemplaires du *Petit Gautier*, le premier de ces numéros est celui de Brune. Il se distingua des précédents par la forme des caractères, mais surtout par le numéro d'ordre imprimé en chiffres arabes. Cette anomalie s'explique, suivant une tradition, par ce fait que la police ayant effectué une visite au domicile de Gautier le jour où l'imprimeur lui avait livré le numéro en question, sa gouvernante, alarmée, jeta au feu tous les exemplaires. L'auteur, pour satisfaire ses souscripteurs, leur aurait tout simplement expédié le numéro de son concurrent.

Le *Journal de la Cour et de la Ville* peut être considéré comme le pendant des *Actes des Apôtres* ; mais il s'exprimait d'une manière plus négligée, plus leste, moins littéraire ; il ne prenait pas le temps, comme son confrère, de rédiger des articles de longue haleine. Le ton qu'il avait adopté était celui de la satire et de la raillerie. « Notre vœu le plus cher, déclarait un prospectus, est de faire sourire quelquefois ceux qui, grâce aux discordes civiles, auraient tant de raison de gémir... Au reste, notre amour pour la vérité fera distinguer cette feuille de ces ar-

chives de mensonges et de calomnies dont nos papiers périodiques ne sont trop souvent que le répertoire. » On comptait parmi ses collaborateurs Jourgniac de Saint-Méard et un certain Meude-Mompas, *officier du roi*. Ce dernier fut l'objet d'invectives innombrables de la part de certains démocrates, en particulier de Marat qui le considérait comme « l'infâme auteur du *Journal général* publié sous le nom de Gautier, son vil prête-nom ».

De janvier 1790 au 1^{er} mars 1792, il fut tiré deux éditions. L'une destinée à être créée par les colporteurs, portait des sous-titres sensationnels, le plus souvent inexacts, tels que ceux-ci de juillet et août 1791 : *Entrée des troupes espagnoles dans le territoire de la France. — Décret qui ordonne le rassemblement de 18 000 gardes nationales et leur départ pour les frontières. — Flotte anglaise envoyée contre les côtes de France*, etc..., etc... L'autre édition était réservée aux abonnés et le *boniment* était remplacé par quelque trait satirique ou philosophique.

Maintes fois les passants, exaspérés, s'emparèrent des numéros du *Petit Gautier*, les déchirèrent et les jetèrent au ruisseau ou les brûlèrent. Quelques extraits des quinze volumes dont se compose le *Petit Gautier* donneront une idée de son genre. On remarquera le ton ironique et goguenard du début, lequel tourne à la colère à mesure que s'étend le mouvement révolutionnaire.

Dans le numéro du 12 mai 1790, cet entrefilet sur les frères Agasse :

« Pour rendre hommage au principe que le déshonneur résultant des peines est personnel, on a élevé au grade de lieutenant de la garde nationale le père des sieurs Agasse, qui ont été pendus. Vous verrez, a dit le comte de Mirabeau, qu'ils me feront maréchal de France, car j'ai un frère qui ne peut pas manquer d'être roué. »

Le 18 décembre 1790, le *Petit Gautier* fournissait ces appréciations sur l'Assemblée nationale :

Que Pantin serait content,
S'il siégeait à l'Assemblée,
Que Pantin serait content,
Du pouvoir constituant
Il verrait gens de tous rangs,

Se trémoussant sur des bancs,
Et pour le prix de leur denrée,
Empocher nos dix-huit francs :
Que Pantin serait content
S'il était dans la mêlée,
De pousser son argument
Dans le corps délibérant :
Opinant et pérorant,
Détruisant et construisant,
Il serait porté d'emblée
Au fauteuil de Président.
Que Pantin serait content,
S'il était dans l'Assemblée ;
Que Pantin serait content
Du pouvoir constituant.

L'habitude prise par plusieurs journaux de mettre la Constitution en vaudeville fit l'objet de cette épigramme dans le numéro du 11 janvier 1792 :

Au milieu des malheurs, des crimes, des bassesses,
Ne désespérons point de notre nation :
Le Français met en chant la Constitution,
Il va bientôt la mettre en pièces.

Les *Actes des Apôtres* furent la feuille la plus spirituelle et la plus piquante de l'époque révolutionnaire ; mais elle fut aussi une des plus licencieuses. Cette publication avait pris pour mission de ridiculiser les actes des apôtres de la Révolution. Les *Actes des Apôtres* se lancèrent sans bruit, sans réclame, en novembre 1789. Ils commencèrent par se vendre au numéro chez Gattey, libraire au Palais-Royal, spécialisé dans la diffusion des feuilles royalistes. A la fin du premier numéro, les rédacteurs publièrent seulement cet avis : « Nous n'ouvrons pas une souscription pour nos *Actes*. Il est possible que la matière soit assez abondante pour livrer tous les jours un chapitre à l'impression ; mais nous ne voulons pas

prendre d'engagement ; nous connaissons notre paresse, et nous ne savons pas jusqu'où peut aller l'activité héroïque des honorables membres de l'Assemblée. »

Ce ne fut qu'au bout de trois ou quatre mois, après avoir publié cinquante-six numéros, que les *Apôtres* se décidèrent à recevoir des souscriptions. Ils durent s'y résoudre en raison des nombreuses contrefaçons dont leur journal était l'objet. A cette occasion, ils publièrent un prospectus surmonté de cette épigraphe : « Liberté, Gaieté, Démocratie royale. » Dans leur appel de fonds, les rédacteurs prirent le soin de ne pas s'engager « à faire paraître un chapitre tous les matins ».

Les *Actes des Apôtres* parurent assez irrégulièrement, mais en moyenne tous les deux jours, puisqu'il en fut publié trois cent onze numéros au cours des deux années de leur existence. Les fascicules se composaient d'un nombre indéterminé de pages, de huit à vingt-quatre, pour atteindre quelquefois cinquante à soixante. Le prix de l'abonnement était fixé à 9 livres 10 sous, *espèces sonnantes et non en assignats*, par volume ou *version* composée de trente chapitres avec introduction et épilogues. Au début du troisième volume, les *Apôtres* annoncèrent plaisamment qu'ils recevraient des assignats, « mais seulement à l'époque où ils auraient fait monter le prix d'une salade à 20 000 francs. Ainsi soit-il ! »

Chacun des dix premiers volumes ou *versions* contenait une planche gravée, trente numéros et un épilogue. Le onzième et dernier volume, sans indication de période, orné de trois gravures, ne renferme que onze numéros et six livraisons portant le titre de *Petits Paquets* ou « Collection d'anecdotes historiques et réjouissantes, à l'usage des gens d'esprit qui n'aiment point les choses trop sérieuses ». C'était une sorte de supplément que les rédacteurs définissaient ainsi : « Il sera remis de temps en temps à nos souscripteurs un feuillet de quatre pages intitulé le *Petit Paquet* renfermant la petite nouvelle du jour, la petite anecdote courante, le petit conte à la mode, le petit calembour en vogue, la petite épigramme du moment et le petit vaudeville de société. Les *Petits Paquets* sont destinés à servir de contrepoids aux grands complots, aux grands décrets, aux grandes conspirations, que nous sommes encore condamnés à essayer avant d'être définitivement heureux. »

Au titre *Actes des Apôtres* venait quelquefois s'accoler « ou l'Art de se désopiler la rate ». En guise de dates, des indications de ce genre : 1^{re} version. L'An de

la Liberté 0 (1789) ; 2^e version : l'An de la République, sanctionné 1^{er} ; 3^e : L'An de l'anarchie, 1^{er} ; 4^e : L'An des municipalités ; 5^e : L'An de la fédération, etc...

Les *Actes des Apôtres*, s'ils faisaient sourire par leurs saillies et leurs quolibets les personnes de bon ton, avaient le don d'irriter les patriotes. Il en résultait des bagarres, des « brûlures » de numéros. On en faisait retomber la responsabilité sur le roi et son entourage. La cour comprit enfin qu'elle jouait un jeu dangereux et, sur l'ordre formel de Louis XVI, le journal cessa de paraître.

Quels en étaient les rédacteurs ? Ceux-ci prétendaient que leur noyau comprenait « quarante-cinq Apôtres ». Ce chiffre, sans doute, a été plaisamment exagéré ; mais les collaborateurs devaient être assez nombreux, puisqu'ils disaient eux-mêmes : « En nous intitulant dès le principe les *Apôtres de la liberté et de la démocratie*, nous avons compté sur de nombreux disciples : nos espérances n'ont pas été illusoires. » Parmi eux, il est permis de citer le comte de Montlosier, Bergasse, le comte de Lauragais, depuis duc de Brancas et pair de France ; le général comte de Langeron ; Régnier, de Mesnil-Durand, d'Aubonne, Georges, Bévillle, Langlois, Artaud, l'abbé de la Bintinaie, le chanoine Turmenie. Ceux-là étaient chargés de la polémique sévère, des dissertations raisonnées. Peltier, le spirituel comte de Rivarol, le chevalier de Champcenetz, le chevalier de Belleville, le vicomte de Mirabeau, surnommé « Mirabeau-Tonneau » à cause de son embonpoint extraordinaire, avaient pour mission de provoquer la gaîté, de décocher la satire, l'épigramme en prose ou en vers. Sureau combattait avec adresse dans les deux camps.

Les Apôtres se passionnaient pour les jeux de mots. Leur recueil publiait fréquemment des entrefilets et même des articles roulant sur les affinités ou les contrastes que présentaient les noms de certains membres de l'Assemblée nationale. Ailleurs, sous le titre *Appel nominal*, les noms des députés se trouvaient arrangés et rapprochés de manière à produire des effets cocasses. Ce genre d'esprit s'étendait même à des sujets qui paraissaient se prêter le moins aux bons mots. Ces passages d'une pièce baptisée *Jurisprudence criminelle* parue dans le numéro 10 permettront d'en juger :

« La législation et les arts se perfectionnent chaque jour. Grâce aux nouvelles découvertes de l'anatomie, notre jurisprudence criminelle va reprendre une force nouvelle, et si la philosophie admet encore l'effusion du

sang humain, au moins de la manière ingénieuse et douce dont il sera répandu à l'avenir pourra servir de modèle à tous les législateurs de l'univers. Il était réservé à M. Guillotin, député de Paris, aussi adroit médecin que profond mécanicien, de présenter au monde l'esquisse d'une machine à décapiter qui étendra la gloire du nom français jusques aux rives du Bosphore. Si quelques députés ont trouvé que, par cette innovation, M. Guillotin *tranchait un peu dans le vif* et ennoblissait le crime, c'est une arrière-pensée d'aristocratie qui décèle leurs desseins perfides. M. Guillotin jaloux de maintenir l'égalité parmi nous, n'a pas dû permettre qu'aucun Français pût voir désormais son semblable élevé au-dessus de lui : le crime met tous les hommes de niveau ; le supplice qui est l'absolution naturelle du crime, doit aussi être le même pour tous ; le cadavre lui-même deviendra innocent après ce nouveau baptême de sang et les parents du défunt pourront disposer comme ils l'entendent de ces tristes débris...

« Une grande difficulté s'est élevée sur le nom à donner à cet instrument. Prendra-t-on, pour en enrichir la langue, le nom de son inventeur ? Sera-ce celui du président qui prononcera le vœu de l'Assemblée à ce sujet ? Ceux qui sont d'avis du nom de l'auteur n'ont pas eu de peine à trouver la dénomination douce et coulante de *Guillotine*... Ceux qui veulent que le président ait la préférence sur M. Guillotin, ont demandé l'ajournement de la motion. Le choix d'un organe digne d'un pareil décret mérite un examen sévère. Déjà on parle pour cette présidence de M. Coupé ou de M. Tuault ; on a observé que la mansuétude pastorale ne permettait pas à M. de Sabran d'accepter la place, sans cela il était assuré des voix de toute la noblesse.

« On ajoute qu'un nouveau candidat se présente pour avoir les honneurs de cette machine suppliciable ; on sait avec quelle ardeur M. de Mirabeau s'est emparé jusqu'ici des motions qui ont porté les plus grands coups à la tyrannie. Ses essais si connus de jurisprudence criminelle lui donnent des droits incontestables au moment proposé. Avec un léger amendement, l'honorable membre pourrait prendre cette machine sous œuvre et le nom de *Mirabelle* remplacerait, à la grande satisfaction des Français, celui de *Guillotine*...

« Un membre de l'Académie française a déjà fait à cette occasion la chanson suivante, sur l'air du menuet d'*Exaudet* :

Guillotin,
Médecin,
Politique,
Imagine un beau matin

Que pendre est inhumain
Et peu patriotique.
Aussitôt
Il lui faut
Un supplice
Qui sans corde ni poteau
Supprime du bourreau
L'office.

C'est en vain que l'on publie
Que c'est pure jalousie
D'un suppôt
Du tripot
D'Hippocrate ;
Qui d'occire impunément
Même exclusivement
Se flatte

Le Romain
Guillotiner,
Consulte gens du métier,
Barnave et Chapelier,
Même le coupe-tête,
Et sa main
Fait soudain
La machine
Qui simplement nous tuera,
Et que l'on nommera
Guillotine...

La presse démocratique, l'Assemblée nationale fulminaient contre les *Actes des Apôtres*. Jaloux, sans doute, de leur vogue, le *Fouet national*, dans son numéro XVIII, non daté, mais postérieur au 25 mars 1790, présentait ces observations :

« Les *Actes des Apôtres*, d'abord par pages, ensuite encore par numéro, sont aujourd'hui par volume.

« Ils ont diablement d'esprit, *ces Messieurs les Apôtres* : ils sont fort adroits de garder si longtemps l'incognito. On ne connaît que le colporteur qui, d'abord, donnait comme siennes tant de jolies choses.

« Peltier donne ses épaules et sa signature ; s'il voulait nous rendre ces mêmes offices, nous pourrions ouvrir notre Bureau.

« Gattey et Peltier vendent tout, parce qu'ils servent au goût des aristocrates ; et nous, parce que nous sommes démagogues, nous serons bientôt réduits aux mêmes marchands que Vaudin : ce serait fort triste, car nous avons envie de vivre.

« Reine aimable, le bon sujet, l'excellent, l'humain Camille, se plaint de ce que chaque jour tu lis un numéro des Apôtres, et tu nous négliges ! Nous n'avons pas moins envie de te plaire ; je jure que notre dévotion vaut bien la leur.

« Ami Gattey, garde-toi d'imiter des confrères ; crains de gâter par d'indignes mélanges de si charmantes œuvres.

« De tels Apôtres t'assurent les vraies joies du siècle et l'entrée du paradis.

« J'invoque le porte-clefs pour qu'il me donne sa recette et qu'il m'apprenne à braver le Comité des recherches, les inquisiteurs et la horde de leurs suppôts. O Brissot, et toi, la Cretelle, comment, de philosophes prétendants, avez-vous pu vous faire espions, dénonciateurs et feuellistes ?

Non moins véhément que la plupart des autres feuilles royalistes, l'*Ami du Roi* se distinguait de ces derniers par une polémique moins vulgaire, plus éloquente, dans laquelle se mêlait rarement l'épigramme. Ce fut le 1^{er} juin 1790 que parut l'*Ami du Roi, des Français, de l'ordre, et surtout de la vérité* « par les continuateurs de Fréron », de l'imprimerie de Crapart, in-4. Cette feuille fut en quelque sorte la continuation de l'*Année littéraire* de feu Fréron, alors tirée sur les presses de Crapart et qui paraissait tous les six jours. Cette périodicité avait été jugée bien longue en raison de la marche rapide des événements. Les propriétaires, après entente avec l'imprimeur et un libraire du nom de Briand, résolurent de fonder un organe quotidien afin de prendre une part plus active à la défense du trône et de l'église. Ils lancèrent aussitôt un prospectus annonçant leur publication comme très prochaine et firent en même temps placarder une affiche. Les auteurs ne

s'étaient pas fait connaître, mais tout le monde se doutait que l'abbé Royau, beau-frère de Fréron, en était le principal rédacteur. Or, les deux textes publicitaires n'étant pas conformes, la presse adverse eut beau jeu pour se livrer aux plus amères critiques.

« La flétrissure publique imprimée aux *Actes des Apôtres* et à la *Gazette de Paris*, écrivait la *Chronique de Paris* le 5 juin 1790, n'empêche pas les journaux aristocratiques de se répandre ; comme le phénix, ils renaissent de leurs cendres. De nouveaux auteurs s'apprêtent aussi à marcher sous les bannières de l'aristocratie, et l'abbé Royau vient de développer le drapeau rouge.

« On lit au coin des rues, sur une affiche couleur de sang : l'*Ami du Roi, des Français, de l'ordre et surtout de la vérité, ouvrage périodique*. Ah ! tous les bons citoyens ne sont-ils pas les amis de ce prince vertueux ? L'abbé Royou, seul, ne mérite-t-il pas d'être excepté, puisqu'il est l'apôtre de l'aristocratie et du fanatisme ? N'est-ce pas lui qui osait, le 11 juillet, encourager les troupes campées au Champ de Mars à tirer sur le peuple ? N'est-ce pas lui qui a été forcé de cacher sa honte dans un désert, et de quitter le collège qu'il habite, de peur que le peuple ne confondît alors et les innocents et le coupable ?

« Ce rédacteur et ses complices sentent bien à quoi les exposerait la connaissance publique de leur doctrine ; aussi le prospectus qu'ils font circuler est-il différent de celui qu'ils ont affiché.

« Quelques districts ont arraché l'affiche, et le libraire Crapart a réclamé pour ce journal, avant sa publication, la protection de la police, au cas que sa boutique fût menacée. Cette démarche prouve la pureté des intentions des libraires et des auteurs et qu'ils savent déjà qu'ils ont mérité la colère des bons citoyens.

« Nous demanderons encore au libraire Garrey pourquoi son nom se lit sur le prospectus colporté, malgré la promesse qu'il a faite au public, et, certes, ce n'est pas sans connaissance de cause, car il a eu soin que son nom ne se trouvât pas sur le prospectus affiché. »

Royou, cependant, ne participa à la rédaction qu'à partir du 13 juin. A cette date, Crapart, effrayé de la faiblesse des premiers numéros, l'avait fait appeler pour apporter l'autorité de sa plume à la confection des articles sur l'Assemblée nationale. Au bout de deux mois, l'abbé Royou se vit contraint de se retirer « accablé de chagrins et de dégoûts, pouvant à peine arracher le plus modique salaire de ses

peines et se voyant sur le point d'être entièrement dépouillé par des marchands avides de la propriété la plus précieuse et la plus sacrée qu'il y ait au monde, celle de ses pensées ». Dévoilant son nom, il faisait connaître, dans un prospectus, qu'il avait cessé de collaborer au journal depuis le 6 août et qu'étant l'auteur « de la principale et plus intéressante partie du journal intitulé l'*Ami du Roi* » il allait le continuer dans les mêmes principes.

Crapart protesta, réfutant ces dires, assurant que le véritable rédacteur travaillait toujours au journal et qu'il n'était ni abbé, ni ne s'appelait Royou. Quelques jours plus tard, le 31 août, le publiciste en question, du nom de Montjoie, quittait Crapart à son tour pour fonder un autre *Ami du Roi*, se prétendant, lui aussi, seul propriétaire et possesseur de l'acte de société qu'il avait déposé chez un notaire.

Là-dessus, la veuve de Fréron intervint au secours de son frère, déclarant que « M. l'abbé Royou et ses associés pour l'*Ami du Roi*, dont le bureau est établi rue Saint-André-des-Arts, numéro 37, au coin de la rue de l'Eperon, sont les seuls continuateurs de Fréron ».

Ainsi qu'ils l'avaient annoncé, Royou et Fréron fils entreprirent de poursuivre la publication de l'*Ami du Roi*. Leur premier numéro de cette série parut le 1^{er} septembre 1790. Ce jour-là, il y eut trois *Amis du Roi* portant le même numéro 93, chacun des concurrents émettant des prétentions sur la propriété des 92 numéros répandus antérieurement.

Au bout de deux mois, Crapart et Montjoie, faisant taire leur querelle jugèrent nécessaire de se grouper pour résister à leur concurrent. Les deux feuilles se réunirent à leur concurrent. Les deux feuilles se réunirent alors sous ce titre : l'*Ami du Roi, des Français, de l'ordre et surtout de la vérité* « par les continuateurs de Fréron ; sous la direction de M. Montjoie, fondateur et rédacteur de ce journal depuis le 1^{er} juin 1790 ». De l'imprimerie de Crapart, 6 novembre 1790 (n° 159)-10 août 1792, in-8.

Quant à l'abbé Royou, il adopta cette manchette : l'*Ami du Roi, des Français, de l'ordre et surtout de la vérité*, « par les continuateurs de Fréron » ; chez Mme Fréron, rue Saint-André-des-Arts. 1^{er} septembre 1790 (n° 93)-4 mai 1792, in-4. Cet organe remporta un succès plus vif que celui de Montjoie, sur lequel il l'emportait en violence. « Royou, disait Léonard Gallois, se montrait à la fois aristocrate exalté et prêtre fanatique. A ce double titre, sa feuille devait être re-

cherchée par la noblesse et par le clergé, et comme il parlait toujours aux passions, que nulle autre ne s'exprimait avec autant de violence contre les hommes et les institutions de la Révolution, elle obtint sans peine les prédilections de toute l'aristocratie. »

Dès son premier numéro, Royou fut dénoncé au procureur-syndic de la commune par l'assemblée du district de Saint-André-des-Arts comme « contenant des principes absolument contraires à la vérité, à la tranquillité publique, à la Constitution, à la confiance et au respect qui sont dus aux représentants de la nation ». Le district réclamait l'interdiction de la feuille et des poursuites contre son rédacteur. Le procureur-syndic ne s'engagea pas dans cette voie.

Royou ne cessa d'accabler les hommes de la Révolution de ses invectives, appelant sur leur tête une prompt vengeance. « Lorsqu'une révolution, écrivait-il, n'est qu'un tissu de crimes et d'horreurs, une contre-révolution est un grand service rendu à la société et à l'humanité. » La cour et les ministres l'appuyèrent, d'ailleurs, jusqu'à l'époque de la fuite du roi, c'est-à-dire jusqu'au 21 juin 1791. Au lendemain de Varennes, la foule exaspérée alla briser les presses de l'*Ami du Roi*, accusant Royou d'avoir préparé le départ du monarque. Le journal, de ce fait, fut interrompu pendant quelques jours. Lorsqu'il reparut, le 1^{er} juillet, Royou le para de cette épigraphe : « Je l'aimais tout-puissant ; malheureux, je l'adore. »

Décrété de prise de corps à la suite des incidents tragiques du 17 juillet au Champ de Mars, Royou se vit obligé de se cacher et suspendre la publication de l'*Ami du Roi*. Cette interruption dura du 23 juillet au 6 août 1791. Cette lacune fut comblée par un numéro, et le journal reparut sous le nom de l'avocat Corentin Royou, frère de l'abbé. Ce dernier n'en reprit la direction que lors de l'amnistie qui marqua l'acceptation de la Constitution. Devenu l'organe officiel de l'émigration et clergé, l'*Ami du Roi* redoubla de violence dans ses attaques. A tel point que l'Assemblée législative, dans sa séance du 3 mai 1792, le décréta d'accusation, en même temps que le journal de Marat, comme tendant au renversement de la République « par un système réellement lié, quoique opposé en apparence, à celui de l'*Ami du Peuple* ». L'abbé Royou parvint, par fuite, à se dérober aux conséquences de cette grave mesure ; mais sa santé, déjà affaiblie depuis un certain temps, ne put supporter ce dernier assaut, et il mourut quelques semaines plus tard.

Comme l'*Ami du Roi*, la *Gazette de Paris* se signala par la lutte sans merci qu'elle soutint contre les démagogues, du 1^{er} octobre 1789 au 10 août 1792. Les trente-trois premiers numéros, du 1^{er} octobre au 3 novembre 1789, furent in-8 et les suivants in-quarto. Le bureau du journal, situé rue Saint-Honoré, en face des Ecuries du roi, ayant été saccagé vers le 20 mai 1790, il n'y eut qu'un numéro pour la période du 26 mai au 31 mai de la même année. Durosoi, son directeur, embrassa le journalisme politique dès les premières journées de la Révolution et acquit une assez grande influence sur ses confrères royalistes. Lorsqu'au retour de Varennes, Louis XVI fut, en quelque sorte, retenu prisonnier au château des Tuileries, Durosoi adressa dans son journal un appel aux partisans du roi. Il les engageait à s'offrir avec lui comme otages de la libération du monarque. Durosoi reçut de nombreuses adhésions. Il commença à insérer dans la *Gazette de Paris* la liste de ces champions du trône ; mais il dut bientôt interrompre sa publication, qui n'était pas sans danger. *Les Révolutions de Paris* écrivaient en août 1791 :

« La Société des Amis de la Constitution d'Auxerre nous prie de rendre public qu'ayant découvert, grâce à l'indiscrétion de la *Gazette de Paris* du 30 juillet dernier, que sept habitants de la ville d'Auxerre *s'étaient proposés pour rétablir le trône dans son ancienne splendeur*, la municipalité, sur cet avis, en a fait arrêter cinq, qui d'après leur déclaration, ont été conduits à la maison d'arrêt et dénoncés à l'accusateur public. »

L'issue de cette affaire n'est pas connue ; mais Durosoi n'abandonna pas ceux qu'il avait involontairement compromis. Pour mieux établir leur défense, il fit même paraître une brochure intitulée : *Mémoire pour les sept habitants d'Auxerre dénoncés d'abord, puis conduits en prison, mis ensuite en état d'arrestation pour s'être offerts comme otages de la liberté du roi*. S. 1., n. d. (1791) in-8 de 8 pages.

Inculpé de conspiration après la journée du 10 août, Durosoi fut arrêté, puis jugé et condamné à mort le 25 août, à la première audience du Tribunal criminel. Cette juridiction, établie par la loi du 17 août 1792, précédait de quelques mois le Tribunal criminel révolutionnaire créé le 10 mars 1793 pour juger sans appel tous les conspirateurs. Exécuté peu après le prononcé de l'arrêt, Durosoi marcha au supplice avec une grande fermeté. Le lendemain de l'exécution, la *Chronique de Paris*, qui avait toujours attaqué Durosoi avec un grand acharnement, lui consacrait un long article. Nous en extrayons ces lignes :

« Quand Durosoi entreprit la *Gazette de Paris*, il y avait longtemps qu'il traînait la vie de bohème littéraire, ayant débuté dans les lettres de 1767 par un recueil de vers : *Mes dix-neuf ans, ouvrage de mon cœur*. Il publia d'autres œuvres. Il ne se contenta pas de se déclarer contre la Révolution par ses opinions politiques, mais parlant toujours « sur le ton d'Héraclite, et prophète de malheurs », il appelait à la guerre civile, enhardissant les émigrés et les nations étrangères à attaquer la France, excitait la noblesse à prendre même, suivant ses expressions, ses anciennes *rouillardes* et à faire couler le sang des patriotes. Cet homme sans pudeur, affectant un saint zèle, s'était inspiré par le fanatisme le plus cruel et le plus intolérant. Il est vrai que tous les morceaux qu'il insérait dans la *Gazette de Paris* n'étaient pas de lui, il y travaillait même très peu ; mais la cupidité l'entraînait, il y mettait son nom, et, pour recueillir de l'argent, il a attiré sur sa tête une terrible et cruelle responsabilité.

« Ses presses avaient été pillées dix-huit mois auparavant, et il était allé se cacher à Bourg-la-Reine. Revenu à Paris, il ne parut pas avoir profité, et traqué, n'ayant pas eu le temps de s'échapper, il fut traduit devant le redoutable Tribunal criminel.

« Durosoi avait témoigné dans plusieurs occasions une extrême faiblesse ; on pouvait l'insulter, le frapper impunément. Il était naturel de croire que cette faiblesse l'accompagnerait à l'échafaud, mais au contraire, quand son sort fut irrévocablement fixé, il entendit prononcer son arrêt avec fermeté, et il alla au supplice avec le courage qui peut seul inspirer quelque intérêt en faveur des condamnés. En sortant du tribunal, il remit une lettre cachetée, dont on fit publiquement lecture ; on y trouva simplement ces mots : « Un royaliste comme moi devait mourir le jour de Saint-Louis. » Il subit son arrêt à neuf heures du soir, aux flambeaux. »

Durosoi fut le premier journaliste envoyé à la guillotine. Il ouvrit, avec l'intendant de la liste civile de Laporte, la longue série des victimes publiée par le *Bulletin du Tribunal criminel*. Cet organe fameux consacra, dans ses numéros 2 et 3, un compte rendu au procès et à l'exécution de Durosoi.

« On impute à la terreur du supplice, lisait-on, l'état de faiblesse où il se trouve dans ce moment, c'est que tout le monde ne sait pas qu'en montant dans la charrette, il se frappa rudement la tête par la faute de l'exécuteur qui l'avait mal saisi. Quoi qu'il en soit, il parut à de fidèles observateurs que le sieur Durosoi n'avait

point abandonné ce caractère ferme dont il avait fait parade dans le cours de son interrogatoire et lors de son jugement. Trop plein de ses actions dont les preuves étaient plus que complètes trop instruit de sa volonté générale pour qu'il pût croire se soustraire à la loi, le sieur Durosoi était résigné à la mort depuis le moment de sa détention. Ses dernières expressions attestent assez que l'appareil de supplice n'avait rien d'effrayant pour lui. Il monta d'un pas ferme sur l'échafaud et mourut à près de neuf heures, au milieu des cris de : *Vive la nation* ; que répétait une foule immense, toujours satisfaite d'avoir à compter un conspirateur de moins.

« Le sieur Durosoi était de petite taille et très gravé de petite vérole ; il avait le front haut... Mais à quoi bon donner son signalement ? Sa tête montrée pendant au moins une minute à tous les spectateurs est la preuve incontestable qu'une autre personne n'a point été mise à la place de Durosoi. Nous laissons aux gens de son parti le soin d'arroser sa tombe et de faire son oraison funèbre ; nous regrettons seulement que des hommes de sa trempe n'embrassent point la cause de l'humanité : du moins, s'ils mouraient en la défendant, ils emporteraient les regrets de leurs concitoyens. »

Le Bulletin du Tribunal criminel faisait suivre ses commentaires de cette note :
Encore un mot sur Durosoi :

« Il a demandé à l'Assemblée, en lui conseillant d'abolir la peine de mort, qu'on fît sur lui l'expérience de la transfusion du sang dans les veines d'un vieillard par le moyen de la ponction, pour se convaincre si l'on pouvait ainsi rajeunir les vieilles gens. L'Assemblée n'a eu aucun égard à cette pétition ; ainsi le sang de Durosoi ne sera point propagé. »

Le Bulletin du Tribunal criminel, 23 août-4 décembre 1792, 58 numéros in-quarto, fut continué par le *Bulletin du Tribunal criminel révolutionnaire*, 3 prairial an II-8 germina an III, 436 numéros in-quarto de quatre pages. Ces deux publications occupèrent une des premières places dans la presse française de l'époque. Bien qu'incomplètes de certains de leurs suppléments, elles sont des plus rares et sans pareilles dans l'Histoire. Sur la première page de chacune d'elles figurait cette audacieuse épigraphe empruntée aux vers de Racine :

Celui qui met un frein à la fureur des flots

Sait aussi des méchants arrêter les complots.

La collection la plus importante du *Bulletin du tribunal criminel révolutionnaire* provient du fonds Bédoyère et se trouve aujourd'hui à la Bibliothèque nationale. Les 436 numéros qui la composent sont divisés en huit parties auxquelles est ajouté le jugement de condamnation de Fouquier-Tinville ne remplissant pas moins de douze feuillets in-quarto. La première page de chaque numéro portait la griffe de Clément, propriétaire et imprimeur du journal. Ce long martyrologue paraissait presque tous les jours, selon la cadence des exécutions. Le second de ces organes s'intitula successivement : *Bulletin du Tribunal criminel révolutionnaire* (6 avril 1793) ; *Bulletin du Tribunal révolutionnaire* (4 frimaire an II) ; *Bulletin du Tribunal criminel révolutionnaire* (3 prairial an II) ; *Bulletin du Tribunal révolutionnaire* (8 germinal an III), 2 numéros, contenant les audiences des 8 et 9 germinal.

Au cours de cette période tragique, le *Mercur de France* se fit remarquer par sa placidité. Tandis que beaucoup vivaient dans l'angoisse, la feuille de Pancoucke continuait à se livrer à la critique littéraire, analysant les livres nouveaux au point de vue du goût, publiant des contes moraux de Marmontel sur la question de savoir si l'amour procède de l'estime ou l'estime de l'amour. Le lundi 21 janvier 1793, on y pouvait lire une pièce de vers intitulée *Enigme* et qui avait pour solution la lettre R. Dans le même numéro, on trouvait une *charade* et un *logogriphe*.

Seule la partie politique, rédigée par Mallet du Pan présentait un certain intérêt. Dès les premiers jours, Mallet, s'étant prononcé contre les exactions, quelles qu'elles fussent, souleva la colère des patriotes. Il eut à supporter de nombreuses visites domiciliaires et chaque fois, il lui fut intimé l'ordre de changer d'attitude. Mallet du Pan n'en tint aucun compte. Le jour de la fuite du roi, le 22 juin 1791, il trouva sa maison de la rue Taranne occupée par un détachement en armes, sous la conduite d'un commissaire de section. Mallet dut soutenir toute une procédure, afin de pouvoir réintégrer ses locaux d'habitation. Tous les journaux se tournèrent contre lui. Après deux mois de silence, pendant lesquels la partie politique du *Mercur* fut rédigée par Epuchet, Mallet du Pan reprit la plume. Les ressentiments des Jacobins s'accrurent alors de plus en plus contre lui, et il lui fut démontré

qu'il devait se retirer s'il ne voulait pas exposer sa vie. Les dénonciations affluèrent, même à l'Assemblée législative. Plusieurs de ses membres avertirent Mallet de son arrestation imminente et de son transfert à Orléans pour y être jugé à la demande du Comité républicain de cette ville. Le 7 avril 1792, Mallet du Pan écrivit son dernier article dans le *Mercure*, en exposant les motifs de sa retraite. Puis il se retira en Suisse. Expulsé quelques années plus tard sur les instances du Directoire ; Mallet du Pan se réfugia en Angleterre. Il y fonda le *Mercure britannique*, dirigé contre la République française et le Directoire. Mallet devait mourir pauvre le 10 mai 1800.

La presse française
sous la Révolution, le Consulat, l'Empire. (1945)

Chapitre V

La presse pendant la terreur

[Retour à la table des matières](#)

La lutte entre les Girondins et les Montagnards se terminait à peine que deux courants s'établirent dans les rangs des vainqueurs. Ce furent, d'un côté, les *enragés*, les anarchistes et les athées avec Hébert, Chaumette, Cloutz, lesquels ne songeaient qu'à développer encore les progrès de la Révolution ; d'un autre, les *indulgents*, comprenant Danton, Camille Desmoulins, Fabre d'Eglantine, Phélippeaux, Bourdon de l'Oise, Hérault de Séchelles, qui opinaient pour des mesures de modération. Le Comité de Salut public se tenait en dehors et au-dessus de ces luttes, bien décidé à se débarrasser, à tour de rôle, de l'un et l'autre groupe pour établir sur leurs ruines ses principes dominateurs.

Le 17 septembre 1793, la Convention décrétait le véritable code de la Terreur : la loi fameuse connue sous le nom de *loi des suspects*. Ce fut au nom du Comité de législation, présidé par Cambacérès, que Merlin (de Douai) en présenta le texte. Cette loi fut adoptée sans discussion et son application souleva de nombreuses controverses. Etaient réputés suspects et décrétés d'accusation tous ceux qui, par leur conduite, leurs relations, leurs propos ou leurs écrits, s'étaient montrés partisans de la tyrannie ou du fédéralisme et ennemis de la liberté ; étaient suspects ceux qui, n'ayant rien fait contre la liberté, n'avaient rien fait pour elle ; les fonc-

tionnaires suspendus par la Convention ou par ses commissaires, les ci-devant nobles et leurs familles, les agents d'émigrés qui n'auraient pas constamment manifesté leur attachement à la République.

La Terreur qui, jusque-là, n'avait plané que sur les royalistes et les émigrés, s'étendit à la France entière, prête à étouffer toutes les voix qui n'étaient pas favorables à la Montagne.

Quelques publicistes courageux osèrent cependant se faire entendre. Roch Marcandier se plaça au premier rang. Il fut un moment secrétaire de Camille Desmoulins, ami de son frère aîné, répétiteur au collège Louis-le-Grand.

Marcandier avait été jusqu'alors un des membres les plus fougueux du club des Cordeliers et il avait approché tous les principaux partisans de la Révolution. Effrayé par les massacres de septembre, Marcandier publia peu après une brochure saisissante : *Histoire d'un homme de proie* ou *Les crimes du Comité de Surveillance et des buveurs de sang dénoncés à tous les peuples*. Pars, s. d. in-8. Il y couvrait de ses imprécations les membres de ce fameux Comité, les rendant responsables des forfaits commis en leur nom par les émeutiers.

Après avoir retracé dans toute leur horreur les massacres aux prisons des Carmes, de l'Abbaye et de la Force, dénoncé les larcins et le pillage, Marcandier s'écriait dans un transport de colère : « Hommes de proie ! en faut-il davantage pour prouver à la France que ces crimes sont votre ouvrage et que tous ces cadavres vous appartiennent ? Que signifient ces mandats de délivrance donnés à vos parents et à vos amis ? Que signifie votre présence dans les prisons à l'instant des massacres ? Que vous aviez tout préparé, que vous dirigiez les assassins lorsque, d'un autre côté, vous rendiez nuls les moyens de répression ; que vous partageâtes les pouvoirs, afin de faire égorger tel homme dont vous convoitiez la fortune, en même temps que vous mettiez en liberté tel autre qui était digne d'être associé à votre infamie et à vos larcins. »

Alors que l'étoile des Girondins commençait à pâlir, Marcandier voulut les soutenir, s'acharnant contre ceux qui présidaient alors aux destinées de la France. Dans ce but, il créa un journal : *Le Véritable Ami du Peuple*, « par un S... B... de sans-culotte qui ne se mouche pas du pied, f... et qui le fera voir ».

L'industrie de l'imprimerie étant libre, Marcandier acheta, comme ses confrères, une presse d'occasion et quelques caractères usagés. Ancien ouvrier typogra-

phe, il composa et tira lui-même sa feuille, afin d'économiser ses modestes ressources. Quant aux articles, il les rédigeait personnellement. Le vendredi 10 mai 1793 paraissait le premier numéro, portant ce sommaire : *République une et indivisible. Vive la république une et indivisible ! au f... les enrichis Panis, Sergent, Danton, etc, etc... Rendez-nous bien vite vos comptes, ou foutez-nous le camp. Les renards de la faction des hommes de proie cités au tribunal du peuple.* Puis venait ce préambule : Nous allons voir si ces bougres-là sont des jean-f... ou des républicains. Ils nous prennent pour des cruches à qui l'on fait avaler de l'eau claire en guise de rogomme. Nous leur ferons voir f... que les vrais sans-culottes ne sont pas, comme ils le croient, ces brigands-là, sans oreilles, sans yeux, sans courage, sans probité, sans humanité. »

Dans sa diatribe, Marcandier accusait formellement Danton qui, « durant son ministère de la Justice », s'était « gorgé de sommes énormes » ; il avait « trois chevaux ». Ce Danton qui demandait « à grands cris des comptes, des comptes pour se faire payer de ceux qui n'en rendaient pas, a-t-il rendu aucun compte ? Danton qui a fait répandre, sous le contre-seing du ministre de la Justice, l'ordre d'assassiner des milliers de citoyens dans les départements ».

Après avoir flétri Fabre d'Eglantine, Camille Desmoulins, Panis, Sergent, Marat, Hébert, Robespierre et autres, Marcandier lançait cette apostrophe : « La cause de tous nos malheurs ne vient ni de la Plaine, ni du Rocher, mais d'une poignée de lâches assassins qui seront envoyés au supplice par la Montagne désabusée... La cause de tous nos malheurs est la misère du peuple que vous avez pillé, volé, assassiné, proscrit pour vous gorger de nos dépouilles. »

« Vous nous parlez sans cesse de votre civisme, de votre désintéressement et de vos vertus ! Les tartuffes ! Si vous avez quelque pudeur, marchez aux frontières, mais videz vos poches et vous en serez plus légers pour fuir, car les assassins sont toujours lâches... »

Et il signa sa véhémence philippique : « Roch Marcandier, ancien secrétaire de Camille Desmoulins, rue de Tournon, n° 1177. »

Tout journal nouveau qui se disposait à paraître régulièrement était astreint au dépôt d'un numéro et à la déclaration du nom de l'auteur. Marcandier, se doutant qu'il serait immédiatement arrêté s'il se présentait en personne, chargea sa femme de remplir ces formalités, et ce fut elle qui en fut la victime. Lorsqu'elle voulut

recruter des colporteurs pour crier par les rues le *Véritable Ami du Peuple* en l'accompagnant de commentaires trompeurs pour attirer l'attention publique, elle éprouva un refus. Bien plus, ces hommes, à la solde de Marat et d'Hébert, l'entourèrent et la conduisirent au corps de garde du Théâtre-Français. Ils la dénoncèrent aussitôt au Comité révolutionnaire qui, sans plus attendre, la fit emprisonner.

Marcandier apprit bientôt la fâcheuse nouvelle. Il se hâta de se rendre chez Gorsas, qui rédigeait le *Courrier des Départements* dans un sens favorable aux Girondins. Il lui conta l'aventure. Gorsas, s'intéressant à son confrère, publia, le 11 mai, cette instante prière de Marcandier :

« J'ai avoué et j'avoue l'écrit. Ceux que j'ai mis en circulation sont signés de moi, et le citoyen Régnier s'en est déclaré l'imprimeur. Où est donc la liberté, si elle n'existe que pour *Marat et ses amis* ?... J'ai, il est vrai, attaqué ce cannibale ; j'en ai attaqué quelques autres ; mais je n'ai parlé que de leur administration cauteleuse, de leur brigandage plus propre à faire haïr la liberté qu'à la faire chérir. Citoyen, où est mon crime ? Quel est celui de mon épouse ? Je vous en conjure, au nom des principes ! Défendez-moi ! Défendez-la contre la tyrannie dont nous sommes les victimes. »

Gorsas, commentant ces lignes, prit la défense de Marcandier. Il publia même dans ses colonnes la majeure partie de son article, suppléant ainsi à la publicité qui avait fait défaut au *Véritable Ami du Peuple*. La Gironde, qui devait succomber le 31 mai, avait encore quelque appui dans certains comités, notamment au Comité de législation. Marcandier, soutenu par Gorsas, sollicita de la Convention la mise en liberté de sa femme, arbitrairement détenue. Le 13 mai, au début de la séance, le Comité présenta un rapport. Le rapporteur, après avoir exposé les faits, concluait à la mise en liberté de la citoyenne Marcandier, son arrestation étant « un acte arbitraire contraire aux principes de liberté », attendu qu'il n'existait dans les écrits distribués « rien qui puisse porter atteinte à la souveraineté du peuple, à la représentation nationale et à l'établissement du gouvernement républicain ». La Convention adopta cette proposition et la prisonnière, tout en déchaînant la colère de Marat, put regagner son foyer.

« Grâce te soient rendues, ô Convention républicaine ! s'écria Marcandier dans son deuxième numéro. Tu n'as plus qu'un mot à dire pour rallier tous les

vrais amis du peuple et nous débarrasser de tous les braillards qui font comme les rois et qui nous pillent et nous assassinent, toujours sur un f... prétexte plus ou moins *sacré* ! »

Cet acte de gratitude accompli, Marcandier se retourna, plus agressif que jamais, contre Marat devenu son ennemi personnel. Il ne le combattit pas seulement à l'aide de révélations ; il lui jeta à la face des railleries amères, l'attaquant jusque dans ses affections intimes.

Marcandier n'en avait pas terminé avec ses tribulations. Marat chargea quelques-uns de ses crieurs de « septembriser » l'auteur du *Véritable Ami du Peuple*. Ils s'attachèrent à ses pas. Un jour, croyant le reconnaître, ils tombèrent à bras raccourcis sur un sosie et le laissèrent presque inanimé sur le sol. Ces persécutions ne firent qu'augmenter l'audace de Marcandier.

Beaucoup de personnes n'osaient acheter le *Véritable Ami du Peuple* en raison de la violence de sa rédaction. Aussi, pour en répandre le texte, la femme de Marcandier allait-elle, intrépide, l'afficher au coin des rues pendant la nuit.

L'arrestation de son épouse, les menaces dont il était l'objet de la part des séides de Marat et d'Hébert, frappèrent Marcandier. Il comprit qu'il devenait prudent de prendre des précautions. Il loua un grenier, y transporta son matériel d'imprimerie, des provisions de bouche et des armes, puis s'y enferma. Seule, sa femme connaissait sa retraite. C'est là que, nullement intimidé par la mise en accusation des Girondins, il composa son cinquième numéro qu'il data du 15 juin an II, en simplifiant le titre comme suit : *Le Véritable Ami du Peuple*, « par Roch Marcandier ». Il débutait par cette mention : « De mon camp retranché au sixième étage », pour terminer ainsi la dernière page : « De l'imprimerie du grenier du *Véritable Ami du Peuple*. »

S'il se cachait, Marcandier ne voulait pas qu'on pût supposer qu'il eût peur. Il expliqua que sa liberté d'action courait des dangers ; étant exposé à être arrêté, il se mettait à l'abri pour continuer la publication de son journal.

Il ne restait plus à Marcandier qu'un homme à attaquer : Saint-Just qui, dans la séance du 8 juillet, avait lu à la Convention son rapport entraînant la proscription des Girondins. Dans son numéro 10, Marcandier prit violemment à partie le jeune conventionnel, faisant précéder son article de ce sommaire :

Rapport fait par Saint-Just au nom du Comité de Malheur public sur l'affaire des Trente-Deux (les Girondins). Infamie notoire de ce rapporteur qui s'est déclaré l'avocat général de la faction des hommes de proie. Marcandier osa imprimer que ce rapport « était un fatras dégoûtant de calomnies et d'impostures, donnant à son auteur des droits incontestables aux huées et aux crachats du public ».

Cependant, Marcandier se lassa de vivre sans air, retiré du monde, de ne connaître les nouvelles que par les journaux que sa femme lui apportait, le soir venu. Un soir, il décida de descendre dans Paris ; mais des agents du Comité de surveillance rôdaient autour de sa retraite. Bientôt reconnu, trois « happe-chair de la municipalité », comme on les appelait, suivirent ses traces. Pour les dépister, il entra chez un libraire du ci-devant Palais-Royal. Deux des policiers se placèrent en faction devant la porte, tandis que le troisième se rendait au corps de garde le plus proche pour requérir de l'aide. Comme il n'était pas porteur d'un mandat d'arrêt, le chef de poste refusa de lui prêter main-forte. Pendant que le représentant de l'autorité se retirait pour se munir, à la municipalité, de la pièce réclamée, une personne qui avait entendu la conversation s'empressa d'aviser Marcandier. Celui-ci se hâta de se perdre dans la foule.

Dans son numéro du 20 juillet 1793, daté par erreur du 26, Marcandier faisait part de son état d'âme et se montrait disposé à se défendre âprement par tous les moyens possibles, prêt à mettre à mort « tout porteur de mandat qui tenterait de l'arrêter ».

Marcandier sentait bien qu'il ne pourrait pas continuer longtemps la lutte sans autre soutien que son indomptable courage. Il comprenait que sa perte était jurée et que des dangers incessants l'entouraient. Néanmoins, dans son douzième et dernier numéro, du 26 juillet 1793, il battait encore en brèche la représentation nationale, ainsi que le puissant pouvoir du moment : la Convention, qui n'était plus pour lui « qu'un moyen de sédition, un conciliabule d'anarchistes et de contre-révolutionnaires déguisés ».

Le Comité de Salut public trouva que Marcandier dépassait la mesure. Ne pouvant tolérer plus longtemps ses appels répétés à la résistance, il le décréta d'accusation, ainsi que sa femme. Marcandier eut la chance d'échapper aux poli-

ciers révolutionnaires. Quand ceux-ci pénétrèrent dans son grenier, ils n'y trouvèrent qu'une presse qu'ils brisèrent, des caractères qu'ils dispersèrent, du papier et des épreuves du journal qu'ils saisirent. Marcandier trouva asile dans son pays natal, chez sa sœur, retirée à Réunion-sur-Oise, ci-devant Guise ; mais, poursuivi, traqué, il revint se cacher à Paris chez son frère aîné. Dégoûté de cette vie errante qui durait depuis plusieurs mois, craignant à tout moment de tomber dans les pièges qui lui étaient tendus, il pensa trouver un appui dans le conventionnel Legendre. Confiant en sa discrétion, il lui écrivit, le 25 prairial an III (13 juin 1794), cette lettre navrante :

Citoyen, dans la situation déplorable où je suis tombé par la force des circonstances, j'ai le malheur d'être réduit à vivre éloigné, depuis un an, de la société entière. Je suis sans appui, sans consolateur, pour ainsi dire délaissé de tout ce qui respire dans la nature. Malgré mes vicissitudes, mes regards sont toujours fixés vers la liberté publique et sur le sort des patriotes qui, comme vous, ont marché d'un pas ferme et avec incorruptibilité dans le sentier de la Révolution. Citoyen Legendre, j'ai à vous communiquer les choses les plus importantes ; elles vous intéressent personnellement, ainsi que plusieurs de vos collègues : venez sans nul délai, si vous voulez les entendre. Ma femme vous donnera elle-même mon adresse ; je ne la joins pas à ma lettre, parce que, si elle venait à s'égarer, je serais compromis.

Salut et fraternité.

R. Marcandier.

Au citoyen Legendre, à Paris.

Le boucher Legendre, qui avait déjà livré au Comité de Salut public la femme de Camille Desmoulins, se montra aussi infâme à l'égard de Marcandier. A la séance des Jacobins du 21 germinal an II (10 avril 1793), il avait donné cet aveu : « Je déclare aux écrivains qui voudraient me rendre l'instrument de leurs machinations qu'ils ne m'écriront pas une seule lettre que je ne la porte au Comité de Salut public... »

Aussi peureux que vil, Legendre tint parole et trahit aussi Marcandier. Le jour même où il reçut sa missive, il s'empressa de remettre au Comité de Sûreté générale cette dénonciation trouvée plus tard dans les papiers de Robespierre :

Louis Legendre, représentant du peuple, s'est présenté au Comité et a déclaré avoir reçu une lettre de Roch Marcandier, caché depuis un an, et qu'il soupçonnait d'être un ennemi de la Patrie. Il demande au citoyen Legendre une conférence, ce que celui-ci n'a pas voulu lui accorder sans en avoir préalablement fait part au Comité, d'autant qu'il se propose de prendre, à cette occasion, toutes les mesures nécessaires pour le mettre entre les mains du Comité.

Louis Legendre.

Confiante, l'épouse de Marcandier se présenta le même soir chez Legendre. La triste personnage l'accueillit avec bonté, apprit par elle le secret de la retraite de son mari, il la fit arrêter par des soldats auxquels il indiqua où se cachait le journaliste.

Quinze jours après, le 24 messidor an II (12 juillet 1794), Roch Marcandier et sa femme se retrouvèrent pour la première fois en présence depuis leur arrestation. Ils avaient été conduits dans la grande salle de la Liberté du tribunal révolutionnaire. Ce jour-là, Fouquier-Tinville requérait contre cinquante accusés. Seize seulement bénéficièrent de l'acquittement. Tous les autres se virent appliquer la peine capitale. En consultant le *Moniteur* qui donnait chaque jour un résumé des affaires expédiées par le terrible tribunal, on trouve ces indications sur Marcandier :

« 24 messidor (12 juillet 1794)

« Roch Marcandier, âgé de 27 ans, de Guise, rue Traversière, faubourg Saint-Germain, et Marie Gouarnot, âgée de 31 ans, sa femme.

« Convaincus de s'être rendus les ennemis du peuple en provoquant par des écrits la dissolution de l'Assemblée nationale, en distribuant et colportant ces écrits,

« Ont été condamnés à la peine de mort. »

Le soir du même jour, les deux époux marchèrent au supplice. Ils gravirent, les premiers, les degrés de l'échafaud, échappant, comme dernière consolation, à l'effrayant spectacle de l'exécution de leurs nombreux compagnons d'infortune.

Le *Véritable Ami du Peuple* est, pour ainsi dire, introuvable. L'exemplaire possédé par notre Bibliothèque nationale, auquel il manque les numéros 9 et 10, a été acquis à la vente de la célèbre collection La Bédoyère. Le premier numéro portait la mention : « De l'imprimerie de l'*Ami du Peuple* », alors que sur le douzième et dernier ne figurait aucune adresse, ni indication d'imprimeur ; mais celui-ci, en revanche, se parait, en guise d'épigraphe, de ce vers fameux : « A vaincre sans péril, on triomphe sans gloire. »

Suivant son approvisionnement, le *Véritable Ami du Peuple* s'imprimait sur papier blanc, rose ou azur. Chaque fascicule formait huit pages in-8 ; mais les numéros 6 et 8 en comportèrent seize. Les cinquante exemplaires se vendaient cinq livres, franc de port par la poste, « soit qu'on les prenne en masse ou successivement ». Les colporteurs patriotes qui s'adressaient à l'auteur, rue de Tournon, n° 1177, payaient le journal au prix ordinaire et en recevaient un treizième gratis ; ils étaient avisés des jours où les numéros devaient paraître. Pour les départements, on souscrivait à l'imprimerie du Cercle Social, rue du Théâtre-Français, n° 4.

A côté de Marcandier, il convient de placer Camille Desmoulins avec le *Vieux Cordelier*.

La Terreur s'était accentuée, balayant sur son passage les adversaires du régime républicain ou ceux qui lui manifestaient trop de tiédeur. Le Comité de Salut public, à Paris, et les représentants en mission en province, faisaient preuve d'une sévérité implacable. Les proscriptions se multipliaient. La guillotine se dressait un peu partout sur le sol de France et le nombre de ses victimes augmentait sans cesse. Camille Desmoulins, doué d'une âme sensible, mais bouillante, souffrait de ce joug qui pesait sur sa malheureuse patrie. Il pensait que la République victorieuse devait mettre un terme à des cruautés désormais inutiles, sans quoi le torrent de sang qui déferlait risquait de l'entraîner, ainsi que ses amis de la Montagne.

D'autre part, l'auteur des *Brissotins ou fragments de l'Histoire secrète de la Révolution* se sentait surveillé, considéré comme un suspect. N'avait-il pas pris inconsidérément la défense du général Arthur Dillon, compromis dans un complot

et mis en état d'arrestation fin juin 1793 ? Briard ne lui avait-il pas reproché à l'Assemblée, dans la séance du 10 juillet, ses liaisons avec les aristocrates ? Ne lui attribuait-on pas ce propos qu'il aurait tenu après le supplice des Girondins : « Ils sont morts en vrais républicains », propos que Camille Desmoulins réfuta à la séance des Jacobins du 24 brumaire an II (14 novembre 1793), en le rétablissant ainsi : « J'atteste n'avoir pas dit : Ils meurent en vrais républicains, en Brutus ; mais j'ai dit : Ils meurent en républicains, mais en républicains fédéralistes, car je ne crois pas qu'il y eût beaucoup de royalistes parmi eux. » Après ces explications, Robespierre, ayant excusé ce qu'il appelait les faiblesses de Camille, ne l'engagea-t-il pas « à n'être plus aussi versatile et à tâcher de ne plus se tromper sur le compte des hommes qui jouent un grand rôle sur la scène politique » ? Enfin, à la séance des Jacobins du 11 frimaire an II (1^{er} décembre 1793), le nommé Deschamps, aide de camp d'Henriot, ne reprocha-t-il pas à Camille l'indifférence qu'il témoignait pour la cause de la Révolution ?

Camille Desmoulins fit son profit de ces incidents. Afin d'exposer ses idées de clémence et de se défendre contre ses détracteurs, surtout contre les Hébertistes, Desmoulins se décida à créer un nouveau périodique. Il fit part de son projet à Danton et à quelques-uns de ses collègues du groupe des « modérés ». Tous l'engagèrent vivement à y donner suite. C'est ainsi que, le 15 frimaire an II (5 décembre 1793), parut le *Vieux Cordelier*, « journal rédigé par Camille Desmoulins, député à la Convention et doyen des Jacobins ». « Ce journal, précisait le prospectus, paraîtra deux fois par décade. Chaque numéro aura plus ou moins de pages, selon l'abondance des matières et l'indulgence de mes frères de la Convention et des Jacobins pour les hardiesses de ma plume babillarde et son indépendance républicaine. On s'abonne chez Desenne, pour le prix qu'il en demandera, car c'est pour la première fois qu'un auteur prie son libraire de garder pour lui le bénéfice. »

Le *Vieux Cordelier* est considéré comme l'œuvre la plus éloquente, la plus puissante, produite au cours de la Révolution. Il n'eut que sept numéros seulement, sa carrière ayant été brusquement interrompue par l'arrestation et l'exécution de son directeur. Le *Vieux Cordelier* paraissait à peu près tous les cinq jours. Chaque numéro, rempli par un article de son fondateur, portait cette épigraphe : « Vivre libre ou mourir. » Le premier numéro ne suscita aucune polémique. Écrit en hâte, sans doute l'avant-veille de sa publication, il constituait une sorte

d'entrée en matières. Le numéro II (10 décembre 1793), franchement appuyé par les amis de Desmoulins, éveilla la curiosité. L'auteur y signalait l'exagération des idées révolutionnaires comme un écueil au régime républicain. A partir de ce numéro, l'annonce de vente placée à la fin ne comporta que ces mots : « On s'abonne chez Desenne, imprimeur-libraire, au jardin de l'Egalité, numéros 1 et 3, moyennant 5 livres pour trois mois, franc de port, pour Paris et les départements. »

Dans le numéro III (15 décembre 1793), Camille Desmoulins, sous le prétexte des excès provoqués par la tyrannie d'un monarque traçait un tableau effrayant des accusations de lèse-majesté à Rome. Cependant, il n'était guère possible de se méprendre sur le sens de cette énumération ; toutes les opinions s'accordèrent à considérer cet article comme une allusion directe au gouvernement de la Terreur et à la loi des suspects. Ce numéro III fut favorablement accueilli par le public parisien et plus particulièrement par les contre-révolutionnaires. On se précipita dans la boutique de Desenne pour l'acquérir. Camille se trouva comme grisé par ce commencement de vogue.

L'apparition du numéro IV, du 20 décembre 1793, provoqua un succès encore plus vif ; beaucoup de personnes ne purent s'en procurer un exemplaire qu'en versant une surenchère. Michelet lui-même précise que, le « 21 décembre au matin, le libraire Desenne avait à sa porte la longue queue des acheteurs qui s'arrachaient le quatrième numéro du *Vieux Cordelier*. On le payait de la seconde, de la troisième main, le prix augmentant toujours jusqu'à un louis ».

Un rapport de police, en date du 4 nivôse an II (24 décembre 1793), rédigé par l'observateur Degas, confirmait cette faveur : « Le quatrième numéro du *Vieux Cordelier*, par Camille Desmoulins, constatait-il était vendu avec impatience ; on y a trouvé son même courage contre Ronsin, et il a avancé qu'il pensait bien différemment de ceux qui disent qu'il faut laisser la terreur à l'ordre du jour et qu'il est certain, au contraire, que la liberté serait consolidée et l'Europe vaincue si l'on avait un *Comité de clémence*... »

Dans le numéro IV, Desmoulins souleva plus largement le voile et réclama l'institution d'un Comité de clémence qui lui « paraît une idée grande et digne du peuple français ». A la suite de l'exposé qu'il fit ainsi sur le modérantisme, le club des Cordeliers exclut Camille de son sein. La campagne de Desmoulins commen-

çait à inquiéter le gouvernement. Barère, au nom du Comité de Salut public, intervint à la tribune de la Convention le 6 nivôse an II (26 décembre 1793) pour blâmer « les écrivains périodiques qui, sans le vouloir et sans le savoir, peut-être, ravivent les contre-révolutionnaires et réchauffent les cendres de l'aristocratie ».

À leur tour, les autorités parisiennes se dressèrent contre le valeureux polémiste. La « Commission inspectante des Postes » communiqua au Comité de Salut public du département de Paris le numéro IV du *Vieux Cordelier*, ayant pu constater, après un examen attentif, « des propos tendant à détruire le but que s'est proposé d'atteindre la Convention dans un décret sur l'organisation du gouvernement révolutionnaire ». Cependant, « ne voulant pas s'en rapporter à un seul jugement », ladite Commission avait jugé préférable d'adresser un exemplaire de ce journal au Comité de Salut public, en y joignant une lettre dans laquelle elle marquait son étonnement des opinions de cet organe « qui lui paru propre à exciter les esprits dans un moment où les mauvais citoyens, les hommes qui ne veulent que le trouble, se servent si adroitement des femmes des détenus pour calomnier la Convention nationale et diviser les amis de la Liberté ».

Il ne semble pas que le Comité de Salut public du département de la Seine ait relevé dans le numéro IV des faits délictueux, car les Registres de Correspondance de cet organisme ne contiennent à cet égard aucune mesure coercitive.

Disons en passant que la Commission inspectante des Postes avait pour mission de suspendre l'expédition des journaux qu'elle considérait dangereux ou opposés aux principes républicains ; elle les soumettait à l'examen du Comité de Salut public, lequel, s'il le jugeait convenable, lui donnait ensuite pouvoir d'en arrêter la circulation. Cette Commission vérifiait, en outre, si les envois contenaient des assignats, lettres de change et autres valeurs suspectes.

Le cinquième numéro fit du bruit, souleva des colères. Après avoir plaisanté avec beaucoup de verve sa radiation du club des Cordeliers, Camille présenta quelques remarques à Barère à propos des critiques acerbes qu'il avait formulées à la Convention lors du deuxième numéro sur les suspects. Puis, en des pages pétillantes d'esprit, il répondit à Hébert qui, dans le *Père Duchesne*, lui avait reproché « d'avoir épousé une femme riche » et le traitait de « conspirateur à mener à la guillotine ». Camille exposa, tout d'abord, que sa femme ne lui avait apporté que quatre mille livres de rentes, et qu'il avait résisté aux séductions de tous les

partis qui avaient tenté de le corrompre peu de temps avant le 10 août 1792, afin d'acheter son silence. Camille Desmoulins poursuivait :

« ... Ma fortune ne s'est pas accrue d'un sou. Hébert pourrait-il en dire autant... Est-ce toi qui oses parler de mes quatre mille livres de rentes, toi qui, sans culotte et sous une méchante perruque de crin, dans ta feuille hypocrite, dans ta maison logé aussi *luxueusement qu'un homme suspect*, reçois *cent vingt mille livres* de traitement du ministre Bouchotte pour soutenir les motions des Cloots, des Proly, de ton journal officiellement contre-révolutionnaire, comme je le prouverai.

« Cent vingt mille livres à ce pauvre sans-culotte Hébert pour calomnier Danton, Lindet, Cambon, Thuriot, etc., et presque tous les commissaires de la Convention ! pour inonder la France de ses écrits, si propres à former l'esprit et le cœur !...

« Quel sera le mépris des citoyens pour cet impudent *Père Duchesne* quand, à la fin de ce numéro 5, ils apprendront par une note, levée sur les registres de la trésorerie, que le cafard qui me reproche de distribuer *gratis* un journal que tout Paris court acheter a reçu, en un seul jour d'octobre dernier, soixante mille francs de *Mecenas* Bouchotte pour six mille numéros, et que, par une addition facile, le lecteur verra que le fripon d'Hébert a *volé*, ce jour-là, quarante mille francs à la nation... »

Ces démêlés eurent leurs répercussion au club des Jacobins. A la séance du 19 nivôse an II (7 janvier 1794), un membre invita Camille à s'expliquer sur les numéros du *Vieux Cordelier*. La plupart de ceux qui avaient été atteints par ses sarcasmes se trouvaient présents, irrités, peu disposés à l'indulgence. Camille, troublé, incertain, paraissait hésiter. Ses amis, silencieux, jugeaient leur intervention impossible. Robespierre, cependant, se dirigea vers la tribune, disposé à prendre la défense de son camarade de classe. Selon lui, aucune feuille, depuis les libellés impurs sortis du cabinet Roland, n'avait autant que le *Vieux Cordelier*, fait les délices des ennemis de la République. S'il critiquait cette œuvre satirique, c'était uniquement parce qu'il la jugeait dangereuse pour la chose publique et capable de rendre une lueur d'espérance à tous les aristocrates du pays. Cependant, ajoutait-il, « Desmoulins n'est pas digne de la sévérité que quelques personnes ont provo-

quée contre lui ; il est contraire à la liberté de paraître avoir besoin de le punir comme les grands coupables ».

Après avoir rappelé qu'il était déjà intervenu en faveur de Camille quelque temps auparavant, Robespierre se voyait au regret d'être obligé maintenant de tenir un autre langage parce que gonflé de certains éloges perfides et du débit prodigieux de ses numéros, Desmoulins avait persisté dans son erreur. « Ses écrits sont condamnables, sans doute, mais pourtant il faut bien distinguer sa personne de ses ouvrages. Camille est un enfant gâté qui avait d'heureuses dispositions et qui a été égaré par de mauvaises compagnies. » C'était à leur influence pernicieuse qu'il fallait attribuer le singulier changement qui s'était produit dans les opinions de Desmoulins. Tout en sévissant contre le journal, observait Maximilien, l'auteur doit être conservé parmi nous. « Je demande pour l'exemple, concluait-il, que les numéros de Camille soient brûlés dans la société. » Il voyait par là un moyen radical de soustraire l'imprudent journaliste aux récriminations de ses ennemis.

Desmoulins s'empressa de riposter : « Robespierre a dit qu'il fallait brûler tous mes numéros, je lui répondrai avec Rousseau que brûler n'est pas répondre. » Cédant à un mouvement d'irritation, Robespierre s'écria : « Eh bien ! je retire ma motion, que les numéros de Camille ne soient pas brûlés, mais qu'on y réponde... L'homme qui tient aussi fortement à des écrits perfides est peut-être plus qu'égaré. S'il eût été de bonne foi, s'il eût écrit dans la simplicité de son cœur, il n'aurait pas osé soutenir plus longtemps des ouvrages proscrits par les patriotes et recherchés par les contre-révolutionnaires. »

Un secrétaire commença aussitôt la lecture du numéro 4 du *Vieux Cordelier*. Celui-ci fut interrompu à diverses reprises par des marques très vives d'improbation. Robespierre l'avait prévu. A sa prière, la société reporta au lendemain l'examen des numéros 3 et 5. Le lendemain, 19 nivôse an II (8 janvier 1794), Momoro lut, au milieu d'un silence glacial, le troisième numéro du *Vieux Cordelier*. Cette sorte d'indifférence permit à Camille Desmoulins d'augurer une absolution complète pour son cinquième numéro, lorsque Hébert, cette feuille à la main, insista fortement pour qu'il en soit donné connaissance, conformément à un rapport de Collot-d'Herbois. « Ce numéro est particulièrement dirigé contre moi, dit-il ; ce n'est pas que je m'en croie atteint, cet homme est tellement couvert de boue qu'il ne peut plus atteindre un véritable patriote ; mais le poison est toujours

du poison... Je suis aussi accusé, dans ce libellé, d'être un brigand audacieux, un spoliateur de la fortune publique. C'est une fausseté atroce. » — « Tu es bien impudent, lui répondit Camille ; sache donc que j'en ai les preuves en mains. »

Ces derniers mots causèrent une grande rumeur. Il allait être procédé à la lecture du numéro en question, quand Robespierre invita la société à ne pas discuter les numéros du *Vieux Cordelier*, dont l'auteur, à ses yeux, n'était pas un chef de parti. Il détourna ensuite l'attention sur d'autres questions et demanda qu'il soit mis à l'ordre du jour les vices de la Constitution anglaise. Quand la séance fut levée, vers les minuit, aucune décision n'avait été prise au sujet de Camille.

Les amis d'Hébert n'avaient pas été sans s'exaspérer de l'opiniâtreté avec laquelle Robespierre s'était opposé aux mesures de rigueur dirigées contre Desmoulins. A la séance du 21 nivôse an II (10 janvier 1794), les Hébertistes associèrent leurs efforts et réussirent à obtenir la radiation de la liste des Jacobins de ce vétéran de la Révolution.

Cette exclusion venait à peine d'être prononcée, qu'un membre proposa d'étendre la mesure à Bourdon de l'Oise. Ce dernier trouva un défenseur chaleureux dans l'ingénieur Dufourny de Villiers. Pour lui, cette question devait être ajournée, n'étant pas suffisamment au point, alors qu'il n'en était pas de même pour Desmoulins, les faits étant probants par ses écrits. Robespierre saisit l'occasion pour tenter de faire revenir la Société des Jacobins sur la décision sévère qu'elle avait prise à l'égard de Camille. Combattant les théories de son collègue, l'« Incorruptible » présenta les meilleurs arguments en faveur de sa thèse. Puis, il s'en prit directement à ceux qui s'acharnaient à réclamer les radiations de Desmoulins et de Bourdon, flétrit les faux patriotes dont les actes se basaient sur une animosité personnelle. Il termina en adjurant la société de ne point s'occuper désormais des questions particulières et de regarder comme non avenu son arrêté frappant Camille Desmoulins. Quelques membres voulurent répondre ; mais l'agitation avait atteint un tel degré d'intensité, qu'ils ne purent prendre la parole. Robespierre avait gagné la partie. La Société des Jacobins rapporta l'arrêté qui rejetait de son sein Camille Desmoulins.

Le numéro VI du *Vieux Cordelier* n'appelle aucune remarque particulière, si non que la date du 10 nivôse an II (30 décembre 1793) est inexacte et que le nu-

méro ne parut réellement que le 16 nivôse (5 janvier 1794). Il est le dernier publié du vivant de son fondateur.

En effet, dans la nuit du 10 au 11 germinal an II (30-31 mars 1794), Camille, au moment de se coucher, entendit le bruit d'une crosse de fusil qui frappait le pavé. « On vient m'arrêter ! » s'écria-t-il. Après avoir embrassé sa femme et son petit Horace, il alla ouvrir aux policiers qui l'arrêtèrent et le conduisirent au Luxembourg. Transféré le lendemain à la Conciergerie, il comparaissait, le 13 germinal an II (2 avril 1794), devant le tribunal révolutionnaire en compagnie de quatorze accusés. Parmi ceux-ci, figurait Danton, Fabre d'Eglantine, Héault de Séchelles, Phélippeaux, Bazire. Le 16 germinal (5 avril 1794) ; sans avoir pu présenter leur défense, tous les accusés furent condamnés à mort et exécutés le même jour.

Le numéro VII du *Vieux Cordelier* ne parut que sous la réaction thermidorienne et fut réédité en 1834 par Matton aîné, parent de Camille Desmoulins, avec des modifications importantes. Dans ces conditions, il est permis de se demander comment ce numéro fut imprimé pour la première fois en l'an III et quelle est la version qui correspond le mieux à la pensée de l'auteur ?

Suivant Carteron et Claretie, le libraire Desenne « recula d'épouvante » à la lecture du manuscrit et refusa de l'imprimer. D'autre part, Matton aîné explique que Camille Desmoulins fut arrêté avant d'avoir remis à Desenne l'épreuve corrigée de ce septième numéro. Matton aîné a été en possession de cette épreuve, à l'aide de laquelle et des manuscrits originaux il a pu établir sa réédition. Ladite épreuve complète de l'édition de 1794 est conservée à la Bibliothèque de la Ville de Paris. Elle comporte 32 pages, numérotées de 117 à 148 inclusivement, dont les 24 premières sont corrigées par Camille Desmoulins. Dans l'édition de 1794, comparativement à celle publiée en 1834, constate Matton aîné, il existe des mots, des membres de phrases qui n'ont aucun sens ou fournissent une définition étrangère au manuscrit ou à l'épreuve. Par exemple, à la page 133, on lit : « Manteau de Plarton vergeté et de drap d'éclatane » au lieu d'*Ecbatane*. A la première ligne de la page 134, on voit ces mots : « Sauf meilleur avoir » à la place d'*avis*. A la page 135 : « convention » au lieu de *conversation* ; à la page 137, « ses districts » ont été substitués à *sa doctrine*. Plus loin, on trouve « mains » pour *moyens*, « bon » pour *base*, « patriotes » pour *portraits* ; ailleurs, c'est « tribune » au lieu

de *tribuns*, « jugerait » au lieu de *jurerait*, « juridiction » au lieu de *lycée*, etc., etc...

Matton aîné a rétabli le texte véritable, de même qu'il a publié, d'après le manuscrit, en tête du numéro VII, la suite de la profession de foi que Camille avait annoncée dans son numéro précédent et intitulée *Mon Credo politique*. Desmoulin en avait remis le texte à Desenne ; mais comme il attaquait ouvertement les comités et le régime de la Terreur, Desenne prit peur et ne l'utilisa jamais.

Autant de faits qui entraînèrent les variations successives du numéro VII. Desenne, considéré comme suspect, se trouvait, il est vrai, dans l'impossibilité de le faire paraître. Le 24 ventôse an II (14 mars 1794), une perquisition eut lieu chez Victor Desenne, en vertu d'un ordre du Comité de surveillance du département de Paris. Cette opération judiciaire ne donna aucun résultat, ainsi qu'en témoigne ce procès-verbal du même jour :

Nous avons en sa présence fait perquisition dans ses livres et brochures qui se sont trouvés dans la boutique ; après perquisition la plus exacte, nous n'y avons rien trouvé de suspect ; mais dans un petit cabinet situé dans un coin de la boutique donnant sur la galerie, nous y avons trouvé : primo, un mémoire de M. Vosgien en date de 1790 ; secundo, mémoire de Desenne adressé à M. l'abbé Bouisset, année 1790, et les avoir de suite fait coter et parapher.

Et de suite, nous nous sommes transportés dans la chambre à coucher dudit Desenne, sise rue de la Loi, où, étant, avons fait perquisition la plus exacte et toujours accompagnés dudit Desenne et n'y avons rien trouvé de suspect, ni de contraire aux lois, mais nous avons trouvé un registre ou journal de ses mémoires qui lui sont dus que nous avons pris pour être déposé au Comité de Surveillance du département et nous étant transportés dans son imprimerie située rue des Moulins, numéro 25, où nous n'avons également rien de trouvé de suspect. Lecture faite du présent procès-verbal, nous l'avons clos à dix heures du soir et avons signé le présent pour servir et valoir ce que de raison.

Signé : Fournerot, Briaut, Baillet, Desenne.

Par arrêté du 27 ventôse (17 mars 1794), le Comité de Salut public ordonna l'arrestation de Desenne, ainsi qu'une nouvelle perquisition. L'inculpé, étant ab-

sent de chez lui ne peut être appréhendé. Les autorités judiciaires procédèrent le surlendemain à des recherches dans ses papiers et y apposèrent les scellés, sans que leurs investigations furent couronnées de succès. Victor Desenne fut arrêté bientôt après avec son frère Michel. Tous deux furent incarcérés provisoirement à la maison d'arrêt du Comité de surveillance du département de Paris. Le 1^{er} germinal an II (21 mars 1794), ce Comité en avisait « les représentants du peuple composant le Comité de Sûreté générale de la Convention :

Le nommé de Senne, libraire, au ci-devant Palais-Royal, fut arrêté ces jours derniers par vos ordres. Il est prévenu d'avoir vendu, distribué, tout ce que la contre-révolution avait de plus perfide ; il n'a aucun registre chez lui depuis avril 1792. Il déjeunait tranquillement en ville le jour de la destruction de la tyrannie. Le 10 août, il était tranquille dans sa boutique. Phéliepeaux, votre collègue, réclame sa liberté ; prononcé (*sic*) citoyens Législateurs, nous vous devons compte de notre conduite et nous nous gardons bien de décider dans une affaire aussi importante que délicate. Desenne est considéré dans sa section comme mauvais citoyen.

Les scellés sont chez lui par vos ordres depuis le moment de son arrestation.

Salut et fraternité

Vive la République

Signé au Registre :

LOYS TRANCHET, DELESPINE.
CHÉRY-CLÉMENCE, DADOUVRE.

Le 2 germinal an II (22 mars 1794) le Comité de Sûreté générale ordonnait de transporter Victor Desenne et son frère Michel de la maison d'arrêt du Comité de Surveillance à la prison du Luxembourg. Ce transfert eut lieu le même jour.

Il ne semble pas que le numéro VII du Vieux Cordelier ait été imprimé avant les perquisitions et l'arrestation de Desenne. Sans quoi, étant donné son volume, il n'aurait pas échappé à la vue des enquêteurs. Il ne paraît pas, d'autre part, qu'il ait été possible de le tirer pendant l'emprisonnement de Desenne, les scellés ayant été apposés sur son imprimerie. Il paraît plus probable que le journal ait été composé avant l'incarcération de Desenne et que les épreuves, fort bien dissimulées,

n'aient pas été découvertes par les policiers. Quant à la composition, elle fut sans doute dispersée avec les caractères de l'imprimerie. Il ressort, d'ailleurs, de toutes les pièces de procédure, des états des travaux effectués par les imprimeurs, ainsi que des interrogatoires subis par Desenne, qu'il n'est fait aucune mention du *Vieux Cordelier*.

En ce qui concerne le texte, il fut, vraisemblablement, rédigé après le 15 ventôse (5 mars 1794), puisque Desmoulins fait allusion à la séance des Cordeliers des 14 et 15 ventôse, au cours de laquelle « Momoro, sous sa double présidence à la section et aux Cordeliers, fait jeter sur la *Déclaration des Droits* ce voile noir, le drapeau rouge du club contre la Convention et le signal du tocsin ». M. Calvet nous fournit ces précisions sur la date de rédaction : « Comme Desmoulins parle de cette séance comme la dernière, on peut avancer que le numéro VII du *Vieux Cordelier* a été écrit entre le 15 et le 17 ventôse (5-7 mars 1794), puisqu'à cette dernière date se tient une autre séance des Cordeliers. »

Le 27 thermidor an II (14 août 1794), le Comité de Sûreté générale prenait la décision suivante :

Le Comité sur les procès-verbaux de levées de scellés et après avoir de nouveau examiné les premières pièces relatives à l'arrestation du citoyen Desenne, arrête que ledit citoyen Victor Desenne, libraire, sera mis en liberté sous la surveillance du Comité de la section de son domicile. Les scellés qui auront été apposés sur les imprimés ; librairie, papiers et effets seront levés.

Les représentants du peuple,
Membres du Comité de Sûreté générale :
MERLIN, LE GENDRE DUBARRAN
VADIER, VOULLAND.

Libéré le lendemain et ayant recouvré ses locaux, Desenne se relit au travail, attendit qu'un peu de calme soit revenu dans les esprits. Puis il s'occupa de faire paraître le numéro VII du *Vieux Cordelier* à l'aide de l'épreuve qu'il avait soustraite aux regards indiscrets de la police. Il y apporta des suppressions et les altérations qu'il jugea nécessaires pour s'éviter toute compromission, déformant ainsi le texte de l'auteur.

Les manuscrits originaux de Camille Desmoulins, utilisés sans doute par Matton aîné, constituent une importante liasse de la Bibliothèque de la ville de Paris. Ils prouvent surabondamment que Camille Desmoulins a rédigé le numéro VII du *Vieux Cordelier*. Ce dossier comprend : 1° dix feuillets recto verso du manuscrit intitulé : *Suite de mon Credo politique*, publié en tête du numéro VII de l'édition de 1834 par Matton aîné ; 2° les trente-deux pages d'épreuves, dont les vingt-quatre premières sont corrigées par Camille ; 3° huit feuillets recto verso et un recto du texte original du numéro VII du *Vieux Cordelier* correspondant tous aux pages de l'édition de 1794 et de celle de 1834. Nous reproduisons l'un d'eux en fac-similé. Le texte s'applique aux pages 139, 140, 141 de l'édition originale et aux folios 214, 215, 216 de l'édition de 1834. Nous le donnons ci-dessous, compte tenu des corrections et additions de Camille Desmoulins, respectées par Matton aîné ; nous avons placé entre parenthèses les modifications apportées par Desenne et les fautes qu'il y a laissées :

« Oui, si l'oser sauvait la République. Mais quel bien lui reviendra-t-il quand j'aurai voué à l'infamie tous ces noms obscurs. La clameur (clémence) de tous ces amours-propres blessés parviendrait peut-être à me mettre hors d'état de remédier aux maux de la patrie. Aussi trouve-t-on bon que je jette au feu (au son) sans pitié ces six grandes pages de causticités. Je conviens que la satire est extrêmement piquante, elle me vengerait, elle ferait courir tout Paris chez Desenne, moins encore par la vérité que par la hardiesse et la témérité de la censure (la vérité des choses que par la témérité de les dire), car un bon mot (un ouvrage) qui expose son auteur a toujours bien plus de vogue. Mais en méditant sur la naissance, les progrès et la chute des républiques (de la république), je me suis convaincu que les animosités et les querelles d'amour-propre leur ont nui (avaient plus nui) autant que le mulet chargé d'or de Philippe-Cicéron blâme Caton d'écouter sa vertu intempestive, qui nuit, dit-il, à la liberté, et lui-même lui nuit cent fois davantage, en écoutant trop son amour-propre et en publiant la seconde Philippique (qui rend M. Antoine irréconciliable). Cicéron oubliait alors ce qu'il avait dit lui-même vingt ans auparavant, qu'il y a des coquins, tels que Sylla, dont un patriote doit taire le mal et respecter jusqu'à la mémoire, après leur mort, de peur que, si on venait à casser leurs actes, l'État ne soit bouleversé. Le républicain qui ne sait pas sacrifier sa vanité, ses ressentiments et même la vérité à l'amour du bien public, est aussi coupable que celui qui ne sait pas lui faire sacrifice de son intérêt personnel. L'avarice n'a point fait plus de mal à la patrie que d'autres passions dont le nom est moins odieux. Par exemple, la jalousie du pouvoir et la rivalité, l'amour de la popularité et les applaudisse-

ments. Le patriote incorruptible est celui qui ne considère que le bien de la patrie, et dont l'oreille est aussi fermée et inaccessible aux applaudissements des tribunes ou aux éloges des souscripteurs, que ses mains (ces moyens) le sont aux guinées de Pitt. »

Pendant sa détention au Luxembourg, l'ancien conventionnel ébaucha, assure Matton aîné, le numéro VIII non publié du *Vieux Cordelier* ; mais le doute subsiste sur l'authenticité des fragments qui ont été découverts.

Tandis que Desenne attendait sa libération, le drame du 9 thermidor (27 juillet 1794) s'accomplissait. Robespierre renversé par une coalition, on aurait pu croire que les prisons allaient s'ouvrir, les échafauds se renverser, une ère de clémence s'instaurer. Il n'en fut rien.

Pendant que les vaincus se terraient, les vainqueurs se divisèrent en deux camps. D'un côté se rangèrent les Jacobins ou Montagnards régnant en maîtres dans les comités de la Convention et voulant à tout prix se maintenir au pouvoir. De l'autre, les Thermidoriens, rassemblement des débris de la Gironde, des modérés du centre et des Dantonistes qui désiraient établir un ordre de choses régulier.

Les Jacobins trouvèrent un puissant défenseur dans le *Journal de la Montagne*. Dès l'institution de la Terreur, il avait pris la suite du *Premier Journal de la Convention nationale* et absorbé le *Journal des Débats de la Société des Jacobins*. Il s'ornait de cette épigraphe : « La force de la raison et la force du peuple, c'est la même chose. »

Pour assurer les premiers fonds au *Journal de la Montagne*, la Société des Amis de la liberté et de l'égalité, qui le réait, demanda à tous ses membres de prendre un abonnement d'un an au moyen de la lettre-circulaire ci-après :

Paris, le 30 mai 1793, l'an deuxième
de la République française

Vous savez, citoyen, que la Société des Jacobins va publier, sous le titre de *Journal de la Montagne*, un journal rédigé selon les principes que vous avez établis et que vous défendez. Comme cette entreprise, désirée depuis si longtemps, exige des avances considérables, la Société, convaincue de votre patriotisme, ne doute point que vous ne consentiez, ainsi que tous mes collègues des Jacobins, à souscrire pour la première année. En conséquence, elle vous envoie une quittance de 50 livres, qui est le prix de cette souscription.

Les membres du Comité de correspondance :
LAFAYE, AUVREST, BOISSEL, PAULET, SAMBAT,
DUCROS, GAILHARD, PERDRIC, LAPIS,
DUPLAY fils, NICOLAS.

Grâce à la libéralité des membres de la Société, le *Journal de la Montagne* vit le jour le 1^{er} juin 1793. Le premier numéro contenait un prospectus exposant son programme.

Le « citoyen » J.-Ch. Lavaux, rédacteur du *Premier Journal de la Convention nationale*, ainsi que du *Courrier de Strasbourg*, fut choisi par la Société pour en être le principal rédacteur. Le *Journal de la Montagne* paraissait tous les matins sur huit pages in-quarto, de papier blanc, bleu ou bleuté. Le prix de l'abonnement était de 50 livres pour une année, pris à Paris, et de 62 livres, franc de port, pour les départements. On ne pouvait s'inscrire pour une période inférieure à trois mois. On souscrivait au bureau d'administration du *Journal de la Montagne*, grand dortoir des Jacobins, rue Saint-Honoré, n° 9, au premier ; chez le citoyen Fabre, au secrétariat de toutes les sociétés affiliées.

Cette feuille ne craignait pas de dire ce qu'elle pensait, même aux personnages les plus hauts placés. Dans le n° 29 du 30 juin 1793, elle jugeait vertement le général Alexandre de Beauharnais, qui venait d'être nommé ministre de la Guerre.

Le *Journal de la Montagne* n'eut au début que deux rubriques : 1° Débats de la Convention, accompagnés de la correspondance de cette assemblée ; 2° Débats de la Société des Amis de la Liberté, suivis également de sa correspondance. Les

articles Commune de Paris et Tribunal révolutionnaire ne vinrent que plus tard. Les Nouvelles étrangères et les Informations des armées ne formaient que du remplissage qui disparaissait dès que la matière des deux chroniques principales devenait plus abondante. Le numéro du 27 fructidor an II (13 septembre 1793) contenait un avis à ce sujet.

Cette note était suivie de la Correspondance des Jacobins qui remplissait une douzaine de numéros suivants. Celle-ci faisait ressortir que les hommes du 9 thermidor, dépassés par les événements, avaient été entraînés au-delà du but qu'ils s'étaient proposé et qu'ils avaient fait des efforts incroyables pour ressaisir, sans y parvenir, les rênes du gouvernement révolutionnaire.

Pendant que les Jacobins gagnaient la faveur des faubourgs, les Thermidoriens s'allièrent avec les jeunes gens qui se groupèrent en une sorte de milice connue sous le nom de *Jeunesse dorée*. Ce groupement se choisit un chef : Elie Fréron, député à la Convention nationale, lequel se jeta alors dans la voie de la réaction. Fréron le fils de l'ennemi de Voltaire, Fréron, l'ami de Camille Desmoulins, brûlait du désir de venger ce dernier. Il déclara la guerre à Barère, Billaud-Varenne et Collot-d'Herbois, afin d'abattre en eux le dernier rempart de la Terreur. Il fallait pour cela un organe. Il reprit, pour le parti de la *Jeunesse dorée*, la publication de son journal, l'*Orateur du Peuple*, 25 fructidor an II-25 thermidor an III, 157 numéros.

Sa tactique fut de dépopulariser Barère, l'ancien feuillant. Il s'acharna sur le triumvirat auquel il était lié, l'accablant, chaque jour, des mêmes malédictions.

L'*Orateur du Peuple*, qui, pendant longtemps, avait réclamé la proscription de tous ceux qui émettaient des opinions contre-révolutionnaires, adopta une tendance toute différente. Il devint la feuille officielle des victimes de la terreur. Fréron fut secondé dans cette tâche par un jeune collaborateur de talent, Dussault, qui, sous le Premier Empire, se fit un nom au *Journal des Débats* dans la critique littéraire. Après les journaux de prairial an III, Fréron lui abandonna complètement la rédaction de sa feuille. Dès lors, Dussault l'orienta dans la voie ultra-réactionnaire ; mais il dut, à un moment donné, déposer les armes devant la sévérité du Directoire.

Le 23 fructidor an III, Tallien fit reparaître l'*Ami des Citoyens*, mais cet organe ne prit sa véritable importance que le 1^{er} brumaire an III, lorsqu'il se transforma

en quotidien. Il adopta alors ce titre : l'*Ami des Citoyens*, « journal du commerce et des arts », in-8. A partir du numéro 43, le nom de Tallien fut remplacé sur la manchette par celui de Mehée fils. Sous sa direction, le journal prit une franche attitude réactionnaire, marchant de pair avec l'*Orateur du Peuple*. Le 1^{er} ventôse an III, l'*Ami des Citoyens* choisit le format in-4 et changea son titre pour celui de *Spectateur français* ou « l'Ami des Citoyens », 1^{er} ventôse-16 germinal an III.

La plupart des journaux suivirent l'exemple de ces deux feuilles. Quelques-uns, même, exposèrent au grand jour leurs espérances d'un retour prochain de la monarchie. Ce furent les *Nouvelles politiques* « nationales et étrangères », par Suard, Guizot, Dupont de Nemours, Lacretelle jeune, l'abbé Morellet, Monestier, député de la Lozère, chargé des comptes rendus de l'Assemblée nationale ; ce journal faisait suite à la *Gazette universelle* de Boyer, Cerisier et Chas de Fontanille. Puis la *Quotidienne*, rédigée par Suard, Fontanes, La Harpe, Michaud, l'abbé de Vaucelles, qui rappelèrent, de loin, Rivarol, Mallet du Pan et Royou ; maintes fois supprimé, ce journal reparaisait sous les titres de *Tableau de Paris*, la *Feuille du Jour*, pour revenir à sa première dénomination. Cette feuille était très répandue dans la bonne société des villes et des campagnes.

Dans le même groupe, citons encore le *Courrier des Journaux*, rédigé par l'ex-bénédictin Gallais, ancien rédacteur à la *Quotidienne*, et Langlois des Gravilliers, 11 fructidor an III-8 fructidor an V, 4 volumes in-4 ; une des vieilles feuilles les plus curieuses de l'époque qui luttait non seulement dans les rangs de la réaction, mais encore combattait les partis trop avancés et se ralliait au bon sens. Venaient ensuite l'*Auditeur national*, an II-an V ; le *Mercure universel*, an III-an V ; le *Courrier universel*, par Husson, an III ; la *Gazette générale de l'Europe* ou « *Messager du Soir* », 20 août 1792-30 septembre 1793, 409 numéros in-4, par Isidore Langlois, Lumier et autres. Ce journal s'intitula, du 26 avril au 12 août 1792, le *Postillon de la Guerre*, ou « *Gazette générale de l'Europe* », des mêmes auteurs, 125 numéros in-4.

Ne passons pas sous silence le *Journal des Rieurs* ou le « *Démocrate français* », par Martainville, an III, 512 numéros in-8. Le futur et fougueux rédacteur du *Drapeau blanc* avait adopté cette devise :

Rire de tout, c'est ma folie,
Rira bien qui rira le dernier.

Le numéro 6 publiait ce plaisant couplet sur la *Conversion d'un aristocrate au sans-culottisme* :

Embrassons-nous, chers Jacobins ;
Longtemps, je vous crus des coquins
Et de faux patriotes.
Je veux vous aimer désormais ;
Donnons-nous le baiser de la paix :
J'ôterai mes culottes.

La presse contre-révolutionnaire l'emportait alors de beaucoup sur le parti adverse ; elle comptait dans ses rangs les meilleurs journaux et les plus zélés champions. Cependant, aucun des journalistes qui succédèrent à Fréron n'exercèrent autant d'action que lui. Le journalisme perdit peu à peu de son caractère après la chute du triumvirat terroriste : Barère, Billaud-Varenne, Collot-d'Herbois, suivie des exécutions de Carrier et Fouquier-Tinville.

Les organes royalistes tentèrent alors de hausser le ton ; mais la journée du 13 vendémiaire an IV les intimida et les contint pendant quelques jours. Ils ne tardèrent pas à reprendre leur polémique passionnée, la Constitution de l'an III ayant, dans son article 353, consacré une fois de plus le principe de la liberté de la presse.

La presse française
sous la Révolution, le Consulat, l'Empire. (1945)

Chapitre VI

Les périodiques sous le Directoire et le Consulat

[Retour à la table des matières](#)

Sous le pouvoir directorial, les journaux se multiplièrent et leurs attaques s'accrurent en proportion de leur nombre. Bien que représentant des opinions très différentes, la presse tout entière s'était unie pour combattre le gouvernement et réclamer le retour à la royauté ou à la Constitution de 1793. Qu'ils soient imbus des principes royalistes ou aristocratiques, les journaux se trouvaient d'accord sur un point : la haine du régime en vigueur. Sans doute, les feuilles ne poursuivaient pas le même but politique ; mais en accablant quotidiennement d'invectives les directeurs et les ministres, en rivalisant de railleries pour les discréditer, elles ébranlaient lentement le pouvoir avec l'espoir d'entraîner finalement sa chute. Les organes monarchistes, bien entendu, se montraient les plus acharnés dans la bataille. Leur esprit, leur style alerte, leurs attaques insolentes contre les individualités, leur attiraient un grand nombre de lecteurs avides de scandales. En dehors des passions politiques, les journaux reprochaient aux parvenus d'alors leurs richesses impardonnables, leurs fortunes amassées au moyen de spoliations ou de manœuvres dolosives au détriment de l'Etat.

Le Directoire finit par se préoccuper de ces attaques réitérées de la presse. Il demanda aux Conseils des Anciens et des Cinq-Cents de lui fournir les moyens de s'en défendre. Ces Assemblées hésitèrent longtemps avant de se prononcer. Sur les sollicitations pressantes des Directeurs, elles se décidèrent, enfin, à voter la loi du 28 germinal an IV (17 avril 1796), la première proprement dite sur la presse. Ce texte législatif a conservé une certaine importance historique, parce qu'il fut pris comme type pour diverses lois répressives de même nature et qu'il ne fut définitivement abrogé qu'en 1830. Tout imprimé dut porter le nom de l'auteur, les nom et domicile de l'imprimeur. Toute infraction à cette disposition ou de fausses indications furent punies de peines d'emprisonnement. L'éditeur était rendu responsable des articles non signés. A défaut de l'auteur, la poursuite s'étendait à l'imprimeur ; de même que les distributeurs ou vendeurs engageaient leur responsabilité s'ils ne se trouvaient pas en mesure de désigner la personne qui leur avait remis les imprimés. Enfin, toute la provocation, par écrits ou tout autre moyen, au renversement de la République ou des pouvoirs établis par la Convention était punissable de mort. Les tribunaux, hésitant, n'osèrent appliquer des pénalités aussi sévères.

Au premier rang des feuilles royalistes, il convient de placer l'*Accusateur public* de Richer-Serisy. La naissance de ce périodique est assez difficile à préciser, car les numéros ne portent pas de date. Deschiens et quelques bibliographes en fixent l'origine à l'an VI. Suivant Brunet, la feuille aurait vu le jour en germinal an III, aurait été interrompue en vendémiaire an IV pour n'être reprise que beaucoup plus tard. De son côté, Eugène Hatin s'appuie sur une découverte qu'il a faite dans la bibliothèque Ménétrier d'un exemplaire relié, en 3 volumes, portant ce titre : l'*Accusateur public* ou « Jérémies contre-révolutionnaires de Richer-Serisy, époque de sa mise en liberté en thermidor an 2 à celle de sa déportation, 22 fructidor an 5 ». — « Je suis libre enfin ! » s'écrit l'auteur en commençant sa publication, « d'où l'on peut conclure, écrit Eug. Hatin, que le premier numéro dut suivre de près sa mise en liberté ». Or, l'exemplaire de la Bibliothèque Nationale, 2 volumes in-8, provenant de la célèbre collection La Bédoyère, contient les trente-cinq numéros annoncés par les bibliographes, tome I : I-XVIII ; t. II : XIX-XXXV. Le premier numéro ne portait que ce titre : l'*Accusateur public*, *Prospectus*, et débutait, comme dans l'exemplaire Ménétrier, par ces lignes :

« Je suis libre enfin, après avoir vu pendant une année la hache des bourreaux attachée à un cheveu et suspendue sur ma tête ; j'attendais naïvement que la révolution du 10 thermidor me tirât de la fosse aux lions et échangeât, contre une couronne civique, la palme du martyr que j'allais cueillir. »

Remarquons que Richer-Serisy fut rendu à la liberté le 6 vendémiaire an III (27 septembre 1794), de sorte que le début du prospectus ci-dessus confirmerait l'hypothèse de la création de l'*Accusateur public* en l'an III.

Ce premier numéro, comportant vingt-quatre pages, était entièrement consacré au prospectus, c'est-à-dire à la présentation du journal, et à une critique des faits d'actualité. Il se terminait par cet avertissement : « Le rédacteur, ne voulant point avilir les nobles fonctions de l'historien à celles du cocher de diligence qui, pleine ou non, roule sa voiture au jour et à l'heure indiquée, ne s'astreindra pas à un travail périodique et obligé : les seuls abonnés recevront dans le cours de l'année trente-six numéros, plus ou moins longs, selon l'importance des matières et la liberté de la presse. »

Il est à présumer qu'il y eut deux éditions de ce premier numéro de l'*Accusateur public*, et qu'en l'an III, Richer-Serisy reprit, en le donnant pour inédit, le texte qu'il aurait publié en l'an II sous un titre différent et peut-être aussi avec une erreur de date ou une faute d'impression. Quoi qu'il en soit, Richer-Serisy continua sa publication qui paraissait très irrégulièrement, puisque les trente-cinq numéros qui la composaient se sont échelonnés sur une durée de quatre à cinq années.

Douze numéros avaient déjà paru, lorsque se déchaînèrent les journées des 12 et 13 vendémiaire an IV (4 et 5 octobre 1795). Dénoncé à la tribune de la Convention comme un des auteurs de l'insurrection, Richer-Serisy dut interrompre son journal, qu'il ne poursuivit que quelques mois après, avec le numéro 14. C'est ainsi que le numéro 13 ne vit jamais le jour. L'époque de lancement des numéros 14 et 15 se trouve établie par le *Nouvelliste littéraire*, qui en annonçait l'apparition le 1^{er} germinal an IV (21 mars 1796), en lui consacrant cette note : « Ces deux numéros ne le cèdent en rien aux précédents. La chaleur avec laquelle ils sont écrits a valu à l'auteur un décret d'arrestation. Il rend compte de la journée du 13 vendémiaire d'une manière neuve : il la représente avec un voile noir gravé sur une planche. »

Traduit devant un tribunal, Richer-Serisy fut absout une première fois ; renvoyé devant d'autres juges, le jury l'acquitta une seconde fois. La juridiction de cassation annula ces deux acquittements. Les jurés du tribunal criminel de Seine-et-Oise rendirent pour la troisième fois à la liberté l'auteur de l'*Accusateur public*. Le *Nouvelliste littéraire*, dans son numéro du 30 messidor, faisait connaître ce dernier acquittement et annonçait, en même temps, la parution des numéros 17 et 18. Ceux-ci sont réunis en un fascicule de 72 pages. Les numéros 25 à 27 sortirent en une seule fois en pluviôse an V, suivis d'un avis indiquant qu'une indisposition de l'auteur avait occasionné le retard de la publication ; mais qu'elle « paraîtrait désormais de quinzaine en quinzaine ». Cette promesse ne fut jamais tenue, car le numéro 35 ne fut expédié aux abonnés que le 13 frimaire an VII. Il est vrai qu'en compensation il formait une brochure de 115 pages. Celle-ci portait, à la page 99, la mention : « La suite au numéro prochain », accompagnée de la griffe de Richer-Serisy, qui figurait vers la fin de chaque livraison ; mais on ne trouve aucun numéro au delà du 35. Ce dernier, cependant, ne semble pas devoir terminer la publication, si l'on considère que l'*Accusateur public* et son auteur furent compris, comme nous le verrons, dans la proscription du 18 fructidor an V (15 septembre 1797).

L'*Accusateur public* fut l'objet de nombreuses contrefaçons. Richer-Serisy les toléra longtemps, mais à la fin il se lassa. Pour les déjouer, il prit le parti de joindre à ses numéros, à partir du vingt-huitième, des gravures allégoriques se rapportant toujours à des événements d'actualité. Elles suppléaient ainsi à la plume de l'auteur, donnant par l'image ce qu'il n'osait écrire.

L'*Accusateur public* constituait plutôt une suite de philippiques enflammées qu'un journal proprement dit. Richer-Serisy, s'il soulevait les remords dans les consciences, lançait aussi ses foudres contre les hauts dignitaires du pouvoir.

Aux côtés de l'*Accusateur public*, venaient encore se ranger le *Véridique*, la *Vedette*, le *Courrier républicain*, suite du *Courrier français*, fondé par Poncelin le 27 juin 1789.

Effrayé par la tournure que prenaient les événements, Poncelin s'était hâté, le 10 brumaire an II, de donner à son journal le titre de *Courrier républicain*. Le langage royaliste qu'il y tenait ne répondait pas à l'enseigne de républicanisme qu'il avait prise et l'exposa à des persécutions. Celles-ci redoublèrent lorsqu'il

s'associa avec deux hommes connus pour leur opposition à la Révolution : Michaud, avec lequel il avait collaboré à la *Quotidienne*, et Durand-Molard, un des rédacteurs de la *Gazette universelle*. Poncelin se conforma, sous la Terreur, aux nécessités du moment et parvint sans trop d'encombre jusqu'au 9 thermidor. Il fut alors un des premiers à se lancer à outrance dans le parti de la réaction. Pour combattre encore plus activement les institutions républicaines, il avait fondé, en janvier 1792, un nouveau journal, la *Gazette française*, « papier-nouvelles de tous les jours et de tous les pays », dont il confia la rédaction à Fiévée. Tous deux se mêlèrent aux sectionnaires qui, dans les journées des 12 et 13 vendémiaires an IV (4 et 5 octobre 1795), luttèrent contre la Convention. Ils furent enveloppés dans les proscriptions qui suivirent le rétablissement de l'ordre par Barras et Bonaparte. Les scellés furent apposés sur les deux journaux. Le *Courrier républicain* reparut quatre jours plus tard, le 17 vendémiaire, sous la dénomination de *Journal des Français*. Il la conserva jusqu'au 22 brumaire an IV, ayant publié 36 numéros in-8, bien que le dernier soit chiffré 35 par suite d'une erreur qui remonte au numéro 12, répété deux fois. Le *Journal des Français* se publiant tant bien que mal, ses imprimeurs, les citoyens Fleschelle, sollicitèrent la levée des scellés. Celle-ci leur fut accordée par la lettre ci-après du ministre de la Justice, en date du 21 brumaire an IV :

Je vous envoie, citoyens, l'ordre que vous m'avez demandé pour la levée des scellés apposés sur vos presses. Je signe cet ordre comme ministre ne connaissant pas la loi et dévoué sans réserve à son exécution stricte et littérale ; mais en même temps, je fais des vœux, comme citoyen, pour qu'à l'avenir vous fassiez de vos presses un meilleur usage que vous n'avez fait dans les malheureux temps dont nous venons de sortir. C'est un bel art que le vôtre ! Comment pourriez-vous le prostituer aux plus cruels ennemis de la patrie ! Je ne pousserai pas plus loin ces réflexions : vous saurez en apprécier la justesse, et je ne crois pas me tromper en me persuadant qu'elles ne seront pas perdues.

Signé : MERLIN

Le 23 brumaire, le *Journal des Français* reprit son titre de *Courrier républicain*. Poncelin, ayant pu retrouver ses occupations, comme la plupart des pros-crits, redoubla ses violences contre le Directoire. Le *Courrier républicain*, alors

rédigé par un jeune royaliste nommé César Jordin, se faisait particulièrement remarquer par la virulence de ses attaques contre Barras. Le Directeur s'en montrait d'autant plus irrité, que tout Paris s'amusait à ses dépens. Pour s'en venger, il machina un guet-apens. Soit qu'il se méprît sur l'auteur véritable des articles, soit qu'il voulût punir Poncelin de la hardiesse qu'il permettait à son rédacteur, il attacha des estafiers à ses pas. Ces derniers, au moment propice, se saisirent sans bruit de Poncelin et le conduisirent au Luxembourg dans les appartements de Barras. Là, l'ayant enfermé dans une chambre, ils lui servirent un déjeuner splendide sur des plats d'argent. Après le dessert, un certain nombre d'homme se précipitèrent tout à coup sur lui, le déshabillèrent, lui attachèrent les mains derrière le dos et lui administrèrent une maîtresse et sanglante correction. Puis, ils jetèrent dans la rue leur victime aux reins meurtris. La presse flétrit cet indigne attentat, mais son instigateur occupait une situation trop élevée pour que la justice pût l'atteindre. Barras feignit même d'ignorer l'aventure, offrit de faire visiter le Luxembourg à Poncelin afin qu'il désignât l'appartement où s'était déroulée la scène, ainsi que ses acteurs. Poncelin n'osa pas se risquer une seconde fois dans la souricière. Redoutant même de nouvelles représailles, il finit par ergoter sur les faits et laissa entendre qu'il avait été le jouet d'un rêve.

Faisant allusion à cette agression, le *Menteur* présentait ces observations : « Le *Menteur* n'a rien dit de l'affaire Poncelin, parce qu'il n'est pas plus aisé de mentir que de dire la vérité sur de pareilles aventures. Le *Rédacteur* nous assure que Poncelin a été ainsi maltraité dans un mauvais lieu. Hélas ! c'est ce que personne ne lui conteste ; c'est toujours un fort mauvais lieu que celui où l'on maltraite les honnêtes gens. »

Derrière ces journaux se plaçait la « petite presse », composée de feuilles alertes, mordantes, satiriques.

Voilà le *Thé*... Prenez votre *Thé*... Il est fort, le *Thé*... Demandez votre *Thé*... Voilà le *Thé* !... tels étaient les cris poussés par les colporteurs qui vous présentaient le *Thé* ou le « Journal des dix-huit », de Bertin d'Antilly, un des plus spirituels parmi les périodiques légers du Directoire. Le plus anti-directorial de tous, il avait pris pour épigraphe ce vers de La Fontaine : « Je vois de loin, j'atteins de même. » En le créant le 27 germinal an V (16 avril 1797)), les fondateurs décidèrent que le journal aurait dix-huit rédacteurs, « en dépit de ceux qui grincent des dents quand ils entendent prononcer le nombre dix-huit », rappelant des écrivains

dévoués à la cause de la survivance de Louis XVII. D'après le préambule, ceux-ci avaient été choisis parmi des « ci-devant patriotes », des gens de bien, des gens de distinction, de grands propriétaires, des rentiers, ruinés pour la plupart. Tels sont « les rédacteurs à qui nous avons confié le soin de préparer le *Thé*, que nous vous offrirons chaque soir. Que leur gravité ne vous effraie pas ; ils sont Français, c'est assez vous en dire. Alternativement frivoles, profonds, gais, sérieux irascibles, débonnaires, ils vous parleront de Mably comme de Legendre, d'Aristote comme de Lakanal, d'Alexandre comme de Santerre, de Lycurgue comme de Poultier, des contes de ma mère l'oie comme de la Constitution, des voyages imaginaires comme de la République, de l'encyclopédie comme de votre journal ».

Le mercredi 10 mai 1797, avec le numéro 25, Bertin d'Antilly dut abandonner son sous-titre « Journal des dix-huit » au risque de s'attirer les foudres du Directoire. Le lendemain, la feuille s'intitula simplement le *Thé*. L'auteur s'en vengea en publiant, chaque jour, le nom et le vote d'un constitutionnel dans le procès de Louis XVI. Dans le numéro 58, du 12 juin 1797, il s'exprimait ainsi :

« Legendre, de Paris, vote en ces termes : La Mort. Il demande de plus que le corps de Louis soit coupé en quatre-vingt-quatre morceaux, afin que chaque département puisse en avoir un. »

Enfin, nous reproduisons ce curieux martyrologue de la presse, publié dans le numéro 5 du *Thé* du jeudi 20 avril 1797, sous ce titre : Relevé des journalistes décapités, assassinés ou proscrits depuis le 14 juillet 1789 :

DÉCAPITÉS

DUROSOI. — Il rédigeait la Gazette de Paris.

CAMILLE. — Les Révolutions de Brabant.

LINGUET. — Les Annales de Brabant.

BRISSOT. — Le Patriote français.

GORSAS. — Le Journal des quatre-vingt-quatre départements.

GIREY-DUPRÉ. — Collaborateur de Brissot.

FABRE-D'EGLANTINE. — Les Révolutions de Paris.

DECHARNOIS. — Le Spectateur.

PARISAU. — La Feuille du Jour.

BOYER. — Le Journal des Spectacles.

HÉBERT. — Le Père Duchesne.

L'ABBÉ BOUYON. — La Feuille à deux liards.

ASSASSINÉ

SULEAU. — Journal de Coblenz.

POIGNARDÉ

MARAT. — L'Ami du Peuple.

CONDAMNÉ À LA DÉPORTATION

BARÈRE. — Le Point du Jour.

MORT DE DOULEUR À LA NOUVELLE DU MASSACRE DE NANCY

LOUSTALOT. — Les Révolutions de Paris.

MORT DE CHAGRIN

L'ABBÉ ROYOU. — L'Ami du Roi.

MORT DE PEUR

VILLETTE. — La Chronique de Paris.

FUGITIFS

PELTIER. — Les Actes des Apôtres.

RIVAROL. — Journal de Cambrai.

TORTURÉ

PONCELIN. — Courrier républicain.

PILLÉS ET VOLÉS

GAUTIER. — Journal de la Cour et de la Ville.

FIÉVÉE. — Chronique de Paris.

A dater du 27 mai 1797, le *Thé* ajouta ce sous-titre « ou le Contrôleur général », qu'il conserva jusqu'au 18 fructidor an V. L'abonnement coûtait 36 livres pour Paris et 42 livres pour les départements, franc de port. Chaque numéro comportait quatre pages in-4, quelquefois huit. On souscrivait chez la citoyenne Ragoulleau, libraire au Palais « ci-devant Royal, Galerie vitrée numéro 229, près le théâtre de la République ».

Afin d'être bien renseignées, beaucoup de personnes achetaient le *Menteur* ou « le Journal par excellence », bien qu'une feuille contemporaine prétendit que c'était le seul périodique du Directoire qui répondît à son titre. Fondé en l'an V par Fr.-B. Hoffmann, il avait pris pour épigraphe : « Rien n'est beau que le vrai. » Le premier numéro, de quatre page in-8, fut entièrement consacré au prospectus de lancement, dont voici le début :

Conformément à notre titre, nous ne dirons jamais ce que nous pensons ; mais nous prescrivons au public ce qu'il doit penser ; nous serons, en un mot, de francs journalistes, sans nous obliger à être des journalistes francs.

Le rédacteur ajoutait : « L'histoire aura la plume d'un romancier, la politique la plume d'un laquais parvenu, la morale la plume d'un ex-membre du tribunal révolutionnaire. »

Le *Menteur* avait pris pour habitude d'écrire le contraire de ce qu'il pensait, parfois sous la forme de la louange la plus outrée. Parlait-il du garde des Sceaux

Merlin, de Douai, le *Menteur* l'appelait « l'Enchanteur Merlin » et publiait sur lui ce quatrain :

On débite comme certain
Qu'avant que prairial finisse,
Merlin n'aura plus la Justice...
Mais la Justice aura Merlin.

Non daté, le *Menteur* eut 48 numéros ; il paraissait le dimanche et le jeudi sur huit pages in-8, avec quelquefois un supplément de quatre pages réservé aux réclames. Un avis publié dans le numéro 30 annonçait que, désormais, il serait donné trois numéros par semaine sans augmentation de prix, mais qu'il n'était accepté que des abonnements de trois, six ou neuf mois. Le prix de la souscription était fixé : par trimestre : pour Paris, à 3 livres 15 sous ; pour les départements, à 4 livres 10 sous. On s'abandonnait chez Huet, imprimeur-libraire, rue Vivienne, numéro 3. Le *Menteur* insérait à ce propos cette annonce fantaisiste : « Huet, libraire, rue Vivienne, est autorisé à parier avec les incrédules de Paris trois livres quinze sous, et avec ceux des départements quatre livres dix sous contre trente-deux numéros, que le *Menteur* existera jusqu'à la fin des siècles.

Dans le même esprit satirique : les *Actes des Apôtres* du comte Barruel-Beauvert, « président inamovible des Apôtres », gendre de M. de Maurepas ; 2 octobre 1796-27 août 1797, 4 volumes in-8. A partir du 12 nivôse an V (1^{er} janvier 1796), ils ajoutèrent à leur titre « et des Martyrs ». Cette feuille formait la suite des *Lettres à un rentier habitant une solitude au bord de la mer et ne vivant que de la pêche*, 15 août-24 septembre 1796, in-8. Ces *Actes des Apôtres*, bien que spirituels, n'eurent ni le sel, ni la gaîté de leurs aînés, dont ils ne furent pas le complément. Se disant « ancien militaire », Barruel-Beauvert avait pris pour but de « plaider avec chaleur la cause des personnes injustement opprimées, les soutenir vigoureusement contre la tyrannie, sous quelque forme qu'elle se présente, attaquer les oppresseurs jusque dans leurs derniers retranchements ».

Les *Actes des Apôtres* paraissaient une fois par semaine par cahiers de 24 à 48 pages in-8. L'abonnement valait 18 livres par an, 10 livres pour six mois et 2 livres par mois. Les livraisons se vendaient séparément de 12 à 15 sous, suivant

leur épaisseur. On souscrivait au bureau des *Actes des Apôtres*, hôtel de Marigny, rue Fromenteau, place du Louvre.

Au-dessus des discussions intestines s'élevaient la voix du *Grondeur* : Voilà le *Grondeur* !... Qui veut le *Grondeur* ?... Lisez le *Grondeur* !... Rédigé par J.-F. Bellemare, cet organe prit pour sous-titre : « Tableau des mœurs publiques », in-4. Ce journal, entrepris par la veuve de Gorsas, paraissait le soir à Paris et le lendemain dans les départements.

Moraliste aimable, le *Grondeur* se plaisait à se moquer des ridicules plutôt qu'à corriger les vices. Les républicains lui disaient grief d'être royaliste et les royalistes lui reprochaient sa gaîté. Le numéro du 21 décembre 1796 contenait cet avis d'objet perdu :

« Le 15 de ce mois, après la séance des Anciens, il a été perdu, depuis la cour du Dragon jusqu'à la rue de l'Echelle, un ex-député nommé *Fréron-Cul-de-Sac-Toulon*, portant tête basse, chapeau rabattu et redingote tigrée. La personne qui l'a trouvé peut le conduire à la Guyane française, chez le président de l'assemblée électorale de Cayenne. On donnera récompense honnête. »

Quotidien, le *Grondeur* paraissait sur quatre pages in-4. Les abonnements se payaient 9 livres par trimestre et 15 livres par semestre. Ils ne pouvaient partir que des 1^{er} et 15 de chaque mois. Le bureau de correspondance et de souscriptions se trouvait à l'imprimerie de la veuve Gorsas, rue Neuve-des-Petits-Champs, numéro 741.

Les *Rapsodies du Jour*, rédigées par René Villiers, n'étaient pas moins mordantes ; vendémiaire an V-13 floréal an VIII, 112 numéros en 2 volumes in-8. A partir du numéro 30, cette feuille ajouta à son titre ce sous-titre : « ou Séances des deux Conseils en vaudevilles ». Elle n'insérait que de petites pièces en vers ou en prose et donnait sur les débats du Corps législatif des comptes rendus en vers sur des airs de vaudevilles en vogue. Pour mieux attirer l'attention sur son journal, le rédacteur répandit un long et curieux prospectus, également versifié, orné d'une vignette. On le trouve joint aux numéros 24 et 48. L'adresse de l'imprimeur y figurait dans un quatrain sur l'air : *Nous sommes précepteurs d'amour*.

Le numéro 29 contenait cette information concernant les objets d'art expédiés par l'armée d'Italie :

« On prétend que le directeur Barras a demandé à l'Institut une demi-douzaine de tableaux arrivant d'Italie pour orner son boudoir ; il a mis sur la liste l'*Humanité* en grandeur naturelle de Raphaël, un *Ganimède* du Titien, une *Vénus* du Corrège. Le *Vulcain*, de Pietro di Cortone, doit être donné à Tallien.

« Le ministre Merlin veut aussi quelques tableaux ; il n'en demande que vingt-cinq ; on a voulu lui donner la *Justice*, de Raphaël, mais il a préféré les *Sept péchés capitaux*, de Jordans.

« Le ministre Lacroix n'a encore précisé aucun tableau, mais on veut lui envoyer un *Saint Crépin* bien conservé. »

Les souscripteurs recevaient les *Rapsodies du Jour* deux fois par décade, mais, dès le numéro 73, elles leur furent adressées quatre fois dans la même période. Les abonnements se prenaient chez l'auteur, 340, rue de Chartres, au prix de 12 livres par an, mais on avait la faculté d'y souscrire par fractions de trois mois sans augmentation. A partir du numéro 43, du 22 décembre 1796, il fut ajouté une vignette au titre et celle-ci se modifiait le premier jour de chaque décade.

Les coquettes « Merveilleuses », aux falbalas éblouissants, pouvaient contempler leurs attraits dans le *Miroir*. Ne leur criait-on pas : Voici le grand *Miroir* !... Qui veut se mirer ce soir ?... Cette feuille, créée le 12 floréal an IV (1^{er} mai 1796) par Souriguières et Beaulieu, se proposait de retracer fidèlement les mœurs et les vices de la société, « subsister le moral tranquille à la démagogie turbulente des audacieux et des révolutionnaires, fournir un tableau exact de la situation de Paris et des séances des deux Conseils, donner des résultats sur l'état des finances, présenter des vues pour leur amélioration ».

Le *Miroir* faisait surtout la guerre à tout le monde, la chasse aux abus et aux scandales. Plutôt constitutionnel que royaliste, il se distinguait par sa haine des démocrates et du Directoire. C'était le seul journal, avec le *Messenger du Soir*, dont la vente fût tolérée à la porte des théâtres, et Poulthier, de l'*Ami des lois*, n'en décolerait pas.

Le *Miroir* formait un quotidien de quatre pages in-4 ; à partir du numéro 409, du 13 juin 1797, il imita d'autres confrères et s'augmenta d'un *feuilleton* ou supplément de quatre pages consacré à la littérature, aux théâtres et aux annonces. Les souscriptions avaient été fixées en numéraire, à : 24 livres pour l'année, 13 livres pour six mois, 7 livres pour trois mois, portées à 9 livres le 1^{er} thermidor an

IV ; en assignats, à 600 livres pour trois mois, seul terme pour lequel cette monnaie pût être acceptée. Les abonnements pour l'étranger et les pays conquis ne s'acceptaient qu'en numéraire.

Le nombre des publications royalistes s'accrut par la reprise ou la continuation de quelques-uns des anciens organes et par la création d'une foule de nouvelles feuilles d'une valeur très inégale. Les 90 journaux qui se fondèrent entre le 13 vendémiaire an IV et le 18 fructidor an V étaient en majeure partie royalistes. Les plus marquants comprenaient : l'*Eclair* rédigé par les frères Bertin de Vaux, Lacrosette, Planche et Nicolle ; le *Point du Jour*, publié par Drevet de l'an IV à l'an VIII ; l'*Invariable*, dirigé par Corentin Royou ; le *Déjeuner*, assumé par Fabius Pillet, de Chazet, Chéron et autre ; le *Mercure français*. Parmi les anciens, citons le *Journal de Perlet*, le *Postillon de Calais*, devenu le *Postillon Français*.

Quant à la presse démocratique ou *jacobine*, comme on l'appelait, elle montrait moins d'endurance à la lutte ; mais elle n'en gênait pas moins le pouvoir. La création de nouveaux organes ne lui fournit guère plus d'activité. Ses principaux représentants se signalaient par la *Sentinelle*, in-8, de J.-B. Louvet, appelée vulgairement la *Sentine*, traitée d'anarchiste par Poncelin, de royaliste par Lebois, et qui « se vengeait en dénonçant chaque jour, comme royalistes, une douzaine de confrères » ; le *Tribun du Peuple* ou « le Défenseur des droits de l'homme en continuation du *Journal de la liberté de la presse* ».

Dans le même groupe, signalons encore l'*Orateur plébéien* ou « le Défenseur de la République », par Leulliette, avec le concours de Demaillot et Marc-Antoine Julien fil ; le *Batave*, par Dusaulchoy, que le *Censeur des Journaux* traitait de « fatigant polémiste, mais franc de collier et constant sur sa ligne », 15 février 1793-21 septembre 1796, 7 volumes in-4 ; l'*Ami du Peuple* ou « le Défenseur des patriotes persécutés », de R.-J. Lebois, « embastillé 17 mois », 2 brumaire an IV-24 vendémiaire an VI, 3 volumes in-4 ; le *Journal des Hommes libres de tous les pays* ou « le Républicain », 29 juin 1793-22 germinal an VI, que ses adversaires avaient dénommé le « Journal des Tigres ». Après le départ de Duval, son rédacteur, l'organe fut repris, au moins de frimaire an VI, par un groupe étrange de personnages composé de Lepelletier, du marquis d'Antonelli, du prince Chales de Hesse et l'abbé Girault ; l'*Eclaireur du peuple* ou « le Défenseur de 24 millions d'opprimés », par S. Lalande, « soldat de la patrie », 12 ventôse-8 floréal an IV ; la *Résurrection du véritable Père Duchesne f... !*, 3 nivose an III, 44 numéros in-

8, dont le titre variait légèrement à chaque numéro, rédigé par le Père Duchesne, Labisol, Carmagnole, la Mère Duchesne et Caignart. Certain jour, le rédacteur principal fut mandé au Bureau central de police du canton de Paris, où le commissaire Limodin l'invita à apporter plus de réserve dans son langage.

Dans une sorte de zone neutre se tenaient le *Journal de Paris*, qui ne publiait que des écrits économiques, philosophiques et politiques de Rœderer ; la *Gazette nationale de France*, quelque peu indifférente à la politique ; le *Journal des Débats et Décrets*, qui ne donnait encore, comme pour les Assemblées nationales précédentes, qu'un compte rendu sans commentaire des séances des deux Conseils ; le *Journal du Soir* ou « Journal des frères Chaigneau », qui constituait plutôt une affaire de spéculation qu'un organe de parti politique. Le journal le *Thé* a rapporté comment cette feuille encaissa de gros bénéfices dans les premiers temps des assignats. Les coupures étaient alors de cinquante livres et nombre des porteurs trouvaient difficilement à réaliser leur papier. Limonadiers et traiteurs refusaient le change, même en leur offrant une bonification ; si bien qu'un portefeuille bien garni ne permettait ni de déjeuner ni de dîner. Les frères Chaigneau, par contre, recevaient beaucoup de petite monnaie de leurs colporteurs. Ils annoncèrent ainsi qu'ils verseraient à leurs souscripteurs l'appoint en numéraire, ainsi que le fit la *Chronique de Paris* au mois d'octobre 1790, comme nous l'avons rapporté. Aussitôt chacun s'empressa de s'abandonner au *Journal du Soir*. L'assignat baissa, l'affluence redoubla chez les frères Chaigneau et le chiffre des abonnements fut en hausse, déterminant la vogue de la feuille.

À côté d'elle, vint le *Journal du Matin et du Soir*, imprimé la nuit après les organes du soir ; les nouvelles que l'on trouvait dans ce nouveau quotidien précédaient celles des autres journaux, surtout quand les séances du Corps législatif finissaient tard ou se prolongeaient fort avant dans la nuit. Il faut y ajouter les *Petites Affiches*, recueil jadis jacobin, devenu à la dévotion du Directoire, et qui, le premier, adopta la formule du tutoiement et l'épithète d'« officieux ».

Comme on le voit, les journaux royalistes se trouvaient en majorité, possédant ainsi tous les avantages pour poursuivre leur offensive. Lacretelle aîné le constatait :

« Il s'imprimait, à Paris seulement, plus de soixante-dix journaux politiques et quotidiens, parmi lesquels on en comptait à peine trois ou quatre empreints de la

couleur républicaine, et qui, favorables à l'autorité, ne trouvaient qu'un petit nombre de lecteurs.

« L'offensive dans ces sortes de débats obtient toujours une extrême faveur. Il pleuvait des satires ménippées. La proscription encourue par les écrivains royalistes avait resserré leurs liens et leurs amitiés. Echappés à la mitraille et aux commissions militaires, ils se regardaient comme invulnérables. Quinze ou vingt d'entre eux, et c'étaient les plus accrédités, se réunissaient habituellement. Rien n'était plus gai, plus ouvert, ni plus franc que les délibérations de ces jeunes publicistes ; leurs vœux conspiraient pour la monarchie, quoiqu'ils ne s'entendissent pas fort bien sur le mode de monarchie qui devait être préféré. »

Afin de protéger son prestige et réduire les attaques de la presse contre-révolutionnaire, le Directoire entretint une presse dévouée, ainsi que cela s'était déjà produit sous les gouvernements précédents. Jamais la presse gouvernementale ne joua un si grand rôle que sous le Directoire. Indépendamment des journaux qui traitaient de questions générales, chaque Directeur disposait encore d'un ou plusieurs organes auxquels il adressait, soit des articles complets, soit des ébauches de rédaction, soit des directives sur ce qu'il convenait d'écrire.

Au premier rang des feuilles directoriales, il convient de placer le *Rédacteur*, publié du 25 frimaire an IV au 28 nivôse an VIII, 1 492 numéros in-4 en 5 ou 10 volumes, avec table des matières, y compris les numéros du *Bulletin politique* dont il était la suite. Rédigée par Thuau Granville, cette feuille devint, depuis le numéro 320, du 10 brumaire an V, jusqu'au numéro 591, du 11 thermidor même année, le journal officiel du Directoire. Pendant cette période, l'organe publia en tête de ses colonnes l'avis suivant : « Les articles *officiels* de ce journal sont les seuls qui passent sous les yeux du Directoire exécutif ou des autorités constituées ; le gouvernement n'a aucune part aux autres. » Il est probable, cependant, que les autres articles n'étaient pas sans subir l'influence du pouvoir, fait remarquer Maurice Tourneux, car le secrétaire général du Directoire, Lagarde, était, sinon collaborateur de cette feuille, comme on l'a prétendu, du moins l'un des principaux commanditaires. Au numéro 592, la note ci-dessus fut remplacée par cette autre : « Il n'y a plus d'articles officiels dans ce journal. »

La succession du *Rédacteur* passa entre les mains du *Journal des défenseurs de la patrie*, que le Directoire envoyait déjà aux armées pour renfoncer son crédit et

dont la partie diplomatique était soumise à l'approbation du ministre des Affaires étrangères. Cet organe, fondé le 28 germinal an IV, « à l'invitation et sous les auspices du gouvernement », avait pour but de faire connaître tout ce qui concernait les armées de terre et de mer : « leurs marches, leur position, leurs combats, leurs victoires, les actions héroïques des défenseurs de la patrie. » La rédaction en était confiée à Joseph Lavallée.

Le 26 pluviôse an VIII, le journal ajoutait à son titre cette mention : « contenait le bulletin politique de l'Europe, les actes du gouvernement, les séances du Corps législatif, etc... » ; puis, en tête du numéro 1 494, du 30 nivôse an VIII, on lisait cet avertissement : « Le *Journal des défenseurs de la patrie* contiendra, comme *Rédacteur*, dont il n'est que la suite et qui s'était arrêté au n° 1 492, 28 nivôse, tous les actes du Gouvernement. »

Après avoir fourni 2 278 numéros, le *Journal des défenseurs de la patrie* cessa de paraître le 30 ventôse an X. Il passa entre les mains d'autres rédacteurs le 1^{er} germinal an X, sous la dénomination de *Journal des défenseurs de la patrie et des acquéreurs de domaines nationaux*.

Derrière ces soutiens du Directoire venaient le *Conservateur* et la *Clef du cabinet des souverains*, « nouveau journal du soir et du matin, historique, politique, économique, moral et littéraire ». Le célèbre Panckoucke apporta à sa création, le 1^{er} nivôse an V, des soins encore plus éclairés que pour les feuilles qu'il avait précédemment fondées. Le prospectus n'occupait pas moins de huit pages grand in-8 à deux colonnes et contenait des principes à la fois politiques et humanitaires.

Le prix de l'abonnement fut fixé à 36 livres ; mais pour adoucir le sort des habitants des campagnes, ainsi que des pensionnés et rentiers de l'Etat, le coût du journal fut abaissé pour eux à 24 livres, rendu franc de port. En outre, la direction, animée de sentiments philanthropiques, avait pris ces dispositions :

L'objet que se proposent les copropriétaires du nouveau journal n'est point une de ces propositions vaines et trompeuses de bienfaisance, comme on en a fait tant de fois ; ils offrent à toutes personnes quelconques qui prendront trois souscriptions, qui, à 36 livres, valent 108 livres, de les leur donner pour 72 livres, mais à la condition de rigueur que le preneur ira déposer chez Lambot, notaire, rue du Mail, une somme de 24 livres, qu'il fera inscrire en sa présence sur un registre dit *Registre de bienfaisance du*

journal de la Clef du cabinet des souverains. Ce souscripteur aura l'attention d'indiquer le numéro de sa municipalité, et l'on sait qu'il n'y en a que douze à Paris. A la fin de chaque mois, on additionnera les sommes remises, en réunissant toutes celles des mêmes numéros, et chaque somme partielle sera envoyée aux comités de bienfaisance de chaque municipalité, pour en faire la distribution à son gré aux indigents de leur arrondissement.

La *Clef du cabinet des souverains* compta jusqu'à 3 132 numéros in-8 et prit fin en floréal an XIII, formant, non pas un journal de doctrine, mais un volumineux recueil de faits sur l'Histoire du Directoire et du Consulat. Les principaux rédacteurs comprenaient Garat, Pommereuil, Gérard de Rayneval, Montlinot et Peuchet.

Le *Conservateur*, « journal politique, philosophique et littéraire, par les citoyens Garat, Daunou, J. Chénier », parut le 15 fructidor an V et termina sa carrière le 2 thermidor an VI avec 323 numéros in-8. Dans son prospectus, peu important, cette feuille clouait au pilori les mauvais journaux « vendus à tous les tyrans de l'Europe » qui surpassèrent « dans leurs calomnies contre les meilleurs citoyens ces délateurs que les Néron et les Domitien tenaient à leurs gages ». Il concluait : « Le titre de ce journal annonce assez dans quel but il est entrepris, les noms des auteurs annoncent assez dans quel esprit il sera rédigé. » Le 30 frimaire an VI, un second prospectus faisait connaître qu'un autre organe, qui se présentait sous la même forme et sous le titre de *Tableau de l'Europe*, avait été fondu avec le *Conservateur* et que « les moyens destinés à l'établissement des deux journaux ont été réunis pour enrichir et en perfectionner un. »

La naissance du *Conservateur* fut accueillie sous un feu de railleries par la presse royaliste. « Nous voulons donner huit jours au *Conservateur*, écrivait La Harpe dans le *Mémorial*. » Quant au *Censeur des Journaux*, il assurait que « le Directoire prenait deux mille exemplaires de ce journal qu'il faisait passer aux armées... *Donnez-moi de l'encens et je vous donnerai de l'argent* ».

Le Directoire avait encore à sa dévotion : l'*Ami de la patrie*, « journal de la liberté française », par Coesnon-Pellerin, an IV-germinal an VI, 751 numéros in-4. Ses services furent appréciés, puisqu'il resta à la disposition du gouvernement depuis le commencement de l'an V jusqu'en frimaire an VI ; l'*Historien*, rédigé

par Dupont de Nemours, 1^{er} frimaire an IV-fructidor an V, repris à la fin de l'an V, après le coup d'Etat de fructidor sous le titre l'*Historique*, par les collaborateurs de Dupont de Nemours, avec Bienaymé pour rédacteur en chef ; le *Pacificateur*, 1^{er} prairial an V-4 messidor an VI, ancien *Journal des lois* « de la République française », rédigé d'abord par C.-N. Osselin, député à la Convention nationale, puis par Galletti, Piquemard et Etienne Méjan ; ce fut le *Journal des Lois* qui, le premier, dénonça la tannerie de peau humaine installée à Meudon et osa en accuser le Comité de Salut public ; poursuivi pour ce fait, Galletti se justifia en présentant un exemplaire de la Constitution relié en peau humaine ; le *Révéléateur*, bulletin universel, in-4, par Errard, que le *Thé* portait ainsi :

Le jacobin Herrard qui sait à peine lire,

Fait le *Révéléateur*.

— Quel est donc ce journal ? — Je vais vous en instruire :

Dans ce papier payé par maint septembriseur,

Le blanc est son esprit, et le noir est son cœur.

Enfin, le *Journal général de France*, par Maille et Jollivet dit Baralère ; le *Journal du Soir* d'Etienne Feuillant, deux feuilles spéculatives qui soutenaient à toute époque le gouvernement au pouvoir ; l'*Ami des Lois* ou « Mémorial politique et littéraire, par Poultier et une société de gens de lettres », an III-11 prairial an VIII, 1 726 numéros, in-4. Sur la première page, se détachait cette épigraphe : « Nul est homme de bien, s'il n'est franchement et religieusement observateur des lois. » Dénoncé au Conseil des Cinq-Cents par Dumolard, le 18 pluviôse an V, comme « incendiaire et anarchiste », l'*Ami des Lois* n'en poursuivit pas moins sa carrière. Ce journal présentait cette particularité que les marges du fond étaient comblées par des annonces disposées verticalement.

Les journaux du temps considéraient Poultier comme sorte de Gil Blas de la Révolution. Tenant tout d'abord des bouts de rôle sur la scène des élèves de l'Opéra auxquels Parisot donnait le pain et le gîte, il joua l'amoureux du *Siège de Grenade*, vêtu d'un costume de satin lilas, en manchettes de batiste, les jambes embarrassées dans une longue rapière ; contrôla ensuite les billets à la porte du théâtre, faisant des singeries pour divertir les passants ; abandonnant les planches,

Poultier devint tour à tour bénédictin, poète, garde national, représentant du Peuple du Pas-de-Calais, enfin journaliste. François-Martin Poultier fut la bête noire des royalistes. « Poultier, disaient-ils, qui n'a écrit de sa vie que des quittances de ses myriagrammes et les reçus des gages qui lui sont payés en sa qualité de calomniateur à la solde du gouvernement. » Bertin d'Antilly ne manquait pas une occasion pour le harceler en prose ou en vers. Telle cette épigramme :

On dit que chaque mois à Poultier on alloue
Cinq cents livres pour ses écrits :
Rien n'est plus vrai, mais à Paris
Tout s'achète jusqu'à la boue.

De leur côté, les *Rapsodies du Jour* du 25 janvier 1797 lui décochaient ce trait :

Le grand Poultier, qu'aujourd'hui l'on renomme,
Pour qui l'intrigue est la vertu
A servi tour à tour Momus, Mars, Vénus, Rome ;
Il a rampé, brillé, jeûné, puis combattu :
Il prétendit à tout... Que n'a-t-il pas voulu ?
Il faillit même être honnête homme.

Il restait encore le *Moniteur*, sur le concours duquel le Directoire pouvait compter, cette feuille n'hésitant jamais à se mettre à la disposition du parti dirigeant. Elle soutint par la suite avec conviction la cause du gouvernement.

Outre ces organes bienveillants, le Directoire pouvait recourir accidentellement aux bons offices de quelques autres, comme, par exemple, la feuille royaliste le *Messenger du Soir*, qui figurait sur un état de versements de l'an VI pour services rendus au Directoire ; le rédacteur du *Journal des hommes libres*, Charles Duval, si violent d'ordinaire contre le gouvernement, n'hésitait pas, parfois, à mettre sa plume à sa disposition.

L'entretien de cette presse coûtait naturellement cher au Directoire. Il ressort d'une lettre du Directoire exécutif au ministère de la Police générale, en date du 5 pluviôse an VI, que, pendant le mois de nivôse an VI, le gouvernement ne dépensa pas moins de 5 200 francs pour impression de divers écrits, somme prélevée sur les fonds secrets du ministère de la Police générale. C'est ainsi qu'il fut alloué 300 francs au *Messenger du Soir*, au *Moniteur* et au *Journal de Paris*, « pour encouragement », et 500 francs à Coilliot, rédacteur du *Journal des campagnes et des armées*. Une lettre du chef de la comptabilité au ministère de la Police, en date du 6 messidor an VI, prouve que ce n'étaient pas là des cas isolés ; elle précise, en effet, que Coilliot toucha encore à cette date une somme de 2 000 francs en avance sur « ses engagements » et dont voici l'attestation :

Je soussigné, chef de la comptabilité du ministère de la Police générale, certifie que le 28 pluviôse dernier, il a été payé au sieur Coilliot, directeur du *Journal des campagnes et des armées*, la somme de deux mille francs en avance de quatre mois des encouragements qui lui sont accordés par le Gouvernement à compter du 1^{er} ventôse suivant au 30 prairial même année.

Paris, ce 6 messidor an 6.

Signé : ROCHART.

Coesnon-Pellerin lui-même figurait parmi les bénéficiaires pour les services qu'il rendait dans l'*Ami de la Patrie*. Par une lettre du 3 thermidor an IV, adressée aux directeurs du Directoire exécutif, il avait sollicité « un service quel qu'il soit pour le mettre en état de soutenir son journal ». Barras traça en marge cette mention : « Renvoyé au secrétariat pour faire un rapport au Directoire le 6 thermidor. » Il faut supposer que les conclusions en furent favorables, car une subvention de 300 francs par quinzaine fut accordée au demandeur. Le 3 pluviôse an VI, Coesnon-Pellerin écrivait au citoyen Lagarde, secrétaire général du Directoire exécutif, pour lui demander où il devait se rendre pour encaisser cette indemnité, se trouvant « extraordinairement gêné ». Le 30 ventôse an VI, il envoyait une nouvelle lettre à Lagarde pour l'aviser que, s'étant présenté la première quinzaine de ventôse pour toucher l'encouragement que le Gouvernement lui avait attribué, il n'avait pas reçu satisfaction ; il priait le secrétaire général, « la seconde quin-

zaine étant expirée, de ne pas l'oublier, car deux quinzaines à la fois le remettaient en fonds ».

Coesnon-Pellerin avait précédemment fait l'objet d'un rapport présenté le 6 fructidor an IV au ministre de la Police générale par Limodin, membre du bureau central du canton de Paris. La mentalité du personnage s'y trouvait admirablement dépeinte, Coesnon-Pellerin était alors soupçonné d'être l'auteur de deux pamphlets intitulés : l'un, *Lettres au citoyen Barras* ; l'autre, *A leurs Majestés postiches* (les Directeurs).

Quant à Coesnon-Pellerin, signalait le policier, voici nos observations sur son physique et son attitude : il est blême, âgé de quarante-cinq à cinquante ans ; ne paraît pas avoir l'habitude de regarder en face, la tête chauve, et le peu de cheveux qui lui reste terminé en écuelle arrondie ; son costume, un peu plus que simple, l'air de sa physionomie embarrassé et *cafard*, cet homme est pressé par la misère, et paraît très disposé à se vendre au plus offrant, malgré son républicanisme franc et désintéressé et l'amitié qu'il a pour son pays... Cet homme mérite d'être surveillé... Il n'est pas étranger à la secte anarchiste.

Certains directeurs de journaux acceptaient de servir le Directoire sans recevoir de fonds comme Sibuet, propriétaire de l'*Ami des Lois*. Par des lettres à Lagarde, Merlin et Barras, il rappelait maintes fois qu'il aspirait seulement à rendre sa feuille substantielle et utile à la République, qu'il faisait l'impossible pour la diffuser, établissant même un service gratuit à chaque administration centrale. Il ne demandait seulement, en échange, que le Directoire lui communiquât ses décrets en même temps qu'au *Rédacteur* et au *Conservateur* ; mais le Directoire mit longtemps à lui donner satisfaction. L'*Ami des Lois* ayant changé de propriétaire, celui-ci se montra plus âpre au gain. Un rapport présenté par Lagarde proposait, en effet, de lui allouer 1 122 francs pour quelques suppléments de l'*Ami des Lois*.

En dépit de cette presse officieuse, le Directoire ne parvenait pas à réduire les attaques des journaux royalistes. Fatigué de voir la calomnie continuellement répandue sur les républicains, il demanda aux Conseils des Cinq-Cents et des Anciens le vote d'une loi sur la répression de la « calomnie écrite ». Le projet de loi, adopté par la première de ces assemblées, fut rejeté par la seconde. Les journalistes royalistes saisirent l'occasion pour s'abandonner à tous les débordements de

leur imagination. Cette nouvelle offensive souleva l'indignation des membres du Directoire, qui décidèrent de sévir.

Le 18 fructidor an V (4 septembre 1797), les Parisiens purent lire, de bon matin, sur les murs de Paris, un arrêté portant que, conformément à la loi du 28 germinal an IV, quiconque réclamerait le retour à la royauté ou à la Constitution de 1793 serait fusillé immédiatement. Quelques heures après, fut placardé un autre arrêté, frappant plus directement un certain nombre de journalistes et d'imprimeurs. Voici ce document rarissime :

Directoire Exécutif
Paris, 18 fructidor an V de la République
française une et indivisible

Le Directoire exécutif arrête, en vertu de l'article 145 de l'acte constitutionnel, qu'il est ordonné à tous exécuteurs des mandements de justice de conduire dans la maison d'arrêt de la Force les individus ci-après nommés :

L'auteur et l'imprimeur du journal intitulé : *Courrier des Départements*, rue du Cimetière-André-des-Arts, n° 6.

L'auteur et l'imprimeur du *Journal de Perlet*, rue André-des-Arts, n° 41.

L'auteur et l'imprimeur du *Mercure de France*, rue des Poitevins, n° 16.

L'auteur et l'imprimeur de l'*Eclair*, rue des Grands-Augustins, n° 31.

Isidore Langlois et Lumier, auteurs du *Messenger du Soir*, et Porte, imprimeur du même journal, rue Jean-Jacques Rousseau, n° 115.

L'auteur et l'imprimeur de la *Quotidienne*, rue de la Monnaie, n° 20.

Gallais et Langlois (des Gravilliers), auteurs du *Censeur des Journaux*, et l'imprimeur du même journal, rue Dominique, faubourg Germain, n° 1197.

L'auteur et l'imprimeur de l'*Auditeur National*, rue Macon.

P.-N. de Barle, auteur de la *Gazette de France*, et l'imprimeur du même journal, quai des Augustins, n° 17.

L'auteur et l'imprimeur de la *Gazette Universelle*, rue de la Loi, n° 9.

L'auteur et l'imprimeur du *Véridique*, rue de Tournon, n° 1123.

Cretot, auteur du *Postillon des Armées*, et l'imprimeur du même journal, place Vendôme, n° 12.

L'auteur et l'imprimeur du *Percurseur*, rue Saint-Florentin, près du marchand de vin.

Maille et Jolivet (dit Barallère), auteurs du *Journal général de France*, et Vincent Feuillère, imprimeur du même journal, rue Favart, n° 425.

Richer-Serisy, auteur de l'*Accusateur Public*, rue Vivienne, n° 7, et l'imprimeur du même journal, rue Colombier.

L'auteur des *Rapsodies* et l'imprimeur du même journal, rue de Chartres, n° 340.

L'auteur et l'imprimeur de la *Tribune* ou *Journal des Elections*, rue Lazare, n° 44.

L'auteur et l'imprimeur du *Grondeur*, rue Neuve-des-Petits-Champs, au coin de celle de la Loi.

L'auteur et l'imprimeur du *Journal des Colonies*, Palais-Egalité, galerie de bois, n° 221.

L'auteur et l'imprimeur du *Journal des Spectacles*, rue Guillaume, près la rue Dominique.

L'auteur et l'imprimeur du *Déjeuner*, rue Vivienne, n° 8.

L'auteur et l'imprimeur de l'*Europe Littéraire*, rue du Commerce, n° 15.

L'auteur et l'imprimeur de la *Correspondance*, rue Montorgueil, n° 3.

Bertin d'Antilly, auteur du *Thé*, et l'imprimeur du même journal, Galerie vitrée, chez la citoyenne Ragoulleau.

Laharpe, Fontanes et Vauxcelles, auteurs du *Mémorial*, et l'imprimeur du même journal, rue de Thionville, chez Peschard, libraire.

L'auteur et l'imprimeur des *Annales Universelles*, rue des Moulins, n° 549.

Beaulieu, auteur du *Miroir*, et l'imprimeur du même journal, rue des Bons-Enfants, n°s 1340 et 1341.

Suard, auteur des *Nouvelles Politiques*, et l'imprimeur du même journal, rue...

Barruel-Beauvert, auteur des *Actes des Apôtres*, et l'imprimeur du même journal, rue...

L'auteur et l'imprimeur de l'*Aurore*, rue...

L'auteur et l'imprimeur de l'*Etoile*, rue...

Tous prévenus de conspiration contre la sûreté intérieure de la République. Spécialement de provocations au rétablissement de la royauté et à la dissolution du gouvernement républicain.

Pour être poursuivis et jugés comme tels, conformément à la loi du 28 germinal an IV.

Mande au gardien de la maison d'arrêt de la Force de les recevoir ; le tout en se conformant à la loi.

Ordonne à tous dépositaires de la force publique, auxquels le présent mandat d'arrêt sera notifié, de prêter main-forte pour son exécution en cas de nécessité.

Les ministres de la Police générale et de la justice sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au *Bulletin des Lois* et affiché dans la commune de Paris.

Pour expédition conforme
Le Président du Directoire exécutif :
J.-M. Réveillière-Lepeaux.
Par le Directoire exécutif,
Le Secrétaire exécutif :
Lagarde.

A Paris, de l'imprimerie de la République,
fructidor an V.

Ce coup d'Etat du 18 fructidor fut appelé la *Saint-Barthélémy des Journalistes*.

Le Conseil des Cinq-Cents et le Conseil des Anciens approuvèrent cet arrêté du Directoire et votèrent, le 19 fructidor an V, une loi dont l'article 35 plaçait pendant un an « les journaux, les autres périodiques et les presses sous l'inspection de la police qui pourra les prohiber » en vertu de l'article 355 de l'acte constitutionnel de l'an III. Le Directoire prit encore deux arrêtés : l'un suspendant la remise aux journaux poursuivis du montant des abonnements versés pour eux à la poste, l'autre frappant d'un timbre fiscal les journaux épargnés.

L'arrêté draconien du 18 fructidor ne semble pas avoir été rigoureusement appliqué. Parmi les journalistes, Lacretelle jeune fut seul arrêté à son domicile et maintenu en prison pendant deux ans. La plupart des journaux se contentèrent de remplacer ou simplement de modifier leurs titres, de confier le tirage à un imprimeur et de changer d'adresse.

La loi du 19 fructidor assagit un moment les journalistes, dans la crainte de voir leurs feuilles suspendues ou leurs machines saisies par la police pour une plaisanterie parfois anodine. Toutefois, la première émotion calmée, la presse reprit peu à peu courage et son attitude agressive. Le Directoire veillait. Bien décidé à en finir, il prit, le 27 frimaire an VI (17 décembre 1797), l'arrêté ci-après :

Le Directoire exécutif, sur le rapport du ministre de la Police générale ;

Considérant que plusieurs journalistes complices de la conjuration royale et frappés par la loi du 22 fructidor dernier, après s'être soustraits aux effets de ladite loi en substituant de nouveaux titres à leurs feuilles justement prosrites, n'ont pas cessé d'attaquer, soit directement ou indirectement les mesures du gouvernement les plus propres à consolider l'édifice républicain ;

En vertu de l'article 35 de la loi du 19 fructidor an V, arrête :

ARTICLE PREMIER. — Les journaux intitulés : *l'Echo de l'Europe*, ci-devant *Messenger du soir* ; le *Courrier de l'Europe*, sortant des mêmes presses que *l'Echo* ; la *Petite Poste du Soir*, l'*Indiscret*, successeur de la *Boussole* et de la *Toilette* ; la *Gazette nationale de France*, le *Diurnal* ou *Précurseur*, le *Correspondant français*, la *Gazette européenne*, ci-devant *Gazette française* ; le *Correspondant du jour* ou le *Véridique*, sortant des

mêmes presse que l'*Eclair* ; le *Babillard*, le *Frondeur*, le *Bulletin de la République*, ci-devant la *Quotidienne* : l'*Aviso*, les *Tablettes républicaines*, ci-devant le *Mémorial*, sont prohibés.

ART. II. — Les scellés seront apposés sur les presses qui servent à les imprimer et sur les registres d'abonnement.

ART. III. — Le ministre de la Police est chargé de l'exécution du présent arrêté qui ne sera pas imprimé.

Le 28 frimaire, le ministre de la Police transmet cet arrêté au Bureau central de Paris prescrivant d'en assurer l'exécution. Dans une lettre du 3 nivôse, le directeur de ce bureau faisait connaître qu'il n'avait pu mettre le séquestre que sur « quatorze des feuilles proscrites » ; quant aux trois autres, il n'avait pu parvenir à les découvrir : le *Courrier de l'Europe* ne s'imprimait pas sur les mêmes presses que l'*Echo*, ainsi que l'arrêté l'indiquait ; le *Frondeur* avait cessé d'exister depuis quelques jours et les traces de ses machines avaient échappé aux recherches ; en ce qui concernait celles du *Diurnal*, elles avaient été enlevées la veille de l'opération policière.

Quant aux scellés apposés sur les machines à imprimer, ils furent dans certains cas inopérants. Léon Say a raconté, suivant une tradition familiale, que des mécaniciens habiles, recrutés en Angleterre, réussirent à mettre en marche quelques presses sous les rubans et les cachets. Celles de l'imprimerie Lenormant, où les frères Bertin faisaient tirer l'*Eclair*, comptèrent notamment parmi les privilégiées.

Cependant, à force de démarches et de supplications, quelques-uns des journaux interdits le 17 frimaire obtinrent l'autorisation de faire lever les scellés, tels que le *Babillard*, l'*Echo de l'Europe* et le *Correspondant français*. Quelques mois plus tard, certains organes républicains officieux se montrèrent moins favorables au Directoire. Le *Journal des Hommes libres* et l'*Ami de la patrie* critiquèrent même les mesures draconiennes qu'il avait prises. Les suites ne se firent pas attendre. Le 21 germinal an VI, le Directoire demanda au ministère de la Police de lui fournir un rapport sur ces deux feuilles. Après examen, le Directoire prit un arrêté d'interdiction et ordonna d'apposer les scellés sur leurs presses. L'*Ami de la patrie* sollicita la levée de la prohibition qui le frappait et une ordonnance du 6 prairial an VI rapporta la décision prise contre lui le 22 germinal. Le *Journal des*

Hommes libres brava les Directeurs en continuant à paraître sous le titre significatif du *Persévérant*. Dès qu'il en fut informé, le ministre de la Police envoya au Directoire les deux premiers numéros parus en faisant constater que les caractères, le style, la présentation et le papier l'identifiaient parfaitement avec l'organe évincé. Le Directoire, en présence de cette résistance obstinée au Gouvernement, supprima le *Persévérant*, bien que les numéros « ne contiennent rien de répréhensible », précisait le Bureau central de police dans un rapport du 29 germinal an VI.

Les pouvoirs de police accordés au Directoire par l'article 35 de la loi du 19 fructidor an V touchant à leur fin, le Gouvernement obtint, non sans peine, du Conseil des Cinq-Cents, leur prorogation jusqu'à l'adoption d'un projet de loi sur la presse. Cette prorogation, toutefois, ne devait pas excéder la durée d'une année. L'opposition, elle-même, avait reconnu que l'on ne pouvait tolérer plus longtemps les diatribes des journalistes royalistes et jacobins contre les autorités constitutionnelles. Plusieurs membres du Conseil des Cinq-Cents : Barbier, Echassériaux, J. Chénier, entre autres, réclamèrent pour la presse un régime normal. Barbier parvint même à faire voter un projet de loi assez libéral ; mais le Conseil des Anciens le rejeta, le considérant comme insuffisant. En attendant qu'un accord s'établisse entre les deux assemblées, Bertier fit voter, par le Conseil des Cinq-Cents, l'abrogation de l'article 35 conférant les pouvoirs de police au Directoire. Le Conseil des Anciens l'adopta à son tour le 4 thermidor an VII (22 juillet 1799).

Les journaux jacobins et royalistes redoublèrent alors de violence, persuadés qu'ils se trouvaient sur le point de renverser le pouvoir tyrannique qu'ils ne cessaient de combattre. Indigné, le Conseil des Anciens, par voie de message au Directoire, réclama des mesures énergiques contre les perturbateurs. Par la plume de Sieyès, le Directoire faisait connaître à la Haute Assemblée sa résolution de traiter les journalistes comme auteurs et complices d'une conspiration contre la sûreté de l'Etat en s'appuyant sur l'article 15 de la Constitution. Sieyès ajoutait que le Directoire, mettant sa décision à exécution, avait décerné des mandats d'arrêt contre les auteurs et imprimeurs du *Bulletin officiel des Armées coalisées*, de la *Parisienne*, de la *Quotidienne*, du *Courrier de Paris*, du *Démocrate*, du *Miroir*, de la *Feuille du Jour*, du *Nécessaire*, du *Grondeur*, des *Hommes libres*, du *Défenseur de la Patrie*, faisant suite à l'*Ami du Peuple*.

Le directoire, par un arrêté du 16 fructidor an VII (2 septembre 1799), ordonna en même temps d'exécuter les dispositions de l'arrêté du 18 fructidor an V, les-

quelles n'avaient été ni suivies d'effet, ni abrogées ; mais il ajouta, à la suite des journaux déjà frappés, les onze feuilles énumérées dans le message signé par Sieyès au nom du Directoire. Cet arrêté du 16 fructidor an VII ordonnait la déportation à l'île d'Oléron des propriétaires, entrepreneurs, directeurs, auteurs, rédacteurs, des journaux ci-après :

Le Mémorial ; le Messenger du Soir ; le Miroir ; les Nouvelles politiques nationales et étrangères ; l'Observateur de l'Europe ; le Perlet ; le Petit Gauthier ou la Petite Poste ; le Postillon des Armées ou Bulletin Général de France ; le Précurseur ; la Quotidienne ; les Rapsodies du Jour ; le Thé ; la Tribune publique ; le Véridique, l'Argus ; les Annales catholiques ; les Actes des Apôtres ; l'Accusateur public (Richer-Serisy) ; l'Aurore ; le Censeur des journaux ; le Courier de Lyon ; le Courier extraordinaire ; l'Anti-Terroriste ; le Courier Républicain ; le Défenseur ; l'Echo ; L'Eclair ; l'Europe littéraire ; la Gazette française ; la Gazette universelle ; l'Impartial bruxellois ; l'Impartial européen ; l'Invariable ; le Journal des Colonies ; le Journal Général de France ou le Gardien de la Constitution.

Les proscrits les plus connus : La Harpe, Fontanes, Vaucelles, Bertin d'Antilly, Barruel-Beauvert, Gallais, Corentin, Royou, Richer-Seisy, parvinrent adroitement à se soustraire à la déportation. Beaucoup d'autres furent, par la suite, rappelés en France.

Afin de gêner les journaux hostiles sans violer le principe de la liberté de la presse, le Directoire prit le parti d'interdire à la poste de la transporter. Par ce moyen, il en vint à dresser un état des organes admis à circuler par la voie de la poste. Cette liste, jointe à une circulaire explicative, fut adressée, le 6 nivôse an VII, par le ministre de la Police, au commissaire du Directoire près les administrations du département.

L'opinion publique, habituée aux effervescences populaires, resta indifférente à ces proscriptions.

Alors que le Directoire supprimait des journaux, Bonaparte en créait au cours de ses campagnes. Le futur empereur y déploya même de réelles qualités de journaliste. Pendant la guerre d'Italie, il voulut établir un contact entre la République et ses armées. Il fonda ou aida à créer, à Milan, le *Courier de l'Armée d'Italie* ou

« le Patriote français, par une société de républicains », 1^{er} thermidor an V-12 frimaire an VII, 148 numéros in-4. Écrit sous l'inspiration de Bonaparte, on y trouvait des nouvelles militaires ainsi que des plans que le commandant en chef d'alors devait développer dans l'avenir. L'écrivain Jullien de Paris en aurait assuré la rédaction en messidor, thermidor et fructidor an V. Quelques semaines après, Bonaparte voulut avoir un journal sous sa main pour confondre ses détracteurs, « opposer à l'opinion de Paris sur les armées, l'opinion des armées sur Paris et ses intrigues ». Il lança ainsi, à Milan, la *France vue de l'armée d'Italie*, « journal de politique, d'administration et de littérature française et étrangère », fin thermidor an V-vendémiaire an VI. Il en confia la rédaction à Regnault de Saint-Jean-d'Angély. Un avis placé à la fin du premier numéro définissait le caractère de la feuille : « Il s'imprime déjà un journal français à Milan, mais dans un autre format. L'objet de celui-ci sera de faire connaître la vérité sur ce qui se passe en Italie, sur la manière dont on y envisage la situation de la France ; enfin, de défendre la liberté et ses amis contre les partisans de la tyrannie et de la terreur. »

Regnault de Saint-Jean-d'Angély ne resta sans doute pas très longtemps à la tête du journal, car le numéro 11, du 1^{er} vendémiaire an VI contenait cet avis : « Le citoyen Regnault de Saint-Jean-d'Angély annonce qu'il n'est l'auteur que des six premiers numéros de ce journal et qu'il n'avouera désormais que les articles qui seront souscrits des lettres initiales de son nom. »

La *France vue de l'armée d'Italie* ne semble avoir fourni qu'une douzaine de numéros.

Lors de l'expédition d'Égypte, les mêmes préoccupations assaillirent Bonaparte. Dès qu'il fut établi au Caire, il ordonna d'installer une imprimerie nationale pour y créer un moniteur officiel de la nouvelle colonie française. Peu après, il donna naissance au *Courrier d'Égypte*. Les numéros, au début, se succédèrent assez régulièrement tous les quatre ou cinq jours ; mais ils ne tardèrent pas à s'espacer de plus en plus, de sorte que, du 12 fructidor an VI au 20 prairial an IX, il ne parut que 116 numéros, petit in-4. Cette feuille avait pour mission de faire connaître la vérité sur ce qui se passait sur le sol égyptien et la manière dont on envisagerait là aussi « la situation de la France et la conduite de ses gouvernants ». Ce fut en quelque sorte une petite gazette donnant, à côté des actes officiels, des nouvelles locales et étrangères exemptes de commentaires. On n'y trou-

vait point, comme dans la *France vue de l'armée d'Italie*, d'articles de fond reflétant la pensée de Bonaparte.

L'inspiration du conquérant se trouvait mieux révélée dans la *Décade égyptienne*, « journal littéraire et d'économie politique » inspiré par Bonaparte auquel il fut dédié. Le Caire, Imprimerie nationale, ans VII et VIII, 3 volumes in-4. Le premier numéro vit le jour le 10 vendémiaire an VII, précédé d'un prospectus signé de Tallien. L'implacable adversaire des Girondins exposait que la *Décade égyptienne* était l'organe de l'« Institut d'Egypte, centre et point de départ des travaux scientifiques et pratiques qui, en ressuscitant l'histoire de l'ancienne Egypte, ont préparé sa régénération moderne ». Cette feuille, annoncée comme devant être imprimée tous les dix jours, semble avoir paru irrégulièrement ; mais le contrôle en est assez difficile à établir, les cahiers n'étant ni datés ni numérotés.

Le coup d'Etat du 18 brumaire an VIII (9 novembre 1799), établissant le Consulat, devait encore provoquer un acte de violence. La Constitution du 22 frimaire an VIII (12 décembre 1799) garda sur la liberté de la presse un silence significatif, de sorte qu'elle restait à la disposition du pouvoir. Les journaux s'étant livrés à des excès de langage, les Consuls prirent, le 27 nivôse an VIII (16 janvier 1800), sur la proposition de Bonaparte, un arrêté supprimant tous les journaux politiques à l'exception de treize. Ces deniers furent placés sous la surveillance d'une police sévère et soumis à une censure des plus étroites. En voici le texte :

Paris, le 27 nivôse, l'an VIII de la République
une et indivisible

Les consuls de la République, considérant qu'une partie des journaux qui s'impriment dans le département de la Seine sont des instruments dans les mains des ennemis de la République ; que le Gouvernement est chargé spécialement par le peuple français de veiller à sa sûreté,

Arrêtent ce qui suit :

ARTICLE PREMIER. — Le ministre de la Police ne laissera, pendant toute la durée de la guerre, imprimer, publier et distribuer que les journaux ci-après désignés :

Le Moniteur Universel ; le *Journal des Débats et des Décrets* ; le *Journal de Paris* ; le *Bien informé* ; le *Publisciste*, l'*Ami des Lois* ; la *Clef du cabinet* ; le *Citoyen Français* ; la *Gazette de France* ; le *Journal des Hommes Libres* ; le *Journal du Soir*, par les frères Chaigneau ; le *Journal des Défenseurs de la Patrie* ; la *Décade philosophique* et les journaux s'occupant exclusivement de sciences, arts, littérature, commerce, annonces et avis.

ART. 2. – Le ministre de la Police générale fera incessamment un rapport sur tous les journaux qui s'impriment dans les autres départements.

ART. 3. — Le ministre de la Police veillera à ce qu'il ne s'imprime aucun nouveau journal tant dans le département de la Seine que dans les autres départements de la République.

ART. 4. — Les propriétaires et rédacteurs de journaux conservés par le présent arrêté se présenteront au ministre de la Police pour justifier de leur qualité de citoyen français, de leur domicile et de leur signature, et promettent fidélité à la Constitution.

Art. 5. — Seront supprimés sur-le-champ tous les journaux qui inséreront des articles contraires au respect dû au pacte social, à la souveraineté du peuple, à la gloire des Armées, ou qui publieront des invectives contre le gouvernement et les nations amies ou alliées de la République, lors même que ces articles seraient extraits des feuilles périodiques étrangères.

ART. 6. — Le ministre de la Police générale est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera imprimé au *Bulletin des Lois*.

Par le premier Consul,
Le Secrétaire d'Etat :
HUGUES B. MARET.
Le Secrétaire général :
LOMBARD.

Le Premier Consul :
BONAPARTE.
Pour copie conforme,
Le Ministre de la Police générale
FOUCHÉ

Le nombre des journaux alors publiés à Paris atteignaient le chiffre de soixante-treize, dont soixante furent ainsi supprimés d'un trait de plume. Ce fut Fouché qui conseilla à Bonaparte de les prohiber. Dès le 1^{er} frimaire an VIII, c'est-à-dire douze jours après le 18 brumaire, le ministre de la Police avait déjà manifesté de quelle bienveillance il entourait la presse. Il faisait connaître qu'à l'avenir les bureaux de la police ne communiqueraient plus aux journaux ni bulletins, ni notes concernant les « Nouvelles et Faits divers ». C'était ainsi supprimer cette rubri-

que, les indications fournies formant à peu près l'unique ressource des périodiques de l'époque. Par contre, les écrivains favoris du ministère des recevaient secrètement.

Les déclarations prévues par l'article 4 furent souscrites sur un registre spécial tenu au secrétariat du ministère de la Police et en tête duquel figurait l'arrêté consulaire. Ce registre est conservé aujourd'hui à la Bibliothèque de l'Opéra. Les intéressés signaient, en même temps, une déclaration qui se terminait ainsi : « Ils ont ensuite justifié de la qualité de citoyen français, en nous exhibant leurs inscriptions civiques, ainsi que leurs cartes de sûreté, et ont promis fidélité à la Constitution. » A la fin de l'an VIII, le dernier membre de phrase ne figurait pas dans la déclaration ; en l'an XII, il n'était plus question de carte de sûreté, mais il était généralement spécifié que le journal ne traitait que de matières étrangères à la politique et au culte.

L'opinion publique, alors désintéressée de tout, ne souleva aucune protestation contre l'arrêté du 27 nivôse. Elle n'eut même aucun sentiment de commisération pour les journalistes et les directeurs dépossédés. Au contraire, le général Lacuée, chargé d'une mission sur la situation de Paris et des départements environnants, constatait, dans un rapport officiel, que tous les amis de la paix avaient vu avec plaisir la suppression de ces écrits répréhensibles. C'était, dès lors, la porte ouverte à l'arbitraire.

Bien qu'il eût inspiré des journaux, Bonaparte détestait les journalistes. Il ne perdait jamais une occasion pour manifester son antipathie contre la presse périodique. On ne doit donc pas s'étonner du soin qu'il mit à la garroter dans le présent et dans l'avenir. Il disait souvent que quatre gazettes hostiles faisaient plus de mal que cent mille hommes en rase campagne. Il prononçait aussi cette parole favorite : « Si je lâche la bride à la presse, je ne resterais pas trois mois au pouvoir. » L'arrêté du 27 nivôse confirmait cette préoccupation. Il faut remarquer, cependant, que Bonaparte choisit certains de ses collaborateurs immédiats parmi les journalistes, tels Maret, duc de Bassano ; Rœderer, Fontanes, Regnault de Saint-Jean-d'Agély. Peu après le 18 brumaire, Fabre de l'Aude lui ayant recommandé, pour un emploi, l'ancien rédacteur d'un journal, Bonaparte tressaillit :

— Ah ! c'est un parleur, un critique, un frondeur, un donneur de conseils, un régent des souverains, un tuteur des nations. Il n'y a que les cabanons de Bicêtre qui conviennent à ces gens-là !

— Mais, Premier Consul, repartit Fabre, vous employez tous les jours des hommes qui ont été journalistes.

— S'ils n'avaient été que cela, je les repousserais. Je m'en sers malgré cela, entendez-vous ?

Bonaparte tenait si bien la presse en respect, qu'il pouvait dire à Bourrienne : « Inutile de me lire les journaux français ; ils ne mettent que ce que je veux. »

Il voulut, néanmoins, que le gouvernement consulaire eût son organe officiel. Il jeta son dévolu sur le *Moniteur*. Son titre sonore détermina son choix parmi les journaux qui avaient survécu à l'hécatombe du 27 nivôse. A la mort de Panckoucke, survenue en 1798, le journal était passé entre les mains de sa veuve et de son gendre, Agasse ; ce dernier en continua l'impression pendant le Consulat et l'Empire. Bonaparte leur en laissa la propriété, étant trop économe pour l'acquérir. En échange, il lui assura les moyens de vivre en lui conférant le privilège des nouvelles publiques, de la publication des actes et des communications du Gouvernement. C'était le mettre à l'abri de toute concurrence et lui assurer, en même temps, un nombre considérable d'abonnés et de lecteurs.

Hugues Maret, comme nous l'avons dit, avait quitté le *Moniteur* au lendemain de la clôture de l'Assemblée Constituante. Il était entré dans la diplomatie ; Bonaparte avait poursuivi brillamment sa carrière militaire. Tous deux n'avaient pas oublié leur séjour à l'hôtel de l'*Union* en 1789. Ils se retrouvèrent en 1799, Maret étant le plus âgé de six ans. Au lendemain du 18 brumaire, le Premier Consul le nomma son secrétaire d'Etat, le chargeant tout spécialement, en sa qualité d'ancien journaliste, des rapports quotidiens avec le *Moniteur*. Maret en devint pour ainsi dire le secrétaire de rédaction.

L'investiture officielle fut donnée au *Moniteur* par cette lettre de Maret à Fouché :

Paris, le 27 décembre 1799.

Maret, secrétaire d'Etat,
à Fouché, ministre de la Police générale,

J'ai l'honneur de vous prévenir, citoyen ministre, conformément aux ordres que j'ai reçus du Premier Consul, que le Moniteur est, à dater de ce jour, le seul journal officiel. Je vous prie, en conséquence, de vouloir bien donner les ordres nécessaires afin que les actes de votre administration et les faits de votre correspondance qui doivent être rendus publics lui soient communiqués exactement.

Maret.

Le lendemain, 28 décembre 1799, le *Moniteur* publiait en première page, en gros caractères, sur trois colonnes, l'avis suivant :

« Nous sommes autorisés à prévenir nos souscriptions qu'à dater de ce jour, le *Moniteur* est le seul journal officiel.

« Il contiendra les séances des autorités constituées, les actes du gouvernement, les nouvelles des armées, ainsi que les faits et les notions tant sur l'intérieur que sur l'extérieur fournis par les correspondances ministérielles.

« Un article sera particulièrement consacré aux sciences, aux arts et aux découvertes nouvelles. »

La dernière page portait cette mention : « A Paris, de l'imprimerie du citoyen Agasse, propriétaire du *Moniteur*, rue des Poitevins, n° 13. »

Maret, étant trop absorbé par ses fonctions de secrétaire d'Etat, se fit suppléer, à la tête du *Moniteur*, par un nommé François Sauvo. Celui-ci comprit bientôt qu'il devait s'effacer complètement devant le véritable rédacteur en chef qui n'était autre que Bonaparte, maître absolu et méticuleux. Sauvo se réserva la critique théâtrale et le courrier des spectacles, avec tous les avantages qui en découlaient.

La prose du Premier Consul apparut pour la première fois dans le *Moniteur* le 30 décembre 1799 par un démenti bref, incisif, au sujet d'une fête projetée :

« L'*Ami des Lois* dit que le premier consul Bonaparte vient de commander une fête qui coûtera deux cent mille francs.

« Cela est faux !

« Le premier consul Bonaparte sait que deux cent mille francs sont le prêt d'une brigade pendant six mois. »

Les colonnes du *Moniteur* permirent alors à Bonaparte de déployer toute sa fougue de polémiste, en particulier pendant les trois premières années du Consulat. Pendant cette période, on rencontre peu de numéros où ne figure pas le style saccadé, autoritaire, du défenseur de Toulon. Et quand il ne les dictait pas lui-même, il inspirait les articles ardents, impétueux, de son journal.

Les témoignages abondent sur la collaboration assidue de Bonaparte au *Moniteur* et même sur sa direction effective. Guillois, historien de Napoléon, a pu compulser toutes les pièces qui composaient les archives du *Moniteur* et conservées dans son hôtel avant l'incendie des ateliers en 1858. Il s'y trouvait de nombreuses épreuves des articles de Bonaparte, corrigées de sa main et qui furent détruites dans le sinistre.

La caractère jaloux de Bonaparte lui fit écarter toute personnalité marquante, de sorte que le *Moniteur* n'offrait d'autre intérêt que d'être l'organe direct de Bonaparte.

Le *Moniteur*, dont l'abonnement coûtait cent francs par an, était divisé en deux parties : l'une, officielle, intitulée *Actes du Gouvernement*, l'autre réservée aux informations diverses. Les matières de la première émanaient directement du Cabinet consulaire, plus tard impérial. Chaque jour, les épreuves des articles politiques, des nouvelles de l'intérieur et de l'extérieur étaient soumises à la révision du secrétaire d'Etat Maret, qui en donnait le « Bon à tirer ». Quand ce ministre accompagnait Bonaparte dans ses expéditions ou ses déplacements, Cambacérès le remplaçait.

Pendant la plupart des guerres et jusqu'à la campagne de Russie, les courriers spéciaux qui emportaient de Paris les correspondances officielles et privées avaient pour mission de remettre aux généraux des numéros du *Moniteur* et de distribuer dans les bivouacs des liasses de cet organe. Sous le Consulat et surtout

pendant l'Empire, la lecture du *Moniteur* avait lieu à voix haute dans les réfectoires des lycées, afin de répandre dans la jeunesse les idées napoléoniennes.

A côté du *Moniteur*, un autre journal subit de profondes transformations dans le fond et dans la forme. Vers la fin de 1799, également, François Bertin dit l'aîné, Louis Bertin de Vaux, son frère, tous deux directeurs de l'*Eclair*, et M. Laborie s'associèrent avec l'imprimeur Lenormant, de la rue des Prêtres. Ils unirent leurs capitaux pour acheter le *Journal des Débats et Lois du Corps législatif*, prairial an V-nivôse an VIII, 32 volumes in-8. Ils le payèrent 20 000 francs à l'imprimeur Baudouin. C'était une petite feuille sans portée qui se bornait à publier, d'une façon assez complète parfois, les comptes rendus des assemblées législatives. Les associés se rendirent, en même temps, acquéreurs du *Courrier Universel*, « feuille du jour », moyennant une rente de 14 400 francs à Ladevèze, son rédacteur. Ils fusionnèrent les deux affaires sous le titre : *Journal des Débats, des Lois du pouvoir législatif et des Actes du Gouvernement*, pluviôse an VIII-25 prairial an XIII.

Le groupe s'adjoignit un ancien député au Conseil des Cinq-Cents et membre du Tribunal, Chabaud-Latour, avec mission « de représenter partout où le besoin du journal l'exigerait, comme le seul propriétaire et responsable du journal, à se dire et qualifier tel dans toutes les déclarations et les actes de police publique ou de gouvernement qui pourront être requis ou nécessaires pour la conservation ou l'intérêt du journal, ou pour mettre à couvert de toute responsabilité lesdits Laborie et frères Bertin ».

Ne pouvant discuter ni traiter de politique dans leur journal, les frères Bertin jugèrent bon de soutenir le Premier Consul pour ce qu'il pourrait entreprendre dans le domaine des idées. Ils comprirent qu'un journal ne pouvait réussir qu'à la condition de pouvoir s'entretenir librement sur un sujet. Comme les seuls dont on pût encore parler consistaient dans la littérature et le théâtre, les Bertin décidèrent de s'en tenir à ces deux branches.

Pour conduire leur entreprise au succès, les deux frères s'entourèrent d'hommes de talent et d'esprit. Les anciens rédacteurs de l'*Eclair* et du *Courrier universel* se confondaient dans la nouvelle rédaction du *Journal des Débats*. On y remarquait Planche, Dussault, Boissonnade, Boutard, Saint-Victor, auxquels vinrent bientôt se joindre Hoffmann, Fiévée, de Féletz.

Citons enfin Geoffroy, qui entraîna la vogue rapide du *Journal des Débats* en créant le feuilleton dramatique. Ce fut une innovation sensationnelle, car le bulletin des théâtres d'alors ne se composait que d'une simple nomenclature des spectacles accompagnée de quelques appréciations. Ce feuilleton formait un supplément ; sorte d'appendice détachable placé en rez-de-chaussée, c'est-à-dire au bas de la page, sur toute sa largeur. Il prit le titre de *Feuilleton du Journal des Débats*, qu'il a conservé depuis. Il y eut alors deux tirages : l'un de format in-quarto sans le feuilleton, l'autre in-folio avec ce supplément. Peu de temps après, l'in-folio devint le format unique et définitif. Les autres journaux se virent dans l'obligation d'adopter cette nouveauté, s'ils ne voulaient pas périlcliter.

Certains tentèrent de la perfectionner. Le *Publiciste*, par exemple, quelques années plus tard, disposa son feuilleton tantôt longitudinalement, tantôt transversalement en tête du numéro, de manière qu'il pût toujours être détaché.

Geoffroy avait succédé à Fréron dans la rédaction de l'*Année littéraire*. Pendant les premières années de la Révolution, il avait collaboré à l'*Ami du Roi*. Lorsque cette feuille fut poursuivie en mai 1792, il avait mis sa tête à l'abri en se faisant maître d'école dans un village. Rentré à Paris après le 18 brumaire, ses antécédents littéraires le désignèrent pour tenir la chronique des théâtres au *Journal des Débats*. Au lieu d'une rubrique, il en fit une revue. La littérature ancienne et moderne, l'histoire, la philosophie, la morale y trouvèrent place. Geoffroy y agitait même les questions politiques les plus hautes sous le prétexte d'une mauvaise comédie, ou sous la forme d'« éphémérides politiques et littéraires ».

Le *Journal des Débats* et son feuilleton furent fort bien accueillies par le public. Certains mécontents les saluèrent d'un déluge de brochures, de pamphlets, d'épigrammes et même de poèmes menaçant d'une ruine prochaine ce « colosse aux pieds d'argile ».

Poursuivant son programme de réorganisation de la presse, le Premier Consul invita Fouché, le 5 avril 1800, à s'assurer que les rédacteurs des journaux étaient d'une moralité et d'un patriotisme à l'abri de toute corruption. Il décida que chaque numéro devrait porter à l'avenir la signature du rédacteur déclaré. A cet effet, il installa au ministère de la Police un Bureau de la presse chargé de surveiller les journaux.

Le Premier Consul voulut aussi être renseigné sur tout ce qui se publiait. Louis-Madeleine Ripault, son bibliothécaire particulier, reçut la mission d'analyser, avec le plus grand soin, tout ce que les journaux inséraient au sujet de la religion, de la philosophie et de la politique. Il devait remettre son travail chaque jour au Premier Consul. Ses idées libérales l'ayant compromis aux yeux du Pouvoir, Ripault fut remplacé, en 1804, par l'abbé Denine.

A côté du lecteur, Bonaparte s'adjoignit un conseiller. Il choisit Fiévée, l'ancien rédacteur de la *Chronique de Paris*, de la *Gazette de France* et du *Mercur* ; Fiévée, l'auteur de ce mot célèbre : « La politique, même dans les gouvernements représentatifs, est ce qu'on ne dit pas. » Il venait de publier un roman intitulé la *Dot de Suzette*, dont le succès avait été prodigieux et qui avait eu le don de plaire à Bonaparte. Ce dernier avait également remarqué les articles du signataire. Comme il cherchait à s'entourer d'hommes de valeur, le général écrivit à Rœderer, le 12 mars 1802, pour le prier de se renseigner sur les mœurs et les idées politiques du « citoyen Fiévée » en vue « d'utiliser ses talents ».

Rœderer conduisit Fiévée aux Tuileries. Reçu avec aménité par Bonaparte, Fiévée lui plut par ses manières, par sa verve et sa finesse d'esprit. Voulant l'éprouver avant de l'employer de plus près, le Premier Consul le chargea de se rendre en Angleterre pour étudier les mœurs et le régime politique de ce pays qui lui échappaient.

— Allez, voyez, ajouta-t-il ; ce que vous m'écrivez, je le croirai. Vous enverrez vos lettres chez l'ambassadeur, qui sera prévenu, et vous y mettrez des numéros pour que je sache si on m'en prend ou s'il s'en égare.

A la même époque, toujours hanté par l'idée de posséder une feuille officieuse, Bonaparte voulut en avoir une dans laquelle il pût écrire tout ce qu'il voudrait et « qui ne pourrait être dit » dans le *Moniteur*, organe officiel. Mettant son projet à exécution, il créa le *Bulletin de Paris*, dont le premier numéro parut le 21 ventôse était rédigé dans le cabinet du Premier Consul et sous son inspiration directe. Regnault de Saint-Jean-d'Angély en aurait été le premier rédacteur. Ses successeurs ne réussirent pas mieux que lui à lancer le journal, en dépit de son haut patronage. Bonaparte en fit offrir la rédaction en chef à Fiévée. Ce dernier déclina cet honneur par une communication fort raisonnée, dont voici les passages les plus saillants :

M. de Lavalette m'a communiqué la note du premier consul par laquelle il témoigne le désir que je prenne en chef la rédaction du journal ayant pour titre : le *Bulletin de Paris*. Un désir du premier consul serait un ordre pour moi s'il me suffisait de soumettre ma volonté pour trouver la faculté de faire ce qu'on me demande ; mais le ciel ne m'a pas créé ainsi...

Quoique le gouvernement ait efficacement protégé le *Bulletin de Paris*, je ne vois pas qu'il ait eu un grand succès, puisque, après avoir passé dans plusieurs mains qui n'en ont su rien faire, on me l'offre, à moi ; qui suis connu pour avoir des opinions entièrement opposées aux hommes qui l'ont rédigé jusqu'à présent. Alors, à quoi a servi l'argent dépensé pour le créer et pour le soutenir ?...

Les rédacteurs de ce journal, responsables au gouvernement d'un succès qu'ils avaient promis et qu'ils n'ont pas obtenu, n'ont pas eu la bonne foi d'avouer leur incapacité ; ils ont nécessairement accusé l'opinion publique et les journaux qui réussissent... Et pourquoi s'obstiner à continuer le *Bulletin de Paris* ? Qu'on le laisse mourir. Par lui, on veut avoir de l'influence sur l'esprit public ; mais il faudrait avant tout lui donner du succès. Quand j'y parviendrais, cela demanderait du temps, et tout ce temps serait perdu pour l'effet auquel on destine spécialement ce journal.

Bonaparte, se rangeant aux avis de Fiévée, laissa mourir le *Bulletin de Paris* le 15 prairial an XI (3 juin 1803), 71 numéros in-8, pour se consacrer tout entier au *Moniteur*.

A son retour d'Angleterre, Fiévée rendit visite au Premier Consul. Le maître d'alors lui exprima le désir que fût continuée la correspondance telle qu'elle s'était établie à Londres. Il le pria de lui fournir librement ses impressions sur les événements, les hommes et les choses du moment. Fiévée accepta, parce qu'il voyait que bientôt il ne pourrait plus écrire pour le public, la police devenant de plus en plus tracassière pour les journaux. Il y mit cependant ces conditions que ses notes resteraient secrètes et qu'il ne serait jamais sacrifié, même quand il aurait tort, aux ennemis que devait fatalement lui attirer la position qu'il acceptait. Par là, il faisait allusion à Fouché qui, quelques mois auparavant, l'avait fait enfermer au Temple pour ses opinions réactionnaires.

Bonaparte donna sa parole et alloua à Fiévée mille francs par mois, prélevés sur sa cassette particulière. L'intermédiaire, cette fois, fut M. de Lavalette, directeur général des Postes. Ainsi s'établit un Bulletin privé qui était transmis directement à Bonaparte aux Tuileries. Lui seul l'ouvrait, lui seul le lisait. Fiévée l'entretenait sans contrainte aucune, ni contrôle, des questions d'actualité, de problèmes de politique intérieure et extérieure, le renseignait sur les mouvements de l'opinion publique. Fiévée, dit Alfred Nettement, se trouvait dans une position sans exemple de sujet à souverain.

En dehors de Fiévée, Bonaparte eut d'autres correspondants secrets, moins privilégiés cependant, ayant pour mission de l'instruire également sur les crises de l'opinion publique. M^{me} de Genlis et Barère furent de ce nombre.

Proscrit par le Directoire, Barère était resté caché jusqu'au 18 brumaire et même un peu plus tard, ignorant les véritables intentions de Bonaparte. De sa retraite, il lui fit parvenir un exemplaire de son livre la *Liberté des mers*. Huit jours après, il bénéficiait d'une sorte d'amnistie s'étendant à un certain nombre de proscrits. Libre, Barère s'empressa de présenter ses remerciements à Bonaparte qui le chargea de réfuter certains écrits anglais dirigés contre le Gouvernement, surtout contre son chef. Puis il lui proposa de rédiger un journal destiné à stimuler les armées et glorifier leurs faits d'armes. Barère repoussa cette offre, désirant plutôt développer le sujet de son livre en publiant un périodique intitulé la *Liberté des mers*. Ayant abandonné ce titre pour celui de *Mémorial anti-britannique*, il soumit son projet au Premier Consul. Celui-ci l'aurait engagé à le réaliser et aurait même promis de le subventionner ; mais Barère affirme n'avoir jamais reçu son aide pécuniaire. On prétend, cependant, que Bonaparte inspira et soutint cette feuille. Quoi qu'il en soit, le *Mémorial* n'eut qu'une courte existence, le nom de Barère ayant été un obstacle à sa diffusion.

Le Gouvernement, attachant un certain prix aux opinions de l'ancien conventionnel, le consultait fréquemment sur des questions importantes. Bonaparte, ayant apprécié son expérience politique, le choisit, le 9 floréal an XI, pour un de ses correspondants secrets. Barère devait, chaque semaine, rédiger sans réserve une sorte de journal, soit sur l'état des esprits, soit sur la marche du Gouvernement ou sur des sujets que le Premier Consul aurait intérêt à connaître. Barère devait remettre son Bulletin au général Duroc, chargé de le transmettre. Barère devait observer la plus grande discrétion sur « cette espèce de communication,

sans quoi le Premier Consul la ferait cesser ». Barère, faisant état de ses anciennes relations, fit un tel ramassis de basses délations et de révélations prétentieuses, que Napoléon se désintéressa d'un informateur aussi détestable. A la fin de 1807, Barère se disposait à rédiger son 228^e bulletin, lorsque Duroc l'avisa de cesser l'envoi de ses notes, les occupations de l'Empereur « ne lui permettant plus de les lire ».

Tout en entretenant cette presse officieuse, Bonaparte n'abandonnait pas la presse publique. Il continuait à veiller sur elle, considérant qu'il fallait donner une direction habile à l'esprit public. Il déclarait au Conseil d'Etat : « Il faut que les journaux soient soumis à une police sévère. » Pourtant, une presse aussi réduite qu'elle l'était ne pouvait guère éveiller les susceptibilités du Pouvoir. Tel n'était pas le cas. On est obligé d'en convenir en présence des plaintes réitérées adressées par Bonaparte, soit au Grand juge Régnier, soit à Fouché, ministre de la Police générale.

Les journalistes évitaient bien de soulever toute discussion politique, mais il pouvait se produire quelque imprudence, se glisser des nouvelles erronées ou désagréables au Gouvernement. La moindre faute se trouvait sévèrement réprimée.

Le 28 mai 1800, l'*Ami des Lois* fut prohibé par un arrêté consulaire pour s'être permis de « verser le ridicule » sur l'Institut, « cette réunion d'hommes qui honorent la République et étendent chaque jour le cercle des connaissances humaines ». Le 10 août suivant, le *Moniteur* annonçait la suppression de l'*Antidote*.

Le 25 septembre de la même année, le préfet de police Dubois suspendait la circulation et la vente du *Journal des Débats* et de la *Gazette de France*, coupables d'avoir reproduit un bref du pape aux dix-huit évêques réfugiés à Londres et les invitant à démissionner pour permettre l'exécution de la convention intervenue, le 15 juillet, entre le Saint-Siège et le Gouvernement français. Le même haut fonctionnaire faisait, en outre, relever les titres des journaux qui auraient pu commettre le même délit, afin de les frapper d'une mesure semblable ; il en profitait pour renouveler à la presse la défense expresse d'insérer aucun article relatif à la religion. En 1801, trois mois après la promulgation du Concordat, le Premier Consul mandait au ministre de la Police d'inviter à nouveau les journaux à observer le silence le plus complet sur tout ce qui concernait la religion et ses ministres. Les *Annales de la Religion* furent supprimées en avril 1802, parce qu'elles se

permettaient d'attaquer les prêtres mariés et qu'il ne pouvait être toléré « qu'on outrage de paisibles et bons citoyens, pères de famille et la plupart fonctionnaires publics et hommes de lettres ».

Le 3 juin 1803, le Premier Consul enjoignit à Régnier, ministre de la Justice d'adresser une réprimande sévère au propriétaire du *Citoyen français* et de l'avertir que son journal serait impitoyablement prohibé s'il n'excluait pas l'esprit de faction dont il était le dernier asile. Ce qui avait mis le comble à la fureur de Bonaparte, c'est que des feuilles royalistes s'imprimaient et se distribuaient clandestinement en France malgré le zèle farouche de Fouché. *L'Invisible*, notamment, se permettait de cruelles allusions sur la vie privée des Tuileries.

La police prétendit exercer un droit de contrôle sur les écrivains. Ainsi le *Publiciste* dut soumettre à l'approbation de Fouché la nomination du citoyen Marigniez au poste de rédacteur de ce journal. Son rédacteur en chef, l'académicien Suard, n'éprouvait pas une grande sympathie pour le Consulat, mais il comprit qu'il ne pouvait pas continuer l'opposition qu'il avait manifestée continuellement au Directoire. Il s'inclina devant les multiples avertissements de la police consulaire. Un jour, cependant, il ne voulut pas céder. Au lendemain de l'exécution du duc d'Enghien, dans la nuit du 21 mars 1804, il refusa courageusement d'en faire l'apologie. Fouché le rappela à l'ordre et le pria de rectifier l'opinion erronée qu'il avait émise sur le jugement et la mort de ce prince. Suard adressa au ministre de la Police cette réponse :

J'ai soixante ans, monsieur le ministre. Je ne sens pas que ma conscience et mon esprit se soient plus assouplis que mes membres roidis par l'âge. Le jugement et la mort du duc d'Enghien m'ont frappé comme un acte politique que je déplore et qui renverse toutes mes idées de justice et d'humanité. Je ne puis donc redresser une opinion que je partage.

Fouché n'insista pas, se réservant de saisir une occasion pour se venger de la résistance de l'académicien.

Le Premier Consul ne craignit point de passer son courroux sur ses collaborateurs les plus immédiats. Vers la fin de l'an VIII, Maret, duc de Bassano, avait acheté, moyennant 53 000 francs, la dernière part que Corancez possédait encore

au *Journal de Paris*. Le 1^{er} vendémiaire an IX (22 septembre 1800), Maret devenait copropriétaire de cette feuille avec le comte Rœderer, qui la rédigeait depuis cinq ans. Trois mois après, le 27 frimaire an IX (17 décembre 1800), Maret avisait le citoyen Rœderer qu'il avait reçu du Premier Consul des plaintes très vives au sujet de quelques articles insérés inconsidérément dans le *Journal de Paris*, notamment sur une prétendue mission des grands vicaires de l'archevêque de Paris. Bonaparte ayant exigé que le nom de Maret fût retiré de la manchette de cet organe, le duc de Bassano pria Rœderer de donner les ordres nécessaires pour que l'engagement qu'il avait pris soit rempli.

La presse étrangère n'était pas non plus épargnée. A diverses reprises, les journaux défavorables au Premier Consul furent confisqués aux frontières ou interdits sur le territoire français. Il en fut un qui souleva particulièrement la colère de Bonaparte. Saisi, prohibé, il trouvait toujours le moyen de pénétrer en France ; quelquefois même, de parvenir directement au Premier Consul ? Ce fut l'*Ambigu* de Peltier, l'ancien rédacteur principal des *Actes des Apôtres*, supprimés par ordre de Louis XVI en octobre 1791. Après avoir publié un ouvrage historique sur Paris, il reprit sa plume acérée de pamphlétaire, cette plume des *Actes des Apôtres*, pour la diriger contre Bonaparte. Il donna à sa nouvelle publication le titre singulier de l'*Ambigu*, « variétés atroces et amusantes, journal dans le genre égyptien ». Londres, 1803-1818, 59 volumes in-folio, puis in-8 à partir du numéro 4 du tome IV. Peltier disait, en le présentant, qu'il n'avait jamais pensé « qu'on pût trouver autre chose qu'un jeu de mots plaisant par le contraste que présentaient ces deux adjectifs accouplés ensemble. Ayant à donner au public les faits du Consul et les réflexions que ces faits lui suggéraient, il avait entendu annoncer par là que les faits seraient les variétés atroces et ses réflexions les variétés amusantes ; mais il n'avait jamais prétendu annoncer que ces réflexions seraient atroces et que les faits et gestes du Premier Consul seraient amusants ».

Le premier numéro portait une vignette curieuse représentant un sphinx dont le corps était formé par le buste de Bonaparte en uniforme de Premier Consul. Une couronne fantaisiste ornait son front. Sur le soubassement, une inscription hiéroglyphique imaginaire avec au-dessous, cette légende : « Trouvé dans les tombeaux des rois de Thèbes et réimprimé par... » Au numéro 2, la tête du sphinx était coupée. La vignette et ses nombreux accessoires variaient selon l'événement du jour. Dans cette feuille, Peltier ne cessa de couvrir Bonaparte de ses sarcasmes

cruels, de ses épithètes outrageantes. Il les continua pendant tout le règne de Napoléon. Nul autre que Peltier, au dire d'un de ses biographes, ne répandit plus d'injures sur le Premier Consul et sur l'Empereur.

Peltier avait trouvé dans la Révolution française l'anagramme : *Un roi corse tué à la fin* ; dans Buonaparte : *Bon à taper, Nabot a peur*, etc... Peltier renouvelait souvent les trouvailles de ce genre.

Profondément irrité, le Premier Consul réclama par la voie diplomatique pour faire cesser ces attaques. Après de vaines représentations, il se décida à traduire Peltier devant les tribunaux d'outre-Manche, réclamant son bannissement d'Angleterre pour avoir provoqué l'assassinat du premier magistrat de la République française. Ce procès eut un grand retentissement. Peltier, comme calomniateur, ne fut condamné qu'à une faible amende et aux frais du procès. Si l'on en croit les biographes, il en fut dédommagé par une souscription spontanée. Ce procès procura à Peltier une source importante de profits par le gros débit du compte rendu des débats qu'il publia en anglais.

Peltier poursuivit la publication de son *Ambigu*, injuriant de plus belle le « petit drôle de Corse ».

La presse française
sous la Révolution, le Consulat, l'Empire. (1945)

Chapitre VII

Napoléon s'empare de la presse

[Retour à la table des matières](#)

Le 18 mai 1804, le Premier Consul devenait Empereur des Français. Tous les pouvoirs tombaient entre ses mains en vertu du sénatus-consulte du même jour établissant le gouvernement impérial.

Bien que ses sentiments à l'égard de la presse fussent bien connus, Napoléon prit l'étrange précaution de faire insérer dans le titre VIII de cet acte constitutionnel les articles 64 et 67 instituant une Commission sénatoriale dite de la *liberté de la presse*. Cette Commission, composée de sept membres, était choisie au sein du Sénat, élue au scrutin par les sénateurs et renouvelable tous les quatre mois par la cessation des fonctions de l'un de ses membres. Les auteurs, imprimeurs, libraires, qui croyaient devoir se plaindre d'un empêchement apporté à l'impression ou à la circulation d'un ouvrage, pouvaient porter directement leurs doléances devant cette Commission par voie de pétition. Or, si l'on examine attentivement les articles 64 à 67 du sénatus-consulte organique, on constate que les ouvrages qui s'imprimaient et se distribuaient par abonnements et à des époques périodiques ne rentraient pas dans les attributions de la presse. La presse périodique ne possédait donc aucune garantie.

Le décret du 21 messidor an XII (9 juillet 1804), en rétablissant le ministère de la Police, lui rendit, avec les attributions de la haute police, la surveillance des journaux et des livres.

Toute velléité d'indépendance se trouvait donc abolie pour la presse. Celle-ci fut tout entière sous la domination de Napoléon, qui se réserva ainsi le monopole des journaux. En parlant de la presse en général, il pouvait dire « mes journaux » ; mais, à ses yeux, il n'en avait qu'un vrai : le *Moniteur*. C'est dans le numéro du 19 mai 1804 que parut pour la première fois dans ce journal le mot : Empereur, en tête de la première colonne. A partir de ce moment, et tant que dura le règne, on n'y entendit plus que la voix de Napoléon. A l'intérieur, il utilisait le *Moniteur* pour tâter l'opinion publique ou pour la façonner à sa manière. Il y lançait des ballons d'essais chaque fois qu'il se proposait de tenter une grande entreprise. A l'étranger et dans les pays conquis, le *Moniteur* lui fournissait une arme terrible. Il ne suffisait que de quelques lignes pour rappeler au devoir un général qui s'en écartait, ou pour ramener à la raison les petits Etats qui paraissaient s'agiter, ou bien encore pour divulguer des notes officieuses émanant du cabinet impérial.

Les rares feuilles qui avaient eu la vie sauve en dehors de son journal préféré étaient toutes rédigées sur le même thème et le même ton. Malheur à celle qui, dans cet orchestre, laissait échapper une fausse note. Elle était vertement réprimandée quand elle n'était pas frappée de plus fortes sanctions.

En août 1804, Napoléon se plaignait à Fouché de ce que le *Citoyen français*, « détestable journal » qui paraît « vouloir ne se vautrer que dans le sang » et qui, depuis « huit jours de suite, ne nous entretient que de la Saint-Barthélemy ». Il exprimait son dégoût sur le plaisir que le « misérable » rédacteur pouvait éprouver à rappeler « les crimes et les malheurs de nos pères ». Son intention « qu'on y mette un terme. Faites changer le directeur de ce journal ou supprimez-le ; et, sous quelque prétexte que ce soit, défendez qu'on emploie ce style dégoûtant et bas de la Terreur, qui avait au moins un but, celui de déprécier les institutions existantes. Que, sous aucun prétexte, il ne se mêle de religion et ne fasse plus d'article *Chronologie* ».

Le ministre de la Police répondit par une note qui s'étendait également au *Journal des Débats* et au *Mercure* :

« La direction donnée aux journaux a produit sur la plupart d'entre eux un effet avantageux aux vues de Sa Majesté et au bien de son gouvernement. Il n'en reste que trois qui conservent encore les couleurs de parti : le *Citoyen français*, le *Journal des Débats* et le *Mercure*.

« Le premier est sans esprit et presque sans abonnés. On vient de lui faire changer son titre et supprimer son article de *Chronologie*.

Le *Mercure* contient quelquefois des articles où l'on remarque du talent ; mais dans un sens contraire aux intentions du gouvernement.

« Le *Journal des Débats*, toujours fidèle à son plan, prêche avec une persévérance audacieuse l'intolérance et la proscription de tous les hommes de la Révolution. Les bons articles qu'on y lit depuis quelque temps y ont été insérés par ordre. Il faut observer que ce journal n'est pas l'ouvrage d'un individu, mais de plusieurs écrivains animées du même esprit et dirigés par les mêmes principes. »

Le *Citoyen français* dut abandonner son titre pour celui de *Courrier français* le 26 vendémiaire an XIII (17 octobre 1804), parce que le mot « citoyen » rappelait trop les souvenirs de la Révolution. Au sujet du *Journal des Débats*, Fouché omit de parler de son antipathie contre Geoffroy, qui combattait impitoyablement le philosophisme et l'esprit démagogique. Le ministre, qui se sentait attaqué ainsi que son entourage, songea dès lors à briser l'esprit d'indépendance de la feuille des Bertin.

Le 25 septembre 1804, Fouché, englobant tous les journaux dans la même circulaire, leur interdisait de s'occuper de la police, de quelque façon que ce soit, sous menace de peines des plus sévères.

En quelque endroit qu'il se trouvait dans les camps ou dans les capitales de l'Europe qu'il traversait, Napoléon lisait attentivement « ses journaux ». Quand un texte lui déplaisait ou que l'attitude d'une feuille l'irritait, il ne manquait pas de gourmander Fouché. En septembre et octobre 1804, l'Empereur visitait les nouveaux départements créés sur la rive gauche du Rhin. Le 9 octobre, il écrivit à son ministre qu'il voyait avec peine les *Débats* et le *Mercure* parler contre les philosophes. Il désirait que l'on fît savoir à ces feuilles qu'elles aient à éviter tout ce qui pourrait réveiller des haines et des partis qui, tous, avaient contribué à troubler l'ordre public. En avril 1805, les *Débats*, le *Publiciste*, la *Gazette de France*

ayant eu la maladresse d'exagérer les nouvelles reçues de l'étranger, Napoléon réveilla le zèle de Fouché.

« Réprimez un peu plus les journaux, faites-y mettre de bons articles. Faites comprendre au rédacteur du *Journal des Débats* et du *Publiciste* que le temps n'est pas éloigné où, m'apercevant qu'ils ne me sont plus utiles, je les supprimerai avec tous les autres et n'en conserverai qu'un seul... Mon intention est donc que vous fassiez appeler les rédacteurs du *Journal des Débats*, du *Publiciste* et de la *Gazette de France* pour leur déclarer que s'ils continuent à n'être que des truchements des journaux et des bulletins anglais et à alarmer sans cesse l'opinion, en répétant bêtement les bulletins de Francfort et d'Augsbourg, sans discernement et sans jugement, leur durée ne sera pas longue ; que le temps de la Révolution est fini et qu'il n'y a plus en France qu'un parti ; que je ne souffrirai jamais que mes journaux disent ni fassent rien contre mes intérêts ; qu'ils pourront faire quelques articles où ils pourront montrer un peu de venin, mais qu'un beau matin on leur fermera la bouche. »

Fouché, sachant l'Empereur éloigné de France, tarda à exécuter ses ordres, laissant sans réponse la missive impériale. Une lettre sévère vint le tirer de sa léthargie :

« Remuez-vous donc un peu plus pour soutenir l'opinion. Dites aux rédacteurs que, quoique éloigné, je lis les journaux ; que s'ils continuent sur ce ton, je solderai leur compte ; qu'en l'an VIII je les ai réduits à quatorze. Je pense que ces avertissements successifs aux principaux rédacteurs vaudront mieux que toutes les réfutations. Dites-leur que je ne les jugerai point sur le mal qu'ils auront dit, mais sur le peu de bien qu'ils n'auront pas dit. Je les réduirai de quatorze à sept, et je conserverai, non ceux qui me loueront, je n'ai pas besoin de leurs éloges, mais ceux qui auront la touche mâle et le cœur français, qui montreront un véritable attachement pour moi et mon peuple. »

Malgré ce dur avertissement, Fouché négligea sa mission. Quelques lignes vigoureuses vinrent lui rafraîchir la mémoire.

Napoléon se montrait plus irrité que jamais contre le *Journal des Débats*, par suite des dénonciations continuelles de Fouché, surtout à l'égard de Geoffroy. Le peu scrupuleux ministre usait de tous les moyens pour parvenir à ses fins, ne négligeant aucune calomnie. Le 20 mai 1805, pour un article, soumis cependant au

visa policier, Napoléon donna l'ordre au ministre de la Police d'imposer un censeur au *Journal des Débats* et d'aviser les autres journaux de cette mesure. « Prévenez-les, disait-il, que s'ils s'avisent de débiter des nouvelles par trop bêtes et dans de mauvaises intentions, j'en ferai autant des autres feuilles. » Dans une lettre datée de Milan, du 22 mai suivant, Napoléon faisait connaître son intention de supprimer les *Débats* au premier mauvais article. Esménard fut désigné pour remplir les fonctions de censeur « contre les Débats » disait Fiévée. Le feuilleton de Geoffroy fut seul exempté de ce contrôle, sans doute en raison de l'adulation que l'auteur marquait pour l'Empereur.

Tandis que le Conquérant assaillait Fouché de ses récriminations contre la presse, Fiévée adressait toujours son Bulletin privé à Napoléon à intervalles irréguliers. Cette correspondance dura onze années. Fiévée n'avait pas prévu qu'elle se poursuivrait si longtemps. Plusieurs fois il essaya de la rompre sans pouvoir y parvenir. Cependant, il y mit fin brusquement en 1813, en apprenant que l'Empereur, violant l'engagement réciproquement pris de ne jamais divulguer ces notes, en avait laissé prendre connaissance. Fiévée les publia en 1837 sous ce titre : *Correspondances et relations de J. Fiévée avec Bonaparte (Premier Consul et Empereur)*.

Profitant de sa situation privilégiée vis-à-vis du souverain. Fiévée lui écrivit pour blâmer la mesure prise à l'égard du *Journal des Débats*. Abordant la surveillance des journaux, il se lança à critiquer les philosophes devenus censeurs. « Le parti révolutionnaire, disait-il, a le premier provoqué et exercé la censure. La police n'emploie à cette fonction encore honteuse, puisqu'elle est secrète, que des philosophes ; ce à quoi ces messieurs se prêtent de bon cœur pour l'argent qu'ils en tirent, et parce que cela les met en position d'écraser leurs antagonistes sans avoir besoin de talent. Pauvres philosophes ! »

L'unique et impérial abonné s'en plaignit par une note adressée à M. de Lavalette. Dans ces lignes, l'incognito de Napoléon, protégé d'abord par la particule *on*, se trahit bientôt par le *je* et le *moi* du correspondant impérial, comme on peut en juger :

M. de Lavalette verra M. Fiévée et lui dira qu'*on* a lu sa note trente-troisième ; que les plaintes qu'il porte relativement aux journaux ne doivent point être attribuées à la police ni à ses entours, comme il se l'imagine, mais qu'en lisant le *Journal des Débats* avec plus d'attention que les autres, parce qu'il a dix fois plus d'abonnés, *on* y remarque des articles dirigés dans un esprit tout favorable aux Bourbons et constamment dans une grande indifférence sur les choses avantageuses à l'Etat ; que l'*on* a voulu réformer ce qu'il y a de trop malveillant dans ce journal ; que le système est d'attendre beaucoup de temps ; qu'il n'est pas suffisant qu'ils se bornent aujourd'hui à n'être pas contraires ; que l'*on* a le droit d'exiger qu'ils soient entièrement dévoués à la dynastie régnante et qu'ils ne tolèrent pas, mais combattent tout ce qui tendrait à donner de l'éclat ou à remarquer des souvenirs favorables aux Bourbons ; que l'*on* est prévenu contre le *Journal des Débats* parce qu'il a pour propriétaire Bertin de Vaux, homme vendu aux émigrés de Londres ; que cependant l'*on* a encore pris aucun parti, que l'on est disposé à conserver les *Débats*, si l'on me présente des hommes en qui *je* puisse avoir confiance, et, pour rédacteurs, des hommes sûrs qui soient prévenus contre les manœuvres des Anglais et qui n'accréditent aucun des bruits qu'ils répandent.

Un censeur a été donné au *Journal des Débats* par forme de punition : le feuilleton de Geoffroy a été soustrait à la censure, ainsi que la partie littéraire ; mais l'intention n'est point de le conserver, car alors il serait officiel et il est vrai de dire que si le bavardage des journaux a des inconvénients, il a aussi des avantages.

La nouvelle relative au duc de Brunswick était certainement donnée avec malveillance, et l'on peut citer mille autres articles du *Journal des Débats* faits dans un mauvais esprit. Il n'y a pas d'autres moyens de donner de la valeur à la propriété du *Journal des Débats* que de le mettre entre les mains d'hommes d'esprit attachés au gouvernement.

Toutes les fois qu'il parviendra une nouvelle désagréable au gouvernement, elle ne doit point être publiée jusqu'à ce qu'on soit tellement sûr de la vérité, qu'on ne doive plus la dire, parce qu'elle est connue de tout le monde. Il n'y a point d'autres moyens d'empêcher qu'un journal ne soit point arrêté. Le titre du *Journal des Débats* est aussi un inconvénient, il rappelle des souvenirs de la Révolutions ; il faudrait lui donner celui de *Journal de l'Empire* ou tout autre analogue.

Il faut que les propriétaires de ce journal présentent quatre rédacteurs sûrs et des propositions pour acheter la rédaction de quelques journaux. Il

sera possible, avec cette garantie, de consolider leur propriété et de la rendre aussi solide qu'un fonds de terre.

Fiévée exigea une copie de ce document afin de le soumettre aux propriétaires du *Journal des Débats*.

Se trouvant au camp de Boulogne, l'Empereur mit, le 7 août 1805, l'embargo sur les revenus des journaux. Il préleva, sur les bénéfices des *Débats*, trois douzièmes qui devaient être versés chaque année au ministère de la Police. Il écrivit à Fouché : « Vous généralisez à l'égard de tous les autres journaux la retenue de deux douzièmes ou trois douzièmes, selon l'importance des profits pour être appliqués à des pensions qui seront accordées à des gens de lettres. »

Fouché saisit l'occasion qu'il attendait pour se venger de Suard, du *Publiciste*. Lacretelle aîné reçut le poste de rédacteur. Deux douzièmes furent prélevés pour lui sur les revenus et deux autres pour le Gouvernement.

Sur les bases de la note de l'Empereur, des pourparlers s'engagèrent entre le ministère de la Police et le *Journal des Débats*, représenté par Fiévée. Ce dernier obtint, pour cette fois, que les droits des propriétaires soient respectés en partie. Les Bertin et leurs coassociés se refusèrent à racheter les journaux que le Gouvernement se proposait de supprimer. Ils préférèrent abandonner deux douzièmes de leurs bénéfices au Gouvernement, « sauf à la police à en employer le produit à des dédommagements pour les journaux qu'on supprimerait ou au Gouvernement à l'employer en pensions pour des hommes de lettres ». L'Empereur, nous l'avons vu, appliqua d'office ce prélèvement. La feuille dut abandonner son titre pour celui de *Journal de l'Empire* et Fiévée en devint en quelque sorte la caution politique. Par arrêté du 29 vendémiaire an XIV (20 octobre 1805), il en fut nommé rédacteur et deux douzièmes supplémentaires furent prélevés sur les revenus pour lui être alloués.

Sous l'impulsion de Fiévée, le *Journal de l'Empire* se développa et acquit cette supériorité intellectuelle universellement renommée. Le nombre des abonnés augmenta et Fouché en fut offusqué. La lutte devint plus âpre entre l'organe des frères Bertin et le ministre qui, non seulement, détestait Geoffroy, mais trouvait encore en face de lui Fiévée, son ennemi personnel. Le ministère de la Police devint le centre de la conspiration tramée contre le *Journal de l'Empire*. On chercha

à alarmer l'Empereur sur l'influence de cette feuille et la tendance de ses doctrines. Les ressentiments se trouvaient aiguisés par les convoitises. Le *Journal de l'Empire* offrait, en effet, une belle proie avec ses deux cent mille francs de bénéfices annuels. Fouché accusait Fiévée d'être vendu aux Anglais pour avoir fourni des renseignements erronés venus de l'étranger. Fiévée, de son côté, reprochait à Fouché de dépasser ses attributions en exerçant illégalement la censure. Napoléon les mit d'accord en infligeant à chacun un blâme officiel. Fiévée refusa de reproduire dans le *Journal de l'Empire* la partie qui lui reprochait la publication d'une fausse nouvelle parvenue de Francfort. Le texte du démenti, dicté par l'Empereur, figura alors dans le *Moniteur* du 22 janvier 1806.

« Il a paru dans le *Journal de l'Empire*, lisait-on, une prétendue proclamation datée d'Olmütz et au bas de laquelle était relatée la signature de Sa Majesté. Le rédacteur de cette feuille a commis une grande imprudence, lorsque, sur la foi d'une correspondance privée et sur un écrit de quelque intrigant résidant à Francfort, il a cru à l'existence de cette proclamation et prostitué ainsi le nom de Sa Majesté. Il a commis une imprudence plus grande encore, lorsqu'il a énoncé fausement que cet article était extrait de la *Gazette de Vienne*... Nous sommes autorisés à déclarer que la proclamation qui a été, dit-on, faite à Olmütz est fausse et controuvée et que jamais elle n'a été imprimée dans la *Gazette de Vienne*. C'est au rédacteur du *Journal de l'Empire* à nommer l'agent qui lui envoie de telles notes de Francfort, afin que les magistrats de cette ville puissent le connaître et surveiller tous ceux qui, comme cet individu, jusqu'à présent anonyme, propagent dans de détestables inventions les récits les plus mensongers. Ce sera rendre service à la ville de Francfort qui ne peut, sans s'exposer à de très grands malheurs, tolérer dans ses murs ces ateliers d'intrigues et de faussetés. Il est à croire qu'après tant d'expériences fâcheuses les journaux français se défieront de leurs correspondants, et que, surtout, ils y regarderont à deux fois avant d'appliquer dans leurs feuilles le nom de l'EMPEREUR à des écrits qui, fussent-ils moins ridicules encore, n'en seraient pas moins évidemment apocryphes pour tout homme capable d'un peu de prudence et d'attention. »

Fouché, ayant raillé Fiévée pour son refus d'insertion, s'attira cette froide réplique : « Moi, je n'ai pas d'ambition pour me consoler, je n'ai que ma réputation. »

Les tracasseries du ministre de la Police continuèrent contre Fiévée. Ce dernier tomba en disgrâce un an après et dut quitter la direction du *Journal de l'Empire* au milieu de 1807.

Le censeur Etienne le remplaça dans ces délicates fonctions, mais Fiévée parti, le *Journal de l'Empire* commença à péricliter. Les deux douzièmes prélevés sur les bénéfices et alloués à Fiévée furent versés à la caisse du ministère de la Police et Fouché détermina le traitement annuel d'Etienne. Il arriva plusieurs fois à ce fonctionnaire d'insérer, lui aussi, des informations inexactes extraites des journaux étrangers. L'Empereur en manifestait la plus vive colère et le censeur se trouvait obligé de s'infliger un démenti dans son propre journal.

On rapporte une curieuse anecdote sur le passage d'Etienne au *Journal de l'Empire*. Napoléon, mécontent de voir Metternich rendre de trop fréquentes visites à l'impératrice Marie-Louise, passa son irritation en rédigeant une violente diatribe contre le gouvernement de son beau-père, l'empereur d'Autriche. Il l'envoya aussitôt à Etienne avec l'ordre de l'insérer immédiatement. Effrayé des termes employés, le rédacteur courut chez le duc de Bassano et lui fit part de ses craintes. Le ministre lui répondit : « L'Empereur le veut. » L'article fut remis à l'imprimerie, dit Eugène Hatin ; mais, à la lecture de l'épreuve, Etienne hésita plus que jamais et décida de suspendre la publication. Le lendemain, en ouvrant le *Journal de l'Empire*, Napoléon chercha vainement son article et passa sa mauvaise humeur sur le duc de Bassano. Ce dernier manda Etienne, lui fit part du mécontentement de l'Empereur le rendant responsable des suites si l'article ne paraissait pas dans le prochain numéro. Etienne le relut attentivement et le retira définitivement, bien décidé à braver le courroux impérial. Le jour suivant, le duc de Bassano, ayant parcouru le *Journal de l'Empire*, aborda en tremblant Napoléon qui s'écria : « Et mon article ? — Sire, il n'a pas paru. — Qui donc s'avise de mépriser mes ordres ? — C'est M. Etienne ; il prétend que l'article n'est pas digne de vous, et il refuse de le publier. — Ah ! M. Etienne a osé... » Puis, après un moment de réflexion : « Eh bien ! il a eu raison. »

Napoléon songea un jour à unifier la rédaction politique des journaux. Le 6 mars 1806, il écrivit à Talleyrand : « Mon intention est que les articles politiques du *Moniteur* soient faits par les Relations extérieures. Et quand j'aurai vu, pendant un mois, comment ils sont faits, je défendrai aux autres journaux de parler politique autrement qu'en copiant les articles du *Moniteur*... » L'Empereur n'attachait

ainsi de l'importance qu'au *Moniteur*, croyant « en avoir fait la force et l'âme de son Gouvernement ». C'était dire qu'il n'y aurait plus que des feuilles officieuses qu'il soutiendrait de son autorité et de ses capitaux.

Les sanctions continuaient à pleuvoir sur la *Gazette de France*, le *Journal de l'Empire*. Le *Mercure* encourut, lui aussi, les sévérités de la police. Cet organe fit paraître, le 4 juillet 1807, un compte rendu un *Voyage d'Espagne* de M. de Laborde. Cet article contenait des allusions qui visaient Napoléon et qui causèrent une fâcheuse impression. Irrité, le souverain imposa au *Mercure* Legouvé comme censeur et Lacretelle aîné, Esménard, le chevalier de Boufflers comme rédacteurs. Les journaux ne pouvaient imprimer que ce que leur permettait le censeur attaché à chacun d'eux et suivant le mot d'ordre qu'il allait prendre chaque matin chez le ministre de la Police. Les journaux étaient composés et imprimés si rapidement que, vers les sept ou huit heures du soir, le ministre recevait le numéro qui devait paraître le lendemain.

Les feuilles officieuses avaient organisé un tel système de mensonges qu'il fallu les soumettre toutes à un examen sévère avant de les livrer à l'impression. Dans l'impossibilité d'y procéder, le général Savary, duc de Rovigo, successeur de Fouché, proposait, dans un rapport d'octobre 1810, de les réduire à six et même à une. Son projet fut laissé en suspens. Peu de temps après, Napoléon inaugura un système de réorganisation de la presse. Pour ce faire, il commença par confisquer purement et simplement la propriété du *Journal de l'Empire* au profit de l'Etat, par le décret suivant :

Le 18 février 1811.

Considérant que les produits des journaux ou feuilles périodiques ne peuvent être une propriété qu'en conséquence d'une concession expresse faite par Nous ;

Considérant que le *Journal de l'Empire* n'a été concédé par Nous à aucun entrepreneur ;

Que les entrepreneurs actuels ont fait des bénéfices considérables par suite de la suppression de trente journaux, bénéfices dont ils jouissent depuis un grand nombre d'années, et qui les ont indemnisés bien au delà de

tous les sacrifices qu'ils peuvent avoir faits dans la cours de leur entreprise ;

Considérant, d'ailleurs, que non seulement la censure, mais tout autre moyen d'influence sur la rédaction d'un journal ne doivent appartenir qu'à des hommes sûrs, connus par leur attachement à notre personne et par leur éloignement de toute correspondance et influence étrangère,

Nous avons décrété et décrétons ce qui suit :

ARTICLE PREMIER. — L'entreprise du *Journal de l'Empire* est concédée à une société d'actionnaires qui sera composée de vingt-quatre actions.

ART. 2. — Les bénéfices de l'entreprise seront en conséquence partagés en vingt-quatre parties égales, formant autant de parts d'actions.

ART. 3. — Sur les vingt-quatre actions, huit seront attribuées à l'administration générale et perçues par notre ministre de la Police. Leur produit sera affecté à servir les pensions qui seront données par Nous sur le produit desdites actions à des gens de lettres à titre d'encouragement et de récompense.

ART. 4. — Les seize autres actions seront distribuées par Nous à des personnes pour récompense des services qu'elles nous auront rendus.

ART. 5. — Ceux de nos sujets en faveur de qui Nous en aurons disposé jouiront leur vie durant de la part des bénéfices revenant à chaque action. A leur décès, lesdites actions rentreront à notre disposition, pour être données de la même manière.

ART. 6. — Les actionnaires auront l'administration de l'entreprise, approuveront les marchés et toutes les dépenses quelconques ; nommeront l'imprimeur, le caissier, l'agent comptable et les collaborateurs. Le ministre de la Police aura un commissaire pour représenter les actionnaires des huit actions retenues.

Art. 7. — Notre ministre de la Police est chargé de l'exécution du présent décret.

Napoléon.

Par l'Empereur,
Le Ministre Secrétaire d'Etat :
Duc de Bassano.

La confiscation fut exercée avec une telle rigueur que l'on saisit jusqu'à la caisse, aux papiers, aux meubles, sans qu'une indemnité quelconque fût allouée aux propriétaires : les frères Bertin, Laborie et Lenormant. On poussa même l'âpreté jusqu'à faire main basse sur une somme importante que Bertin l'aîné portait sur lui. Les seize parts qui restaient, après en avoir attribué huit à la police, furent réparties entre des courtisans et des hommes de lettres, notamment Boulay de la Meurthe, Corvetto, Réal, Saulnier, Denon, Fiévée, Mounier, de Bausset, de Gérando, etc...

Sept mois plus tard, le décret de Compiègne, du 17 septembre 1811, achevait cette œuvre de spoliation en déclarant tous les journaux comme propriété d'Empire. Les propriétaires ne purent prétendre à aucune indemnité. Le comte Rœderer et Maret, duc de Bassano, hauts dignitaires de l'Etat, se virent ainsi dépouillés du *Journal de Paris*.

Afin de consolider la presse impériale, le même texte réduisit les journaux à quatre : le *Moniteur*, le *Journal de l'Empire*, la *Gazette de France*, le *Journal de Paris*. Tous les autres journaux politiques furent supprimés ou rattachés aux feuilles maintenues. Le *Journal de Paris*, pour sa part, en absorba six. Il fut interdit de créer toute publication nouvelle.

Ces dispositions entrèrent en vigueur au mois d'octobre 1811. Le décret de Compiègne ne fut pas publié. L'original aurait été brûlé sur l'ordre de Talleyrand, président du Gouvernement provisoire de 1814, avec d'autres documents importants des archives de l'Empereur.

« Les bénéfices, les revenus, la propriété, la rédaction, les rédacteurs, dit Henri Welschinger, tout appartient désormais au Gouvernement. Les quatre journaux épargnés ne furent que des instruments entre les mains du Pouvoir. »

Le ministère de la Police considéra ce coup de force comme « une consolidation » de la presse. Dans une note intitulée *Précis sur les Journaux de Paris*, l'administration en vantait les bienfaits : « Dans le courant de 1811, Sa Majesté a organisé sur un nouveau pied quatre des principaux journaux de Paris. Ces journaux, devenus la proie d'une nuée de déprédateurs, rapportaient peu et menaçaient de rapporter moins, lorsque la réorganisation a eu lieu. Cette réorganisation a donné à Sa Majesté le moyen de récompenser un grand nombre de sujets utiles ; elle a consolidé la propriété des personnes qui exploitaient ces journaux et elle a doublé le produit que cette branche de revenus verse dans la caisse du ministre. »

Prenant exemple sur le *Moniteur*, le procureur impérial avait trois mois auparavant, le 17 juin 1811, adressé un rapport au Grand Juge pour lui suggérer l'idée qu'il n'y eût qu'un seul journal désigné pour publier les articles relatifs aux affaires civiles, criminelles et correctionnelles. Huit jours après, le ministre de la Police, sur les instructions de son collègue de la justice, invitait les journaux à ne plus insérer les jugements, à moins que ceux-ci ne leur soient transmis directement par l'autorité judiciaire. Le sieur Boscheron-Desportes ; ancien maître des requêtes, rédacteur à la *Gazette de France*, fut chargé d'établir les notices judiciaires. La *Gazette de France* obtint le privilège de les publier avant les autres journaux et ceux-ci furent astreints à en prendre copie sur la *Gazette*.

1813-1814... Les mauvais jours se sont levés. Comme en 1812, lors de la conspiration du général Malet, la presse reçut l'ordre d'observer le profond silence sur la politique et sur nos revers. Les journaux ne contenaient plus que des proclamations, des arrêtés, des circulaires, des discours, des bulletins militaires et des faits divers. La division de la police ne releva rien de répréhensible de 1813 à 1814. Cependant, lors de la campagne de France, les feuilles parisiennes, voulant rendre hommage au génie de Napoléon et à la valeur de nos troupes, mentionnèrent que les Français se battaient un contre trois. Le ministre de la Police reçut aussitôt cette lettre de l'Empereur datée du 19 février 1814 :

« Les journaux sont rédigés sans esprit. Est-il convenable ; dans le moment actuel, d'aller dire que j'avais peu de monde, que je n'ai vaincu que parce que j'ai surpris l'ennemi et que nous étions un contre trois ? Il faut, en vérité, que vous ayez perdu la tête à Paris, lorsque moi je dis partout que j'ai 300 000 hommes, lorsque l'ennemi le croit et qu'il faut le dire à satiété. J'avais formé un bureau pour diriger les journaux : ce bureau ne voit donc pas ces articles ? Voilà comme,

à coups de plume, vous détruisez tout le bien qui résulte de la victoire !... Mais comment faire comprendre cela à des poètes qui cherchent à me flatter et à flatter l'amour-propre national, au lieu de chercher à bien faire ? »

Ce fut la dernière remontrance de l'Empereur succombant sous le nombre. Les événements se précipitèrent ; ce fut l'abdication. La veille, les journaux appelaient encore le vainqueur d'Austerlitz « l'arbitre souverain des destinées du monde, l'exécuteur des décrets divins » ; le lendemain, ils accablaient le lion blessé des épithètes de « despote » et d'oppresseur », de « tigre à face humaine ».

La presse se vengeait de la longue servitude dont elle avait souffert.

FIN

La presse française
sous la Révolution, le Consulat, l'Empire. (1945)

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE

[Retour à la table des matières](#)

ANTRAIGUES (Louis de Launay, comte Emmanuel d'). — *Mémoire sur les Etats Généraux, leurs droits et la manière de les convoquer*, s. l., 1788, in-8.

ARNAULT (A.-V.). — *Souvenirs d'un sexagénaire*. Paris, 1833, 4 vol. in-8

AULARD (Alphonse). — *Etudes et leçons sur la Révolution française*. Paris, 1890-1913, 7 vol. in-8.

AULARD (Alphonse). — *Histoire politique de la Révolution française*. Paris, 1901, in-8.

AULARD (Alphonse). — *Paris sous la réaction thermidorienne*. Paris, 1902. 4 vol. in-8.

AVENEL (Henri). — *Histoire de la Presse française depuis 1789 jusqu'à nos jours*. Paris, 1900, in-4.

AVENEL (Georges). — *Lundis révolutionnaires*, 1^{re} série. Paris, 1875, gr. in-8.

BARBIER (Ant.-Alex.). — *Dictionnaire des ouvrages anonymes*, 3^e éd., revue et augmentée par Olivier Barbier, René et Paul Billard, avec *Supplément* par Gust. Brunet. Paris, 1872-1889, 5 vol. gr. in-8.

BAREAU (Albert). — *Paris en 1789*. Paris, 1889, in-16.

BAILLY (Jean-Sylvain). — *Mémoires d'un témoin de la Révolution* ou « Journal des faits qui se sont passés sous ses yeux et qui ont préparé et fixé la Constitution », ouvrage posthume. Paris, an XII (1804), 3 vol. in-8.

BAUDOUIN (F.-T.). — *Réflexions sur la liberté de la Presse*. Paris, 1814, in-8.

BEAULIEU (Claude-François). — *Essais historiques sur les causes et les effets de la Révolution de France avec des notes sur quelques événements et quelques institutions*. Paris, an IX (1801)-an XI (1803), 6 vol. in-8.

BOURNAND (François). — *La terreur à Paris*, préface d'Armand SILVESTRE. Paris, 1891, in-8.

BRISOT DE WARVILLE. — *Mémoires*, avec une introduction, notices et notes par M. de LESCURE. Paris, 1877, in-8.

BRUNET (Jacques-Charles). — *Manuel du libraire et de l'amateur de livres*. Paris, 1870, in-8.

BRUNET (Charles). — *Le père Duchesne d'Hébert* ou « Notice historique et bibliographique sur ce journal », publié pendant les années 1790, 1791, 1792, 1793 et 1794. Paris, 1859, in-8.

BRUNET (Charles). — *Marat, dit l'Ami du Peuple*. Notice sur sa vie et ses ouvrages. Paris, 1862, in-12.

BUCHEZ (P.-S.-B.) et ROUX (P.-L.). — *Histoire parlementaire de la République française* ou « Journal des Assemblées nationales depuis 1789 jusqu'à 1815, contenant la narration des événements, précédés d'une introduction sur l'*Histoire de France jusqu'à la convocation des Etats Généraux* ». Paris, 1864-1838, 40 vol. in-8.

CHAMBURE (A. DE). — *A travers la Presse*, préface d'Alphonse Brisson. Paris, 1914, in-8.

DELISLE DE SALES. — *Essai sur le journalisme depuis 1735 jusqu'à l'an 1800*. Paris, 1811, in-8.

DESCHIENS (François-Joseph). — *Collection de matériaux pour l'Histoire de la Révolution de France depuis 1787 jusqu'à ce jour. Bibliographie des journaux*. Paris, 1829, in-8.

DESMOULINS (Camille). — *Le vieux Cordelier*. Seule édition complète précédée d'un essai sur la vie et les écrits de l'auteur, par MATTON aîné, parent de Camille Desmoulins. Paris, 1834, in-8.

DESMOULINS (Camille). — *Le vieux Cordelier*. Seule édition complète et critique d'après les notes d'Albert MATHIEZ. Introduction et commentaires par Henri CALVET. Paris, 1936, in-8.

DESMOULINS (Camille). — *Correspondance inédite* publiée par MATTON aîné. Paris, 1836, in-8.

DUBIEF (Eugène). — *Le Journalisme*. Paris, 1892, in-16.

DUVERGIER (J.-B.). — *Collection complète des lois, décrets, ordonnances, règlements et avis du Conseil d'Etat*. Paris, 1824, 24 vol. in-4.

ESTRÉE (Paul D'). — *Le Père Duchesne. Hébert de la Commune de Paris, 1792-1794*. Paris, s. d., in-8.

FIÉVÉE (J.). — *Correspondance et relations avec Bonaparte (Premier Consul et Empereur) pendant onze années (1802-1813)*. Paris, 1837. 3 vol. in-8.

FLEURY (Edouard). — *Etudes révolutionnaires sur Camille Desmoulins et Roch Marcandier. La Presse révolutionnaire*. Paris, 1837. 3 vol. in-8.

FUNCK-BRENTANO (Frantz). — *Figaro et ses devanciers*. Paris, 1909, in-8.

FUNCK-BRENTANO (Frantz) et D'ESTRÉE (Paul). — *Les Nouvellistes*. Paris, 1905, 2^e édit., in-16.

GALLOIS (Léonard). — *Histoire des Journaux et des Journalistes de la Révolution française. 1789-1796*, précédée d'une introduction générale. Paris, 1845-1846, 2 vol. in-8.

GONCOURT (Ed. et J. DE). — *Histoire de la Société française sous le Directoire*. Paris, 1855, in-8.

GROUCHY (vicomte Emmanuel DE). — *La Presse sous le Premier Empire*. Paris, 1896, in-8.

HAMEL (Ernest). — *Histoire de Robespierre*. Paris 1865-1867), 3 vol. in-8.

HARDY. — *Mes Loisirs* ou « Journal d'événements tels qu'ils surviennent à ma coninassance », 1788-1789. Bibliothèque Nationale, manuscrit français.

HATIN (Eugène). — *Histoire politique et littéraire de la Presse en France avec une introduction historique sur les origines du journal*. Paris, 1859-1861, 8 vol. in-8.

HATIN (Eugène). — *Bibliographie historique et critique de la Presse périodique française*. Paris, 1866, in-8.

HATIN (Eugène). — *Histoire du Journal en France (1631-1863)*. Deuxième édition refondue et augmentée. Paris, 1853, in-16.

HATIN (Eugène). — *Manuel théorique et pratique de la liberté de la Presse (1500-1868)*. Paris, 1868, 2 vol. in-8.

LE POITEVIN (Gustave). — *La Liberté de la Presse depuis la Révolution, 1789-1815*. Paris, 1901, in-12.

LOUVET. — *Mémoires*, avec une introduction par E. MARON. Paris, 1862, in-16.

MALLET DU PAN. — *Mémoires et Correspondance pour servir à l'Histoire de la Révolution française*, recueillis par A. SAYOUS. Paris, 1851, 2 vol. in-8.

MARCANDIER (Roch). — *Histoire d'un homme de proie* ou les « Crimes du Comité de surveillance et les buveurs de sang, dénoncés à tous les peuples ». Paris, s. d., in-8.

MARON (Roch). — *Histoire littéraire de la Révolution : Constituante, Législative, Convention nationale*, Paris, 1856-1860, 2 vol. in-16.

MARTIN (André) et WALTER (Gérard). — *Répertoire de l'Histoire de la Révolution française*. Paris, 1943, 5 vol. in-8.

MERCIER (L.-S.). — *Paris pendant la Révolution, 1789-1798*, ou « le Nouveau Paris », avec introduction de L. Lacour. Paris, 1862, 2 vol. in-18.

MONTSEIGNAT (Ch. DE). — *Un chapitre de la Révolution française* ou « Histoire des journaux en France, de 1789 à 1799, précédée d'une notice sur les journaux ». Paris, 1878, in-16.

MOURA (Jean) et LOUVET (Paul). — *Le Café Procope*. Paris, 1929, in-16.

NAPOLÉON I^{er} — *Correspondance inédite, officielle et confidentielle*. Paris, 1809-1820, 7 vol. in-8.

NAPOLÉON I^{er} — *Correspondance*, publiée par ordre de l'Empereur Napoléon III. Paris, Imprimerie impériale, 1853-1869, 32 vol. in-4.

NETTEMENT (Alfred). — *Histoire politique, anecdotique du Journal des Débats*. Paris, 1838, 2 vol. in-8.

PARNES (Roger DE). — *Le Directoire. Portefeuille d'un Incroyable*. Préface par Georges d'HEYLLI. Paris, 1880, in-8.

PÉRIVIER (A.). — *Napoléon journaliste*. Paris, 1918, in-8.

PEUCHET (J.). — *Collection des Lois et Ordonnances et Règlements de police depuis le 13^e siècle jusqu'à l'année 1818*. Seconde série : *Police moderne*, de 1667 à 1789. Paris, 1818, 8 vol. in-8.

RIVAROL (comte Antoine DE). — *Mémoires*, publiées avec notes et notice par BERVILLE. Paris, 1824, in-8.

ROBESPIERRE (Maximilien). — *Discours sur la liberté de la Presse*. Paris, 1791, in-8.

SIEYÈS (Emmanuel). — *Qu'est-ce que le tiers état ?* Précédé de l'Essai sur les privilèges, publié par Edme CHAMPION. Paris, 1888, in-8.

SODERHJELM (Alma). — *Le régime de la Presse pendant la Révolution française*. Paris et Helsingfors, 1900, 2 vol. in-8.

THIERS (A.). — *Histoire de la Révolution française*. Paris, 3^e éd., 1839, 4 vol. gr. in-8.

TOURNEUX (Maurice). — *Bibliographie de l'Histoire de Paris pendant la Révolution française*. Paris, 1890-1913, 5 vol. in-4.

TUÉTEY (A.). — *Répertoire général des sources manuscrites de l'Histoire de Paris pendant la Révolution française*. Paris 1890-1914, 11 vol. gr. in-8.

WELSCHINGER (Henri). — *La Censure sous le Premier Empire*. Paris, 1882, in-4.

Archives nationales, cartons divers.